

John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

*ADAMS

231.12

J. M.

Digitized by the Internet Archive
in 2010

LES LOISIRS

D U

CHEVALIER D'EON

TOME SEPTIEME.

ENTRANCE

YOUNG LADIES

1890-1891

LES LOISIRS

D U

CHEVALIER D'EON

D E B E A U M O N T,

Ancien Ministre Plénipotentiaire de France,

S U R

Divers Sujets importants d'Administration, &c.

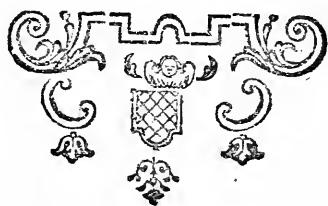
P E N D A N T

SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

Eruditio inter prospera ornamentum, inter adversa refugium.

LAERTIUS.

T O M E S E P T I E M E.



A A M S T E R D A M.

M D C C L X X I V.

MISS LOUISA

JAN

CHICAGO

W. Q. M. T. R. H. W.

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

S U R L E

R O Y A U M E D'ANGLETERRE.

LE long séjour que j'ai fait en Angleterre; le titre distingué sous lequel une nation rivale m'y a fait paroître; les malheurs injustes que j'y ai essayés, tout m'a en quelque façon forcé à faire une étude particulière des loix, des usages & des mœurs, des richesses, des forces & de la population d'un pays, auquel j'ai dû successivement & mon ressentiment, & ma reconnoissance. J'ai fait taire l'un & l'autre dans les réflexions que j'ai pu faire; & sans trop me confier à mes propres lumieres, ce n'a été qu'après avoir uni l'approbation d'Anglois très versés dans la connoissance de leurs propres affaires, & de François qu'un long séjour en Angleterre a parfaitement instruits de sa situation, que je me suis déterminé à communiquer au public le fruit de mes recherches.

Tome VII.

A

Si je voulois considérer, dans toute son étendue, le gouvernement civil & militaire, le commerce & les finances de cette Nation, il faudroit faire des volumes: mais comme je suppose que mes lecteurs ont déjà quelques notions sur cette matiere, je me contenterai, en général, d'indiquer les objets principaux d'une maniere claire, mais concise, & je ne m'étendrai que sur quelques articles particuliers, dont l'intérêt semble exiger des détails. J'en dirai assez pour qu'on conclue avec moi que, si l'Angleterre a une si grande influence dans tous les événemens politiques, elle la doit moins à l'étendue de ses domaines & au nombre de ses sujets, qu'à l'attention qu'elle ne cesse de donner au commerce, à l'agriculture & aux autres branches de l'administration économique.

L'Angleterre avec l'Ecosse, qui y est réunie depuis 1708. forme un royaume connu sous le nom de la Grande-Bretagne: car l'Irlande se gouverne par ses propres loix. L'Angleterre, en y comprenant le pays de Galles, est divisée en *cinquante deux* Comtés, & l'Ecosse en *trente* qui la partagent.



C H A P I T R E I.

DU GOUVERNEMENT DE L'ANGLETERRE.

Le pouvoir législatif de la Grande-Bretagne est dépendant de trois ordres de personnes qui, en agissant chacun d'une manière absolument libre, doivent néanmoins tous concourir au même but. Le Monarque forme seul le premier ordre, & est comme l'arbitre de la Nation, qui d'un mot donne force aux opérations des deux autres ou les annihile. Le second est composé des Seigneurs Spirituels & Temporels, & donne l'idée d'une Aristocratie. Le troisieme est appelé Chambre des Communes, parce que la libre élection du Peuple en nomme les membres, ce qui constitue une espece de Démocratie.

Comme les trois parties de ce corps ne peuvent manquer d'avoir des intérêts différens, & que leur consentement unanime est requis pour donner, à un *bill* ou acte de Parlement, une force obligatoire, il est facile de sentir que l'Administration Angloise n'expose point aux inconvéniens inséparables des

manieres de gouverner, adoptées par les autres Potentats de l'Europe.

La plus grande partie de ces *bills* est d'abord portée à la Chambre des Communes qui, après les avoir lus trois fois & y avoir donné son consentement, les envoie par députation à celle des Lords; & si ceux-ci y adherent, le Roi a la liberté de les sceller ou de les rejeter.

On ne peut douter que celle des deux Chambres, qui voit le *bill* en seconde instance, ne puisse y faire des changemens: mais dans ce cas, l'autre doit les avoir approuvés, avant qu'on puisse les soumettre au jugement du Souverain. Il faut cependant remarquer que, toute imposition étant de la compétence des Communes, les Seigneurs, ni le Roi ne peuvent rien changer à un *bill* qui ordonne une levée de deniers, & qu'ils doivent ou l'admettre ou le rejeter sans restriction. Il est vrai qu'il n'arrive presque jamais que ces sortes de *bills* éprouvent ces difficultés, parce qu'ordinairement les levées d'argent ne se font qu'à la réquisition du Roi & pour l'exécution des projets qu'il peut avoir formés. Mais si les Com-

munes étoient opiniâtrément décidées à faire passer une clause qui déplût aux deux autres parties de la législation, elles pourroient l'insérer dans un *bill* de subsides, & par-là forcer la Couronne, ou à souscrire à ses desirs particuliers, ou à se priver des ressources qui y sont accordées. Tels sont en général les moyens que ces trois parties nécessaires de l'Administration Angloise, tirent de leur pouvoir spécial, pour faire prévaloir le bien général sur l'intérêt particulier.

A R T I C L E I.

Des Pairs d'Angleterre.

Il y a aujourd'hui 200. pairs nés en Angleterre, non compris 26. prélats : mais des premiers, il n'en entre que 184. dans la Chambre Haute, les autres étant ou mineurs, ou attachés à la religion de Rome. Dans ces 200. sont compris les 16. que l'Ecosse a droit de députer au Parlement d'Angleterre, depuis que, par l'acte de réunion, celui d'Edemburg a été supprimé. Ces 16. sont électifs & leur pouvoir ne dure que sept ans, à moins qu'ils ne soient continués par un choix nouveau.

Tous ces Pairs composent la Chambre Haute, qui est la cour suprême de judicature, où tous les appels sont jugés en dernier ressort. Ce tribunal est composé de la haute Noblesse du royaume, laquelle consiste actuellement en 25. ducs, 1. marquis, 79. comtes, 13. vicomtes. 66. Barons, 2. archevêques qui ont rang immédiatement après les princes du Sang, & 24 évêques qui sont tous Lords, à raison des baronies qui font partie des domaines de leurs églises, & qui comme tels ont rang après les Vicomtes. Toute personne qu'il plait au Roi d'honorer d'un de ces titres, a un droit naturel à la Chambre Haute, qui ne peut se perdre qu'en punition d'une faute capitale, reconnue par un jugement de la Chambre, ou en conséquence du refus de se conformer aux rites religieux du pays.

A R T I C L E II.

De la Chambre des Communes.

La Chambre Basse est composée de 558. membres, y compris 45. députés d'Ecosse, qui les uns & les autres sont électifs, & dont

la mission cesse avec la durée du Parlement, qui est de sept ans.

Les principales conditions requises pour obtenir un siége dans cette Chambre, sont d'être Anglois par naissance, d'avoir atteint l'âge de 21. ans, & d'y être appelé par la majorité des suffrages du lieu qu'on doit y représenter. Il faut de plus, selon le statut d'Henri VI. être d'un rang à prétendre à la dignité de chevalier; & jouir d'un revenu annuel de *Liv.* 600. *ft.* ou 13,850. *L.* tournois, pour être choisi par un Comté; ou être citoyen & bourgeois possesseur de *L.* 300. *ft.* par an, pour être le représentant d'une ville ou d'un bourg.

Le Chancelier du royaume préside à la Chambre des Seigneurs: mais les Communes se choisissent un Orateur, qui ne peut entrer en fonctions, qu'après avoir été agréé par le Monarque.

A R T I C L E III.

L'Etendue & les limites des droits du Monarque Anglois.

Le Roi d'Angleterre, subordonné d'ailleurs aux loix comme le moindre de ses su-

jets, à néanmoins de très grandes prérogatives & un pouvoir très étendu.

Il a seul le droit de convoquer, d'ajourner, de proroger & de dissoudre le Parlement, quand il lui plait; il dispose de tous les bénéfices & de tous les emplois du royaume, & peut révoquer à son gré tous ceux qu'il a revêtus des derniers, à l'exception d'un petit nombre qui sont à vie. Il a le pouvoir de faire la paix & la guerre, des traités & des ligues; de recevoir & d'envoyer des ambassadeurs, & d'accorder grace aux criminels condamnés à mort. Ce dernier privilège souffre une exception particulière en cas de meurtre; car si l'assassin est de nouveau poursuivi à la requête du plus proche parent du défunt, quelque grace qu'il ait pu antérieurement obtenir du Souverain, il sera jugé; & s'il est condamné, il sera exécuté, sans que le Roi puisse faire valoir en sa faveur le privilège de sa Couronne.

Ce Prince est l'administrateur des deniers de l'Etat, dès que le Parlement en a ordonné la levée & fixé la destination. C'est en son nom que se bat la monnoie, & pour les frais

de fabrication, il reçoit par an la somme de L. 15,000. S. ou 341,250. liv. tournois. Il confère à son gré tous les titres d'honneur; & fait de sa pure volonté des Pairs ou des Chevaliers. Les derniers sont de deux sortes, ceux que l'on appelle Baronets, dont la dignité est héréditaire, & qui semblent faire un ordre constant de noblesse inférieure; & les Chevaliers simples, dont le titre meurt avec ceux qui en sont décorés: mais qui, comme les premiers, ne peuvent être dégradés que pour crime & par sentence.

Le Roi d'ailleurs, depuis Henri VIII. est chef suprême de l'Eglise Anglicane, en conséquence d'une résolution unanime des Seigneurs Spirituels, qui en 1534. déférerent ce titre au Monarque pour lui & ses héritiers.

Si l'on compare cette étendue d'autorité, avec les limites que les Loix Angloises y ont mises, on sera forcé de conclure, que le Prince a la puissance nécessaire pour opérer le bien, sans être, en quelque façon, dans la possibilité de faire le mal.

Il ne peut ni imposer, ni lever des taxes

sans le concours de son Parlement ; & n'a aucun droit sur la vie ni sur les biens de ses sujets. Il est vrai que c'est en son nom qu'on arrête les personnes dont on veut s'assurer : mais la loi ne lui accorde que 24. heures, au bout desquelles tout homme, sur la liberté duquel on a attenté, doit être élargi en donnant caution ; & dans le cas où il ne pourroit en fournir, il ne fauroit être détenu en captivité pendant plus de six semaines, sans voir son sort décidé par un jugement ; terme de rigueur pour toutes les circonstances où l'énormité du crime ne permet pas d'élargir un prisonnier sous caution.

Vouloir détailler ici les actions qui privent un sujet de cette ressource, ce seroit s'engager dans un labyrinthe impénétrable, sur-tout depuis que les Magistrats en ont soumis la décision à leur volonté arbitraire. Un événement passé en 1771. ne jette que plus d'obscurité sur cette matière.

Un particulier d'un état décent & d'une fortune aisée, vole quelques cahiers de papier dans la chambre des Echevins de Londres : il est arrêté, & une partie de ce qu'il avoit dérobé se trouve sur lui : il est donc claire-

ment coupable de félonie, sans qu'on puisse alléguer une incertitude dans les preuves qui, en permettant de douter de la réalité du crime, mette dans le cas de lui accorder sa liberté sous caution jusqu'à ce qu'il soit clairement convaincu. Il réclame néanmoins le privilege, & le Lord Mansfield, chef de justice du Banc du Roi, l'admet à caution, & le laisse en liberté, jusqu'au moment où, sans nouvelles preuves, la loi le condamne à être transporté. Si cette conduite a exposé le Magistrat à la censure la plus sévère de quelques habiles juriconsultes, elle en a trouvé d'autres aussi savans, qui n'ont rien épargné pour en faire valoir la justice.

Il a encore régné longtems en Angleterre un autre abus, fondé de même sur une prétendue prérogative de la Couronne. Celui dont je viens de parler met entre les mains des juges qui agissent au nom du Roi, la puissance d'étendre ou de restreindre la liberté des Sujets, mais en observant du moins quelques formalités de justice, lorsque celui dont je vais parler, rendoit inutiles toutes les précautions prises par la loi pour empêcher le Souverain de disposer à son gré du corps &

des effets d'un Anglois, sans même en faire connoître le motif apparent.

Les Ministres d'Etat s'étoient arrogés le droit d'expédier des *Warrans - Généraux*, ou ordres émanés de leur seule puissance, en vertu desquels leurs *mesfagers* ou vils huisfiers, pouvoient forcer les maisons, s'emparer des personnes, & saisir les papiers de tout sujet, qu'ils soupçonnoient complice d'une action, à laquelle leur jugement particulier donnoit le nom de crime. Ces ordres étoient exécutés avec la dernière rigueur, sans que les privileges mêmes des membres du Parlement y missent obstacle, ou y apportassent quelqu'adoucissement; & l'infortuné, qui en devenoit victime, devoit s'estimer heureux si, après avoir essuyé un dur emprisonnement, avoir vu pénétrer tous les secrets de ses affaires ou de sa famille par l'examen indiscret ou intéressé de ses papiers, il obtenoit comme citoyen de rentrer, dans sa maison désolée, ou comme étranger d'être conduit sur la frontière, avec injonction de quitter les Isles Britanniques, ce pays si renommé pour venger la liberté de ceux qui y sont nés ou qui ont pu y choisir leur domicile,

Une tyrannie si odieuse, soutenue par une pratique constante des Ministres, même les plus célèbres, pour leur zèle patriotique, subsisteroit encore sans la fermeté inébranlable d'un simple écuyer M. Jean Wilkes.

On le soupçonne auteur d'un pamphlet, que les Ministres regardent comme injurieux à la personne du Monarque, parce que leur véracité y est vivement attaquée, & il est à l'instant dévoué à devenir victime d'un de ces *Warrans-Généraux*. Quoique membre du Parlement, sa personne, sacrée dans toute autre circonstance, est arrêtée, ses bureaux sont forcés, ses papiers sont saisis, & il est entraîné chez un messager d'Etat. Les Secrétaires d'Etat le font paroître devant eux & osent l'interroger; mais instruit des droits que lui donne le nom d'Anglois, sans vouloir entrer dans la discussion du crime qu'on lui impute, il n'ouvre la bouche que pour faire rougir ceux qui prennent le titre de ses juges, de l'illégalité de leur conduite. La vérité dure produit rarement le repentir; aussi se voit-il bien-tôt étroitement enfermé dans la Tour de Londres, sans que personne puisse avoir accès auprès de lui. Tranquille sur les

ressources que lui offrent les loix de son pays, il se soumet à son sort qu'il fait ne pouvoir être que momentané ; ses amis prennent sa défense, & un *habeas corpus*, ce frein irrésistible à l'oppression, ouvre les portes de sa prison, le conduit devant un tribunal qui, autant surpris de la sérénité avec laquelle, en sortant des fers, il défend sa cause, que de l'injustice de sa détention, le remet en liberté & le renvoie triomphant. En restera-t-il là ? Non, il juge que sa cause est celle de sa Nation, & sans s'intimider par les périls auxquels il expose sa tranquillité, son état & sa vie, il ne profite de l'air qu'il respire, que pour attaquer tous ceux qui avoient prétendu montrer sur lui, ce qu'ils étoient capables d'attenter contre ses concitoyens. Quelque puisse être l'étroit de sa situation, la rigueur de l'exil auquel il est forcé de se condamner, la variété des disgrâces qu'il éprouve, la succession des périls auxquels on l'expose, supérieur à tout, rien ne peut le distraire du plan qu'il s'est formé : & sans être satisfait par les dommages qu'il obtient, par les frais dont il accable ses adversaires, il ne se repose qu'après avoir mis

les tribunaux & la législation - même, dans la nécessité de déclarer les *Warrans-généraux* contraires à la loi & à la constitution de son pays: & après avoir affranchi par-là les Anglois d'un joug que pouvoient seuls imposer les despotes les plus arbitraires. L'Angleterre n'eût-elle que cette obligation à ce simple particulier, on ne peut être surpris que la saine partie de la Nation se soit fait une loi de réparer sa fortune, & de réunir sur sa tête les honneurs & les dignités qui étoient à sa disposition. Que l'on critique sa conduite, ses mœurs; le mal, s'il en résulte, est pour lui seul: mais les fruits du bien qu'il a fait, sont recueillis par la généralité des sujets. Il a rendu l'Anglois véritablement libre, véritablement homme: quelle couronne éternelle ne lui auroient pas déferé les Peuples les plus judicieux, dont l'histoire ancienne fasse mention! L'Anglois de nos jours seroit-il moins juste?



CHAPITRE II.

DES GRANDS OFFICIERS D'ANGLE-
TERRE.

Il y a en Angleterre neuf grands officiers de la Couronne dont les places donnent à ceux qui les possèdent le titre de Lords, quand ils ne le tiendroient pas de leur naissance, savoir, le Grand *Stewart*, le Grand Chancelier, le Grand Trésorier, le Président du Conseil Privé, le Garde du Sceau privé, le Grand Chambellan, le Grand Connétable, le Comte Maréchal, & le Grand Amiral.

ARTICLE I.

Du Grand Stewart d'Angleterre.

La première dignité de la Couronne est celle du Grand-Maître ou Lord *Stewart* qui, selon les plus anciennes annales du royaume, en étoit comme le Vice-roi; & que les anciens interprètes de la loi nommoient le Grand Sénéchal d'Angleterre.

Son pouvoir étoit si étendu, qu'il lui appartenait, en tems de paix ou de guerre, de régler l'Etat sous l'autorité du Roi, sur les

actions duquel il avoit même droit de veiller.

Le dernier qui ait possédé cet emploi, fut Henri de Bolinbroke fils & héritier de Jean de Gand, Duc de Lancastre. En montant sur le trône, ce Prince ne laissa subsister que le titre de cette haute dignité; & depuis ce tems les fonctions ne s'en exercent que dans des circonstances spéciales & passagères, telles que la cérémonie du couronnement d'un Roi, ou la nécessité de juger un pair du royaume, sa femme ou sa veuve.

Dans ces occasions, le Seigneur qui représente ce grand Officier, porte pour marque de sa prérogative une grande baguette blanche, qui lui donne droit de précéder les Princes du sang royal, pendant tout le tems que dure la commission qu'il tient du Souverain: mais aussitôt qu'elle est accomplie, il rompt sa baguette, & il ne lui reste d'un si auguste emploi, que l'honneur de l'avoir exercé. On en a vu deux exemples sous le regne auguste de George III. qui chaque fois a honoré des fonctions de cette charge feu Robert Henley Comte Northington, alors Grand Chancelier d'Angleterre, pour prononcer sur le sort de deux Pairs du

royaume, dont l'un fut condamné au dernier supplice & l'autre absous.

Je ne puis m'empêcher de remarquer à ce sujet, que l'état d'un Pair, dont une faute met la vie en danger, est plus incertain & moins favorable, que celui d'un particulier chargé d'un même crime. L'un & l'autre sont également soumis à l'opinion des grands-jurés chargés de prononcer sur la validité des preuves: mais ensuite l'homme ordinaire est jugé par douze petits-jurés, qui doivent être unanimes dans leur opinion pour le condamner, lorsque le seigneur attend sa vie ou sa mort, de la pluralité des suffrages de 184. juges ses égaux.

A R T I C L E II.

Du Grand Chancelier d'Angleterre.

Le Grand Chancelier, qui tient son office par patente, est proprement le premier Ministre d'Etat, quoiqu'il n'en fasse pas toujours les fonctions. Il est Orateur de la Chambre des Pairs; & comme il n'y a plus de Lord Stewart, il est la première personne du royaume pour les affaires civiles. C'est

à lui que le Roi confie ordinairement la garde du Grand Sceau, & il préside feul à un tribunal, chargé de prononcer fur tous les appels, fans être afreint à la lettre de la loi, dont il peut adoucir la rigueur, felon que l'équité naturelle lui en découvre la néceffité ou la convenance.

Il eft tuteur né de tous les pupiles, & tient du Roi l'autorité de difpofer à fa volonté de tous les bénéfices eccléfiastiques qui, dans le poulter de la Cour, n'excedent pas L. 20. St. de revenu annuel.

Le revenu de la charge de Grand Chancelier eft évalué à L. 10000. St. par an; & elle eft aujourd'hui exercée par Henri Bathurst qui, le 22. Juin 1771. a été élevé à la dignité de Lord Apsley.

A R T I C L E III.

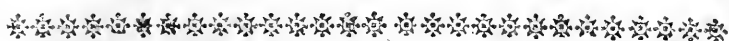
Du Grand Tréforier d'Angleterre.

Cette place étoit d'autant plus importante, dans fon origine, que celui qui en étoit pourvu devoit feul adminiftrer tous les revenus de l'Etat: mais depuis le Comte d'Oxford, qui en jouiffoit fous la Reine Anne,

le titre en est demeuré éteint & l'on y a suppléé par un bureau, composé de cinq personnes, nommées commissaires de la Trésorerie, dont le premier est le Lord Frédéric North, fils aîné du comte de Guilford & membre de la Chambre des Communes.

Le Ministre, qui est à la tête de ce bureau, par une coutume presque toujours suivie, malgré l'inconséquence qu'elle renferme, est en même tems sous-Trésorier d'Angleterre & Chancelier de l'échiquier; de façon qu'en cette dernière qualité, il juge sans appel de la validité des comptes qu'il rend lui-même, comme chef commissaire de la trésorerie. Cette union d'emplois, qui paroît contraire à toute bonne administration, produit à celui qui en est revêtu, environ *L. 6000. St.* ou *136,500. Liv.* tournois de revenu fixe par an: mais on fait que les émolumens de ces fortes de places sont beaucoup plus considérables, que les appointemens qui y sont attachés.

Le département qui relève de ce bureau est si étendu, & contient tant de parties essentielles à la connoissance de l'Administration Angloise, que je vais en donner ici les détails les plus intéressans.



S E C T I O N I.

D E S O F F I C I E R S D E L A T R É S O R E R I E.

Les Officiers qui, sous les Commissaires, forment le bureau de la trésorerie, sont deux Secrétaires, deux Solliciteurs, dont les places sont considérables, & 39 Clercs, Commis, Garde-notes & employés, qui ont tous de forts appointemens.

L'office des Seigneurs est de veiller à tous les revenus du Roi déposés & gardés dans l'échiquier ; d'avoir inspection sur tous les Officiers chargés de lever les impôts, douanes, tributs & autres droits appartenans à la Couronne.

On fait que la place de premier seigneur de la trésorerie, étant toujours occupée par l'homme du Roi, est aussi celle du premier Ministre d'Etat ; que le seigneur qui en est revêtu, distribue seul les pensions, donne toutes les places des douanes qui sont dans les différens ports du royaume. Il fait seul les emprunts dont le gouvernement peut avoir besoin, & seul contracte pour les intérêts aux conditions qu'il lui plaît d'accorder. Il ordonne la remise des fonds, que les circon-

stances exigent d'envoyer hors du royaume, pour la paie des troupes, l'aquit des subsides &c.

Les autres seigneurs de la trésorerie n'ont de réelle influence que dans les détails économiques; & leurs places, à parler sincèrement, ne paroissent que des moyens inventés par la Cour; afin de s'assurer des membres dans la Chambre des Communes.

SECTION II.

DE L'ÉCHIQUIER.

L'Échiquier, qui dépend de la trésorerie, comprend deux parties, savoir la cour de l'échiquier & la recette de l'échiquier; que l'on appelle autrement l'échiquier proprement dit ou le bas échiquier; qui est le bureau où l'on reçoit & débourse tous les revenus du Roi.

PARAGRAPHE I.

DE LA COUR DE L'ÉCHIQUIER.

Ce tribunal prend son nom d'un grand-tapis à careaux, qui couvre la table autour de laquelle se tiennent les séances. Il connoît

généralement de toutes les causes qui ont rapport au trésor ou revenu du Roi, en douanes, comptes, amendes & déboursés de toute espece.

Cette Cour est composée du Chancelier de l'échiquier, qui y préside au défaut du Grand Trésorier; d'un premier juge qui a le titre de *Lord-chief- Baron*, & qui a *L. 3000. S.* d'appointemens; de trois autres juges dénommés Barons avec *2000. L. S.* par an, & d'un autre appelé *Curfitor Baron*, dont l'office est de faire prêter serment aux Shérifs, sous-Shérifs, Baillis, Visiteurs, Inspecteurs de la douane & autres pareils officiers. Il y a de plus un Secrétaire & un sous-Secrétaire du Chancelier du tribunal.

De cette cour dépendent plusieurs bureaux particuliers, servant à enregistrer les comptes, ainsi qu'aux diverses fonctions qui sont de sa compétence. Ces bureaux sont.

1°. Celui du *King's Remembrancer*, qui peut se rendre en François, *Mémorateur du Roi*. Le Président est à la nomination du Roi, & c'est aujourd'hui Robert Masham Lord Masham. Ce bureau enregistre tous les états de comptes qui peuvent concerner le revenu du

Roi , dans les douanes , accises , subfides ou aides accordés par le Parlement , ainfi que les comptes de l'argent déboursé pour le service du Roi dans les affaires qui regardent le revenu.

20. Celui du *Lord Treasurer's Remembrancer* , qui est chargé de procéder contre tous les Shérifs , Baillis , Receveurs &c. En ce qui peut concerner leurs comptes ; & qui expédie les ordres en vertu desquels on doit lever la somme de L. 20. St. sur tous les papistes recusans & convaincus.

30. Le bureau des *erreurs* qui peuvent se commettre dans la chambre même de l'échiquier.

40. Le bureau des *extraits* dans lequel , à chaque terme , en reçoit par abrégés les états du *Lord Threasurer's Remembrancer* , que l'on copie ensuite , pour procéder à la levée des sommes qui y sont désignées. C'est aussi le clerc de ce bureau qui expédie les cédules pour toutes les sommes qu'on doit acquitter.

50. Le bureau des *plaids* , auquel tous les officiers de l'échiquier , ainfi que toutes les personnes privilégiées , telles que les débiteurs du Roi , ont droit de ressortir.

6°. Le bureau où s'enregistrent les actes passés dans le comté de Middlesex.

Il est encore dans cette cour divers autres petits départemens, & tous les officiers qui composent ces différens bureaux sont au nombre de 38. non compris les Barons & les deux Secrétaires.

L'enregistrement & le contrôle des comptes ont donné lieu à l'établissement de deux grands bureaux particuliers, savoir

1°. Le *Pipe-office* ou bureau du grand rôle. Tous les comptes qui passent au bureau du *Mémoireteur*, sont déposés dans le *Pipe-office*, où l'on dresse les comptes des Shérifs, & où l'on donne décharge à ceux qui ont rendu un compte juste des sommes qu'ils doivent rapporter à l'échiquier.

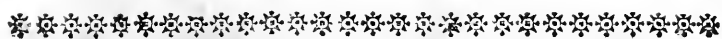
Ce bureau est composé d'un commis du grand rôle appelé *Clerk of the pipe*, qui passe les baux pour toutes les terres de la Couronne, en vertu d'une autorisation des Seigneurs de la trésorerie; d'un Contrôleur, dont l'office est d'adresser, deux fois par an, à tous les Shérifs des comtés, les sommations nécessaires pour les mettre en état de lever les taxes: ce dernier doit de plus transcrire sur un

rôle particulier tout ce qui est porté sur le grand. Ces deux chefs ont sous eux treize officiers.

Trois départemens relevent de ce bureau, savoir, celui des terres abbatiales qui n'a qu'un Garde-archives; celui des prémices ou annates, dans lequel il y a un *Remembrancer*, qui reçoit les abonnemens, & qui procede contre ceux qui manquent à payer: & celui des dixmes dont la dénomination dénote les fonctions.

Il est bon de remarquer que les prémices & les dixmes ne sauroient plus être placées entre les articles du revenu de la Couronne, ayant été les unes & les autres assignées à perpétuité, pour servir à augmenter le revenu des pauvres bénéfices, par acte du Parlement passé en 1703.

2°. Le second grand bureau qui relève de la cour de l'échiquier est celui qu'on appelle *la cour de la chambre ducale de Lancastre*, qui connoît de toutes les causes, qui peuvent avoir quelque rapport au revenu que la Couronne tire de ce duché: & pour la régie de laquelle il y a quinze officiers.



P A R A G R A P H E II.

DE LA RECETTE OU BAS·ECHIQUIER.

La Recette, ou l'échiquier proprement dit, est composé d'un Chancelier d'un Auditeur, d'un Commis dit *Clerk of the Pells*, de quatre Maîtres des Comptes & de 58. autres officiers.

Le Chancelier a la garde du sceau dont on se fert dans ce tribunal; il siege, comme je l'ai déjà dit page 23 au-dessus des Barons; il a le droit de contrôler les rôles des seigneurs de la trésorerie; il nomme à plusieurs postes considérables & ses appointemens avec les profits casuels lui donnent plus de 4000 *L. St.* par an.

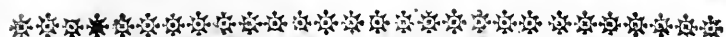
Il est assez ordinaire que la place de premier Seigneur de la trésorerie & celle de Chancelier de l'échiquier soient occupées par la même personne, comme cela se trouve à présent: mais il dépend du Roi de les séparer, comme on l'a vu dans les dernières années, pendant que le Marquis de Rockingham & le Duc de Grafton ont été à la tête de la trésorerie.

L'Auditeur est chargé d'ordonner tous les paiemens prescrits par les seigneurs de la trésorerie, & d'en tenir un état dans des registres séparés. Chaque jour il reçoit les

comptes de chaque maître en particulier, & toutes les semaines il est tenu d'en remettre un bordereau général aux Seigneurs, qui doivent le présenter au Roi. Il rédige à la fin de chaque semestre, c'est-à-dire, à la S. Michel & à la Notre-Dame de Mars, un livre qu'on appelle *Déclaration*, & qui contient l'état de recette & de dépense qu'on a pu faire d'un de ces termes à l'autre.

Les Maîtres des comptes, ou *Tellers of the Exchequer*, font la recette de l'argent du Roi, & à mesure qu'il parvient quelque somme entre leurs mains, ils sont obligés de jeter, par un tuyau, dans la *cour de la taille*, un billet qui en spécifie la quantité. Le billet est reçu par le clerc de l'Auditeur, qui le note sur la taille, & le remet ensuite au commis, qu'on appelle *clerk of the pells*, pour en faire l'enregistrement. Chaque Maître des Comptes est obligé de donner une caution de *L 20,000. St.*

Le *clerk of the pells*, est ainsi nommé du mot *pellis*, comme qui diroit, commis des peaux ou du parchemin, parce que sa fonction est d'enregistrer, sur des feuilles de parchemin, les états des Maîtres des Comptes, & ceux de toutes les recettes du Roi, de telle nature qu'elles soient.



P A R A G R A P H E III.

D E L A C O U R D E L A T A I L L E.

Ce bureau est ainsi appelé, parce que l'on s'y fert encore de l'ancienne méthode de marquer sur des tailles. Celui qui prête de l'argent au Roi reçoit, pour reconnoissance, une taille de bois, sur laquelle la somme est écrite de chaque côté. Cette taille est fendue en deux, le prêteur ou le payeur en reçoit la moitié, & l'autre est gardée dans cette cour.

Les principaux officiers sont deux Chambellans de l'échiquier; qui ont la garde de plusieurs anciennes archives, des originaux de diverses ligues & traités faits avec des princes étrangers, & des étalons de toutes les monnoies, poids & mesure.

Il ne fera pas inutile, je crois, de faire remarquer ici, que, dans chaque province de l'Angleterre, il y a un officier public, qu'on appelle *Clerk of the market* ou *commis du marché*, dont l'emploi est d'avoir un étalon particulier de tous les poids & de toutes les mesures, lequel doit être entièrement conforme à l'étalon royal que gardent les chambellans de l'échiquier. Il doit veiller à ce que tous les poids & toutes les mesures de la

province, où il réside , soient parfaitement semblables au modele qu'il en a de cette cour, & il a droit de brûler tout ce qui en differe. Il tient à ce sujet une cour particuliere, dont il est le chef dans le district qui lui est confié. Cette égalité de poids & de mesures dans toute l'Angleterre est un des articles de la *grande charte*.

Les Chambellans ont aussi la garde du fameux livre connu d'abord sous le titre de *the black book*, ou *livre noir*, & depuis sous ce titre de *Dooms-day's-book* ou *livre du jour du jugement*; qui, en deux volumes, contient un dénombrement général & détaillé de toutes les terres & de tous les habitans du royaume, si l'on excepte les Comtés de Cumberland, Westmorland, Northumberland & l'Evêché de Durham. Cet ouvrage fut exécuté par ordre de Guillaume le Conquérant , & est gardé sous trois clefs, chacun peut le consulter moyennant 6 Shillings 8 sous : mais si on en veut transcrire quelque chose, il faut payer quatre sous par ligne qu'on en tire.

Chacun des Chambellans a son député, dont la fonction est d'être présent, lorsqu'on fend les tailles, & de les examiner , pour éviter toute erreur.

Les autres officiers de la cour de la taille sont au nombre de 18. y compris un huissier, qui doit veiller à la sûreté de l'échiquier & fournir au bureau les livres, les papiers & toutes les choses qui lui sont nécessaires.

PARAGRAPHE IV.

DU BUREAU DIT *Imprest office*.

On y examine les grands comptes des douanes du Roi de la Grande-Bretagne, de la grande-garderobe, de la monnoie, des prémisses, des annates & des dépenses qu'exigent les flottes & les armées; on a préposé à ces occupations importantes deux Auditeurs & 16. autres officiers.

PARAGRAPHE V.

Tax Office.

OU

BUREAU DE LA TAXE SUR LES TERRES.

Quoique ce bureau paroisse borné par sa dénomination à ce qui concerne la taxe sur les terres, il s'occupe néanmoins également de celle qui est imposée, soit sur les fenêtres, soit sur les maisons.

Il est composé de sept Commissaires qui ont chacun L. 600. St. d'appointemens, de

deux Secrétaires, d'un Solliciteur & de sept autres Commis.

Il a de plus deux Auditeurs & un Député pour les provinces de Lincoln, Nottingham & Derby; un Auditeur, un Député & deux Commis pour les autres Comtés d'Angleterre; outre un Auditeur, un Député & un Commis pour la principauté de Galles.

La fonction des auditeurs consiste à examiner tous les comptes du revenu royal, qui provient, ou des taxes accordées par le Parlement, ou des terres & rentes qui appartiennent à la Couronne.

Les autres Officiers, chargés des détails du bureau de la taxe, sont dix Inspecteurs généraux à *L. 100. St.* par an; & cent soixante & trois Inspecteurs particuliers; dont les appointemens sont de *L. 50. St.* pour ceux qui fonctionnent en Angleterre; & de *L. 40 St.* pour ceux qui sont préposés sur le pays de Galles.

La taxe des terres s'impose chaque année par acte du Parlement, qui l'augmente ou la diminue selon que les circonstances l'exigent. L'acte qui en ordonne la levée doit non seulement spécifier ce qu'on exigera par livre, mais

mais déterminer encore exactement la somme que chaque Comté, Cité ou Bourg parlementaire doit payer en particulier.

Ce fut en 1688. que toutes les provinces d'Angleterre s'imposèrent pour la première fois une taxe sur les terres. On en fit l'assise générale; & dans la distribution de ce qu'en devoit contribuer chaque district, on eut égard à l'étendue des terres qui y étoient contenues, à leur population respective, & à la quantité de membres que chaque endroit envoyoit au Parlement.

L'acte qui en fait l'imposition, & le tarif de distribution sont du 23. Février 1688. Tous les Comtés, & plusieurs districts, Cités ou Bourgs particuliers de chaque Comté, y sont dénommés pour y fixer le contingent-spécial que chacun d'eux devra payer par mois. On prit pour modele l'imposition navale, en portant la nouvelle exactement au double de ce qu'exigeoit la première. C'est ce même tarif qui de nos jours sert encore de règle pour la répartition de cette taxe, & les tables qui suivent feront parfaitement connoître au lecteur toute cette opération.

TABLE de la taxe des terres arrêtée
le 23. Fev 1688. pour 6 mois
& par mois.

Imposition
Navale sous
Charles II.

Provinces ou comtés.	Liv.St.	Sh.	Den.	Livres
Bedfordshire. .	896	17	9	. 3000
Berkshire. . .	1132	6	7	. 4000
Buckinghamshire.	1315	6	5	. 4500
Cambridgeshire.	1369	17	11	. 3500
Cheshire. . .	801	5	6	. 3000
Cornwall. . .	1540	18	3	. 5500
Cumberland. .	162	6	1	. 800
Derbyshire. .	862	8	4	. 3500
Devonshire. .	3346	6	6	. 9000
Dorsetshire. .	1355	10	1	. 5000
Durham. . .	323	16	9	. 1000
Essex. . .	3098	8	10	. 8000
Gloucestershire.	1847	16	10	. 5500
Herefordshire. .	1131	13	4	. 3500
Hertfordshire. .	1345	16	3	. 4000
Huntingdonshire.	633	14	2	. 2000
Kent. . .	3326	18	8	. 8000
Lancashire. .	1006	13	6	. 1000
Leicestershire.	1084	14	3	. 4500
Lincolnshire. .	2575	2	0	. 8000
Middlesex. . .	7332	1	4	. 20180
℥ 36489	19	4	℥ 107480	

SUITE de la taxe sur les terres du
23. fevrier 1688. pour six mois.

Imposition
navale.

Provinces ou Comtés.	Livres.	Sh.	Den.	Livres.
<i>De l'autre part.</i>	36489	19	4	107480
Monmouthshire.	390	0	0	. 1750
Norfolk. . . .	3450	12	0	. 7800
Northamptonshire	1413	18	2	. 6000
Northumberland	372	15	8	. 1300
Nottinghamshire	1135	10	8	. 3500
Oxfordshire. . .	1135	10	8	. 3500
Rutlandshire. . .	240	8	0	. 800
Shropshire. . . .	1203	14	2	. 4500
Somersetshire.	2970	19	0	. 9000
Southamptonshire	2189	8	8	. 6000
Staffordshire. . .	865	11	8	. 3000
Suffolk.	3298	10	8	. 8000
Surrey.	1597	0	2	. 3500
Suffex.	1821	7	9	. 5000
Warwickshire. . .	1192	8	9	. 4000
Westmorland. . .	116	0	0	. 600
Wiltshire.	1966	17	7	. 7000
Worcestershire.	1109	8	6	. 3500
Yorkshire.	3469	5	2	. 12000
Principalty of Wales.	2547	11	11	. 8750
℥	68976	18	6	℥ 206980

2^e. TABLE contenant le nombre des
acres de terre, celui des maisons
& paroisses de chaque comté.

Taxe de pro-
portion entre
la taxe & le
nombre des
membres.

Provinces ou Comtés.	Acres.	Maisons.	Pa- roisses	Parties de la taxe.	Nom- bre des mem- bres.
Bedfordshire. . .	260,000	12,170	124	7	4
Berkshire. . . .	527,000	17,000	140	10	9
Buckinghamshire.	541,000	18,390	185	12	14
Cambridgeshire.	570,000	17,400	163	9	6
Cheshire.	720,000	24,054	86	7	4
Cornwall.	960,000	25,374	161	8	44
Cumberland. . .	1,040,000	148,825	58	1	6
Derbyshire. . . .	680,000	21,155	106	6	4
Devonshire. . . .	1,920,000	57,000	394	21	26
Dorsetshire. . . .	772,000	21,944	248	9	20
Durham.	610,000	15,984	52	3	4
Essex.	1,240,000	34,819	415	24	8
Gloucestershire.	800,000	26,764	280	12	8
Herefordshire. .	660,000	15,000	176	5	8
Hertfordshire. .	451,000	16,569	120	11	6
Huntingdonshire.	240,000	8,250	79	4	4
Kent.	1,248,000	39,240	408	22	18
Lancashire. . . .	1,150,000	40,100	60	5	14
Leicestershire. .	560,000	18,700	200	9	4
Lincolnshire. . .	1,740,000	40,790	688	19	12
Middlesex. . . .	247,000	110,000	194	80	8
	16,936,000	729,528	4337	284	231

Suite de la Table des acres, mai-
sons & paroisses par comté.Proportion
de la taxe au
nombre des
membres.

Provinces ou Comtés.	Acres.	Maisons.	Paroiss.	Taxe.	Mem- bres.
<i>De l'autre part.</i>	16,936,00	729,528	4337	284	231
Montmoutf hire.	340,000	6490	127	3	3
Norfolk. . . .	1,148,000	47,180	660	22	12
Northamptonf hire.	550,000	24,808	330	12	9
Northumberland.	1,370,000	22,741	46	4	8
Nottinghamf hire.	560,000	17,584	168	7	8
Oxfordf hire. . .	534,000	19,700	280	10	9
Rutlandf hire. . .	110,000	3,263	48	2	2
Shropf hire. . . .	890,000	23,284	170	7	12
Sommerfetf hire.	1,075,000	44,686	385	19	18
Southamptonf hire.	1,312,500	36,000	253	14	26
Staffordf hire. . .	810,000	24,000	150	7	10
Suffolk.	995,000	34,422	575	20	16
Surrey.	592,000	34,218	140	18	14
Suffex.	1,140,000	21,537	312	16	28
Warwickf hire. . .	670,000	21,973	158	10	6
Westmorland. . .	510,000	6,600	64	1	4
Wiltf hire. . . .	876,000	27,093	304	13	34
Worcesterf hire.	540,000	20,634	152	9	9
Yorkf hire. . . .	3,770,000	106,551	563	24	30
Principalty of Wales.	5,310,000	53,993	751	11	24
	40,038,500	1,326,285	9,973	513	513

TABLE GÉNÉRALE du produit de la taxe des terres depuis la révolution.

Années.	Par livres.	La taxe d'un fol éva- luée à L. 500,000.
1688 . . .	1.	£ . . . 500,000
de 1689 à 91. . .	2.	. . . 3,000,000
de 1692 à 94. . .	3.	. . . 4,500,000
de 1695 à 97. . .	4.	. . . 6,000,000
de 1698 à 99. . .	3.	. . . 3,000,000
1700.	3½	. . . 1,750,000
de 1701 à 1712. . .	4.	. . . 24,000,000
de 1713 à 1715. . .	2.	. . . 3,000,000
1716.	4.	. . . 2,000,000
de 1717 à 1721. . .	2.	. . . 5,000,000
de 1722 à 1726. . .	4.	. . . 10,000,000
1727.	3.	. . . 1,500,000
de 1728 à 1729. . .	2.	. . . 2,000,000
de 1730 à 1731. . .	3.	. . . 3,000,000
de 1732 à 1733. . .	1.	. . . 1,000,000
de 1734 à 1739. . .	2.	. . . 6,000,000
de 1740 à 1749. . .	4.	. . . 20,000,000
de 1750 à 1752. . .	3.	. . . 4,500,000
de 1753 à 1755. . .	2.	. . . 3,000,000
de 1756 à 1767. . .	4.	. . . 24,000,000
de 1768 à 1770. . .	3.	. . . 6,000,000
1771.	4.	. . . 2,000,000
en 1772 elle est à . . .	3.	. . . 1,500,000
84 ans.		£ . . . 137,250,000.

Distribution par Comté de la taxe sur les terres à 3 s. par livre, telle qu'elle est en 1772.

Provinces ou Comtés.	Livres.	Sh.	Den.
Bedfordshire. . .	20,896	12	10 $\frac{7}{8}$
Berkshire. . .	30,632	19	6 $\frac{6}{8}$
Buckinghamshire. . .	35,356	18	9
Cambridgeshire. .	24,549	11	3
Cheshire. . . .	21,449	9	4 $\frac{7}{8}$
Cornwall. . . .	23,957	5	9
Cumberland. . . .	2,785	8	7 $\frac{7}{8}$
Derbyshire. . .	18,070	9	10 $\frac{1}{8}$
Devonshire. . . .	61,937	7	6
Dorsetshire. . .	24,809	18	4 $\frac{7}{8}$
Durham. . . .	7,948	5	10 $\frac{1}{8}$
Essex. . . .	67,048	0	0
Gloucestershire. .	35,504	5	0
Herefordshire. . .	15,307	0	0
Hertfordshire. . .	31,779	1	10 $\frac{4}{8}$
Huntingdonshire. . .	11,622	18	9
Kent. . . .	61,914	17	0
Lancashire. . . .	15,742	5	10 $\frac{7}{8}$
Leicestershire. . .	26,013	17	10 $\frac{1}{8}$
Lincolnshire. . . .	53,930	11	0
Middlesex. . . .	244,609	15	0
Monmouthshire. .	7,359	8	8 $\frac{7}{8}$
℥	843,226	9	9 $\frac{7}{8}$

Suite de la distribution par comté en 1772.

Provinces ou Comtés.	Livres.	Sh.	Den.
<i>D'autre part.</i> . . .	. 843,226	9	9 $\frac{3}{8}$
Norfolk. . . . .	. 68,480	1	7 $\frac{7}{8}$
Northamptonshire. .	. 35,752	3	6 $\frac{6}{8}$
Northumberland. . .	. 10,911	12	9
Nottinghamshire. . .	. 20,457	8	10 $\frac{1}{8}$
Oxfordshire. . . . .	. 29,063	19	10 $\frac{4}{8}$
Rutlandshire. . . . .	. 4,143	17	10 $\frac{7}{8}$
Shropshire. . . . .	. 21,794	4	4 $\frac{1}{8}$
Sommerfetshire. . . .	. 54,354	17	7 $\frac{4}{8}$
Southamptonshire. . .	. 41,205	8	4 $\frac{5}{8}$
Staffordshire. . . . .	. 20,340	17	4 $\frac{4}{8}$
Suffolk. . . . .	. 55,129	10	6 $\frac{3}{8}$
Surrey. . . . .	. 49,599	14	7 $\frac{7}{8}$
Suffex. . . . .	. 45,069	7	11 $\frac{2}{8}$
Warwickshire. . . . .	. 27,994	9	7 $\frac{4}{8}$
Westmorland. . . . .	. 2,283	17	10 $\frac{1}{8}$
Wiltshire. . . . .	. 38,743	0	11 $\frac{2}{8}$
Worcestershire. . . . .	. 25,186	15	2 $\frac{6}{8}$
Yorkshire. . . . .	. 68,620	13	6
Principality of Wales.	. 31,601	1	6
Produit de la taxe en 1772	1,493,959	13	9 $\frac{6}{8}$
Sa valeur réelle devrait être.	1,500,000	-	-
Il y a donc un déficit de	6,040	6	2 $\frac{2}{8}$

Distribution particuliere, de la taxe sur les terres pour le comté de Middlesex.

Distribution.	Livres.	Sh.	Den.
Ville de Londres. . . .	92,549	9	11 $\frac{3}{4}$
Colleges de chancellerie. . . .	973	10	7 $\frac{1}{2}$
Ville de Westminster. . . .	47,319	1	1 $\frac{3}{4}$
Palais de Witehalt & de S. James.	23,065	14	8 $\frac{3}{4}$
Reste du comté de Middlesex.	80,701	18	7 $\frac{1}{2}$
Produit de cette distribution. .	244,609	15	0
Egal à sa contribution page 39.	244,609	15	0

Quant à l'Ecosse, il a été réglé, dans la cinquieme année de la Reine Anne chapitre 28 que, si on leve en Angleterre *L.* 1,997,768 8. *Sols.* 4 $\frac{1}{2}$ en taxe sur les terres, le contingent pour ce royaume allié, doit être *L.* 48000. *St.*



P A R A G R A P H E VI.

DES OFFICIERS PRÉPOSÉS A L'ASSISE
PARTICULIERE ET AU RECOUVRE-
MENT DE LA TAXE SUR LES
TERRES.

La taxe des terres est assise & répartie dans les campagnes , ainsi que dans les corporations , par des Commissaires nommés & autorisés par un acte spécial du Parlement , qui accompagne toujours celui que l'on appelle *Land tax act*. Leur nombre n'est jamais fixe , & il varie d'une année à l'autre.

Ces commissaires sont d'abord choisis dans une des assemblées provinciales , appelées *Quarter sessions*, ou sessions de quartier , que les juges-à-paix tiennent , de trois en trois mois , dans un des principaux endroits du Comté , & la liste en est envoyée au Parlement.

Aucun état n'empêche de remplir cet office de commissaire qui est purement honoraire ; & ceux qui doivent l'exercer , peuvent être indifféremment Pairs du royaume , Barons , Officiers , Ministres , Juges , Avocats ,

Procureurs, Médecins, Chirurgiens, Apothiquaires, Fermiers, Marchands &c. Toute personne, dont la taxe particulière monte à cent livres sterling au-moins, peut être Commissaire; cependant si c'est un procureur qui soit désigné, l'acte du Parlement exige qu'il possède au-moins *L. 100. St.* en fonds de terre. Il faut observer que les Maires, Bailis, ou autres premiers Officiers des cités, bourgs, corporations &c. sont commissaires nés dans leur district.

Tout Commissaire, avant que d'être admis, doit prêter serment, sous peine de *L. 200 St.* d'amende. Le premier soin de ces Commissaires, après leur élection, est de fixer le tems où ils s'assembleront dans l'endroit le plus convenable de leur province; mais pour pouvoir légalement s'occuper des affaires de leur compétence, ils doivent se trouver au moins trois par chaque centurie, *Hundred*, ou autre subdivision de la province.

Leurs fonctions consistent à choisir les assesseurs de la taxe, qui doivent être deux habitans pour chaque paroisse; à déterminer le tems & le lieu où ils entendront les plaintes des taillables qui se croient lésés dans l'impo-

sition, ainsi que les tems & les lieux où les collecteurs devront faire leurs divers paiemens. Ils ont droit de prononcer sur les plaintes des particuliers, & sur tous les différends nés à l'occasion des saisies faites par leurs Officiers, pour refus de paiement.

Ces commissaires, dans chaque province, ont un certain nombre de commis, qui travaillent aux comptes & à la répartition de la taxe, & qui doivent avoir les qualités prescrites pour être commissaires, parmi lesquels ils sont inscrits dans l'acte du Parlement. En 1688. on ne leur accordoit qu'un sou par livre: mais aujourd'hui on leur alloue trois demi-sous par livre sterling; profit qui leur est payé par le Receveur Général, au prorata de la somme levée dans le district où ils sont employés.

Tout Assesseur nommé par les commissaires, qui refuse d'exercer, ou qui s'absente de son domicile, pour s'en exempter, est condamné à une amende qui ne peut être moindre de 40 Shillings, ni plus forte que *L. 5. St.* Si, ayant accepté l'emploi, il néglige d'en remplir les devoirs, les commissaires ont droit d'en exiger une amende, pourvu qu'elle n'excede pas la somme de *L. 40 St.*

Les Assesseurs, après avoir fait leur répartition, en doivent remettre aux Commissaires une copie signée, en y joignant les noms des deux personnes de leur paroisse ou district, qu'ils jugent les plus capables d'être collecteurs de la taxe. Les Commissaires donnent à ces derniers une copie de l'état de la répartition, avec un ordre d'en lever les deniers. Si un de ceux qui sont chargés de la collecte refusoit de servir, il seroit soumis à une amende de *L. 40 St.* & celui qui ayant accepté l'emploi, néglige d'en remplir les devoirs, ou refuse de payer l'argent qu'il a ramassé, doit être mis en prison, & ses biens saisis & vendus à la poursuite & par ordre des Commissaires.

Les collecteurs font leurs paiemens au Receveur Général ou à ses ayans cause, & la quittance qu'ils en recoivent est pour eux une décharge suffisante. On ne peut les forcer à porter l'argent de leur recette à une distance plus éloignée que 10 milles de leur domicile. Les paiemens de chaque quartier sont ordinairement fixés, le premier au 24 de Juin; le second au 29 de Septembre; le troisieme au 25 de Décembre; & le quatrieme au 24 Mars de l'année suivante.

Chaque Collecteur est responsable en particulier de la somme qu'il a ramassée : mais s'il devenoit insolvable, la paroisse ou le district seroit tenu de remplacer les deniers, dont il seroit arriéré.

Si quelque personne refuse de payer la part de cette taxe à laquelle elle aura été imposée ; le collecteur est en droit de saisir les biens & les meubles du réfractaire, & il peut au bout de quatre jours, faire estimer, par deux habitans de la paroisse, les effets qu'il a confisqués, afin de procéder immédiatement à leur vente ; du produit de laquelle, après avoir prélevé le montant de la taxe due & des frais que le refus de payer a occasionnés, le reste doit être remis sur le champ au propriétaire.

Il sera libre aux Collecteurs, pourvu que ce soit en plein jour & avec l'assistance des *constables* & autres officiers de police, de rompre & ouvrir de force tout coffre, boëtte, armoire, où pourront être renfermés les effets ou meubles qui sont dans le cas d'être saisis. S'il arrivoit qu'un particulier persistât dans le refus de payer la taxe, parce qu'il auroit détourné ses effets de façon qu'il fût impossible de les découvrir, les Commissaires au

bout de dix jours feront en droit de l'envoyer en prison, où il demeurera jusqu'à ce qu'il ait satisfait. Il faut cependant remarquer que cette contrainte ne peut avoir lieu contre un Pair du royaume.

Comme la peine de lever la taxe & de donner des quittances mérite un salaire, en 1688 on accorda aux collecteurs 4 sous par livre sur l'argent qu'ils auroient ramassé: mais on l'a réduit de nos jours à 3 sous par livre; qui ne leur sont payés qu'après qu'ils ont complété la somme totale due à chaque échéance; & alors seulement il leur est permis de se rembourser par leurs mains sur les deniers provenant du dernier quartier.

On voit par ce qui vient d'être dit, qu'il doit y avoir un Receveur Général dans chaque province, auquel les Commissaires sont tenus de remettre un état de l'affise de la taxe pour la province, avec les noms des Collecteurs, Assesseurs & Collecteurs, dont un double est remis au *mémorateur* du Roi dans l'échiquier.

Les Receveurs Généraux donnent les quittances que doivent avoir les Commissaires: mais un mois après qu'ils ont perçu la totali-

té de la somme imposée sur une division, qu'ils doivent remettre à l'échiquier, dans les dix jours qui suivent immédiatement leur recette.

Les Seigneurs de la trésorerie sont autorisés à allouer, à un Receveur Général qui rend ses comptes, un salaire qui ne peut excéder 2 sous par livre sterling de tout l'argent qu'il fait rentrer à l'échiquier.

Ce Receveur, en comptant, est tenu de remettre aux Commissaires un mémoire des arrérages qui peuvent être dûs; & s'il lui arrivoit de déclarer comme arriérée une personne qui auroit satisfait, il seroit condamné à payer, à celui qu'il auroit faussement accusé, le triple des dommages qu'auroit pu lui causer sa déclaration, & à payer au Roi le double des mêmes dommages.

Les Receveurs Généraux sont obligés, sous peine de L. 100 d'amende, d'établir, dans les différentes parties de leurs provinces, des députés, qu'ils doivent autoriser à recevoir l'argent dû pour la taxe, & desquels ils répondent. Le nombre de ces députés sera plus ou moins grand selon l'étendue du département.

Si un Receveur emploie l'argent de la taxe à un autre usage, que celui pour lequel il est destiné, il doit être condamné à une amende de *L. 500 St.*

Tels sont les réglemens principaux qui sont observés en Angleterre pour la répartition, la levée & le paiement de la taxe des terres: mais, comme ils ne font pas connoître au juste ce qu'est la taxe en elle-même, & que le nom qu'on lui donne pourroit induire en erreur sur les objets qu'elle affecte, il me paroît nécessaire d'ajouter ici quelques remarques.

L'acte qui prescrit la levée de cette taxe; ordonne qu'elle sera imposée le plus également qu'il sera possible sur tout l'argent comptant, biens personnels, fonds en marchandises, offices, pensions, emplois, annuités; sur les fiefs & terres seigneuriales, fermes, rentes, héritages; sur les carrieres, mines de charbons de terre ou de toute autre espece; sur les forges, les martinets & les fonderies; sur les salines, sur les mines & les travaux d'alun; sur les parcs, chasses, garennes, forêts, bois taillis, pêches, dixmes, péages & tout ce qui produit un revenu

annuel, si l'on excepte les rentes pour argent prêté au Roi, qui n'y sont pas plus sujettes que les meubles.

Les Officiers de la recette de l'échiquier doivent remettre gratis aux Assesseurs de la taxe une liste des pensions, annuités, salaires & autres gratifications qui sont payables dans leurs bureaux, avec un ordre pour faire arrêter sur le champ toute partie dont le possesseur aura refusé de payer la taxe.

Il faut observer à l'égard des biens & possessions personnelles, que personne n'est taxé que dans la paroisse de son domicile, & que quiconque n'a pas vingt Shillings par an, en terres ou héritages, n'est pas sujet à la taxe.

Les Papistes & tous les sujets, désignés sous le nom de *Non-jurors* ou Jacobites protestans, c'est-à-dire, ceux qui parvenus à l'âge de 18 ans, ne prêtent pas le serment de fidélité & de suprématie, paient une taxe double; & il est toujours enjoint aux Commissaires de veiller à ce que les Assesseurs se conforment littéralement à cette partie de l'ordonnance, comme à celle de 1722 qui soumet les uns & les autres à une imposition extraordinaire de *L. 100,000 St.*

Comme la religion des *Quakers* leur défend de prêter aucun ferment de telle nature qu'il soit, le Parlement a décidé qu'une déclaration de fidélité signée de leur main, leur tiendrait lieu de ferment.

Le produit de la taxe est en 1772 £ 1,493,959-13-9½

La régie de cette taxe exige les fraix suivans.

1. aux Commis à la répartition.	£ 9337 - 4 - 10½
2. aux Collecteurs.	18716 - 3 - 1
3. aux Receveurs Généraux.	12449 - 3 - 2
4 Aux divers Officiers pour salaires.	19610 — —
	<hr/>
Total des fraix.	60112 - 11 - 1½
	<hr/>

Il en rentrera donc net à l'échiquier. £ 1,433,847-2-8

P A R A G R A P H E VII.

DES PERSONNES ET DES CHOSES QUI SONT EXEMPTES DE LA TAXE DES TERRES.

Les seules personnes & les seules choses qui soient affranchies du paiement de cette taxe, sont la Reine, les Princes & les Princesses du sang, les pensions des Officiers caducs de la marine, les revenus de l'Ordre de la Jarretiere, ceux des pauvres Chevaliers de

Windfor, des Pages d'honneur, & les péages levés pour l'entretien des grands chemins.

Les deux Universités d'Oxford & de Cambridge sont pareillement exemptes de cette taxe, ainsi que les colleges de Westminster, Eaton, Bromley &c. &c. la fondation charitable établie pour le maintien des veuves & des enfans des pauvres Ecclésiastiques.

Il en est de même des hôpitaux du royaume, pour l'emplacement qu'ils occupent, & pour les terres qu'ils possédoient avant une époque que l'acte spécifie.

Toutes ces exemptions sont sujettes à bien des clauses restrictives, sur lesquelles les commissaires ont droit de prononcer.

Les Anglois se plaignent en général que la taxe sur les terres n'est pas répartie avec égalité, parce que la plupart des grands possesseurs ont, lors de son premier établissement, donné de fausses déclarations; ce qui fait que leurs terres ne sont imposées aujourd'hui qu'à une partie de la somme qu'elles devroient payer. Ils ajoutent encore, que la partie de cette taxe levée sur les fonds en marchandises, est injuste; & que l'on ne doit & l'on ne peut taxer légitimement que

le profit annuel fait sur les marchandises. Ils pensent qu'on pourroit facilement abolir ce dernier inconvénient, sans diminuer le revenu que la taxe produit au Roi, en travaillant à remettre plus d'égalité dans la répartition. Bien des auteurs ont écrit sur ce sujet, mais comme cela ne peut avoir lieu sans un acte du Parlement, & que la plupart de ceux qui se trouvent intéressés à soutenir l'état actuel du cadastre que l'on suit, sont membres de ce Parlement, il y a bien peu d'apparence que la législation ait égard aux cris du Peuple.

P A R A G R A P H E VIII.

DU PARTAGE ET DES ENCLOS DES TERRES DANS LE ROYAUME D'ANGLETERRE.

La taxe sur les terres, qui m'a donné occasion de présenter une table générale du nombre d'acres que renferme chaque comté, en faisant connoître l'étendue de ce royaume, semble exiger que j'examine, s'il est avantageux qu'elle soit également cultivée dans toutes ses parties?

Il n'est point de séance du Parlement, qui

ne permette d'en partager , enclorre ou défricher quelques parties , antécédemment connues sous le nom de Communes. En peut-il résulter un avantage pour la Nation en général ? Est-il sage à l'administration d'accorder ces sortes de graces , & quelles sont les formalités à observer pour les obtenir ? Voilà ce que je me propose d'examiner d'une manière courte & satisfaisante.

Les Communes en Angleterre ne consistent qu'en de simples paturages , dont l'origine remonte jusqu'au tems de l'invasion des Saxons , des Danois & des Normands. Le pays dévasté alternativement , la moindre partie , en fut cultivée , & le reste devint paturages ou forêts. Les Rois Normands s'emparèrent des forêts , y établirent un droit de chasse exclusif , & laissèrent aux riverains le privilège de parcours dans ces forêts ; & à l'égard des prairies , terres incultes & friches , elles restèrent sans autre usage que celui de la pâture.

La prescription forma insensiblement le droit qu'ont les villes & les villages , d'envoyer leurs bestiaux paître dans ces vastes plaines , qui sont restées incultes , & dans les

forêts que la consommation & le négligence ont réduites à n'être couvertes que de bruyères, de genêts, & d'une herbe très fine qui nourrit une grande quantité de moutons.

Il suit de cet exposé que les Communautés ne possèdent en Angleterre qu'un droit de parcours dans des terres incultes, puisque les forêts sont au Roi ou à des particuliers qui les tiennent par concession de la Couronne, & que ces Communautés n'ont point de terres labourables, ni de prairies où elles puissent faire une récolte de foin. Chacun d'ailleurs peut enclore son héritage, & en interdire l'accès à tout autre bétail que le sien.

Les Communautés, ainsi bornées au droit de parcours, ne peuvent diviser entre les particuliers qui les composent, les terres qui y sont assujetties. Le Seigneur ne peut, de son côté, obtenir ce partage, à moins qu'il n'achète l'intérêt des Communautés, & ne s'en fasse faire une cession en tout ou en partie, sur laquelle il obtient un acte du Parlement, qui homologue son contrat, & il y a peu de sessions du Parlement qui n'accordent ces sortes de graces à différens particuliers.

Depuis plus de cent ans, il s'est octroyé un

si grand nombre de ces permissions de partager & d'enclorre les Communes, qu'on estime qu'il y a actuellement un tiers en sus de terres labourables, de ce qu'il y en avoit avant cette époque. On attribue, en grande partie, à ces défrichemens, la quantité de bled, que l'Angleterre exporte annuellement, & les partisans de ce système assurent que le labourage, loin de diminuer le nombre des moutons, en a fait doubler la quantité.

Malgré cette utilité apparente, le respect qu'on est obligé d'avoir en Angleterre pour tout droit de propriété, n'a pas permis de faire sur cette matiere aucun réglemeut général: mais seulement des actes particuliers homologués en Parlement: tel est l'acte de 1689 & autres: ainsi la législation s'est toujours contentée de favoriser les arrangemens particuliers qui se font faits, & dont l'opposition d'un seul des intéressés pouvoit arrêter l'accomplissement.

Pour obtenir un acte de Parlement qui permette d'enclorre ce qu'on appelle en Angleterre, *common fields*, c'est à dire, des champs où les terres des particuliers se trouvent enclavées les unes dans les autres, il est néces,

faire d'avoir les deux tiers des voix du village, & ces deux tiers doivent en outre posséder les quatre cinquièmes du revenu total des fonds à enclore. L'acte établit des Commissaires pour présider au partage demandé, lesquels choisissent un certain nombre de notables, qui n'ont aucune possession ni aucun établissement dans l'entroit. Ces notables, après avoir estimé la valeur respective de toutes les terres, les divisent en autant de portions qu'il y a d'habitans, & assignent à chacun d'eux l'équivalent de ce qu'il possédoit auparavant. Dans cette répartition, ils ont autant égard à la qualité des terres, qu'à leur quantité, & si les Commissaires ratifient leur ouvrage, chaque particulier est obligé de se conformer au résultat de leurs opérations.

Ce partage des Communes souffre beaucoup plus de difficultés, parce qu'il y a quelquefois cinq ou six villages qui y sont intéressés, & dont les suffrages ne peuvent s'unir qu'avec des peines infinies; aussi les enclos des Communes sont-ils moins fréquens que les autres.

Autrefois l'on ne donnoit aux enclos qu'une étendue médiocre, qui passoit rarement un

acreme ou dix acres : mais on en fait aujourd'hui qui contiennent jusqu'à cent acres. Les fermiers expérimentés n'approuvent point des enclos si vastes ; ils leur trouvent trop de ressemblance avec les rases campagnes, & ils prétendent même que la récolte sera d'autant plus abondante, que les enclos auront moins d'étendue, sur-tout dans les terres médiocres, telles que les sablonneuses & les graveleuses &c. où les petits enclos sont indispensables, parce qu'ils y entretiennent l'humidité, dont elles ont absolument besoin.

Indépendamment de l'avantage qu'ont les terres encloses sur les rases campagnes, en fournissant des abris au bétail qu'il retient dans le champ, en empêchant les grains de verser ; & en les défendant contre les irruptions des bestiaux, des passans & des chasseurs ; ces terres sont encore moins sujettes aux déchirures formées par les torrens d'été, si fréquentes dans les campagnes d'Angleterre. Elles fournissent aux propriétaires du bois pour bâtir & pour brûler, des fruits pour faire du cidre, du gland & des saignes pour les pourceaux. On ajoute que les terres deviennent une ressource continuelle pour les pau-

vres , par les travaux qu'elles exigent , soit pour planter des haies , les réparer & les émonder , soit pour creuser & entretenir les fossés qui les entourent , soit pour faire ou relever les barrières : mais ce que les Anglois regardent comme un avantage qui surpasse tous les autres , c'est que chaque particulier , au moyen de la réunion de toutes les terres qui lui appartiennent , a la liberté de suivre l'agriculture qui lui convient , sans être obligé de s'astreindre aux divers sols où elles se trouvoient auparavant , & comme est tenu de faire celui qui habite les provinces dont les terres ne sont point encloses : aussi une terre qui a une haie se vend-elle , pour cela seul , le double d'un champ ras de même étendue & de même qualité.

Quoique la législation favorise par toutes sortes de moyens le partage des terres ; & que depuis 150 ans que l'on a commencé à former des enclos dans la province de Norfolk , ils se soient multipliés à l'infini dans tous les Comtés du royaume , beaucoup d'Anglois zélés pour le bien de leur pays , ont cependant écrit contre l'accroissement des enclos , surtout à l'égard des Communes : voici à peu près les raisons qu'ils alleguent.

Dans les paroisses encloses, *disent-ils*, on observe que les fermes rases de labour deviennent des fermes de pâtures, depuis qu'on a défendu l'importation du bétail d'Angleterre en Irlande, qui montoit à 60,000. pièces de bétail par an; depuis que le commerce du cuir s'est accru; depuis que l'on approvisionne en Angleterre presque toute la marine militaire & marchande du royaume; depuis que les manufactures de laine, augmentées à un point extravagant, ont exigé que le nombre des moutons fût quadruplé; depuis tout cela, les pâturages artificiels se sont répandus de toutes parts, & le labour a diminué en proportion. Cette méthode de faire valoir la terre, est plus aisée & plus profitable que la première. Chaque pièce de terre enclose devient un parc pour les bestiaux: & une ferme de pâtures ne demande pas la quatrième partie des bras nécessaires à une ferme de labour.

La conséquence, qui doit résulter d'un pareil changement de culture, est aussi évidente que fâcheuse. Les paroisses, dans lesquelles les prés artificiels prennent le dessus, se dépeuplent, & les pauvres en sont chassés dans les paroisses non encloses, qui ont be-

soin d'un plus grand nombre de bras. Il est constant que la réparation des haies & l'entretien des fossés ne peuvent fournir une occupation constante, même à un petit nombre de journaliers; & que d'ailleurs cet emploi passager ne sauroit entrer en comparaison, avec le travail lucratif & non interrompu, que la garde des bestiaux, les façons & les transports des grains procuroient auparavant à un grand nombre d'habitans.

Les paroisses encloses sont en général, je l'avoue, d'un plus grand revenu, que celles où il n'y a point de haies: mais on a observé que, dans la taxe des pauvres, elles paient beaucoup moins que les dernières.

On pourroit encore citer plusieurs désavantages physiques, qui résultent de la multiplicité des enclos. L'ombre des arbres est fort nuisible aux grains & aux herbages, & l'eau qui dégoute de leurs feuilles, en tenant l'herbe continuellement trempée, la rend amère & l'empêche de croître. On ne parle point de la perte du terrain qu'occasionne cette grande quantité de haies & de rideaux artificiels.

A l'égard des Communes encloses, toutes

ces raisons existent & avec encore plus de force, & il y en a plusieurs autres qui leur sont particulieres. Les anciennes Loix Angloises défendent l'accroissement des enclos; & ce qu'on appelle aujourd'hui amélioration, passoit alors pour dépopulation. Le Roi Henri VII. se plaint, dans un de ses statuts, que l'Isle de Wight se trouve dépeuplée par le trop grand nombre de prairies & de pâtures qu'on y a introduit; & ordonne en conséquence la démolition de tous les rideaux artificiels qui les entourent. Un autre statut de ce Prince fixe le nombre d'arpens dont une ferme doit être composée, & enjoint en même tems de bâtir une habitation sur chaque mesure depuis 30 jusqu'à 50 acres, dans treize des plus fertiles provinces d'Angleterre. Une des fautes du regne d'Elisabeth a été d'avoir porté atteinte à ce dernier règlement, en limitant le nombre de ces habitations, de maniere que peu de personnes aient droit d'en bâtir. Cet acte & celui de la cinquieme année de son regne, où l'admission aux apprentissages dans les manufactures de laine se trouve restreinte aux fils de ceux qui sont maîtres ou qui ont un certain revenu, sont regardés par les Anglois

comme l'origine du grand nombre de pauvres en Angleterre, & des taxes immenses destinées à leur entretien.

Le droit de Communes attaché à la plupart des paroisses d'Angleterre est une bonne politique, parce qu'il assure aux plus pauvres un intérêt inaliénable dans le pays, qui ne peut jamais être égalé par la portion qu'ils auroient dans les Communes, si on en permettoit le partage. Si cependant quelques habitans riches veulent y parvenir, ils ont toujours des ressources pour obtenir des pauvres qu'ils vendent leur droit, & c'est leur facilité qui a été une des causes de l'accroissement des fermes jusques à 3000. 4000. & 6000. acres. Comme elles s'augmentent journellement, elles contribuent plus qu'aucune autre chose à la dépopulation du royaume. On a calculé qu'une ferme ne devoit pas excéder 1000. acres, pour que le fermier, en faisant son profit particulier, fasse aussi celui de son pays, & on a proposé d'établir en Angleterre une ancienne Loi Romaine, qui fixoit le nombre des mesures de terre qu'on pouroit prendre à ferme: ou plutôt on a proposé de renouveler la sage ordonnance d'Henri. VII.

On peut conclure de cet exposé qu'il n'est point de pays où les enclos ne doivent se faire avec beaucoup de circonspection, & qu'il ne faut en aucune manière permettre le monopole destructeur des grandes fermes. Il est toujours imprudent de mettre les pauvres dans la puissance d'aliéner les intérêts qu'ils tiennent de leur naissance, car toute administration sage n'épargnera rien pour attacher à la patrie les citoyens même les plus pauvres. Elle inventera, s'il est nécessaire, de nouveaux moyens de les y fixer, parce que la force d'un pays consiste moins dans la qualité des habitans, que dans le nombre de sujets intéressés à le défendre.

P A R A G R A P H E IX.

DE LA TAXE SUR LES MAISONS ET SUR LES FENÊTRES.

Cette taxe fut établie en 1696 & n'étoit d'abord qu'annuelle: mais en 1706. on la rendit perpétuelle. Dans son origine chaque maison étoit taxée à 2 Shil. & on y ajoutoit 4 Sh. pour celles qui avoient plus de dix fenêtres & 8 Sh. pour celles qui en avoient plus de 20. Cette taxe a été changée & augmentée successivement.

cessivement, jusqu'en 1756 où celle sur les maisons fut fixée à 3. Sh. & en 1763 où celle sur les fenêtres, en exemptant toute maison qui avoit sept fenêtres, imposa celles qui en avoient 8 à un Shilling pour chacune, & à 18 sous pour chaque sur toute maison qui en avoit plus de huit.

Le règlement qui subsiste aujourd'hui laisse la taxe des maisons à 3 Sh. mais établit une proportion bien plus détaillée dans l'imposition mise sur les fenêtres. Elle veut que toute maison paie pour chacune, savoir celle qui en a sept, 2 sous; huit, 6 sous; neuf, 8 sous; dix, 10 sous; onze, 1 Sh. douze, 14 sous; treize, 16. sous; de quatorze à dix neuf, 18. sous; vingt, 19. sous; vingt & une, 20. sous; vingt deux, 21. sous; vingt trois, 22. sous; vingt quatre, 23. Sous; & 25 & au dessus 2. Sh. par fenêtre.

Toute maison qui ne paie pas les charges paroissiales, principalement la taxe pour les pauvres, n'est pas sujette à celle des fenêtres; ces sortes de maisons sont appelées *cottages*, nom que l'on donne aux maisons de Londres, dont la rente ne va pas à L. 10 St.

& dans les villes de provinces à celles dont le loyer ne monte pas à 20. Sh. par an.

Le nombre des maisons dans l'Angleterre & le pays de Galles, lorsqu'on établit cette taxe en 1696. fut trouvé dans la proportion suivante.

Dans les cités & les villes.

Maisons sujettes à la taxe.	249,380
Pauvres.	65,096
	<hr/>
	314,476

Dans les paroisses de la campagne.

Maisons sujettes à la taxe.	589,314	} 785,593
Pauvres.	196,279	
	<hr/>	
		1,100,069

Les Commissaires nommés pour la taxe des terres, le sont en même tems pour celle des fenêtres, & les Collecteurs de l'une & de l'autre sont choisis de la même manière: mais le produit de celle-ci rentre presque tout entier dans l'échiquier, par le peu de dépenses qu'exige la façon de la lever.

Ces différens détails sur les principales branches du revenu du Roi d'Angleterre, in-

téressants par eux-mêmes, m'ont paru capables de démontrer l'importance dont seroit l'emploi de Grand Trésorier s'il subsistoit encore, & quelle influence doit avoir dans les affaires générales de ce royaume, le sujet que la bienveillance du Roi met à la tête du bureau qu'on a substitué pour en remplir les fonctions.

ARTICLE IV.

DU PRÉSIDENT DU CONSEIL PRIVÉ.

CE grand officier de la couronne tire son nom de sa principale fonction, qui est de proposer au conseil les affaires sur lesquelles il doit délibérer & de rendre compte au Roi de ce qui s'y est passé. Cette place, plus honorable que lucrative, est occupée à présent par le Lord Granville Levison comte Gower.

Comme, selon l'expression du pays, le conseil privé est le premier mobile du Gouvernement Anglois, je crois nécessaire d'en donner ici une connoissance exacte.



S E C T I O N I.

DU CONSEIL PRIVÉ.

CE conseil, aussi ancien que respecté, devoit autrefois quantité d'affaires, qu'il a depuis entièrement abandonnées aux cours de judicature, & il ne s'occupe absolument aujourd'hui que des intérêts de l'Etat.

Toute personne née en Angleterre, ou hors du royaume, mais de parens Anglois, peut avoir séance dans ce conseil, s'il plaît au Roi de l'y appeller, car le Monarque a seul le droit d'en choisir les membres, qui n'y ont pas un rang aquis par leur naissance, ou par les emplois qu'ils remplissent. Les premiers sont les Princes du sang, & les seconds sont l'Archevêque de Cantorbéry qui y a le pas sur le Grand Chancelier, qui suit l'Archevêque d'York qui précède tous les ducs, le Seigneur du Sceau privé, les Chambellans & Vice-chambellans du Roi & les Secrétaires d'Etat.

Quoique l'entrée à ce conseil ne soit pas absolument attachée aux charges des premiers Seigneurs de la trésorerie, de l'amirauté, du

commerce & des plantations ; ni aux places de Grand Chambellan , de Grand Juge, de Chancelier de l'échiquier, de l'Orateur des Communes, du Grand Maître & du Grand Ecuyer de la maison du Roi, cependant il est très rare qu'elle ne leur soit pas accordée, surtout au premier Seigneur de la trésorerie, dont la charge est proprement celle d'un premier ministre.

Un Conseiller Privé, ne fût-il que simple gentil-homme, à le pas sur tous les Baronets & les Chevaliers, sur tous les fils puis-nés des Vicomtes & des Barons, & sa place lui donne le titre de *Très Honorable*. On ne peut mieux connoître l'importance des fonctions attachées à cet emploi, qu'en prenant une idée du serment que doit prêter tout sujet choisi par le Souverain pour les remplir.

Il porte en substance que, dans toutes les affaires qui seront portées au conseil, il donnera son avis avec toute l'intelligence & la sagesse dont il sera capable, n'ayant en vue que l'honneur du Roi & le bien du public, sans écouter aucun de ces mouvemens, que peuvent faire naître l'affection, l'amour ou la crainte, & en évitant avec soin de se lais-

fer corrompre: qu'il n'épargnera aucun effort pour mettre à exécution les arrêtés du conseil, en résistant même à ceux qui voudroient y mettre obstacle; & enfin qu'il exécutera tout ce qu'un bon Conseiller doit à son Souverain.

Le Roi, de l'avis de son Conseil privé, publie des proclamations qui, en Irlande & dans les Colonies, obligent indistinctement tous les sujets: mais qui dans la Grande-Bretagne, n'ont de force qu'autant qu'elles ne se trouvent en opposition, ni avec les statuts, ni avec les coutumes du royaume.

Comme il n'a jamais paru aucune proclamation sur un objet plus important que celle que fit publier le Monarque régnant, pour de l'avis de son Conseil privé, disposer d'une manière absolue, des concessions faites à l'Angleterre, par le traité de Fontainebleau, du 10 Février 1763. j'en vais donner la traduction.

„ D'autant que nous avons pris en considé-
 „ ration les acquisitions importantes & éten-
 „ dues en Amérique, qui ont été assurées à
 „ notre Couronne, par le dernier traité de
 „ paix définitive, conclu à Paris le 10. de Fé-
 „ vrier dernier; & ayant envie que tous nos

„sujets bien aimés, tant ceux de nos royaumes que de nos Colonies en Amérique, puissent se prévaloir, avec la promptitude convenable, des grands avantages, qui doivent résulter de ces acquisitions, en faveur de leur commerce, de leurs manufactures & de leur navigation; nous avons jugé à propos, de l'avis de notre Conseil privé, de publier cette proclamation royale, par laquelle nous déclarons & faisons savoir à tous nos sujets bien aimés, que nous avons, de l'avis de notre dit Conseil privé, accordé nos lettres patentes, sous notre grand Sceau de la Grande-Bretagne, pour ériger, dans les pays & isles qui nous ont été cédés & confirmés par le dit traité, quatre gouvernemens séparés & distincts, qui seront désignés par les dénominations de *Quebec*, *Floride-orientale*, *Floride-occidentale* & *Greenade*, lesquels seront limités & bornés, ainsi qu'il suit.

„1°. Le gouvernement de Québec borné sur la côte de Labrador par la rivière S. Jean, & de là par une ligne tirée de la source de cette rivière au travers du lac S. Jean, à l'extrémité méridionale du lac Ni.

„ piffin, d'où la dite ligne traversant le fleu-
„ ve S. Laurent & le lac Champlain au 45. dé-
„ gré de latitude septentrionale, cotoyera la
„ hauteur des terres qui divisent les rivières
„ qui se déchargent dans le dit fleuve S. Lau-
„ rent, d'avec celles qui tombent dans la mer ;
„ comme aussi la côte du nord de la baie des
„ Chaleurs & la côte du golphe S. Laurent
„ jusqu'au cap Rosiers ; & de-là traversant
„ l'embouchure du fleuve S. Laurent par l'ex-
„ trémité occidentale de l'Isle d'Anticosti,
„ cette dite ligne se terminera à la rivière S.
„ Jean déjà nommée.

20. Le gouvernement de la Floride-orientale sera borné, vers l'ouest, par le golphe du Mexique & par la rivière Apalachicola ; vers le nord, par une ligne tirée de la partie de cette rivière, où celles de Chatabouchée & de Flint se joignent à la source de la rivière Ste. Marie, & par le cours de cette même rivière jusqu'à l'océan atlantique, & vers l'est & le sud par l'océan atlantique & le golphe de la Floride, en y comprenant toutes les Isles qui sont à 6. lieues des côtes.

„ 30. Le gouvernement de la Floride-occidentale sera borné du côté du sud par le golphe du Mexique, en y renfermant toutes

„ les Isles qui sont à 6. lieues des côtes de-
 „ puis la riviere Apalachicola jusqu'au lac
 „ Pontchartrain; à l'ouest par le dit lac, ce-
 „ lui de Maurepas & le fleuve Misissipi; vers
 „ le nord, par une ligne tirée de la partie du
 „ fleuve Misissipi qui est au 31. degré de la-
 „ titude septentrionale, jusqu'à la riviere Apa-
 „ lachicola ou Chatabouchée, & vers l'est
 „ par la même riviere.

„ 40. Le gouvernement de la Grenade, qui
 „ comprendra l'Isle de ce nom, avec les Gre-
 „ nadines, & les Isles de la Dominique, S.
 „ Vincent & Tobago.

„ Afin que la pêche de nos sujets puisse s'é-
 „ tendre & s'exercer librement & ouverte-
 „ ment sur la côte Labrador & les Isles adja-
 „ centes, nous avons jugé convenable, de l'a-
 „ vis de notre dit conseil privé, de mettre
 „ sous l'inspection & sous le soin de notre
 „ gouverneur de Terre-neuve, toute la côte
 „ depuis la riviere S. Jean jusqu'au détroit
 „ d'Hudson, ensemble avec les Isles d'Anti-
 „ costi & de la Madelaine, & autres petites
 „ adjacentes à cette côte.

„ Nous avons aussi, de l'avis de notre dit
 „ conseil privé, jugé convenable d'annexer à

„ notre gouvernement de la nouvelle Ecosse
 „ les Isles de St. Jean & de Cap-Breton ou Is-
 „ le-royale, avec celles qui y sont adjacentes.

„ Nous avons aussi, de l'avis de notre dit
 „ conseil privé, annexé à notre province de
 „ Géorgie, toutes les terres comprises entre
 „ les rivières d'Attamaha & de S. Marie.

„ Et d'autant que ce fera contribuer au
 „ prompt établissement de nos nouveaux gou-
 „ vernemens susdits, si nos sujets bien aimés
 „ sont informés de notre soin paternel pour
 „ assurer la liberté & les possessions de ceux
 „ d'entre eux qui sont établis ou qui par la sui-
 „ te pourront s'établir dans l'étendue de ces
 „ gouvernemens, nous avons jugé convenable
 „ de publier & déclarer, comme nous le fai-
 „ sons dans notre présente proclamation, que,
 „ dans les lettres patentes sous notre grand
 „ sceau de la Grande-Bretagne par lesquelles
 „ lesdits gouvernemens sont constitués, nous
 „ avons expressément donné pouvoir aux gou-
 „ verneurs respectifs de nos dites colonies, &
 „ les avons munis des instructions nécessaires,
 „ pour que, dès l'instant & aussitôt que l'état
 „ & les circonstances des dites colonies pour-
 „ ront le permettre, les dits gouverneurs, de

„ l'avis & avec le consentement des membres
„ de notre conseil , puissent respectivement
„ chacun dans leur gouvernement fommer &
„ convoquer des assemblées générales , dans
„ la forme & maniere usitées & suivies dans
„ les colonies & provinces de l'Amérique qui
„ sont sous notre gouvernement immédiat.
„ Nous avons pareillement donné pouvoir aux
„ dits gouverneurs , avec le consentement de
„ notre dit conseil & celui des représentans
„ du Peuple convoqués comme il vient d'être
„ dit , d'établir & de rédiger des loix , statuts
„ & ordonnances , pour la tranquillité du pu-
„ blic , le bien-être & la bonne administration
„ de nos dites colonies , ainsi que des habi-
„ tans d'icelles ; pourvu néanmoins qu'ils se
„ conforment , autant qu'il leur sera possible ,
„ aux loix d'Angleterre , aux réglemens &
„ aux restrictions qui sont en usage dans les
„ autres colonies : & en attendant & jusqu'à
„ ce que les assemblées ci-dessus indiquées
„ puissent être convoquées ainsi qu'on vient
„ de le dire , toutes personnes qui habiteront
„ ou qui fréquenteront ces dites colonies ,
„ peuvent se confier en notre protection ro-
„ yale qui entend les faire jouir de tous les

„ avantages qu'accordent les loix de notre ro-
„ yaume d'Angleterre : & à ces fins nous avons
„ donné pouvoir, sous notre grand sceau,
„ aux gouverneurs respectifs de nos dites co-
„ lonies, d'ériger & de constituer des cours
„ de judicature & de justice publique dans nos
„ dites colonies, pour ouïr & décider toutes
„ causes, tant civiles que criminelles, suivant
„ la loi & l'équité, & en se conformant, au-
„ tant qu'il sera possible, aux loix d'Angle-
„ terre, avec liberté à toutes personnes, qui
„ pourront se croire lésées par les sentences
„ des dites cours, d'en appeller à nous sié-
„ géant dans notre conseil privé, selon les
„ limitations & restrictions d'usage.

„ Nous avons pareillement jugé convena-
„ ble, de l'avis de notre conseil privé, de
„ donner aux gouverneurs de nos trois colo-
„ nies susdites, aidés des conseils qu'ils au-
„ ront établis, comme il est spécifié ci-dessus,
„ plein pouvoir & autorité de convenir &
„ transiger avec les habitans de nos dites
„ nouvelles colonies & avec toutes autres
„ personnes qui s'y établiront, pour les pays,
„ terres & héritages, dont il est en notre
„ puissance de disposer actuellement, ou dont

„ nous pourrons disposer par la suite , & de
„ les concéder à telles personnes qu'ils choi-
„ siront , aux termes & conditions modérées
„ de cens , servitudes & hommages qui sont
„ en usage dans nos autres colonies , & sous
„ telles autres conditions qui nous paroîtront
„ nécessaires & convenables à l'avantage des
„ concessionnaires , & à l'établissement ainsi
„ qu'à l'amélioration de nos dites colonies.

„ Et d'autant que nous souhaitons avec
„ ardeur de témoigner , en toutes occasions ,
„ combien nous sommes satisfaits de la con-
„ duite & de la valeur des officiers & sol-
„ dats de nos armées , & avec quelle sincé-
„ rité nous voulons les récompenser , nous
„ ordonnons par celle-ci à nos gouverneurs
„ de nos trois colonies susdites & à tous nos
„ autres gouverneurs de nos diverses provinces
„ dans le continent de l'Amérique septentri-
„ onale , que nous autorisons à cet effet , de
„ concéder , sans aucun droit & sans aucune
„ rétribution , à ceux des officiers réformés
„ qui ont servi en Amérique durant la dernie-
„ re guerre , & à ceux des soldats ordinaires
„ qui ont été ou qui seront licenciés en Amé-
„ rique , qui y résident effectivement & qui

„ comparoîtront en personne à cet effet, les
„ quantités suivantes de terre, lesquelles à
„ l'expiration d'un terme de dix ans, feront
„ assujetties aux mêmes cens que les autres
„ terres de la province dans laquelle elles
„ seront enclavées, comme aussi elles seront
„ astreintes aux mêmes conditions de culture
„ & d'amélioration: savoir.

„ A chaque personne ayant le rang d'offi-
„ cier général. 5000. acres.

„ A chaque capitaine. 3000. acres.

„ A chaque officier subalterne ou de l'é-
„ tat major. 2000. acres.

„ A tout officier sans brevet. 200. acres.

„ A chaque soldat 50. acres.

„ Nous autorisons pareillement les gouver-
„ neurs & commandans en chef de toutes nos
„ dites colonies sur le continent de l'Améri-
„ que septentrionale, à concéder les mêmes
„ quantités de terre, & aux mêmes condi-
„ tions, à ceux des officiers réformés de notre
„ marine, selon le rang sus dit dans lequel ils
„ auront servi à bord de nos vaisseaux de
„ guerre dans l'Amérique septentrionale, lors
„ de la réduction de Quebec & de Louis-
„ bourg, qui comparoîtront en personne de-

„vant nos gouverneurs respectifs pour en
„réclamer l'obtention des susdits avantages.

„D'autant qu'il paroît juste, raisonnable
„& essentiel à notre intérêt ainsi qu'à la
„sûreté de nos colonies, que les diverses tri-
„bus de sauvages, avec lesquelles nous avons
„des liaisons ou qui vivent sous notre pro-
„tection, ne soient ni molestées ni troublées
„dans la possession des parties de nos terri-
„toires & domaines qui, ne nous ayant point
„été cédées ou qui n'ayant point été par
„nous achetées, leur sont réservées pour
„pays de chasse, nous déclarons, de l'avis
„de notre conseil privé, que c'est notre bon
„plaisir & notre volonté royale que nul de
„nos gouverneurs ou commandans en chef
„d'aucune de nos colonies de Quebec, Flo-
„ride orientale ou occidentale n'ait la témé-
„té, sous quelque prétexte que ce puisse être,
„d'octroyer aucune permission d'arpenter de
„pareils terrains, ou d'accorder aucune pa-
„tente pour des terres, qui ne sont point
„renfermées dans les bornes de leurs gou-
„vernemens respectifs, telles qu'elles ont été
„spécifiées ci-dessus: comme aussi qu'aucun
„gouverneur ou commandant en chef, dans
„aucune de nos autres colonies ou planta-

„ tions en Amérique, ne s'ingere pour le pré-
„ sent & jusqu'à ce que notre bon plaisir à
„ ce sujet lui soit manifesté, d'accorder des
„ permissions d'arpenter ou de concéder la
„ moindre partie des terres, qui sont au-delà
„ des sources ou origines d'aucune des rivie-
„ res, qui tombent dans l'océan atlantique
„ de l'ouest & du nord-ouest; ou de celles
„ qui, ne nous ayant point été cédées, ou
„ n'ayant point été par nous achetées, sont
„ réservées aux dits sauvages en commun ou
„ pour aucun d'eux en particulier.

„ Nous déclarons de plus que c'est notre
„ bon plaisir & notre volonté royale, pour le
„ présent, ainsi qu'il est dit ci-devant, de ré-
„ server sous notre souveraineté, protection
„ & domaine, pour l'usage des dits sauvages,
„ tous les pays & territoires qui ne sont point
„ compris dans les limites de nos trois gou-
„ vernemens sus-dits, non plus que dans cel-
„ les des terrains concédés à la compagnie
„ de la baie d'Hudson; comme aussi tous les
„ pays & territoires qui sont à l'ouest des
„ sources des rivières qui tombent dans la
„ mer, en venant de l'ouest & du nord-ouest,
„ ainsi qu'il est ci-devant dit; & nous faisons

„ par

„ par cette présente très expresse inhibitions
 „ & défenses à tous nos fujets bien aimés,
 „ sous peine d'encourir notre déplaisir, de
 „ faire aucun achat ou établissement quelcon-
 „ que, dans aucun des pays ci-dessus réservés,
 „ sans avoir préalablement à cet effet obte-
 „ nu notre permission particuliere.

„ Nous voulons de plus, & c'est notre or-
 „ dre spécial, que toutes personnes, de quel-
 „ que rang qu'elles soient, qui volontaire-
 „ ment ou par inadvertance se feroient éta-
 „ blies, dans aucun des pays ci-dessus ex-
 „ ceptés, ou sur aucuns autres terrains qui
 „ ne nous ayant point été cédés ni par nous
 „ spécialement achetés, sont encore réservés
 „ pour les dits sauvages, ainsi qu'il est dit
 „ ci-dessus, aient à s'en retirer incessamment
 „ & à abandonner les établissements qu'elles
 „ pourroient y avoir faits.

„ D'autant que dans l'achat des terres des
 „ sauvages, il s'est commis de grandes frau-
 „ des & de grands abus, au grand préjudice
 „ de nos intérêts & de maniere à dégouter les
 „ sauvages de notre alliance; pour empêcher
 „ à l'avenir des procédés aussi irréguliers, &
 „ afin que les sauvages puissent être convain-

„ cus de notre justice & du désir sincere que
„ nous avons de leur ôter toute cause raison-
„ nable de mécontentement, de l'avis de no-
„ tre conseil privé, nous défendons stricte-
„ ment à tout particulier, de faire l'achat
„ d'aucune partie des terres réservées pour
„ les dits sauvages, dans les portions de nos
„ colonies, où nous avons jugé à propos de
„ permettre qu'on s'établît. Mais si, dans
„ aucun tems, quelques-uns de ces sauvages
„ étoient volontairement disposés à se défai-
„ re des terres qui peuvent lui appartenir, el-
„ les ne seroient achetées que par nous & en
„ notre nom, dans une assemblée ou convo-
„ cation particuliere des dits sauvages, laquel-
„ le se tiendrait à cet effet par le gouverneur
„ ou commandant en chef des colonies dans
„ le district desquelles elles se trouveroient
„ situées: & au cas qu'elles fussent dans les li-
„ mites d'un gouvernement sujet à un ou à
„ plusieurs propriétaires, elles seroient ache-
„ tées pour l'usage & au nom de ce proprié-
„ taire ou de ces propriétaires seulement,
„ conformément aux instructions & arrange-
„ ment que nous ou eux jugerions convena-
„ bles à cet effet.

„ Nous déclarons de plus & ordonnons,

„ de l'avis de notre dit conseil privé , que
 „ le commerce avec les dits sauvages sera
 „ libre, & ouvert à tous nos sujets quelcon-
 „ ques : pourvu que chacune des person-
 „ nes qui auront envie de commercer avec
 „ eux, en prenne la permission du gouver-
 „ neur ou du commandant en chef de la colo-
 „ nie de sa résidence, laquelle permission ne
 „ pourra lui être accordée qu'en donnant cau-
 „ tion de se conformer à tous les réglemens
 „ que dans aucun tems nous jugerons conve-
 „ nable de faire à ce sujet, soit par nous, soit
 „ par des commissaires chargés de nos pou-
 „ voirs; & pour conduire & diriger ce com-
 „ merce d'une maniere avantageuse , nous
 „ donnons pleine autorité, enjoignons & pres-
 „ crivons à tous nos gouverneurs & comman-
 „ dans en chef de nos colonies respectives,
 „ tant de celles qui sont sous notre gouver-
 „ nement immédiat, que de celles qui se
 „ trouvent sous l'administration de particu-
 „ liers qui en sont propriétaires, d'accorder
 „ ces permission sans exiger ni droits ni rétri-
 „ butions, & d'avoir l'attention particuliere
 „ d'y insérer la clause que la permission sera
 „ nulle & de nul effet, & que les effets ser-

„vant de caution seront confisqués, si celui
„à qui elle est accordée venoit à refuser ou
„à négliger d'observer les réglemens que
„nous pourrions juger à propos de prescrire,
„ainsi qu'il est ci-devant dit.

„De plus nous enjoignons expressément
„à tous nos officiers, tant militaires, que
„ceux qui sont préposés à la conduite & à
„la direction des affaires des sauvages dans
„les territoires réservés pour leur usage, de
„saisir & prendre toutes personnes quelcon-
„ques, qui étant accusées de haute trahison,
„ou qui, ayant connoissance d'un crime
„d'Etat ne l'auront point révélé, ou qui
„étant accusées de meurtres ou d'autres of-
„fenses capitales, se réfugioient dans les
„dits territoires pour se soustraire à la jus-
„tice, & de les envoyer, sous une escorte
„convenable, dans la colonie où le crime,
„dont ces personnes sont accusées, aura été
„commis, afin que leur procès leur soit fait
„& parfait jusqu'à sentence définitive.

„Donné en notre cour de S. James le sept
„du mois d'octobre 1763. la troisieme année
„de notre regne. ”

Le lecteur conviendra facilement que le

despote le plus absolu ne peut disposer, d'une maniere plus arbitraire, que le fait le Monarque Anglois dans cette proclamation, des intérêts considérables pour son pays. Je ne pouvois donc rien choisir qui donnât une idée plus majestueuse de l'étendue de puissance que le conseil privé exerce sur l'Irlande & les Colonies.

C'est à la tête de ce conseil qu'est le grand Officier de la Couronne, qui en a le titre de président, quoiqu'il n'y prenne séance qu'après les Princes du sang, les deux Archevêques & le Grand Chancelier.

Cet emploi est un des plus anciens du royaume, puisque sa création remonte jusqu'au tems du roi Jean, qui vivoit dans le douzieme siecle. Celui qui en est revêtu, l'obtient en vertu d'une patente scellée du grand sceau; ce qui n'empêche pas cependant que le Souverain ne puisse l'en dépouiller à sa volonté.

Tous les membres du conseil privé doivent s'y rendre quand le Roi les y appelle: mais il est rare, qu'ils y soient tous mandés. Il faut pour cela de ces occasions extraordinaires, telles que l'avénement du Monarque

au trône ou la déclaration de son futur mariage ; car sans cela , ce conseil n'est ordinairement composé que d'un petit nombre de personnes , qui forment alors ce qu'on appelle, le conseil du cabinet. C'est celui-ci qui examine, discute & décide les affaires les plus secrètes & les plus importantes, & ceux qui le composent sont communément les Princes du sang , les deux Archevêques , le Chancelier , le Président , le Lord du sceau-privé, les Chambellan & Vice-chambellan du Roi , le premier Seigneur de la trésorerie & les Secrétaires d'Etat.

Comme le département de ces derniers est d'une très grande importance , j'en parlerai à part , après que j'aurai donné la liste de ces sujets précieux qui composent actuellement le conseil privé.

On remarquera que je désignerai , par des chiffres les appointemens attachés aux offices de la plupart d'entre eux , par les lettres, J. ceux qui sont Chevaliers de la Jarretière ; B. les Chevaliers du bain , C. ceux du Chardon & par un P. les membres du Conseil Privé qui n'étant point Pairs d'Angleterre ont séance

dans l'une ou l'autre des deux chambres du Parlement.

Liste des membres du Conseil Privé.

1. S. A. R. Guillaume Henri Duc de Gloucester. J.
2. S. A. R. Henri Frédéric Duc de Cumberland. J.
3. Le Docteur Frédéric Cornwallis, oncle du comte de ce nom, Archevêque de Cantorbéry. L. 2682 - 12. f. 2 8.
4. Henri Bathurst Grand Chancelier. L. 10,000
5. Le Docteur Robert Drummond, frere du comte Kinhoull, Archevêque d'York & Grand Aumônier. . L. 1600-10-:-: J.
6. Granville Leveson Gower comte Gower Président. J.

Ducs

7. Edouard Seymour Duc de Sommerfet.
8. Charles Lenox Duc de Richmond, Lenox & Aubigny.
9. Auguste Henri Fitzroi Duc de Grafton, Lord du sceau privé. L. 1500-:-: J.
10. Henri Powlet Duc de Bolton Amiral. L. 1277 - 10-:-:
11. Thomas Osborne Duc de Leeds. . J.

12. George Spencer Duc de Malborough.
13. Jean Manners Duc de Rutland. . . J.
14. Charles Douglas Grand juge d'Ecosse.
L. 2000 - : - :
15. Peregrine Bertie Duc d'Ancaſtre Grand
chambellan d'Angleterre & Grand écuyer
du Roi. L. 1266-13-4.
16. Guillaume Henri Cavendiſche Bentinck
Duc de Portland.
17. Henri Tienes Pelham Clinton Duc de
Newcaſtle. J.
18. Henri Percy Duc de Northumberland. J.
19. Charles Watſon Wentworth Marquis de
Rockingham. J.

Comtes d'Angleterre.

20. Guillaume Talbot Comte Talbot, Grand-
Maître de la maiſon du Roi. L. 1560 - : - :
21. François Huſtings Comte Huntingdon.
22. Henri Howard Comte Suffolk, Secrétaire
d'Etat pour le département du nord.
L. 6000 - : - :
23. Baſile Fielding Comte Denbigh, Lord de
la chambre. L. 1000 - : - :
24. Philippe Dor. Stanhope Comte Cheſter-
field. J.

25. Jean Montagu Comte Sandwich, premier
Lord de l'Amirauté *L.* 3000 - : - :
26. Robert d'Arcy Comte Holderneffe Ami-
ral des 5 ports.
27. George Henri Lee Comte Lichtfield,
Capitaine des gentils-hommes pensionnés
L. 1000 - : - :
28. Richard Lumley Saunderson Comte Scar-
borough député du Grand Maréchal d'An-
gleterre.
29. Guillaume Henri Nassau de Zulestein
Comte de Rocheford, Secrétaire d'Etat pour
le département du Sud. *L.* 6000 - : - :
30. George Keppel Comte Albemarle. J.
31. Bussy Villiers Comte Jersey Lord de la
chambre. *L.* 1000 - : - :
32. Guillaume Legge Comte Darmouth.
33. Guill^e. Hervey Comte Bristol, gentilhom-
me de la garderobe. *L.* 2000. - : - :
34. George Fermor Comte Pomfret Seigneur
de la chambre, *L.* 1000. - : - :
35. Jean Ashburnham Comte Ashburnham,
conservateur de la grande garderobe.
L. 2000 - : - :
36. Jean Hobart Comte Buckingham.
37. Henri Arthur Herbert Comte Powis.

38. Richard Grenville Temple Comte Temple. J.
 39. Simon Harcourt Comte Harcourt, Ambassadeur auprès du Roi très Chrétien.
 L. 24000 - : - :
 40. François Seymour Conway Comte Hertford, Grand Chambellan de sa Majesté.
 L. 1200 - : - : J.
 41. Charles Cornwallis Comte Cornwallis.
 42. Philippe Yorke Comte Hardwicke.
 43. Robert Henley Comte Northington.
 44. Etienne Fox Comte Ilchester.
 45. Guillaume Pitt Comte Chatham.

Comtes d'Ecosse.

46. Jean Campbell Comte Breadalbane. B.
 47. Hugh Hume Comte Marchmond, garde du grand sceau d'Ecosse. L. 3000 - : - : P.
 48. Jean Stewart Comte Bute. . . . P. . J.

Comtes d'Irlande.

49. Guillaume Ponsonby Comte Bessborough. P.
 50. Ralph Verney Comte Verney. . . . P.
 51. Wills Hill Comte Hillsborough Secrétaire d'état pour les colonies. L. 6000. P.

52. Guil. Perry Comte Shilburne . . . P.
 53. Perry Wyndham Obrien Comte Thomon-
 mond. P.

Vicomtes d'Angleterre.

54. George Vicomte Townshend Viceroy
 d'Irlande.
 55. Thomas Thynne Vicomte Weymouth.
 56. Hugue Boscawen Vicomte Falmouth,
 capitaine des Hoquetons de la garde.
 L. 1000 - : - :

Vicomtes d'Irlande.

57. Richard Vicomte Howe contre-ad-
 miral. P.
 58. Guillaume Wildman, Comte Barrington
 Secrétaire de la guerre. P.
 59. Jean Vicomte Bateman. P.
 60. Robert Nugent Vicomte Clare, un des
 Vice-trésoriers d'Irlande, L. 2000 - : - : P.

Barons d'Angleterre.

61. Le docteur Richard Terrick évêque de
 Londres. L. 1000.
 62. François d'Ashwood Lord Despencer,
 l'un des maîtres des Postes. L. 2000 - : - : :

- 63. Jean Lord Berkeley de Stralton.
- 64. Allen Lord Bathurst.
- 65. George Lord Edgcumbe , un des vice-trésoriers d'Irlande. *L.* 2000 - : - :
- 66. Thomas Villiers Lord Hyde.
- 67. Guillaume Murray Lord Mansfield, grand juge d'Angleterre. *L.* 4000 - : : :
- 68. George Lord Lyttelton.
- 69. Thomas Robinson Lord Grantham Ambassadeur auprès du Roi d'Espagne. *L.* 6000 - : : :
- 70. Thomas Pelham Lord Pelham , Contrôleur de la maison du Roi. *L.* 1200 - : - :
- 71. Henri Fox Lord Holland.
- 72. Charles Pratt Lord Camden.
- 73. Charles Shaw Lord Cathcart *en Ecoffe*, président du tribunal de police de ce royaume. *L.* 2000 - : - : . . P. C.
- 74. Jean ô Hara Lord Tyrawley *en Irlande*.

Autres conseillers.

- 75. George Saville Baronet frere du comte de Scarborough. . . P.
- 76. Lord George Cavendish, oncle du Duc de Devonshire. . . P.
- 77. Lord Charles Spencer, frere du Duc de

- Malborough & un des Seigneurs de l'Amirauté. *L.* 1000 - : - : *P.*
78. Lord Frédéric Campbell frere du Duc d'Argyl , & Lord greffier d'Ecosse. *L.* 2000. *P.*
79. Lord Frederic North fils aîné du Comte Guilford, premier Seigneur de la treforerie & chancelier de l'échiquier. *L.* 5800. *P.*
80. Jean Montagu Vicomte Hinchinbroke, fils aîné du Comte Sandwich , & vice chambellan de sa Majesté *L.* 1159-8-4. *P.*
81. Jaques Stewart Mackenzie frere du Comte Bute , & garde du sceau privé d'Ecosse. *L.* 3000 - : - : - *P.*
82. Jaques Grenville neveu du Comte Temple. *P.*
83. Henry Seymour Conway frere du comte Hertford. *P.*
84. Edouard Hawke Amiral de la flotte. *L.* 1825. *P. B.*
85. Guillaume Dowdeswell. *P.*
86. Jean Rushout Baronet.
87. Wellbore Ellis un des vice-trésoriers d'Irlande, *L.* 2000 - : - : - *P.*
88. Gilbert Elliot Baronet , trésorier de la marine. *L.* 2000 *P.*

89. Hans Stanley, garde du coffre du Roi.
L. 500-:-: P.
90. Humphry Morice, garde des mines
d'étain & Stewart du duché de Cornouail-
les. L. 450-:-: P.
91. Richard Rigby payeur général des trou-
pes. P.
92. Charles Thomas Sewell Maître des rôles.
93. Jean Eadley Wilmot.
94. Guillaume de Grey juge L. 2000-:-:
95. Charles Saunders Amiral L. 1277-10-P.B.
96. Ifaac Barré Lieutenant colonel. . P.
97. Jean Shelley Baronet trésorier de la
maison du Roi. L. 1200-:-: P.
98. Thomas Townshend oncle du Vicomte. P.
99. George Onslow frere du Baron Onslow
& un des Lords de la trésorerie L. 1600 P.
100. Joseph Yorke frere du Comte Hard-
wicke & Lieutenant général d'artillerie
L. 1100-:-: P. B.
101. Thomas Harley frere du Comte Ox-
ford, & ancien Lord Maire de Londres. P.
102. Fletcher Norton orateur des com-
munes. P.
103. Jaques Gray Baronet. B.
104. George Rice trésorier de la chambre.
L. 469-9 P.

105. Henri François Thynne un des maîtres
des postes. L. 2000-:-:

106. Laurent Dundas Baronet, Vice-amiral
de Scetland & des Orkneys. . P.

SECTION II.

DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT.

L'administration Angloise n'avoit autrefois qu'un Secrétaire d'Etat, mais dans les dernières années du regne d'Henri VIII. la multiplicité des affaires mit dans la nécessité de partager cette place, entre deux personnes, qui eurent chacune le titre de principal Secrétaire d'Etat, & George III. actuellement régnant en a ajouté un pour le département des colonies.

Dans l'origine, ces offices ne donnoient point de rang au conseil, & ceux qui les remplissoient, après avoir préparé les matières dans une chambre destinée à cet usage, entroient dans celle du conseil, & de bout à coté du Roi en faisoient l'exposition aux Conseillers, qui seuls donnoient leurs avis : mais dans le tems de la Reine Elifabeth, comme cette Princeesse n'assistoit presque jamais au conseil, son absence donna lieu au

changement de l'ancienne coutume , & les Secrétaires d'Etat prirent place au conseil , de façon que maintenant il ne s'assemble plus , qu'au moins un d'entre eux n'y soit présent.

Les Secretaires se partagent sans distinction la correspondance intérieure, c'est-à-dire, celle qui intéresse la Grande-Bretagne & l'Irlande, dans toutes les affaires qui regardent l'armée, la milice, les concessions , les privilèges, les graces & les exemptions &c. car les Colonies, quoiqu'autrefois censées de l'intérieur, appartiennent maintenant toutes au département de nouvelle création.

Quant aux affaires étrangères elle se divisent en deux Provinces, sous les noms du Sud & du Nord. Si l'un des deux Secrétaires, qui sont à la tête de ces départemens, quitte ou est remercié, celui qui reste en place a le droit de choisir celui qui peut lui plaire, mais en général dans ce cas celui du Sud obtient la préférence.

Il est maintenant occupé par Guillaume Henri Nasfau de Zullenstein Comte Rocheford, qui a pour sous-secrétaires, R. Sulton & Stanier Porten.

Celui

Celui du Nord a pour principal Secrétaire Henri Howard Comte de Suffolk, qui a Guillaume Frazer & Guillaume Eden pour diriger les affaires sous ses ordres.

Le Secrétaire d'Etat pour le département du Nord est Wills Hill Comte Hillsborough en Irlande, Lord Harwich en Angleterre, qui a en chef sous lui Jean Pownal & Guillaume Knox.

Un simple Baron ou Chevalier qui devient Secrétaire d'Etat, a le pas sur toutes les personnes du même rang, qui devroient d'ailleurs le précéder par leur création; mais s'il est par naissance ou par grace du Roi au-dessus du Baron, il ne siege parmi ses égaux que selon la date d'ancienneté que lui donne son titre.

Chaque Secrétaire d'Etat doit avoir son logement dans tous les palais que le Roi habite, ainsi que des emplacements pour ses bureaux & pour ceux qui en dépendent. On lui paie, outre ses appointemens, une somme stipulée pour sa nourriture. Il choisit les sous-Secrétaires & tous les Commis qu'il croit lui être nécessaires, & qui dépendent entièrement de lui.

Ces ministres ont en commun la garde du cachet particulier du Roi, qui se nomme *signet*, & est conservé dans un bureau, qui à quatre Clercs employés alternativement par mois à l'apposer sur tous les actes qui doivent ensuite passer au grand ou au petit sceau. Ils ont de plus un dépôt où l'on conserve tous les papiers qui peuvent avoir rapport aux affaires d'Etat, comme les lettres, les instructions & les négociations; dépôt d'autant plus utile aux Secrétaires d'Etat, que c'est avec eux que traitent ordinairement les ministres étrangers qui résident à Londres, & que correspondent ceux que l'Angleterre envoie auprès des autres Puissances.

LISTE DES MINISTRES ÉTRANGERS à LONDRES.

Du département du sud.

Ambassadeurs.	{ de France le Comte de Guines.
Extraordinaires.	{ d'Espagne le Prince Masserano.
Envoyés Extraordinaires.	{ de Naples le Comte Pignatelly.
	{ de Portugal M. de Mello a Cavalho
	{ de Sardaigne le Comte de Scarnafis.
Résidens	{ de Venise le Comte de Berlindis.
	{ de Genes le fleur d'Agno.

Du département du Nord.

Envoyés Extraor. & Minist. Plénip.	{ le Comte de Belgioiso pour l'Alle- magne & la Hongrie. le Comte de Haslang pour les Elec- teurs de Baviere & Palatin.
Envoyés Extraor- dinaires.	{ de Pologne le Comte Barzynski. de Suede le Baron de Nolken. de Dannemarc le Baron Diede de Furstentein. de Prusse le Comte de Maltzahn. de Russie M. Mouffin Pouschkin. de Saxe le Comte de Bruhl. de Hollande le Comte de Welderen.

Ministre de Hanovre le Baron Aldersleben.

Agens.	{ des villes Anséatiques le sieur Am- finck. du Prince Stathouder le sieur Pa- laret.
--------	--

Consuls.	{ de Suede le Sieur Algher. de Dannemarc le Sieur Paffow.
----------	--

LISTE DES MINISTRES ANGLOIS
CHEZ L'ÉTRANGER.

Relevant du département du Sud.

Ambassadeurs. Extraordinaires.	{ le Comte d'Harcourt à Paris. le Lord Grantham à Madrid.
-----------------------------------	--

Ambassadeur le Sieur Amb. Murray à Constantinople.

Envoyés Extraordinaires.	{	le Sieur Guillaume Hamilton à Naples.
		le Sieur Robert Walpole à Lisbonne.
		le Chevalier Guillaume Lynch à Turin B.
		Horace Mann Baronet à Florence. B.

Ministre en Suisse le Sieur Guillaume Norton.
 Résident à Venise le Sieur Jaques Wright.

Relevant du département du Nord.

Ambassadeurs. Extraordinaires	{	le Vicomte Stormont à Vienne.
		le Chevalier Joseph Yorke à la Haye.
		le Sieur Rich. Gunning à Pétersbourg.

On remarquera que celui de Vienne vient de mourir, & qu'il est probable que le second ne retournera pas à la Haye, étant nommé lieutenant général d'Artillerie:

Envoyés Extraordinaires.	{	Thomas Wroughton à Varsovie.
		Jean Goodricke Baronet à Stockholm.
		Robert Murray Keith à Coppenliague. B.
		Jaques Harris junior à Berlin.
	{	Jean Osborn à Dresde.

Ministres Plénipotentiaires.	{	Richard Woodford pour la basse Saxe.
		Louis de Vismes pour Baviere & la Diette.
		Guillaume Gordon à Bruxelles.
		George Cressener pour les Electeurs Ecclésiastiques & le cercle de Westphalie.



ARTICLE V.

DU LORD DU SCEAU PRIVÉ.

Le garde du sceau privé, qui est Auguste Henri Fitzroi Duc de Grafton, fait expédier toutes les chartes, concessions & graces qu'il plait au Roi d'accorder, avant quelles aillent au grand sceau du royaume. Sa place lui donne le titre de Lord & rang dans le Conseil privé. Il est fait mention avec honneur de cette haute dignité dans le Statut de Richard. II. qui régnoit dans le quatorzieme siecle.

ARTICLE VI.

DU GRAND CHAMBELLAN D'ANGLETERRE.

Cet office est possédé par Peregrine Bertie Duc d'Ancaſtre, dans la famille duquel il est héréditaire. Cette dignité est aussi respectable par l'antiquité de son origine, que par les honneurs & les émolumens qui y ſont attachés: mais de nos jours, l'occasion où ce grand officier de la Couronne paroît avec le plus d'éclat, est la cérémonie du Couron-

nement d'un Roi , quoiqu'il s'en présente souvent d'autres qui le mettent dans le cas d'en exercer les fonctions.

A R T I C L E. VII.

DU GRAND CONNÉTABLE D'ANGLETERRE.

L'emploi de grand Connétable donnoit une puissance si considérable à celui qui en étoit revêtu , qu'après la mort d'Edouard Bagon ou Stafford Duc de Buckingham, le Roi crut devoir en éteindre le titre en 1521. Depuis cette époque les Monarques ne confient l'exercice de cette charge que pour la cérémonie du Couronnement, où il en paroît deux ; l'un pour l'Angleterre & l'autre pour l'Ecosse, qui le 22. Septembre 1761. furent représentés, au Couronnement du Roi actuel, le premier par le Duc de Bedford & le second par le Comte d'Erroll.

A R T I C L E. VIII.

DU GRAND MARÉCHAL.

Le grand Maréchal est juge des armoiries & du point d'honneur ; c'est aussi à lui seul

qu'il appartient d'ordonner les différentes cérémonies de la Cour. Il y avoit autrefois en Angleterre plusieurs cours de justice qui étoient sous son autorité, & dans lesquelles se décidoient toutes les questions qui pouvoient concerner la noblesse & les guerres intérieures, matieres qui n'étoient point de la compétence de la loi commune: mais aujourd'hui la juridiction de ce grand officier du royaume est bornée au tribunal de la Maréchalsee, qui a deux départemens, celui de la cour qui tient ses audiences le vendredi, & celui du bourg de Southwark qui les donne le lundi. L'un & l'autre a ses officiers distincts, pour administrer & faire exécuter la justice.

Cette charge, depuis 1553. est héréditaire dans la famille des Norfolks, & est aujourd'hui possédée par Edouard Howard Duc de Norfolk, premier Duc, Comte & Baron d'Angleterre: mais qui ne peut en faire les fonctions, parce qu'il suit les rites de l'église de Rome, c'est pour cela qu'il les fait remplir par un Député, qui est actuellement Richard Lumley Sunderfon Comte de Scarborough; usage qui paroît ne point devoir

être interrompu , parce que l'héritier du présent grand Maréchal a été élevé dans les mêmes principes de religion , adoptés par sa famille.

A R T I C L E IX.

D U G R A N D A M I R A L D' A N G L E T E R R E.

L'important emploi de grand Amiral d'Angleterre donnoit autrefois à celui qui le possédoit , non seulement l'entière disposition des affaires maritimes tant au civil qu'au criminel , mais encore le droit de se nommer un Vice-Amiral , un Contre-Amiral , & d'accorder toutes les commissions de capitaines de vaisseaux.

Cet office fut d'abord connu sous le nom de *Grand Amiral d'Angleterre , d'Irlande & d'Aquitaine* ; ensuite sous celui de *Grand Amiral de la Grande-Bretagne , d'Irlande , de leurs domaines & Isles , de la ville de Calais & de ses marches , de la Normandie , de la Gascogne & de l'Aquitaine ; & de Commandant Général de la flotte & des mers des dits royaumes* : mais aujourd'hui il est exercé par sept commissaires , qui se qualifient les Seigneurs de l'Amirauté ,

à la tête desquels est Jean Montagu Comte Sandwich , aux appointemens de L. 3000. lorsque les six autres n'ont que L. 1000. par an.

C'est sous leur autorité que s'exerce la juridiction étendue qui relevoit anciennement du seul Grand Amiral , & ils remplissent toutes les fonctions qui appartoient à ce grand officier.

Le Chevalier Edouard Hawke est Amiral de la flotte & Vice-Amiral de la Grande Bretagne.

CHAPITRE III.

DES GRANDS OFFICIERS DE LA MAISON DU ROI D'ANGLETERRE.

L'IDÉE qu'on a pu se former dans le chapitre précédent de la majesté de la cour d'Angleterre , par le détail que j'y ai donné des grands Officiers du Royaume, ne peut que s'augmenter dans celui-ci, à la vue de ceux qui sont spécialement attachés à la personne du Roi, & dont les emplois aussi distingués & non moins lucratifs sont remplis

par les familles les plus illustres & les plus anciennes dans l'Etat.

Entre ces derniers, celui qui tient le premier rang est le Grand Maître de la maison du Roi, dont le titre depuis la première année de la reine Marie, est Lord Stewart. Guillaume Talbot, Comte Talbot, en remplit les fonctions aux appointemens de *L.* 1466 & a sous lui le Trésorier Jean Shelley Baronnet à *L.* 1200. Thomas Pelham, Lord Pelham, Contrôleur à *L.* 1200..... & Hans Stanley, garde du coffre, à *L.* 500.... La juridiction du grand Maître s'étend sur une multitude d'officiers & de domestiques, qui composent les divers départemens de la maison, qui ne relevent ni de la chapelle, ni de la chambre, ni des écuries.

A la tête de la chapelle sont l'Archevêque d'York, Grand Aumônier, un sous-Aumônier, & l'évêque de Londres doyen de la chapelle. La chambre est sous l'inspection du Grand Chambellan, qui est François Seymour Conway Comte Hertford, qui à *L.* 1200.... par an, & du maître de la grande garde-robe savoir Jean Comte Ashburnham aux appointemens de *L.* 2000... Quant aux

écuriès elles ont pour chef Peregrine Bertie Duc d'Ancaſtre , ayant *L* 1266 - 13 f. 4 s. d'émolumens annuels.

Il ſeroit ſuperflu de joindre ici l'état des officiers que renferme chacun de ces départemens ; il ſuffira , je crois , de ſavoir , que leur nombre eſt ſi conſidérable , qu'ils rendent la cour du Roi d'Angleterre auſſi brillante que celle d'aucun potentat de l'Europe.

CHAPITRE IV.

DES TRIBUNAUX D'ANGLETERRE.

Il y a en Angleterre cinq grands tribunaux qui ſiegent à Londres dans quatre tems , fixes de l'année , que l'on appelle termes , qui portent les noms de Pâques , de la Trinité , de S. Michel & de S. Hilaire.

Le premier de ces termes commence dix-sept jours après Pâques , & en dure vingt ſept ; le ſecond s'ouvre le cinquieme jour après la Trinité , & continue pendant vingt jours : le troiſieme a trente ſept jours qui ſe dattent toujours du 28. Octobre ; & le quatrieme finit au bout des vingt deux jours qui ſuivent le 23. Janvier.

Ces cinq tribunaux ſont la Chancellerie ,

le Banc du Roi, les Plaidoyers Communs, l'Echiquier & la Cour du duché de Lancastre, qui tous tiennent leurs séances ordinaires dans les salles de Westminster.

A R T I C L E. I.

DE LA CHANCELLERIE.

L'histoire d'Angleterre n'apprend rien sur l'origine de ce tribunal, dont on remonte la première érection aux tems où le Peuple Anglois a commencé à se civiliser. Les prérogatives du Grand Officier de la Couronne qui y préside, sont suffisamment connues par ce que j'en ai dit plus haut, pages 18 & 19. Il ne reste donc à ajouter ici que ce qui peut donner une juste intelligence de cette cour de justice.

Il est des cas dans lesquels la Chancellerie prononce selon la rigueur de la loi, & d'autres où, comme je l'ai dit, son chef n'a que l'équité naturelle pour guide.

Si le Grand Chancelier ne peut tenir les audiences par quelque raison que ce soit, il est toujours remplacé par le Maître des rôles, emploi considérable que le Roi confère pour la tenir, ou à vie, ou selon son bon

plaisir. Il entend de même & décide seul les causes qui sont discutées devant lui.

Quoique la Chancellerie ait les mêmes termes que les autres tribunaux , cependant son chef peut , dans tous les tems de l'année, exercer sa juridiction, même pendant que les autres cours sont en vacance, parce que, faite pour réprimer la fraude & l'injustice, elle doit toujours être en état d'empêcher qu'un sujet ne soit victime de la haine & de l'animosité d'un autre.

ARTICLE II.

DU BANC-DU-ROI.

Cette cour est appelée du Banc du Roi, tant parce que les anciens Rois avoient coutume d'y siéger en personne, qu'à cause que, par la nature de sa constitution, elle doit se transporter par-tout où il plait au Souverain de fixer sa résidence. La salle de Westminster, où elle donne ses audiences, comme les autres cours, est regardée à son égard comme faisant partie d'un des anciens palais de la Couronne; & c'est sans doute, pour conserver le souvenir de ce qu'elle ne peut avoir aucun lieu fixe, que dans les or-

dres qui en émanent pour évoquer une procédure , il est prescrit de comparoître par devant les juges du Banc du Roi , en tel endroit que le Monarque puisse se trouver , *ubicumque fuerimus in Anglia.*

Les quatre juges qui y président , doivent prononcer selon la rigueur littérale de la loi. Le premier d'entre eux a le titre de Lord chef-justice du Banc du Roi & de Lord chef-justice d'Angleterre. C'est aujourd'hui Guillaume Murray Lord Mansfield depuis le 8. Novembre 1756. Ce grand juge est mis en place par un simple *Writ* ou ordre , dont la forme est de lui notifier qu'il a plu au Prince de l'élever à cette place qui a *L.* 4000. d'appointemens : lorsque les trois autres , qui ont *L.* 2000. par an chacun , sont nommés par lettres patentes , enjoignant à la nation de les reconnoître comme tels.

Ce tribunal , originairement établi pour prononcer sur les discussions entre le Roi & ses Sujets , a trouvé par mille subtilités de chicane , le moyen de s'attribuer la connoissance de toutes sortes d'affaires. On y voit même porter les simples arrêts pour dettes , qui n'étant que des causes de particuliers à

particuliers, deviennent pourtant soumis à sa juridiction, par l'introduction abusive d'un terme dans l'ordre que donne le Prince pour saisir le corps du débiteur. Rien de plus opposé à la lettre & à l'esprit des Loix Angloises, rien de plus contraire à la liberté essentielle à l'homme, que de voir un créancier jeter son débiteur dans les fers, avant que la justice ait discuté & connu la légitimité des prétentions de l'un sur l'autre: rien cependant de plus ordinaire dans ce royaume. Le simple serment, administré sans aucune de ces formalités, qui par-tout ailleurs en font sentir l'importance, & prêté souvent par un homme que guident la colere & la vengeance, s'il n'est pas même en cela de mauvaise foi, suffit pour arracher à sa famille, à ses affaires, & réduire en captivité l'Anglois ou l'Etranger qui vit selon les regles de la probité la plus stricte. La réclamation d'une simple dette ne permet, je le fais, ni d'attenter à sa liberté, ni de le soumettre à la juridiction du Banc du Roi; mais par un mensonge aussi effronté, que digne d'un châtimement exemplaire, au lieu d'être approuvé, comme il l'est par une pra-

tique constante , le créancier déclare dans la formule du *Writ* son débiteur coupable de *Trepass*, mot auquel on peut donner à sa volonté la signification de la moindre offense comme du plus grand crime , & cette accusation le soumet aux rigueurs de l'emprisonnement , s'il ne peut donner caution suffisante pour assurer qu'il paroîtra en personne , pour répondre sur ces deux chefs, dont un seul, savoir la dette, lui doit être objecté. Où est donc la justice, où est la liberté dans un pays où l'une est toujours prête à favoriser le mensonge pour sacrifier l'autre à son avarice?

Le pouvoir de ce tribunal est de nos jours si étendu, qu'il connoît de tout appel fondé sur erreur en fait ou en loi dans les jugemens ou procédures de toutes les juridictions d'Angleterre, & que ses arrêts ne peuvent être réformés que par la Chambre Haute du Parlement ou par la Chambre de l'Echiquier, selon la manière dont les procès ont été conduits. Cependant au terme de la S. Michel 1771. on a vu, à la surprise générale , la Cour des Plaidoyers Communs admettre l'appel d'un jugement rendu par le
chef

chef du Banc du Roi , & prononcer dernièrement la cassation de la sentence, en conséquence de l'erreur qui avoit déclaré qu'une clause verbale pouvoit préjudicier à un contrat par écrit.

J'avouerai qu'on ne peut trop faire l'éloge des talens naturels ou acquis du chef qui préside de nos jours à ce tribunal : mais il n'est personne qui puisse disconvenir que, par un abus peut-être tolérable si l'on pouvoit lui imposer de justes bornes , on l'entend rarement prononcer sans méconnoître la nature du tribunal auquel il préside. La loi, je l'ai dit, doit être la seule regle de ses jugemens ; néanmoins il l'a fait presque toujours céder à ses lumieres naturelles. On applaudit souvent à ses décisions ; mais cette innovation ouvre une trop vaste carrière à la subtilité pour prévaloir sur la loi, & doit nécessairement, ou la faire oublier, ou y jeter une confusion, qui ne peut manquer de produire tôt ou tard des injustices réelles.

On me dira peut-être qu'au Banc du Roi la plupart des affaires sont soumises à l'opinion des jurés : mais que ne peut sur l'esprit d'hommes, choisis ordinairement parmi le

peuple, l'éloquence d'un juge, chargé de diriger leur sentiment par un résumé à charge & à décharge de toute la matiere sur laquelle ces jurés doivent prononcer par un seul mot. Ne les a-t-on pas vus dernièrement absoudre un libraire qui avoit imprimé & publié un écrit qui attaquoit la majesté du trône, & condamner sévèrement un autre libraire, pour avoir vendu dans sa boutique ce même écrit qu'il tenoit du premier. Le même juge donc, d'après des jurés divers, déclaroit libelle contre le distributeur, ce qui dans sa bouche même en perdit le nom quelques jours après en faveur de l'imprimeur & du publicateur. Almon paie l'amende; Baldwin & Woodfall sont absous. Faut-il donc trouver des abus partout où il y a des hommes, & ne devoir l'excès des premiers qu'au mérite des derniers?

ARTICLE III.

DES PLAIDOYERS COMMUNS.

Le mécontentement que le peuple témoignoit, en voyant que les décisions des juges, qui étoient auparavant soumises à la cour royale composée de tous les grands officiers

de la couronne, ne dépendoient plus que de la volonté seule du premier ministre, força les rois à établir divers ordres de juridictions , composées de légistes, dont la cour des Communs Plaids fit partie.

Elle étoit d'abord ambulante comme les autres, & obligée de suivre le Souverain partout où il alloit; mais Jean Santerre, qui vivoit dans le douzième siècle, la rendit Stable & la fixa à Westminster.

Edouard I. voulant réparer les désordres que les troubles du regne d'Henri III. son pere avoient mis dans l'administration de la justice, lui donna une forme nouvelle, & distingua les matieres qui seroient par la suite de la compétence spéciale des différentes cours qu'il établit. Il attribua aux Plaidoyers Communs la connoissance de tous les procès mus ou à mouvoir entre les particuliers; juridiction qui est encore propre à ce tribunal, quoique celui du Banc du Roi s'en arroge souvent le partage.

Les Plaidoyers Communs ont maintenant quatre juges, nommés par lettres patentes, dont le premier a le titre de chef de justice des Plaidoyers Communs ou du banc du com.

mun; & est le chevalier Guillaume de Grey qui a L. 2500. d'appointemens, lorsque ses trois collegues n'ont que 2000. L. St. par an.

Il est un ordre distingué d'Avocats qui peuvent seuls plaider devant ce tribunal, & qu'on appelle *sergens en loi*, parmi lesquels tout jurisculte doit avoir été reçu, avant que de pouvoir siéger comme juge dans aucun des tribunaux de Westminster.

ARTICLE IV.

DE L'ECHIQUEUR.

L'Echiquier que je ne regarde ici que comme un tribunal contentieux, est une cour inférieure à celles du Banc du Roi & des Plaidoyers Communs. Elle doit sa premiere origine à Guillaume le Conquerant, & Edouard I. la borna à ne connoître que ce qui pouvoit intéresser les revenus du roi; mais aujourd'hui elle étend sa juridiction sur toutes sortes d'affaires, parce que ceux qui relevent de ce tribunal en conséquence de sa premiere institution, y amènent toutes les causes dans lesquelles ils peuvent être intéressés. Tout homme d'ailleurs y a recours, en se qualifi-

ant débiteur du roi, & le tribunal l'admet, fans même examiner la réalité du titre sur lequel il fonde ce prétendu droit de *committimus*.

Suivant la diversité des affaires dont cette cour est saisie, elle prononce ou conformément à sa loi ou selon l'équité, & dans l'un ou l'autre cas, elle est différemment composée. Dans le dernier les Barons ont à leur tête le chancelier de l'Echiquier, & dans le second c'est aux quatre Barons à prononcer.

M. Selden prétend que ce titre de Baron qu'on donne aux Magistrats qui composent ce tribunal, vient de ce que le roi dans son origine en confia la conduite aux Barons du royaume. Ils sont quatre, dont le Chevalier Thomas Parker comme premier a le titre de Lord Chef Baron & 3000. *L. St.* par an.

A R T I C L E V.

DE LA COUR DU DUCHÉ DE LANCASTRE.

Cette cour est sous la présidence d'un chancelier, qui est actuellement Thomas Villiers, Lord Hyde par création du 3. Juin 1756. Ce tribunal a dans son ressort toutes les causes qui concernent les revenus du du-

ché & comté palatinat de Lancastre, pour chacun desquels il y a une juridiction séparée, donc le chef est le même qui, en jugeant pour le Duché, est accompagné d'un procureur général; lorsque dans les causes qui regardent le comté il a sous lui un vice chancelier & un procureur-général.

A R T I C L E VI.

DE LA COUR DU PRIMAT.

Quoique je ne prétende pas entrer ici dans le détail des juridictions particulières qui subsistent dans le Royaume d'Angleterre, je croirois cependant laisser imparfaite l'idée générale que j'en veux donner, si je ne parlois du tribunal de l'archevêque de Cantorbéry qui prononce sur tous les Testaments. En Angleterre, un fils ne sauroit se mettre en possession des biens que lui laisse la mort de son père, s'il n'en a obtenu la permission de ce prélat, qui ne peut à la vérité la lui refuser sans des motifs incontestables, mais qui du moins tire de cette prérogative un très gros revenu. Cet archevêque a de plus le droit de nommer les notaires, au sujet desquels je

remarquerai qu'ils ne sont point dans l'usage de garder des minutes des actes qu'ils sont dans le cas de passer; ce qui me paroît un défaut sujet à de très grands inconvéniens sur-tout dans un pays de commerce.

A R T I C L E V I I.

DES GRANDS JUGES D'ANGLETERRE.

Les magistrats qui composent les trois grandes juridictions, savoir, le Banc du Roi, les Plaidoyers Communs & l'Echiquier, forment ce qu'on appelle les douze grands juges d'Angleterre, qui tiennent leurs places du bon plaisir du roi, mais qui ne peuvent la perdre qu'autant qu'ils seroient juridiquement convaincus d'avoir agi contre la loi.

Ce sont ces jurisconsultes célèbres qui sont obligés deux fois par an de se partager le royaume, & de se rendre chacun dans la partie qui lui est échue, pour y terminer toutes les affaires civiles & criminelles, qui y sont survenues d'une session à l'autre.

Par un pouvoir exprès qu'ils reçoivent du roi, ils peuvent, lorsqu'ils sont en circuit, faire grace aux criminels qu'ils ont condamnés à mort, ou commuer les peines auxquelles

les la loi les a fournis par leur bouche. Ils ont aussi séance dans la chambre des pairs, mais seulement pour y exposer leur opinion sur les matieres de loi, en cas que les membres la leur demandent.

Ces charges sont aussi honorables que lucratives, & avec d'autant plus de raison, que l'on est dans la nécessité de les tenir toujours remplies par des gens versés dans les loix & les coutumes d'Angleterre, qui sont trop volumineuses, pour ne pas exiger une étude longue & constante, de la part de ceux qui veulent en acquérir la connoissance: aussi est-ce entre ces juges que le roi choisit ordinairement le grand chancelier du royaume.

A R T I C L E VIII.

MANIERE DE PROCÉDER EN AFFAIRES CRIMINELLES.

Les affaires criminelles se décident toujours par le fait, c'est pourquoi les accusés ne peuvent être déclarés coupables que par douze jurés, qui soient du rang de celui contre lequel l'action est portée. Ces hommes doivent être choisis entre les habitans du lieu où se juge le procès: mais si l'accusé étoit étran-

ger, il auroit le droit d'exiger que la moitié des jurés fût de sa nation, ou du moins composée d'étrangers.

C'est à ces hommes seuls qu'il appartient de déclarer l'accusé coupable ou innocent. La fonction du juge est de les instruire des circonstances favorables ou défavorables, résultantes de l'audition des témoins, des réponses du prisonnier & des remarques faites par les avocats des deux parties : & après que ces juges, s'il est nécessaire, ont exposé & discuté les points de loix, qui peuvent avoir rapport à la circonstance en litige, ils laissent les jurés en liberté de prononcer, n'ayant plus rien à faire que d'appliquer la peine prononcée par la loi contre le crime avéré, ou d'absoudre celui que ces jurés ont proclamé innocent.

Comme pour trouver un sujet coupable, il faut que ces douze hommes soient unanimement d'accord dans cette opinion, que le premier d'entre eux, au nom de tous, donne aux juges pour règle de la sentence qu'il doit prononcer ; s'ils ne peuvent s'accorder sur le champ, ils se retirent dans une chambre, où on les enferme pour y rester, sans prendre

aucune nourriture, jusqu'à ce qu'ils aient pris une décision. Cette unanimité est si nécessaire, pour condamner un criminel que si, pendant que les jurés sont indécis, un d'entre eux venoit à mourir, le prisonnier seroit absous dans l'instant, ainsi qu'il doit l'être, si un seul persiste à ne pas vouloir concourir à la sentence, dont tous les autres maintiennent l'équité.

A R T I C L E IX.

D E S S U P P L I C E S.

Il n'y a en général que deux supplices en usage dans le royaume d'Angleterre, la potence pour les deux sexes de quelque rang que soit le criminel, & le feu pour les femmes convaincues du meurtre de leurs maris. Il est vrai que selon la diversité du crime, le premier supplice est accompagné de circonstances, que le préjugé peut rendre plus effrayantes pour le spectateur, plus humiliantes, mais jamais plus douloureuses pour celui qui le subit. Qu'on n'objecte point que les pairs sont souvent décapités, puisque ce n'est alors qu'en vertu d'un acte de clémence du roi, qui commue le genre de mort auquel la loi condamne tout citoyen indistinctement.

Je remarquerai cependant qu'il est un supplice particulier, dont aucun homme ne peut se souvenir d'avoir vu un exemple, & qui par cela seul mériterait quelque attention, quand la manière de l'exécuter n'auroit pas une singularité qui en fût digne.

Les anciennes loix du royaume condamnoient à mort toute personne qui, dans les palais du roi, frappoit une autre, de façon à causer une effusion de sang : mais le statut de la 33^e. année d'Henri VIII. en adoucissant cette peine, soumet le coupable à avoir le poingt coupé, à être amendé selon le bon plaisir du roi, & à passer en prison le reste de ses jours.

Le crime est jugé à la cour du grand-maitre, mais selon la pratique de la loi commune. Les grands jurés prononcent sur le fondement de l'accusation, & les petits sur la réalité du fait, en conséquence de l'audition contradictoire des témoignages reçus sous serment. Si le criminel est convaincu d'avoir encouru la peine portée par le statut, l'exécution de la sentence exige une pompe, qui oblige chaque ordre des officiers inférieurs de la maison du roi à y prendre part.

Le sergent de la basse-cour doit porter, au lieu désigné pour le supplice, un billot de forme quarrée, un maillet, un crampon & des cordes pour poser & assujettir la main du coupable ; le fomier des broches y prépare un grand feu de charbon près du bloc, afin que le premier chirurgien y puisse faire rougir les fers dont il a besoin, & qui doivent lui être fournis par le maréchal ferrant : un garçon de cuisine y est avec du vinaigre & de l'eau fraîche : des officiers de l'échanfonnerie & de la panneterie y assistent, l'un avec une tasse de vin rouge & l'autre avec un pain de la farine la plus pure : le sergent de la lingerie y vient avec le linge que pourra demander l'appareil ; le garde de la volaille y apporte un coq pour appliquer sur la coupure, & un autre tient la toile cirée prête à l'envelopper : enfin le chef de cuisine fournit un couteau de service bien tranchant, qu'un de ses aides tient élevé, jusques au moment où doit s'en servir la personne qui est chargée de faire l'exécution. Que d'appareil pour une faute, qui ne diffère de celles auxquelles la loi n'inflige aucun châtiment corporel, que par le lieu où elle est commise !

La torture, ce supplice si commun dans tous les royaumes, même chrétiens, n'a jamais été permise dans la Loi Angloise, que dans une seule circonstance, où selon le statut d'Edouard I. elle étoit moins une épreuve que le supplice le plus rigoureux.

La maniere d'interroger un criminel en Angleterre est simple & pleine d'humanité. Les gens du roi n'emploient aucuns subterfuges, pour avoir le plaisir barbare de trouver un coupable. Le juge qui partout ailleurs paroît en vouloir à sa vie, est au contraire ici son plus zélé défenseur, jusqu'au moment où l'instruction du procès étant finie, il est forcé de détailler avec impartialité les preuves résultantes de toute l'information. L'accusé ne perd aucun des égards que lui doit la Société, tant qu'il n'est pas convaincu de s'en être rendu indigne par une action que la loi foumet à une peine infamante; & jusqu'à ce moment le citoyen & l'artisan sont traités avec bonté, & le Seigneur n'est pas même nommé, sans faire mention des titres que lui donne sa naissance.

Amené devant le juge, on lui expose son crime; sans employer d'autres termes que

ceux que l'usage prescrit. Après en avoir entendu la lecture, il est sommé de déclarer sincèrement, s'il s'en reconnoît coupable, ou s'il s'en croit innocent. L'avou de sa faute lui épargne toute autre question, & il ne lui reste plus qu'à entendre le juge prononcer la sentence que la loi y attache. Si au contraire il se repose sur son innocence, il doit être convaincu ou justifié par la déposition des témoins, parmi lesquels il peut produire en sa faveur ceux qu'il veut : & c'est sur le précis du tout fait par le juge, que les jurés décident absolument de son sort.

Mais si un prisonnier, chargé d'un crime capital, refusoit de parler, afin de laisser les jurés dans l'incertitude, alors, & seulement alors, la loi permettoit d'employer la torture. On remarquera qu'elle n'étoit point admise dans les cas les plus énormes, tels que la haute trahison, parce qu'alors le silence servoit de conviction : mais dans tout autre, le statut d'Edouard vouloit que ce muet volontaire fût appliqué à une peine forte & dure, dont l'exposé que j'en vais faire paroîtra sans doute diamétralement opposé à cet esprit de douceur ; qui règne en général dans la pratique criminelle des Anglois.

L'accusé qui ne vouloit ni convenir de son crime, ni le nier, étoit averti, à trois différentes reprises, de la rigueur du tourment auquel il s'exposoit; & on lui accordoit ensuite quelques heures de liberté pour y réfléchir. Si après ce tems écoulé il persistoit dans son silence, on lui lisoit distinctement toutes les circonstances du châtiment qui alloit en être la suite, & on le renvoyoit en prison pour le subir.

Là sans égard, ni pour le sexe, ni pour le rang, on introduisoit cet opiniâtre dans une chambre basse & obscure, & après l'y avoir dépouillé de tous les vêtemens que n'exige point une décence rigoureuse, on le couchoit sur le plancher, & l'on entassoit du fer ou du bois sur son corps, jusqu'à ce qu'il étouffât sous le poids, conformément à la coutume qui étoit encore dernièrement en vigueur, en cela contraire au statut d'Edouard, qui vouloit qu'on le délivrât dès qu'il consentiroit de parler.

Si cet infortuné vivoit pendant plusieurs jours sous cette peine nommée avec raison dure & forte, il ne lui étoit alloué pour tout aliment qu'un peu de pain le plus commun

dans un jour, & dans l'autre quelques gouttes d'eau croupissante des environs de la prison.

Comme l'homme qui expiroit dans cette déplorable situation n'étoit point censé coupable, parce que son procès n'avoit point été achevé, les biens qu'il laissoit après sa mort n'étoient pas sujets à la confiscation; ce qui peut avoir engagé plusieurs criminels à se laisser écraser, afin de conserver leur succession à leur postérité.

Quelque resserée que fût cette loi rigoureuse, le Parlement d'Angleterre vient de l'abolir; & la session actuelle de 1772. défend de la mettre en usage, en ordonnant que toute personne qui, par la suite, refusera opiniâtrément de parler, sera déclarée convaincue du crime dont elle est accusé & comme telle, soumise au châtiment que la loi y inflige.

C H A P I T R E V.

DU GOUVERNEMENT DE LA CITÉ DE LONDRES.

Le gouvernement de cette ville aussi opulente qu'étendue, se divise comme celui du royaume en civil & ecclésiastique. Le dernier

nier est sous l'autorité d'un évêque, dont chacun connoît assez les droits pour ne pas exiger que j'en parle : mais comme le gouvernement civil de cette cité, n'a aucune ressemblance avec ceux qui sont adoptés par les autres monarchies, il ne peut manquer d'exciter la curiosité du lecteur.

ARTICLE I.

DU LORD MAIRE.

Le Lord-Maire, qui ne tient ce nom que de Richard I. en 1189. est le premier magistrat de la ville de Londres, ou du-moins de la partie qu'on désigne sous le nom de cité, pour la distinguer du quartier de Westminster, qui en fait aujourd'hui une portion considérable, mais qui a ses droits & ses privilèges à part.

Le gouverneur général est choisi chaque année dans le jour de S. Michel, ou le Samedi précédent, si comme en 1771. le jour fixé par la loi est un dimanche. Les représentans des corps de métiers de la ville de Londres font le choix de deux échevins qui ont rempli les fonctions de Shérif, & le corps de ces échevins nomme ensuite, pour Lord Maire,

celui qui lui paroît le plus digne entre les deux, qui lui ont été présentés par le peuple.

Ce magistrat tient cette dignité pendant un an, qui commence le 8. Novembre, jour où, au milieu du plus pompeux cortège, il est admis à Westminster & entre en fonctions. Quoique cette place expose à beaucoup de dépenses, il est cependant peu de citoyens qui n'y aspirent; & la cour est occupée chaque année à modérer l'ambition de ceux dont les sentimens peuvent lui être opposés.

La dernière élection a fait assez sentir combien elle redoutoit de voir revivre les Beckfort, ou continuer les Crosby: mais elle a eu la satisfaction, malgré tous les efforts d'un parti puissant, de faire tomber ce poste important à Guillaume Nash Ecuyer, qui avant & depuis son élection, n'a cessé de braver avec courage les imprécations & les fureurs du peuple irrité de son élévation.

Le pouvoir du Lord Maire de Londres est très étendu, car il exerce une juridiction souveraine sur la Ville & les Fauxbourgs de cette capitale de l'Angleterre, ainsi que sur la

Tamife, jufques à fon confluent avec la Medway du côté de l'orient; & jufques à la Colne du côté occidental.

Sa cour eft compofée des grands officiers qui entourent ordinairement le trône d'un monarque puiffant; & lorsqu'il paroît en public, même pour aller chez fon Souverain, on porte devant lui l'épée d'Etat.

Son habillement de cérémonie eft une longue robe d'écarlatte ou de pourpre, bordée de riches foururès, & ornée d'un chaperon de velours noir. Il a, autour du cou, une grande chaîne d'or, qui foutient un riche joyau pendant fur fa poitrine: & fon revenu annuel peut monter à environ *L. 3000. St.* qui font à peu près 68,250. liv. tournois, fans compter le cafuel, qui ne peut manquer d'être confidérable, puifqu'il y a dans la ville plus de 400. charges ou emplois qui font à fa nomination dans le cas de vacance.

ARTICLE II.

DES *Aldermen* OU ECHEVINS.

Le Lord Maire a un confeil toujours fubfiftant, compofé de vingt fix *Aldermen* ou échevins, dont chacun eft chef d'un des quar-

tiers de la ville. Leurs places sont au choix des habitans du district : mais une fois choisis, ils les gardent pendant leur vie. Leur élection leur donne le titre & leur attribue les fonctions de juges à paix ; & s'ils refusoient de souscrire au choix qu'un quartier auroit fait de leurs personnes pour y présider, ils devroient payer une amende de *L. 500 St.* ou 11,375 liv. tournois. C'est par eux que le Lord Maire est définitivement choisi ; & selon une pratique constante il est pris parmi eux, mais on paroît aujourd'hui douter si ce dernier usage est fondé sur une loi qu'on ne puisse enfreindre.

A R T I C L E III.

DES SHÉRIFS.

Les Shérifs dans tous les comtés sont à la nomination annuelle du roi, si l'on excepte celui de Westmorland & de Cumberland dont la place est héréditaire ; & les deux de Londres qui, malgré qu'ils le soient en même tems du comté de Middlesex, sont élus chaque année, dans le jour de S. Jean, à la pluralité des voix des seuls représentans des compagnies de la cité de Londres.

Si ceux qui sont choisis veulent s'exempter d'en faire les fonctions, ils doivent payer L 400. d'une part à la ville, & de l'autre L 13 6 s. 8 d. aux ministres de ses prisons.

Quoiqu'élus dans le jour de S. Jean, les Shérifs n'entrent en exercice que dans le jour fixé pour le choix du Lord Maire.

C'est à eux une fois en place à faire obéir aux ordres qui leur sont signifiés de la part du prince, à voir exécuter toutes les sentences criminelles & à poursuivre le paiement des amendes & des confiscations. Gardiens, par la loi, des personnes arrêtées pour dettes, ils ne sont pas juges des motifs de la détention, comme on le prétendoit dernièrement; mais ils sont chargés de veiller à la sûreté & à la propriété des prisons, & dès qu'un de leurs officiers s'est emparé du corps d'un débiteur, les Shérifs eux-mêmes deviennent responsables au créancier de toutes les sommes qui lui sont dûes par l'homme détenu à sa requête, si, par quelque voie que ce soit, le captif parvient à s'échapper.

Cet emploi a par conséquent ses dangers; néanmoins comme on ne peut devenir Maire de Londres sans l'avoir exercé, il se trouve

toujours un nombre plus que suffisant de candidats. Je doute que peu de personnes soient parvenues à cette place avec plus de démonstrations de joie de la part du peuple, & par conséquent avec plus de gloire & de satisfaction pour eux, que les Shérifs actuels, qui sont Jean Wilkes* & Frédéric Bull Ecuyers, qui furent choisis par une grande majorité. le 24. juin 1771.

A R T I C L E IV.

DU CONSEIL DE LA VILLE DE LONDRES.

Le conseil de la ville est composé de 234. membres, qui chaque année, au jour de S. Thomas, sont nommés ou continués par les divers quartiers de la ville, qui en fournissent plus ou moins selon leur étendue.

Ce corps avec celui des *Aldermen* & le Lord Maire représente exactement la constitution du gouvernement général du royaume d'Angleterre, telle qu'elle est établie dans les deux chambres du parlement, ayant le monarque à leur tête.

* Le Shérif *Jean Wilkes* a. été élu Lord Maire en 1772.



C H A P I T R E VI.

QUELQUES USAGES PARTICULIERS
A L'ANGLETERRE.

L^{10.} Les pupilles deviennent majeurs à 20 ans & sont dès lors capables de tous les contrats civils. Autrefois une fille de 12 ans ou un garçon de 14 pouvoient se marier, sans le consentement de leurs parens ou tuteurs, & même à leur insu, quoique l'un ou l'autre vécut avec eux ; puisque le mariage n'exigeoit aucune formalité préalable, & qu'il suffisoit, pour le rendre valide, de trouver un prêtre qui, dans tel lieu que ce fût, prêtât son ministère, pour ratifier le consentement des parties.

Les abus infinis, qui résultoient de ce défaut d'ordre, dans une partie aussi essentielle à l'harmonie de la société, qu'à la paix des familles, parurent mériter l'attention du parlement qui, dans la 26^e. année du dernier roi Chap. 33. ordonna que, sans une permission spéciale de l'archevêque, on ne pouroit, à l'avenir, célébrer aucun mariage, si la cérémonie ne s'en faisoit dans une église, ou dans une chapelle qui eût le droit de publier

des bans: que tout prêtre qui prêteroit son ministère à la solemnité du mariage d'un mineur, sans qu'elle eût été précédée ou de publications de bans, ou d'une dispense légitime qui en tint lieu, seroit transporté pour quatorze ans outre la nullité du mariage en lui-même. Toutes les clauses de cet acte, qui seroient trop longues à rapporter, rapprochent la jurisprudence d'Angleterre sur le mariage, de celle qui est la plus généralement suivie chez les autres potentats de l'Europe.

Cette nouvelle discipline fut reçue il y a environ vingt ans avec une satisfaction générale; & cependant la dernière session du parlement a paru douter si elle n'étoit pas également contraire à la liberté du sujet & à la population de l'Etat. Il est vrai que la première proposition qu'on fit d'en adoucir la gêne, dût révolter bien des esprits, puisque l'affirmative ne l'emporta que d'une seule voix: mais cela étoit assez pour qu'on y travaillât avec soin, & cet ouvrage, dans ses premiers progrès, ne sembloit pas faire présager les obstacles qu'il devoit rencontrer à sa fin. Du-moins sera-t-il constant dans

tous les âges que la même session du parlement de 1772. a douté dans le mois de Mai, s'il ne devoit pas étendre en faveur du commun des Anglois, la liberté de se marier; elle qui en Mars précédent avoit bravé toutes les loix naturelles & positives, pour ôter aux princes de la famille royale, non seulement la liberté, mais encore la possibilité de se marier; quand même ils seroient parvenus à cet âge, auquel l'Angleterre, d'accord avec toutes les nations de l'univers, laisse au dernier de ses sujets, la faculté de disposer de sa main & de ses richesses.

Le Lecteur ne peut mieux connoître l'absurdité de ce nouvel acte, faux dans ses citations, injuste dans ses principes & tyrannique dans ses conséquences, qu'en trouvant ici une traduction littérale & du dispositif du bill présenté à la chambre des pairs, pour en obtenir la confirmation; & du protêt que le jeudi 5 Mars quelques Seigneurs crurent devoir faire, lorsqu'ils virent que la force de leur éloquence & la solidité de leurs motifs n'avoient pu empêcher que la pluralité d'entre eux ne lui donnât une première sanction.

PROJET D'ACTE.

PRÉSENTÉ AUX DEUX CHAMBRES DU
PARLEMENT D'ANGLETERRE,*Pour mieux régler les mariages dans la famille
royale.*

Très gracieux Souverain,

„ **L'**affection paternelle que Votre Majesté
„ a pour sa famille, l'intérêt sincère qu'Elle
„ prend au bonheur de son peuple, & le zèle
„ qu'Elle a pour soutenir la dignité & la gloire
„ de sa couronne, l'ayant engagée à bien
„ vouloir recommander à son parlement, qu'il
„ eût à considérer attentivement, si la sagesse
„ ne peut pas suggérer quelques moyens propres
„ à suppléer aux loix actuelles, en y
„ substituant quelques nouveaux réglemens,
„ qui eussent plus d'efficacité pour empêcher
„ les descendans du feu roi George II. autres
„ que ceux issus de princesses, qui sont, ou
„ qui par la suite pourront être mariées dans
„ des familles étrangères, de contracter des
„ mariages, sans en avoir préalablement obtenu
„ le consentement de Votre Majesté ou de
„ ses héritiers & successeurs: nous avons fait

„ les plus sérieuses réflexions sur cette impor-
 „ tante matière, & étant convaincus que l'E-
 „ tat est spécialement intéressé dans les maria-
 „ ges de la famille royale ; que d'ailleurs le
 „ soin d'y pourvoir & le droit de les approu-
 „ ver ont toujours été attachés à la dignité
 „ des monarques de ce royaume, nous nous
 „ sommes facilement persuadés que la sagesse
 „ & la prudence avoient dicté à Votre Majes-
 „ té ce qu'elle nous propose ici à considérer.

„ Nous les très soumis & fidèles sujets de
 „ Votre Majesté, les seigneurs spirituels &
 „ temporels & les communes, dans ce Parle-
 „ ment assemblés, supplions Votre Majesté,
 „ qu'il puisse être arrêté & qu'il soit arrê-
 „ té par la sublime autorité du roi, de l'a-
 „ vis & du consentement des seigneurs spiri-
 „ tuels & temporels & des communes assem-
 „ blés dans ce présent Parlement ; & par la
 „ puissance résultante de ce concours, que nul
 „ des descendants directs de feu Sa Majesté le
 „ roi George II. qui sont petits-enfans & hé-
 „ ritiers présomptifs du roi régnant, mâles ou
 „ femelles, autres que ceux issus de princesses
 „ qui sont ou pourront être mariées dans des
 „ familles étrangères, ne fera capable de con-

„ traçter mariage, fans en avoir préalable-
„ ment obtenu le consentement ou l'approba-
„ tion de sa Majesté ou de ses héritiers ou
„ successeurs, l'un ou l'autre manifesté par la
„ signature royale, & déclaré en conseil;
„ dont, p'dur mieux en conserver le souvenir,
„ il est arrêté qu'il sera fait mention expresse
„ dans le registre des mariages & gardé minu-
„ te par copie couchée tout au long dans les
„ registres du conseil privé: & que tout maria-
„ ge & contrat matrimonial, que pourroit
„ faire un des susdits descendans, sans ce con-
„ sentement obtenu par avance, sera nul & de
„ nulle valeur pour telle fin & tel effet que ce
„ puisse être.

„ Pourvu néanmoins, selon ce qu'il est ici
„ arrêté par l'autorité susdite, que, si quel-
„ que personne issue en ligne directe du corps
„ de seue Sa Majesté George II. qui auroit
„ passé l'âge de 25 ans, persistoit dans la ré-
„ solution de contracter un mariage, que le
„ roi n'auroit pas approuvé, ou pour lequel il
„ auroit refusé son consentement, elle soit en
„ pouvoir de la remplir; pourvu cependant
„ qu'elle n'y procédât, qu'après en avoir no-
„ tifié son intention au conseil privé, & en

„ avoir fait enregistrer une déclaration dans
 „ les livres de ce tribunal suprême, douze
 „ mois calendaires auparavant que de passer à
 „ sa célébration: car alors un tel mariage,
 „ quoique fait avec une personne proposée à
 „ Sa Majesté & par elle rejetée, pourra être
 „ légalement accompli & l'étant fera bon &
 „ valide, sans le consentement préalable de
 „ Sa Majesté, de ses héritiers & successeurs,
 „ comme si le présent acte n'avoit jamais eu
 „ lieu, à moins cependant qu'avant l'expira-
 „ tion des dits douze mois calendaires, les
 „ deux chambres du Parlement n'aient expres-
 „ sément déclaré qu'elles désapprouvent ce
 „ mariage.

„ Il sera de plus arrêté par l'autorité susdite
 „ que toute personne, qui sciemment & vo-
 „ lontairement prêtera son ministère pour cé-
 „ lébrer un tel mariage, qui assistera ou con-
 „ courra à la solemnité d'aucun mariage con-
 „ tracté par un tel descendant qui n'auroit pas
 „ obtenu le consentement susdit, sauf les ex-
 „ ceptions ci-devant mentionnées, en étant
 „ convaincue sera condamnée & soumise aux
 „ peines portées par le statut de *Provision* &
 „ *Præmunire* fait dans la 6^e. année du regne de
 „ Richard II.

Tel est cet acte qui , à la surprise générale , a eu la sanction des trois ordres de la législation , avec si peu d'altérations , que je crois inutile d'en faire mention ; d'autant plus que d'ailleurs elles sont si peu importantes , que leur addition n'a rien changé à l'essence du *bill*.

Le 3. Mars 1772. on consentit à remplir l'acte du jour , qui prescrivoit à la chambre des pairs de lire pour la troisième fois un *bill* , portant pour titre , *Acte pour mieux régler les mariages qui se feront à l'avenir dans la famille royale , & de sommer en conséquence les seigneurs de comparoître à leurs places.*

Lecture faite du susdit *bill* , on mit en délibération s'il feroit accepté , & après de longs débats , les voix se partagerent pour favoir s'il passeroit : il y eut pour l'affirmative en membres qui voterent en personnes.

par procureurs.	69.	} 90.
	21.	
pour la négative , membres présens.	25.	} 26.
par procureur.	1.	

Ainsi l'affirmative eut une majorité de 64.

Parmi les opposans , ceux dont on trouvera les noms plus bas , crurent devoir faire

entrer dans les registres de leur chambre, un protêt solennel conçu dans les termes suivans.

„ Les souffignés ne peuvent adhérer à ce „ *bill*:

„ 1^o. Parce qu'ils pensent que le principe „ posé dans son préambule n'est nullement „ fondé sur la loi, & que, dans l'étendue „ qu'on lui donne, il est absolument inutile „ pour parvenir au but qu'on avoue se proposer par l'obtention du *bill*; & que son exécution peut d'ailleurs avoir les conséquences les plus dangereuses. Il nous fait dire „ en effet que *nous sommes convaincus que les mariages de la famille royale sont de la plus grande importance pour l'Etat, & que pour cette raison on a toujours confié aux rois de ce royaume le soin de les régler & le droit de les approuver.*

„ La maxime par laquelle on établit ici, que „ *le soin des mariages de la famille royale a toujours été confié aux souverains, parce que ces mariages sont de la plus grande importance, est fondée sur une doctrine absurde & contraire à la constitution de l'Etat, qui doit cependant par la suite avoir force de loi, puisqu'elle*

„aura été reçue par le parlement, quelque
„dangereuse que soit la conséquence qu'elle
„emporte, en étendant les prérogatives de
„la couronne à toutes les matieres qui peu-
„vent ou pourront être d'importance pour
„l'Etat; ce qui est leur donner un degré d'é-
„tendue si vague & si peu naturelle, que
„l'histoire de cette nation n'en a jamais of-
„fert d'exemple, même sous ses rois les plus
„méchants & les plus despotiques. Nous avons
„d'ailleurs d'autant plus lieu d'appréhender
„que, par la suite des tems, on ne fasse de
„ce préambule un usage qui expose la nation
„à des dangers réels, que cette clause est
„moins nécessaire, pour parvenir au but
„qu'aux yeux du public on paroît se propo-
„ser par le *bill*.

„2°. Parce que ce préambule déclaratoire
„paroît autoriser les paroles, que Sa Majesté,
„mal conseillée selon notre opinion, à em-
„ployé dans l'exposé qu'elle a fait de ses
„intentions à son parlement; & parce qu'il
„lui arrobe une prérogative, dont neuf des
„grands juges du pays ne trouvent aucun
„fondement dans la loi, selon qu'ils l'ont
„publiquement déclaré, en manifestant de-

„vant

„vant cette chambre leur opinion unanime
 „à ce sujet.

„ 3°. Parce que le terme de *famille royale*,
 „étant employé *en général*, sans être restreint
 „même par l'addition de ces mots, *les per-*
 „*sonnes issues de princesses mariées dans des fa-*
 „*milles étrangères*, nous paroît contradictoi-
 „re au bon ordre, porter la prérogative ro-
 „yale au-delà des bornes de juridiction at-
 „tachée à la Couronne Britannique; ce qui,
 „malgré le sens littéral du préambule, ne
 „peut être autorisé par aucune loi du royaume;
 „& ce qui en effet répugne essentielle-
 „ment à la saine raison.

„ 4°. Parce que, si cette déclaration parle-
 „mentaire doit avoir, de quelque manière
 „que ce soit, un effet rétroactif, (car aucun
 „terme du *bill* ne prévient cette juste crainte)
 „elle est dès lors aussi dangereuse qu'injuste,
 „& si en adhérant aux discours de ceux qui
 „favorisent l'admission de ce *bill*, on n'en-
 „tend point lui donner cet effet rétroactif,
 „cette déclaration devient inutile & frivole.

„ 5°. Parce que la partie du *bill*, qui con-
 „tient la nouvelle loi, *en comprenant tous les*
 „*descendans de George II.* a une étendue con-

„traire à la politique & sujette à bien des in-
„convéniens. La suite des tems peut rendre
„cette classe si générale, qu'on soit dans la
„facilité d'y comprendre une très grande
„partie des sujets: or nous prévoyons que ce
„seroit établir un joug insupportable, si l'on
„faisoit dépendre les mariages d'un si grand
„nombre de sujets, qui seroient répandus dans
„tous les ordres de la vie civile, des clauses
„restrictives statuées par cet acte, spéciale-
„ment par les termes du préambule, dont on
„a tâché de maintenir la légalité, en la fon-
„dant sur l'opinion que donnerent les grands
„juges en 1717. par laquelle ils vouloient que
„le soin de régler ou d'approuver les maria-
„ges, emportât nécessairement celui de veil-
„ler à l'éducation de la personne, & d'en
„exercer la tutelle. Nous redoutons que
„cette étendue de pouvoir ne rende la plu-
„part des premières familles entièrement dé-
„pendantes de la couronne; & nous voyons
„en gémissant qu'on est résolu de ne point
„souffrir que les efforts assidus que fait le
„comité, pour limiter, en quelque chose,
„la généralité de cette disposition, puissent
„avoir aucun effet.

„6°. Parce que, si nous croyons qu'on y a

„ trop étendu la lignée de la famille royale,
 „ qu'on foumet à la rigueur de ce *bill*; nous
 „ pensons qu'on y a, avec aussi peu de justi-
 „ ce, poussé trop loin le défaut d'âge à l'égard
 „ de ceux de cette famille qui voudroient se
 „ marier. Nous sommes convaincus que c'est
 „ avec la plus grande sagesse que les loix de
 „ ce pays & l'esprit de sa constitution ont fi-
 „ xé la cessation de la minorité à l'âge de 22.
 „ ans; & si d'une part nous croirions manquer
 „ au respect dû à la famille royale, en nous
 „ permettant de soupçonner que ses membres
 „ sont incapables de parvenir à l'âge de discrétion,
 „ aussi promptement que le plus abject
 „ des sujets du royaume; de l'autre nous ne
 „ pouvons concevoir que des personnes, que
 „ la loi déclare à 21. ans capables d'exercer la
 „ régence du royaume, ne soient point en
 „ état de se choisir une femme, lorsqu'ils sont
 „ parvenus à ce même âge. Nous envisa-
 „ geons d'ailleurs qu'en les déclarant incapa-
 „ bles de se marier selon leur inclination avant
 „ l'âge de 26. ans, c'est les exposer à se pré-
 „ cipiter dans la débauche; dont cependant
 „ on doit d'autant plus éloigner les grands
 „ Seigneurs, que leur exemple à plus de for-

„ ce & d'autorité , pour régler la conduite
„ des particuliers.

„ 7°. Parce que la liberté que ce bill accor-
„ de à un prince de se marier , lorsqu'il a
„ atteint l'âge de 26 ans , & qu'il a laissé
„ écouler douze mois calendaires , depuis la
„ notification qu'il en a consignée dans les re-
„ gistres du conseil privé , est d'une très per-
„ nicieuse exécution , lorsqu'elle dépend de
„ la restriction énoncée dans les termes sui-
„ vants ; *à moins que les deux chambres du parle-*
„ *ment , avant l'expiration des dits douze mois*
„ *calendaires , n'aient expressement déclaré qu'elles*
„ *désapprouvent le mariage projeté.* Cette clause
„ ne peut en effet manquer de jeter les par-
„ lemens subséquens dans l'embarras le plus à
„ redouter ; car s'ils gardent le silence dans
„ une circonstance pareille , ce fera équiva-
„ lemment condamner le refus que le roi aura
„ fait de donner son consentement ; & la
„ facilité qu'ils pouroient avoir à valider
„ l'opposition du souverain par la leur , de-
„ viendrait une prohibition qui priveroit à
„ jamais une personne du pouvoir de con-
„ trafter mariage. Nous croyons qu'il n'est
„ aucune puissance législative qui ait le

„ droit de conférer l'autorité arbitraire de
 „ s'opposer à toutes sortes de mariages; soit
 „ qu'on se repose sur le Monarque seul du
 „ soin de l'exercer, comme voudroit l'ins-
 „ nuer la proposition faite par Sa Majesté, soit
 „ que son exercice soit astreint aux condi-
 „ tions que renferme le *bill*. Un pareil droit
 „ est en effet en opposition directe avec celui
 „ que tout homme tient de la nature, & qui,
 „ comme il n'émane & ne dépend en aucune
 „ façon des loix civiles, ne connoît par con-
 „ séquent rien sur la terre qui puisse l'anéan-
 „ tir. Nous convenons que la législation peut
 „ faire des loix relatives au mariage, comme
 „ elle en fait pour tout autre contrat particu-
 „ lier: mais nous trouvons une différence es-
 „ sentielle & que l'on ne pourra jamais conci-
 „ lier, entre prescrire la maniere dont l'hom-
 „ me peut se mettre en possession d'un droit,
 „ & mettre en principe l'anéantissement absolu
 „ de ce droit. Rendre un homme incapable
 „ de se marier pendant toute sa vie ou, ce
 „ qui est équivalent, ne faire dépendre le
 „ pouvoir qu'il en a, ni de son choix, ni d'au-
 „ cunes loix fixes: mais seulement de la volon-
 „ té arbitraire, ou d'un seul homme, ou d'une

„société spéciale d'hommes, c'est aller au-
 „delà du degré d'autorité que la divine pro-
 „vidence a bien voulu confier aux législateurs
 „humains; c'est agir directement contre le
 „premier commandement que Dieu ait fait à
 „la créature; c'est anéantir les avantages &
 „la consolation que tout être a droit d'atten-
 „dre de la société domestique; & vouloir
 „étouffer le désir naturel de se reproduire
 „dans une postérité légitime; désir qui est le
 „premier & le plus parfait des instincts qu'un
 „mortel tienne de l'auteur de la nature; désir
 „dont l'extinction est également opposée à la
 „religion soit naturelle, soit révélée, auquel
 „par conséquent on ne peut mettre obstacle
 „que par un de ces actes de despotisme, qui
 „n'ayant jamais l'essence d'une loi, ne peu-
 „vent imposer l'obligation d'y obéir.

„8°. Parce que nous regardons ce *bill*,
 „comme une semence de discordes & de con-
 „fusions civiles, puisqu'il doit tendre à ren-
 „dre les droits à la couronne sujets à conte-
 „station. Si ceux en effet qui y auront con-
 „trevenus se trouvent avoir la puissance en
 „main, il leur sera sans doute facile de fai-
 „re révoquer cet acte, & d'obtenir qu'on lé-

„gitime un mariage qu'ils auront contracté
 „contre sa teneur : mais s'ils n'en ont point
 „l'autorité, ce sera au moins donner occa-
 „sion de former dans l'Etat la faction la plus
 „dangereuse pour un pays, savoir, celle de
 „ceux qui se flatteront de soutenir les inté-
 „rêts d'un prétendant au trône, dont la ré-
 „clamation n'a pour tout obstacle qu'un ac-
 „te, que l'autorité législative pouvoit d'au-
 „tant moins faire, que son contexte est plus
 „contraire aux droits communs à l'espece hu-
 „maine. Une réclamation aussi légitimement
 „fondée, & à laquelle il est aisé de suppo-
 „ser que les circonstances particuliers peu-
 „vent ajouter de la force, nous paroît en
 „état, dans des tems qui ne sont peut-être
 „pas éloignés, de causer de grands troubles
 „& de jeter l'Etat dans une confusion gé-
 „nérale.

„Enfin, parce que ce *bill*, en ayant recours
 „à des moyens si rigoureux & si peu usités,
 „n'établit ceux qui peuvent le faire parvenir
 „à son but que d'une maniere très vague &
 „fort imparfaite. On n'y prend aucunes
 „précautions contre le défaut de convenance
 „dans les mariages des princesses qui s'allient

„ dans des familles étrangères, ou dans ceux
„ que peut contracter leur postérité; quoique
„ les uns & les autres soient dans le cas d'in-
„ téresser aussi essentiellement la nation, que
„ ceux des princes qui résident dans les do-
„ maines de la Grande-Bretagne. On n'y
„ établit aucunes mesures à prendre pour em-
„ pêcher une alliance mal assortie, que peut
„ former un roi, à tel âge qu'il soit; quoi-
„ que de tous les mariages nul ne soit plus
„ intéressant pour l'Etat, que celui de son
„ monarque actuel. Rien n'y prévient l'indis-
„ crétion que peut commettre un prince du
„ sang parvenu à la régence du royaume,
„ soit en se déterminant dans le choix de son
„ épouse, soit en permettant aux autres prin-
„ ces de la famille royale de s'allier d'une
„ manière peu digne de leur rang; ce sont ce-
„ pendant autant d'inconvéniens auxquels il
„ auroit fallu pourvoir, puisqu'un régent
„ peut exercer à ce sujet toute l'étendue de
„ la prérogative royale, sans l'avis de son
„ conseil privé.

„ Nous ne pouvons que hautement désap-
„ prouver un acte qui est en opposition aux
„ premiers principes des loix & de la religion,

„ qui peuvent seuls établir la sûreté publique ;
 „ & qui ne tend qu'à obtenir un but qui n'a
 „ nulle proportion avec les peines extraordi-
 „ naires qu'on se donne pour former des ré-
 „ glemens si peu propres à y faire parvenir ;
 „ c'est pourquoi nous croyons devoir faire le
 „ présent protêt & le rendre public pour lais-
 „ ser à la postérité, qui pourra un jour sou-
 „ frir des conséquences fatales qui doivent
 „ résulter de cet acte, un témoignage auten-
 „ tique du peu de part que nous avons eu
 „ dans la source des malheurs dont elle pourra
 „ gémir, & qui devront leur naissance à la
 „ manière dont ce *bill* rend incertaine la suc-
 „ cession à la couronne.” *Cette partie étoit*
signée par les Lords

Richmond.	} Ducs.	Torrington Vicomte.	} Barons.
Devonshire.		Albergavenny.	
Portland.		Craven.	
Dorset.		Milton.	
Rockingham	Marquis.		
Stamford.	} Comtes.	Jean Evêque de Bangor.	
Abingdon.			
Albemarle.			
Fitzwilliam.			

„ Parce qu'il est de droit naturel que tout
„ homme ait la liberté de se marier.

„ Parce que ce droit est autorisé & confir-
„ mé par les saintes écritures, qui déclarent
„ les mariages d'institution divine, & ne re-
„ fusent à personne les avantages qui résul-
„ tent de cet établissement.

„ Parce que la puissance accordée aux hom-
„ mes de faire des loix ne peut jamais leur per-
„ mettre d'en user d'une manière à mettre leur
„ ouvrage en contradiction avec celles de la
„ nature, ou avec celles qui ont Dieu pour
„ auteur.

„ Parce qu'il y a une différence essentielle
„ entre établir des formalités qui seront néces-
„ saires pour jouir d'un droit qu'on tient de la
„ nature, & prendre ou donner un pouvoir
„ arbitraire d'annihiler ce droit.

„ Parce que, même en croyant qu'il est con-
„ forme à une sage raison de ne pas permettre
„ aux mineurs de se marier sans le consente-
„ ment de leurs parens ou de leurs tuteurs, &
„ d'exiger ce consentement pour que leur ma-
„ riage soit bon & valide, ainsi qu'on le re-
„ quiert pour légitimer toute disposition qu'un
„ mineur peut faire de ses droits ; nous ne

„ permettons pas d'en inférer qu'il nous pa-
 „ roisse juste de retenir ces mineurs, pendant
 „ toute leur vie, dans un pareil esclavage, ou
 „ d'affujettir une personne de l'un ou de l'au-
 „ tre sexe à une minorité perpétuelle; puisque
 „ faire de pareils suppositions à l'égard de
 „ tout autre que d'un idiot ou d'un fou incur-
 „ ble, ce seroit donner dans une absurdité
 „ d'autant moins juste, qu'elle seroit une in-
 „ fraction plus manifeste de la loi de nature.

„ Parce que si une défense perpétuelle de se
 „ marier, & le pouvoir de le défendre sans li-
 „ mites de tems & d'âge sont, comme nous
 „ le pensons, des choses opposées aux loix di-
 „ vines & naturelles, il suit nécessairement
 „ qu'une ordonnance qui prescrit cette défen-
 „ se ou qui donne droit de la faire, est nulle
 „ en elle-même, & ne peut avoir aucun effet.

„ Parce que s'il arrive jamais que le droit
 „ de succéder à la couronne dépende de la lé-
 „ galité ou de l'invalidité de la puissance que
 „ ce *bill* confère au souverain, on verra cer-
 „ tainement la partie lésée réclamer contre
 „ cette loi, & plonger par cette démarche la
 „ famille royale & la nation dans toutes les
 „ horreurs, qui sont les suites inséparables des
 „ guerres civiles.

„ Parce que, si l'on doit avouer qu'en met-
„ tant l'exercice de ce pouvoir à la disposition
„ jointe du roi & des deux chambres du Par-
„ lement, on s'expose moins aux abus qui en
„ peuvent résulter, que dans le cas où il dé-
„ pendroit du roi seul, il n'en est pas moins
„ certain que, dans des tems de corruption &
„ de violence, on peut en user de manière à
„ dépouiller pour jamais quelques Princes du
„ droit incontestable qu'ils ont de jouir d'une
„ alliance légitime.

„ Parce qu'étant démontré que la puissance
„ est onéreuse & contraire aux droits inhérens
„ à l'humanité, il s'ensuit que le joug qui en
„ résulte, accroît par le nombre infini de per-
„ sonnes que les tems doivent vraisemblable-
„ ment y assujettir.

„ Parce que nous sommes intérieurement
„ convaincus que, pour parvenir au but avan-
„ tageux qu'on peut s'être proposé en faisant
„ ce *bill*, il est des moyens plus justes & plus
„ sûrs, que celui de mettre une gêne perpé-
„ tuelle à la liberté du mariage, par une loi
„ à laquelle nous nous croyons obligés de
„ nous opposer par les mouvemens intérieurs
„ de notre conscience”.

Cette seconde partie étoit signée par les Lords.

Abingdon.	}		Clifton.	}	
Temple.	}	Comtes.	Craven.	}	Barons.
Radnor.	}		Lyttelton.	}	

„Et parce que ce *bill* a manqué essentiellement le but qu'on a déclaré se proposer en le faisant, puisque l'on n'y établit aucuns moyens d'empêcher le plus grand de tous les maux, en s'opposant aux mariages disproportionnés, que peuvent contracter des princes en possession de la couronne.

Cette addition n'étoit signée que par le Comte RADNOR.

Le lecteur ne peut manquer de sentir toute la solidité des objections contenues dans ce protêt; & cependant le *bill*, contre lequel elles ont été faites, a passé dans les deux chambres sans aucune altération essentielle. C'est aussi sans doute, pour ne pas ajouter la contradiction à l'inconséquence, que le 19 Mai 1772. la chambre des communes, par une majorité de 94 contre 32 voix, rejéta le *bill*, que l'on demandoit, pour diminuer la rigueur de l'acte, qui restreint la trop grande liberté, que les anciens Anglois donnoient aux cito-

yens des deux sexes sur l'article du mariage.

20. Nul état n'est plus incertain que celui des ministres, que les puissances étrangères envoient résider à Londres. La manière de les recevoir, les rangs qu'ils doivent occuper, les privilèges, ou qui leur sont personnels, ou qu'ils peuvent communiquer à leur suite, tout ce qui les regarde enfin est sujet à des contestations, qui troublent également, & les Ministres Anglois chargés de ce détail, & les étrangers, qui perdent souvent, en disputes, mémoires, éclaircissémens & demandes, un tems qu'ils employeroient plus utilement ou plus gracieusement aux affaires de leurs cours.

Chez tous les Potentats de l'Europe, il est un droit des gens généralement respecté : mais l'Anglois, sans penser qu'une réciprocité de privilèges entre les ministres est très souvent la base de l'harmonie & de la bonne intelligence qui regnent entre les Princes, prétend assujettir aux loix de son pays des gens qui n'y sont venus que sous la condition tacite d'en être affranchis. L'examen des inconvéniens qui résultent de cette conduite, passeroit les bornes que doit se proposer un obser-

vateur : mais fans m'en écarter, je vais donner le récit des cérémonies observées en Angleterre, lorsque le Marquis de Mirepoix y vint comme Ambassadeur de France. Ce ministre qui en a lui-même écrit le détail, y fait voir les honneurs qu'on y rend aux Ambassadeurs & aux Ambassadrices, & n'y déguise pas les désagrémens, auxquels les uns & les autres sont exposés : mais comme il se borne au cérémonial qu'on observe à leur arrivée à Londres, j'ajouterai à son récit quelques notions générales sur les droits accordés, refusés ou contestés aux ministres accrédités à la cour Britannique, & ces ministres y connoîtront avec quelle délicatesse ils doivent se conduire pour maintenir inviolablement leurs privilèges, sans compromettre le respect dû à leur cour & à leur personne.

En arrivant à Calais, *dit M. de Mirepoix*, j'y trouvai un Yacht du roi d'Angleterre, qui y avoit amené le Comte Albemarle, & qui avoit ordre de m'y attendre pour me passer à Douvres.

Cette petite ville est toute ouverte & n'a pour fortification qu'un château, qui domine sur le port & qui n'est occupé que par quelques Invalides.

Comme ordinairement il n'y a point de troupes à Douvres, on y avoit fait marcher 300. hommes du régiment d'Auvar, commandés par un Lieutenant-Colonel, afin de me rendre les mêmes honneurs que le comté Albemarle avoit reçus à Calais.

Lorsque je débarquai, le fort me salua de douze coups de canon, & je fus reçu sur le port par l'officier qui commandoit le détachement, que je trouvai sous les armes. On battit aux champs, & je fus salué par les officiers.

A la porte de l'auberge où je descendis, il y avoit une garde de 50. hommes aux ordres d'un capitaine avec un drapeau.

Je ne m'arrêtai point à Douvres & lorsque j'en partis, le fort me répéta le salut de douze coups de canon.

De Douvres à Londres il n'y a ni places de guerre ni villes qui tiennent garnison; aussi rien ne m'arrêta dans cette route, & j'arrivai dans cette capitale le dimanche au soir.

Le Duc de Bedford, à qui, comme Secrétaire d'Etat de mon département, je devois notifier mon arrivée, & rendre la première visite, & qui devoit me faire savoir le jour, le

le lieu & l'heure où il plairoit à Sa Majesté Britannique de me donner ma première audience, étoit à la campagne lorsque j'envoyai à son hôtel : mais les ordres qu'il y avoit laissés le mirent dans le cas d'être instruit si promptement de mon arrivée, que dès le lendemain il étoit à Londres, & reçut ma visite le mardi, en cet ordre.

Tous ses gens étoient rangés en haie sur son escalier ; & il vint lui-même jusqu'à la première porte du vestibule de son appartement d'où, en me donnant la droite, il me conduisit dans son cabinet, où j'occupai la première place.

Il observa les mêmes formalités, lors de mon départ, en m'accompagnant jusqu'au même endroit où il m'avoit reçu : mais il y resta jusqu'à ce que je fusse monté dans mon carrosse & qu'il le vît en mouvement.

Dès le lendemain il me rendit sa visite, après m'avoir fait préalablement demander l'heure à laquelle je pourrois le recevoir, & j'observai le même cérémonial qu'il avoit pratiqué la veille à mon égard. Il me dit, entre autres choses que le roi me donneroit audience le lendemain, après son lever à

Kenfington, lieu où George II. est dans l'habitude de passer tout le tems de la belle saison.

Je m'y rendis avec M. Durand, dans un carosse à six chevaux, précédé d'un écuyer, de deux pages & de cinq ou six domestiques à cheval; & les François que j'avois menés en Angleterre me suivoient dans d'autres carosses, attelés seulement de deux chevaux chacun.

Je fus reçu à la porte du Palais par le chevalier Cotterel, qui fait en même tems les fonctions de maître des cérémonies & d'introducteur des Ambassadeurs. Il me conduisit jusques à l'antichambre du cabinet du roi, où le Duc de Bedford me prit & m'introduisit dans ce cabinet, où sa Majesté étoit debout; & dans lequel, après les révérences d'usage, je lui fis mon compliment.

Le Duc de Bedford & celui de Newcastle assisterent à ma premiere audience, à la fin de laquelle le premier m'accompagna jusques à la porte de l'antichambre.

Je passai dans la piece où le roi d'Angleterre tient le cercle, & où il n'y a de place marquée pour personne, ainsi je m'y trouvai confondu avec les autres courtisans.

Sa Majesté Britannique parut fort peu de tems après, & me fit l'honneur de m'entretenir avec beaucoup de bonté, presque pendant tout le tems que dura le cercle.

Le prince & la princesse de Galles ne me donnerent audience que le dimanche suivant, & ce fut dans le palais qu'ils ont à Londres. Le chevalier Cotterel, qui m'attendoit au bas de l'escalier, me mena dans l'antichambre du cabinet du Prince, dans lequel m'introduisit le Gentilhomme de la chambre qui étoit de service; ce qui fut répété pour me faire parvenir au cabinet de la Princesse; d'où je me rendis dans l'appartement où leurs Alteſſes royales tiennent cercle. Ces princes ne tarderent pas à y paroître, & l'un & l'autre me firent l'honneur de m'entretenir alternativement jusqu'au moment où ils se retirèrent.

Huit jours seulement après j'eus, avec les mêmes formalités, audience du Duc de Cumberland & de la Princesse Amélie.

Après avoir terminé toutes mes visites à la famille royale, je m'aquittai de celles que je devois faire en cérémonie au Duc de Newcastle comme secrétaire d'Etat, & au Duc de Grafton comme grand chambellan, auxquels,

selon l'étiquette de la cour d'Angleterre , les Ambassadeurs doivent la premiere visite. L'un & l'autre me reçurent de la même maniere que je l'avois été chez le Duc de Bedford ; & comme lui , me rendirent leur visite dès le lendemain , après m'en avoir fait demander l'heure , ainsi que je l'avois fait à leur égard.

Quant aux ministres étrangers , il est d'usage depuis longtems dans cette cour , de supprimer entre eux tout cérémonial pour se rendre & recevoir les premieres visites. A caractère égal , les premiers arrivés vont , sans cérémonie , visiter celui qui ne fait que d'arriver , qui leur rend ensuite sa visite , lorsqu'il a terminé celles qu'il doit à la famille royale ; aussi dès le lendemain de mon arrivée , l'ambassadeur de Dannemarc & tous les autres ministres étrangers vinrent me visiter , sans même attendre que je leur eusse notifié mon arrivée.

Après les premieres audiences , il n'y a plus à la cour d'Angleterre de cérémonial particulier pour les Ambassadeurs. Ils vont chez le roi , le Prince & la Princesse de Galles aux heures indiquées pour le cercle comme les autres courtisans.

Le Duc de Cumberland & la Princesse Amelie ne tiennent point de cercle particulier : mais l'un & l'autre se trouvent ordinairement à celui du roi ; & si l'on excepte la premiere audience, les Ambassadeurs & les Ministres étrangers ne vont point chez eux, mais comme ils restent au cercle général, après que le roi en est retiré, on profite de ce tems pour leur faire sa cour.

Il n'y a point de cérémonial particulier à la cour d'Angleterre pour la présentation des Ambassadrices. Le chevalier Cotterel leur indique le jour & l'heure où elles pourront être présentées au roi d'Angleterre, ainsi qu'au reste de la famille royale, & se trouve au bas de l'escalier pour les recevoir, où il les ramène après la cérémonie.

Madame de Mirepoix fut présentée au roi à l'heure du cercle par la comtesse Albemarle, & eut dans le même jour audience du Prince & de la Princesse de Galles.

A ces cercles du Roi & des Princes, il n'y a aucune place marquée pour les femmes, & Madame de Mirepoix assista aux uns & aux autres, comme les autres Dames qui viennent y faire leur cour.

Le Duc de Cumberland & la Princesse Amelie reçurent ensemble la première visite de Madame de Mirepoix dans l'appartement de la Princesse de Galles.

Tel est le détail que M. de Mirepoix donna à sa cour du cérémonial pratiqué pour sa réception & celle de son épouse à la cour de Londres, auquel je crois devoir ajouter les particularités suivantes.

Les ambassadeurs donnent la main chez eux & sans difficulté à tous les Lords ducs, comtes, marquis, vicomtes & barons, ainsi qu'aux archevêques & évêques d'Angleterre : & le ministre étranger, tel relevé que soit son titre, ne doit affecter aucune prétention.

L'Ambassadeur comme les autres ministres étrangers, va faire sa cour au monarque soit à son lever, soit au cercle.

Il est bon d'observer que lorsqu'un ministre étranger va à la cour, son carrosse n'entre au Palais de S. James, que par la cour des cuisines.

Il y a gala & bal à cette cour dans les jours anniversaires du roi & de la reine. Le ministre étranger dans ces occasions solennelles est obligé de paroître plus richement vêtu qu'à

l'ordinaire, son carosse doit être plus brillant & ses valets doivent porter ce qu'on appelle la grande livrée.

Il est d'usage que dans les bals, les ministres étrangers ne reçoivent d'autre civilité attachée à leur rang, que celle d'occuper une loge destinée pour leur usage & celui de leurs femmes. Nul ambassadeur ni ambassadrice ne peut y attendre de place distinguée, que de la politesse des autres ministres. Le pêle mêle y est en effet si bien établi, que les ministres doivent s'y trouver avant que le roi d'Angleterre soit entré au bal; car on ne peut leur garder de place que jusqu'à cet instant, où l'usage veut que l'on ouvre la porte de cette loge, pour laisser à chacun la liberté d'y entrer, sans pouvoir ensuite y déplacer personne.

Les ambassadrices n'ont point ordinairement d'audiences en forme; elles sont seulement présentées au cercle du roi, où se trouve la famille royale; & elles reçoivent de Sa Majesté Britannique le salut du baïser, comme toutes les autres femmes & filles de Lords: après quoi le roi s'entretient avec elles, & toute la famille royale s'empresse de leur faire

des politeſſes: mais dans cette aſſemblée, comme dans toutes les autres, l'ambaffadrice n'a aucune prétention de rang, ni de civilité particulière à former.

La comteſſe de Cambis reçut une diſtinction particulière à la cour de Londres. Le roi & la reine avoient témoigné un très grand emprefſement de la voir. Elle ſe rendit à la cour qui étoit alors à Hamptoncourt. La reine qui étoit à ſa toilette quand elle arriva, envoya Lady Pomfret, Dame du palais faiſant les fonctions de Dame d'honneur, pour recevoir l'ambaffadrice au haut de l'eſcalier & l'introduire dans la chambre du cercle, où la duchefſe de Richmond, & pluſieurs tant ſeigneurs que dames l'entretinrent pendant qu'on habilloit Sa Majeſté. Le Lord Grant-ham, chevalier d'honneur de cette princeſſe, vint lui dire de ſa part qu'elle étoit fâchée de la faire attendre un inſtant. Peu de tems après Lady Pomfret vint prendre l'ambaffadrice, & l'introduiſit dans le cabinet de la Reine. Sa Majeſté fit fermer la porte, donna à Madame de Cambis le ſalut du baiſer, reſta ſeule avec elle, & lui dit les choſes les plus gracieuſes. Le roi ſurvint, ſalua cette dame

& la combla de politesses. Cette audience dura trois quarts d'heure, au bout desquels on ouvrit la porte du cabinet, & le roi & la reine entrèrent au cercle, suivis de Madame de Cambis, qui se trouvant auprès du Duc de Cumberland & des princesses en fut extrêmement gracieusée.

Les ambassadeurs sont invités à diner, le jour de l'anniversaire de la naissance du roi d'Angleterre, chez le Secrétaire de leur département; mais les ambassadrices ne le sont en aucun jour.

Lorsque la cour tient table à la campagne, les dames dînent séparément des hommes; ainsi le grand Ecuyer fait les honneurs de la table destinée aux derniers, pendant qu'une Dame du palais préside à celle préparée pour les premières. On interrompit cependant cet usage, lorsque Madame de Cambis alla à Hamptoncourt, pour être présentée à leurs Majestés Britanniques; car le roi & la reine ordonnerent au Duc & à la Duchesse de Richmond de donner à diner à cette ambassadrice & à l'ambassadeur son époux, & de leur former une compagnie d'hommes & de femmes; ce qui fut exécuté.

Les ambassadrices ne doivent jamais danser à une fête de cour, parce que dans aucune cérémonie publique, on ne veut leur accorder de rang qu'après les comtesses d'Angleterre.

L'origine de cet abus vient de ce que, dans le tems où le titre de Baron étoit le plus relevé où pût prétendre la noblesse angloise, les filles du roi portoient celui de comtesses, auxquelles par conséquent les ambassadrices étoient obligées de céder le pas, que d'un autre côté elles prenoient sur toutes les dames d'Angleterre. Mais depuis que les filles de la famille royale ont été distinguées par le titre de princesses joint à leur nom de baptême, & que la noblesse a partagé les dignités de duc, marquis & comte, les angloises ont fait valoir la lettre aux dépens du sens, & ont prétendu que le cérémonial étant que les ambassadrices passeroient après les comtesses, les premières devoient le céder à la dernière comtesse de la nation. La cour pour éviter cette concurrence a trouvé l'expédient d'une Loge pour les ambassadeurs & leurs femmes, qui paroissent dans les fêtes publiques; & il n'y a point d'exemple qu'un ambassadrice ait

réussi, quand elle s'est mise en compétence. Il paroît donc que le meilleur parti qu'il y ait à prendre dans cette cour, c'est de se conformer à l'usage, sans former de prétentions.

Je dirai à ce sujet que dans le cercle du soir où les princesses jouent, comme l'Ambassadrice n'est pas ordinairement priée du jeu, elle ne s'affied point; ce qui m'engage à lui conseiller de ne s'y jamais trouver, à moins qu'elle ne se fût antérieurement assurée d'être admise au jeu & d'y occuper la place immédiatement après les princesses de la famille royale. La comtesse de Montijo, ambassadrice d'Espagne, fut présentée le soir au cercle du roi d'Angleterre; & comme la reine y jouoit & qu'elle ne fut point du jeu, elle se trouva contrainte de rester debout, faute que toute ambassadrice doit soigneusement éviter.

Quant aux franchises des ambassadeurs, contre lesquelles la populace ne cesse de crier, elles se réduisent, comme celles de tous les autres ministres étrangers qui résident à Londres, à la permission de faire entrer, lors de leur arrivée, toutes les choses dont ils ont besoin pour leur usage, sans en payer aucuns droits de douanes.

On a prétendu jusqu'à présent qu'un ministre étranger, dont les pouvoirs étoient suspendus par la mort de son souverain, & qui reprenoit ensuite son caractère par les ordres du successeur, avoit un droit incontestable à réclamer de nouveau la jouissance de ce privilège. Il s'en est peu trouvé dans ce cas qui n'aient en effet obtenu quelque franchise, spécialement celle des vins: mais la trésorerie & la douane, après avoir mûrement examiné ce qui avoit été précédemment fait à cet égard, ont déclaré qu'il n'y avoit jamais eu de droit à cette nouvelle entrée, & qu'on n'en autoriseroit point l'abus. Il est vrai qu'en 1771. le baron de Nolken, envoyé extraordinaire de Suede, continué par son monarque actuel, a obtenu de jouir de cette franchise, comme s'il arrivoit à Londres pour la première fois: mais il n'a dû cette grace qu'à l'estime spéciale dont l'honneur le roi d'Angleterre, qui d'ailleurs a cru devoir par cette faveur récompenser le désintéressement qu'il avoit fait paroître, lors de sa première arrivée, en ne profitant pas de ce droit qui lui étoit alors incontestablement acquis.

Un ministre nouvellement accrédité auprès

de la cour Britannique, pour se mettre en possession de ce privilege, doit remettre au Secrétaire d'Etat une liste signée de sa main, qui contienne les articles qu'il entend faire venir; & lorsqu'il arrive quelque partie des effets qui y sont énoncés, il écrit une lettre aux commissaires de la douane, pour réclamer les effets entre leurs mains, dont il donne le détail, en déclarant que c'est pour son usage, & en déduction des choses qui sont contenues dans la liste qu'il a remise.

On ne doit pas croire que cela puisse empêcher les officiers de la douane de visiter les ballots, ils en ont le droit, non seulement pour examiner s'il n'y a rien autre chose que ce qui est déclaré dans la liste, mais encore pour voir s'il ne s'y trouve pas des marchandises prohibées, que la douane se croit alors en droit d'arrêter, quoique la trésorerie, en acceptant la liste, en ait permis la libre entrée. Il est vrai qu'ordinairement ces commis n'ouvrent qu'un ballot ou deux pour s'assurer, sans y rien déranger, qu'ils sont conformes à la liste.

La seule prérogative qui rende l'ambassadeur plus favorisé dans les franchises qu'un

autre ministre, est qu'il peut faire entrer 1200. bouteilles de vin, pour toute sa provision, pendant la durée de son ambassade. Le roi d'Angleterre étendit encore cette faveur pour le comte de Cambis, qui en obtint que tous les vins qu'il feroit venir feroient exempts de droits.

Lorsque la liste des ballots est remplie, un ministre étranger peut néanmoins faire venir tout ce qu'il veut, mais en payant les droits non des nationaux, mais des étrangers, qui sont plus forts de 4. pour cent.

Il y a une autre prérogative, commune à tous les ministres, qui est le droit de protection. Fondé sur le droit des nations, il n'eut d'existence positivement assurée en Angleterre que du tems de la Reine Anne. Un Ambassadeur de Pierre I. Czar de Moscovie, ayant été arrêté dans Londres pour une dette de L. 50. donna caution & porta ses plaintes de ce que le droit des gens avoit été violé en sa personne. Le conseil privé prit connoissance de cet attentat, & dix-sept personnes furent mises en prison & poursuivies à la requête du Procureur général. On les déclara coupables, en remettant aux juges à décider

la peine qu'elles avoient encourue. Pierre vouloit qu'ils fussent mis à mort; mais la reine ayant fait passer en Parlement un acte pour régler ce privilege, & ordonner le châtimement de ceux qui par la suite pourroient le violer, envoya copie de cet acte au Czar; & le fatisfit en lui représentant l'impuissance où elle étoit de décider de la vie de ses sujets, dans des cas où la loi en vigueur n'en dispoit point elle-même.

En conséquence de cet acte les ministres étrangers jouissent & font jouir du droit de protection tous les officiers de leurs maisons, de façon qu'on ne peut arrêter leurs personnes ni saisir leurs effets, pourvû cependant qu'aucun d'entre eux ne soit commerçant sujet aux loix faites contre les Banqueroutes; que le nom de chacun soit enregistré au bureau d'un secrétaire d'Etat, qui doit à l'instant le notifier au Shérif de Middlesex. Si malgré l'exécution de toutes ces clauses, dit l'acte de la Reine Anne, le domestique d'un ministre étoit poursuivi dans sa personne ou dans ses biens, le procès en résultant deviendroit nul & de nul effet, tous ceux qui y auroient été employés, seroient déclarés viola-

teurs des loix des nations & perturbateurs du repos public, & comme tels condamnés à l'amende & aux peines corporelles, qu'il plairoit au Lord Chancelier & aux deux chefs de justice, ou à deux d'entre eux d'ordonner.

Les ministres étrangers ont longtems, pour la plupart, fait difficulté de se conformer à la clause de cet acte, qui semble les astreindre à donner au Secrétaire d'Etat une liste des personnes, qu'ils entendent faire jouir du droit de protection. Ils avouoient tous que leur propre tranquillité rendoit cette précaution nécessaire, mais ils vouloient que ce fût de leur part un acte de complaisance, & non, comme l'exigeoient les ministres anglois, une soumission nécessaire à une loi du parlement, qu'en qualité de représentans des puissances étrangères, ils ne devoient & ne pouvoient reconnoître.

Les Secrétaires d'Etat d'Angleterre, voulant enfin mettre fin aux embarras que leur caufoit chaque jour cette contestation, envoyèrent en 1771. demander cette liste comme une faveur, & le corps respectable des ministres étrangers, qui ne s'en étoit jamais déguisé l'avantage, consentit librement & unanimement à la donner. Tout

Tout ministre étranger fournit donc au Secrétaire d'Etat une liste de ses secrétaires, chapelains & de tous ses officiers & domestiques, qui jouissent dès-lors du droit de protection. Comme il peut y insérer le nom de toute personne qu'il veut soustraire à la justice du pays, sous la dénomination d'un officier de sa maison, ces protections sont quelquefois sollicitées par des gens respectables en faveur de leurs créatures, mais le ministre étranger à qui l'on s'adresse doit en user avec beaucoup de discrétion; pour éviter le soupçon que ses officiers n'en fassent un commerce sous son nom, & de peur qu'en ne songeant qu'à aider la vertu malheureuse, on ne protege le dérèglement, la débauche ou la mauvaise foi. Une pareille conduite peut attirer la haine & même des aventures fâcheuses à un ministre étranger, de la part de la populace angloise, qu'il doit être très attentif à ne se pas rendre contraire.

J'ajouterai que tout ministre étranger a la liberté de passer en carrosse dans le parc de S. James, lorsque la cour n'y est pas, & que d'ailleurs on ne leur accorde aucune franchise aux barrières, ni sur les ponts, ni ailleurs.

Lorsqu'un ambassadeur est sur le point de son départ, il observe le même cérémonial, & le même ordre qu'il a suivi à l'instant de son arrivée, tant pour ses audiences que pour ses visites de congé. Il notifie ses lettres de récréance au Secrétaire d'Etat de son département, dont il lui laisse copie ; & il s'adresse à l'introducteur, pour savoir le jour & l'heure où il plaira au roi de lui donner audience.

S'il est absent de la cour d'Angleterre, quand il en doit prendre congé, il écrit au Secrétaire d'Etat une lettre de politesse, qui renferme ses lettres de récréance. Il doit aussi en adresser une pareille au premier commissaire de la trésorerie & aux autres Secrétaires d'Etat. Ces lettres se remettent au ministre de sa cour résidant pour lors à Londres, ou à celui de sa Majesté Britannique auprès de la cour de celui qui les écrit.

Le présent que le roi d'Angleterre est en usage de faire dans ces occasions, se proportionne au titre sous lequel a paru dans sa cour le ministre qui la quitte, quoique ce monarque puisse l'augmenter à sa volonté. Il est ordinairement présenté en billets de banque,

par l'introducteur, à qui l'on donne les 15 pCt. savoir dix pour lui & 5. pour son substitut.

Autrefois l'on donnoit, dans ces occasions, des portraits enrichis de diamans, des bagues ou d'autres bijoux de prix : mais comme l'introducteur avoit la commission d'en faire l'emplette, on prétend que les plaintes des ministres étrangers sur le déchet de la valeur du présent fait en bijoux, ont porté à le donner en argent. Il y a eu cependant des ambassadeurs qui ont fait difficulté de le recevoir de cette façon. Un de Venise, entre autres, eut la délicatesse de refuser l'argent, mais il accepta l'offre qui lui fut faite de choisir chez un jouaillier les diamans, qui devoient remplir la somme du présent qui lui étoit dû.

M. de Montijo, ambassadeur d'Espagne, fit insinuer qu'il avoit un scrupule de recevoir de l'argent, & on lui donna le portrait du roi d'Angleterre enrichi de diamans, de la valeur à peu près du présent en argent.

La comtesse de Cambis reçut de la même manière le présent qui devoit revenir au feu comte son mari.

Voilà le détail le plus exact que l'on puisse

donner du cérémonial que la cour d'Angleterre observe à l'égard des ministres étrangers, & des prérogatives qu'elle leur accorde.

3°. Une dame titrée par sa naissance ou par grace du roi, qui épouse un homme qui lui est inférieur ou même un roturier, conserve son titre, ainsi que le rang & les privilèges qui y sont attachés qui, selon leur nature, pourront même passer à ses enfans: mais elle ne peut les transporter à son mari, lorsque celui-ci fait participer à son épouse tous les avantages qu'il peut tenir de sa naissance ou de ses emplois.



CHAPITRE VII.

DES DOUANES D'ANGLETERRE.

Les douanes sont gouvernées par quatorze commissaires, dont 9. pour l'Angleterre, qui ont chacun *L.* 1000. d'appointemens; & 5. pour l'Ecosse avec *L.* 500. par an, dont *L.* 400. comme commissaires de la douane & *L.* 100. comme employés à la recette des droits du sel.

Tous ces commissaires ont des profits qui excèdent leurs appointemens, & tiennent leurs places en vertu d'une patente du roi,

lorsque la plupart des officiers qui leur sont subordonnés, sont à la nomination du premier Seigneur de la trésorerie.

Les commissaires préposés à la régie des douanes d'Angleterre doivent résider à Londres, & s'assemblent régulièrement dans une des salles de la douane, où ils décident toutes les affaires contentieuses, examinent les comptes de recette, ordonnent la vente des effets saisis, font remettre à l'échiquier les revenus qui y doivent rentrer de leur département ; & ils ont une inspection immédiate sur toutes les douanes de la Grande-Bretagne & des colonies.

Les ports d'Angleterre sont rangés sous trois classes, qui sont les ports proprement dits, les membres de ports & les criques ou havres. Cette division a été imaginée par les officiers de la douane, pour exécuter toutes leurs opérations avec plus d'ordre & plus de facilité, & elle est autorisée par plusieurs actes de parlement.

Suivant cette division, l'Angleterre compte 22 ports, 53 membres & 117 criques, en tout 192 endroits de commerce maritime quelconque ; & en Ecosse 18 ports, 5 mem-

bres & 169 criques ou 192 places de douanes. Chaque port a sous sa dépendance plus ou moins de membres & de criques, suivant le commerce ou la distance respective des lieux.

Tous les ports, membres ou criques qui composent la douane de Londres, forment deux parties générales, dont la première renferme les ports occidentaux & les colonies, & dont la seconde comprend les ports orientaux; & c'est de cette division dont on se sert principalement dans les états généraux de recette & de dépense.

Dans chaque port, on tient un registre non seulement de tous les vaisseaux nationaux & étrangers qui y arrivent, mais encore de tous ceux qui appartiennent à ce port, & aux membres & criques qui en dépendent. Ce registre est envoyé régulièrement à Londres, où se fait le recensement général de tous les vaisseaux qui appartiennent aux sujets de la Grande Bretagne, de la quantité de tonneaux que porte chacun en particulier, & du total des matelots qu'exige leur service. Smollet, dans son histoire d'Angleterre, évalue à 9000 le nombre des vaisseaux appartenans aux sujets Britanniques. En 1732. les vaisseaux du

seul port de Londres étoient au nombre de 1417, portant ensemble 178,557. tonneaux & occupant 21,797. matelots.

Les revenus actuels des douanes d'Angleterre sont évalués à plus de deux millions cinq cents mille livres sterling par an. En 1695 on calcula que le produit de la douane de Londres étoit, au rapport total des autres douanes du royaume prises ensemble, comme 11. à 15. mais l'augmentation qui s'est faite dans le commerce d'un grand nombre de ports différens, a certainement fait baisser ce rapport à proportion, enforte que beaucoup de gens font aujourd'hui d'avis de ne l'évaluer que comme 9. est à 15. Cependant j'avoue que ceci n'est qu'une conjecture hasardée, que je ne garantis en aucune façon.

La douane d'Angleterre qui, après celle de Londres, rapporte le plus, est celle de Liverpool, dont le grand commerce est celui de la côte de Guinée, où ce port envoie chaque année plus de 130 vaisseaux. La troisième douane est celle de Bristol.

On peut se faire une idée du commerce actuel de Londres, par le détail suivant de 1728. époque depuis laquelle on est certain

qu'il est beaucoup augmenté. Depuis le 25 Décembre 1727. jusques à pareil jour 1728. le nombre des vaisseaux qui étoient entrés dans le port de Londres montoit à 8889. savoir

Des ports	{	vaisseaux de la nation.	. . .	1839
étrangers.		vaisseaux étrangers.	. . .	213
				<u>2052</u>

				<u>6837</u>
--	--	--	--	-------------

				<u>8889</u>
--	--	--	--	-------------

Le nombre des officiers de la douane de Londres se monte à plus de 650 sans compter les surnuméraires dont le nombre est considérable. Quant au reste du royaume, on compte plus de 1800. employés, outre 650. pour l'Ecosse & plus de 300. distribués dans les colonies.

A R T I C L E I.

D E S D R O I T S D E L A D O U A N E.

Les droits divers qu'on perçoit dans les douanes Angloises, forment aujourd'hui quarante trois branches différentes de revenus, y compris le droit mis en 1763. sur les vins de France & autres imposés depuis.

Comme le détail compliqué de toutes ces

branches feroit certainement ennuyeux , & que d'ailleurs on en aura des notions claires, lorsque je donnerai le tableau du revenu national, je me bornerai ici à quelques observations générales propres à régler la conduite des négocians.

1^o. Tous les marchands étrangers, qui ne sont point naturalisés, paient pour leurs marchandises un droit de douane plus fort, que celui qui est imposé sur celles qui viennent pour les naturels du pays. Cet excédent varie suivant la nature des effets importés, & selon que les vaisseaux, qui en sont chargés, sont de construction nationale ou étrangère, & sont manœuvrés par des Anglois ou par des sujets d'une autre nation.

2^o. Le tarif des droits imposés sur le petit nombre de marchandises de France, dont l'introduction est permise en Angleterre, est pour ainsi dire, indépendant de celui arrêté pour les effets qui viennent des autres nations; & il est actuellement porté si haut, qu'à l'égard de plusieurs articles, les droits excèdent la valeur des marchandises, ce qui donne lieu à une contrebande qu'on peut dire immense.

3°. Les Anglois, ayant une attention singulière à encourager toutes les manufactures, & surtout celles de laines, ont affranchi de tout droit d'entrée la plupart des drogues, graines & autres ingrédiens qui servent à la teinture; & s'il y en a un petit nombre qui y soit sujet, les impôts qu'on en exige sont très médiocres.

A R T I C L E II.

RÈGLEMENT POUR LE COMMERCE DES LAINES EN ANGLETERRE.

On fait en général qu'en Angleterre l'exportation des laines du pays est prohibée; mais le commerçant étranger est trop intéressé à connoître en détail les précautions que le gouvernement a prises à ce sujet, pour ne lui en pas donner ici l'abrégé.

On a non seulement défendu la sortie des laines ou des toisons, sous quelque dénomination que ce soit; mais encore celle des cardes à carder, de la terre à foulons, & de toute terre grasse propre à dégraisser & appelée communément *terre à potier*, dont on fait des pipes.

Tout marchand de laines, qui demeure à

dix milles de la mer, dans les provinces de Kent & de Suffex, qui sont les plus voisines de la France, doit, dans les trois jours après la tonte de ses brebis, donner par écrit aux officiers du port le plus voisin, un Etat du nombre de ses toisons, en spécifiant le lieu où il en a fait le dépôt.

S'il veut en transporter le tout ou partie, il est tenu de le notifier aux dits officiers par un bordereau, qui contienne le nombre des toisons dont il entend se défaire, leur poids, le nom & la demeure de la personne à qui il les vend, & le nom du lieu pour lequel elles sont destinées. Les officiers lui en remettront un certificat, sous peine, pour ceux qui ne pourroient le représenter, de trois Shillings d'amende, par chaque livre pesant de laines, dont on auroit disposé, sans avoir rempli ces formalités.

Les particuliers qui demeurent à la distance de quinze milles de la mer, dans les comtés de Kent & de Suffex, ne peuvent acheter aucunes laines, avant que d'avoir donné caution qu'ils n'entendent point en acheter, pour en disposer en faveur d'une personne, qui ne réside qu'à quinze milles de la mer.

Toutes les laines qui , dans les comtés susdits , seront voiturées ou transportées du côté de la mer , sans que le propriétaire ait donné caution & les ait fait enregistrer , seront saisies & payeront une amende de trois Shillings par livre pesant : & l'on confisquera toutes les laines qui se trouveront déposées ou cachées à 15. milles de la mer , sans avoir été enregistrées.

Si un sujet veut envoyer des laines par mer d'un port à un autre , elles ne pourront être chargées sur les voitures , ni être rencontrées à 15 milles du lieu d'où elles seront parties , sans avoir préalablement été enregistrées dans le port de l'embarquement , d'une façon si précise que le certificat en fasse connoître exactement le nombre , le poids & la marque , sous peine de saisie & de l'amende de trois Shillings par livre.

On ne peut exporter ni moutons ni brebis , sous peine de 20 Shillings d'amende pour chaque bête , & de confiscation du navire où ces animaux seront trouvés , si ce navire appartient à des étrangers , ou à des sujets de la Grande Bretagne , mais qui seroient nés ailleurs que dans son Ile.

On a excepté les moutons pris à bord des vaisseaux pour la nourriture de l'équipage & des passagers: comme on permet la sortie des peaux d'agneaux, quand elles sont préparées pour en faire des doublures, la laine des matelats quand elle est cardée; & l'on accorde, la libre importation de 6600. Tods de laine, chaque tod étant du poids de 32 livres, pour les isles de Jersey, Guernesey, Aurigni & Sark par le port de Southampton.

Il n'est jamais permis de transporter, même dans le royaume, des sacs ou ballots de laine ou de terre-à-foulon, sous peine de saisie, à moins que ce ne soit pendant le jour & aux heures que prescrit la loi, qui sont du 1 Mars au 29 Septembre, depuis quatre heures du matin jusqu'à huit du soir; & du 29 Septembre au 1 Mars, depuis sept heures du matin jusqu'à cinq du soir. On ne peut de même, que depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, en transporter dans les lieux qui ne sont qu'à cinq milles des côtes de la mer.

Toutes les laines & terres-à-foulon, chargées pour être transportées chez l'étranger, seront saisies & confisquées, ainsi que le navire dans lequel on les aura trouvées. Le

principal agent ou intéressé dans cette exportation, sera condamné à une amende du triple de la valeur des marchandises confisquées, ainsi qu'au triple des frais du procès, & toutes les personnes qui auront aidé seront mises en prison pour y rester pendant trois ans.

Les habitans du lieu, d'où les laines seront forties, & des endroits par où elles auront passé pour être embarquées, payeront une amende de *L. 20 St.* si la valeur des laines exportées est au-dessous de *L. 10 St.* mais si la valeur excède cette somme, l'amende sera triple de la valeur réelle, ainsi que celle des frais du procès.

L'Amirauté doit entretenir trois vaisseaux & quatre chaloupes armées, chargées de croiser constamment depuis le *North-Foreland* jusqu'à l'Isle de *Wight*, afin d'arrêter & saisir tous les navires qui exporteroient des laines ou d'autres marchandises dont la sortie est prohibée, ou qui voudroient en faire entrer dans le royaume, malgré la défense de les y introduire.

Quelque soit la sévérité de ces réglemens, on fait une contrebande étonnante dans les deux provinces de Kent & de Suffex & surtout dans la dernière.



ARTICLE III.

DES MOYENS EMPLOYÉS PAR L'ANGLE- TERRE POUR ENCOURAGER L'IMPOR- TATION ET L'EXPORTATION DES MARCHANDISES.

On a vu dans l'article précédent quelle rigueur la loi angloise a cru devoir employer pour empêcher l'exportation des laines, & de tout ce qui a rapport à leur préparation; & l'on verra dans celui-ci les moyens de douceur que cette même loi donne pour favoriser, tant l'importation que l'exportation des marchandises en général.

Ces moyens, dont l'effet est plus certain que toutes les prohibitions, sont des especes de récompenses connues sous les noms de *Bounty*, *Drawback* & *Proemium*. Elles doivent être regardées comme dépendantes de la douane, puisque ce sont ses officiers qui sont chargés de leur distribution, & que les deniers qu'on y emploie, sont pris de ceux que produisent les impôts mis sur les marchandises.

On appelle *Bounty* une gratification accordée sur certaines marchandises ou denrées ex-

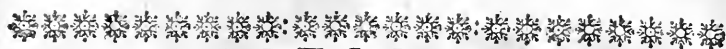
portées. *Drawback* est un argent que l'on rend à celui qui exporte des marchandises, qui ont payé dans le royaume le droit d'Excise, lequel dans ce cas leur est restitué en entier.

Par *Proemium* on entend un avantage fait à un négociant, pour avoir fait entrer dans le royaume certaines marchandises ou denrées.

Il faut ajouter à ces trois especes de récompenses, 1°. Les *Allowances* qui sont une déduction de droits sur certaines marchandises sujettes à se corrompre ou à s'endommager : 2°. les encouragemens en argent, auxquels on donne aussi le nom de *Bounties*, parce que ce sont des gratifications accordées aux vaisseaux qui vont à la pêche de la baleine ou du hareng.

Quoiqu'il soit très utile aux commerçans de connoître en détail tous les articles qui ont droit à ces divers avantages, je me contenterai d'en donner la liste, & d'y joindre quelques remarques générales, pour satisfaire une partie de mes lecteurs sans fatiguer les autres.





SECTION I.

ARTICLES

DONT L'EXPORTATION EST ENCOURAGÉE PAR *Bounty*.

Si quelqu'un ne trouvoit pas les instructions que je donne ici assez étendues sur le sujet, il pourra, pour se satisfaire pleinement, lire l'acte du *labourage*, appelé *Tillage-act*, passé dans la 1^{re}. année de Guillaume & Marie, ainsi que celui de la 5^e. de la reine Anne. Voici les marchandises qui y ont droit.

1^o. Les grains qui sont exportés, dans les circonstances où la loi le permet; & sous ce nom générique de grains, on comprend le froment, le seigle, l'orge; la drêche d'orge ou de froment & le gruau d'avoine.

Grains.	à exporter lorsque le prix ne passe pas.			Bounty par mesure de Winchester.		
	L.	S.	q.	L.	S.	q.
Froment, évalué par Quarter.	L. 2	8	-	-	5	-
Seigle do.	1	12	-	-	3	6
Orge. do.	1	4	-	-	2	6
Orge appelée <i>Beer</i> ou <i>Bigg</i> do.	1	4	-	-	2	6
Drêche sans accise. . . do.	1	4	-	-	2	6
Drêche de froment. . . do.	2	8	-	-	5	-
Gruau d'Avoine, le grain n'excédant pas.	-	15	-	-	2	6

On remarquera que le *quart* ou *quarter*, mesure de Winchester, contient 8. boisseaux, & que chaque boisseau a 8. gallons. Le gallon de froment doit peser 8. livres de *Troy*, & la farine se pese comme le froment.

On évalue ordinairement qu'un gallon de farine de froment pese 7. livres *Avoir-du-poids*, & 8. livres 6. onces 4. penny-weights *poids-de-Troy*: enforte qu'un boisseau de même farine peseroit 56. livres *Avoir-du-poids* & 68. livres. 1. once 12. penny-weights *poids-de-Troy*.

A la douane, lorsqu'il s'agit de payer la *bounty* pour l'exportation, 224. livres de farine de froment ou d'autres grains sont censées égaler 4. boisseaux de froment ou d'autres grains non moulus.

Comme tout ce que je viens de dire ne peut bien être entendu, si je n'explique la différence qui se trouve entre les deux poids que j'ai mis en comparaison, j'ajouterai que, dans le *Troy-weight* 24. grains de bled, pris dans le milieu de l'épi & bien secs, font un penny-weight, dont 20. font une once, & que 12. onces composent la livre *Troy-weight*, qui sert à peser le grain, le pain, les liqueurs,

l'or, l'argent &c. que dans le poids, appelé *Avoir-du-poids-weight*, avec lequel on pèse les métaux ordinaires, la laine, le suif, la mercerie & autres choses semblables, 16. drachmes font une once, dont 16. forment la livre, que 28. de ces livres composent un quarteron, dont 4. font le cent, dont 20. font un tonneau. On évalue ordinairement que 14 livres *Avoir-du-poids* font égales à 17 livres *poids-de-Troy*.

Le boisseau de Winchester, auquel doivent se mesurer tous les grains, est rond, avec un fond plat & horizontal, & il a partout 18. pouces $\frac{1}{2}$ de diamètre & 8 pouces de profondeur.

2°. La *Bounty* sur l'exportation du sucre raffiné dans la Grande-Bretagne, telle qu'elle a été successivement augmentée par plusieurs actes du parlement, monte aujourd'hui à 9. Shillings par cent pesant, de tout sucre qui a été apporté des colonies angloises, & qui est exporté dans des navires de la nation manœuvrés par des Anglois.

3°. Celle pour les toiles à voiles, fabriquée dans le royaume, est de 2. Shillings par aune.

4°. Les soies manufacturées dans le pays y ont part selon le tarif suivant.

	L.	S.	§.
Rubans & étoffes de soie par L. Avoir-du-poids	-	3	-
Soies & rubans de soie or & argent par ditto.	-	4	-
Bas, gands, franges, dentelles & soie à coudre ditto.	-	1	3
Etoffes de soie & poil par ditto.	-	-	8
Etoffes de soie & fil ou cotton par ditto.	-	1	-
Etoffes de soie & laine.	-	-	6

5°. L'exportation de la poudre à canon manufacturée dans la Grande Bretagne, obtient 4. Shillings 6. sous par chaque baril du poids de cent livres net, pourvu que le prix courant du baril n'excede pas la somme de L. 5. St. car dans ce dernier cas l'exportation en est défendue.

6°. On accorde pareillement une *Bounty*, sur les toiles fabriquées dans la Grande Bretagne & l'Irlande, que l'on fait sortir, & dans la proportion suivante.

	L.	S.	§.
Toute toile de chanvre ou de lin, ayant 25 pouces ou plus de large, & dont le prix de la verge est au-dessous de cinq sous: obtient par verge.	-	-	$\frac{1}{2}$
Celle valant 5 §. & au-dessous de 6 f.	-	-	1
Celle de 6 §. & qui ne passe pas 18 §.	-	-	$1\frac{1}{2}$

La gratification ne s'étend point aux toiles à carreaux ou rayées, ni aux toiles imprimées ou peintes. Il y a de plus quelques toiles d'Irlande, qui ne participent jamais à cet avantage, & pour que les autres toiles de ce pays y donnent droit, il faut qu'à l'instant qu'on le réclame, elles appartiennent à un particulier, dont la résidence soit dans la Grande Bretagne, ou dans les Colonies Angloises.

7°. Les fils, dentelles ou franges d'argent sur soie obtiennent 5. Shillings par livre *Avoir-du-poids* ; lorsque le même poids de ces effets en or sur soie a 6. Shillings 8. sous d'exportation.

8°. La viande & le poisson salés ont aussi une gratification quand ils sont exportés. Avant que d'en exposer le tarif, il n'est pas inutile de remarquer qu'en Angleterre on peut employer toutes sortes de sel, mais qu'en Ecosse il n'est permis de saler la chair qu'avec du sel étranger, pourvu néanmoins que chaque espèce de sel, dont on se sert dans l'un ou l'autre des deux royaumes, ait payé les droits.

	L.	S.	8.
Chaque baril de bœuf ou de porc salé. .	-	5	-
Le baril de Sardines &c. pesant 50 gallons.	-	7	-
Les Mo	Ayant 14 pouces ou plus en longueur depuis l'os de la nageoire, jusques à la 3e. jointure de la queue par cent.		
rues,			
Merlu	Les vertes par baril de 32 gallons.		
ches, &c.			
	Les seches ou <i>Haberdines</i> par cent.		
Le faumon par baril de 42 gallons. . .	-	4	6
Les harengs salés par baril de 32 gall. .	-	2	8
Les fors de la 1ere. sorte par même baril. .	-	1	9
La 2de. sorte par même baril.	-	1	-
Les molettes sechées ou fumées par 20. milliers.	-	1	-

9°. Si le prix de l'orge est de 24. Shillings par *quarter*, & celui des autres grains tel qu'il est porté dans l'article premier de cette Section, la gratification sur les esprits extraits de grains est comme celle de l'eau de vie, c'est-à-dire, de 30. Shillings par tonneau: mais en général elle est payée sur les esprits, comme si les grains, dont ils sont extraits, étoient exportés, en allouant 12. boisseaux d'orge ou de drêche &c. pour chaque tonneau pesant d'esprits.



SECTION II.

ARTICLES DONT L'EXPORTATION
DONNE DROIT AU *Drawback* OU
REMBOURSEMENT DES FRAIS
PAYÉS A l'*Accise*.

On ne peut obtenir ce remboursement qu'en constatant que les droits, dont on réclame la restitution, ont été payés.

1°. Les bougies ont 8. deniers, & les chandelles de suif ou autre n'ont qu'un denier, par livre *Avoir-du-poids*.

2°. Tarif des peaux de moutons, d'agneaux ou de veaux.

	L.	S.	8.
Les peaux de veau en poil ou tannées par livre <i>Avoir-du-poids</i> .	-	-	I
Les mêmes apprêtées ou coroyées par do.	-	-	I
Peaux de Mouton ou d'Agneaux.	<div> <div>Tannées pour les gantiers, apprêtées dans l'alun, le fel & la farine, ou autrement, par même livre.</div> <div>Passées à l'huile par même livre.</div> </div>		

3°. Le savon rend au propriétaire un sou & demi par livre *Avoir-du-poids*.

4°. On rembourse, lors de l'exportation,

les droits qui ont pu être payés sur toutes espèces de papier, depuis 9. sous jusqu'à 18. sous par rame. Ceux sur les cartons le sont à raison de 4. Shillings 6. sous pour 112. livres pesant; ceux sur les papiers bruns d'enveloppe à raison de 9. deniers par 40. rames, & ceux sur les papiers colorés pour tapisser à raison d'un sou & demi par verge quarrée.

5°. Les soies, toiles & cotonades peintes ont droit au remboursement suivant, lors de leur exportation.

	L.	S.	8.
Les soies imprimées, peintes &c. si l'on en excepte les mouchoirs de soie, par chaque aune de long sur une demie de large .	-	1	-
Tous les mouchoirs de soie peints ou imprimés, par verge quarrée, en observant la proportion pour ceux qui l'ont plus ou moins.	-	-	4
Les toiles de coton peintes, imprimées ou teintes par verge de long sur une de large.	-	-	6
Toiles & étoffes peintes, imprimées ou teintes par verge de longueur & largeur. .	-	-	3

Ce remboursement n'a point lieu pour les toiles, cotons ou futaines qui sont en une seule couleur, ni pour les étoffes qui sont de laine en totalité ou en partie.

6°. On accorde 2. deniers pour l'amidon par livre pesant *Avoir-du-poids*.

7°. La regle pour les bottes, fouliers, gands & autres manufactures de cuirs tannés, est que tout cuir tanné, dont, dans les tarifs divers, il n'est point fait une mention spéciale, reçoit un sou & demi par livre pesant.

8°. L'argenterie travaillée & tous les ouvrages d'argent obtiennent 6 sous par once *poids-de-Troy*.

9°. On accorde en faveur des manufactures de verres,

	L.	S.	§.
Pour tout verre blanc par cent pesant .	-	9	4
Pour verres de bouteilles même poids .	-	2	4

10°. Le remboursement des droits sur le sel est

	L.	S.	§.
En Angleterre.	{ sel de roche tiré des mines ou		
	{ des carrieres du pays par bois-		
	{ seau de 65 livres.		
	-	3	4
	{ sel de saline ou raffiné par bois-		
	{ seau de 56 livres.		
En Ecosse par boisseau.	-	3	4
	-	1	-

11°. La douane remet les droits qu'elle peut avoir reçus pour le charbon, qui s'emploie

dans les fonderies de cuivre ou d'étain des provinces de Cornouailles & de Devon, ainsi que pour celui qui sert aux machines à feu, destinées à dessécher les mines d'étain ou de cuivre en Cornouailles.

12. Quoique le remboursement des trois articles suivans ne dépende point des officiers de la douane, mais de ceux de l'*Accise*, je crois néanmoins devoir en faire mention ici, parce qu'ils sont compris sous le nom de *Drawback*.

1^o. Les droits payés à l'*Accise* pour la forte-bierre, l'aile, le Mum, le cidre & le poiré: 2^o. ceux pour les esprits tirés du grain sans le mélange d'aucuns autres ingrédiens: 3^o. ceux sur les esprits en général, sont rendus par le bureau qui les a reçus.

S E C T I O N III.

ARTICLES DONT L'IMPORTATION PA-
ROIT MÉRITER UN *Proemium*.

1^o. **L**e *proemium* est de 6. sous par livre de tout bon Indigo, bien marchand, propre pour les teinturiers, importé directement d'une des Colonies Angloises de l'Amérique,

dans un vaisseau légitimement autorisé à naviguer dans ces Colonies, & ayant son équipage tel que le prescrivent les loix. Cet indigo, pour valoir le *proemium* à son propriétaire, doit être du crû de la colonie dont il est importé, & valoir 3. sous la livre, lorsque le meilleur des Colonies Françoises, ou tout autre d'égale bonté fera à quatre sous par livre; ou ainsi à proportion.

2°. Les bois de construction, mâts &c. poix, goudron &c. forment la seconde classe des marchandises qui obtiennent un *proemium*, qui est plus ou moins fort, selon les endroits dont les effets sont apportés en Angleterre.

1^{er}. Tarif des bois &c. venant des Colonies Angloises.

	L.	S.	d.
Les mâts, vergues, beauprés par tonne, en allouant 40 pieds à la tonne, selon l'usage de mesurer les corps ronds.	1	-	-
Le goudron de bonne qualité, loyal & marchand, sans aucun mélange & propre à faire des cordages, par tonne contenant 8 barils, chacun de 31 gallons & demi, bien cerclés & bien remplis.	2	4	-
Le goudron fait de la maniere que je vais décrire, par tonne comme dessus.	4	-	-
Lorsque les arbres sont propres à être			

	L.	S.	d.
écorchés, on les dépouille de leur écorce jusqu'à la hauteur de 8 pieds ou environ de la racine, en laissant de chaque côté une bande d'écorce de 4 pouces de large. L'arbre doit rester dans cet état, au moins pendant une année entière, avant que d'être abattu pour en faire du goudron, & celui qu'on en tire alors, ne doit être mêlé avec aucun autre.			
La poix de bonne qualité, par tonne pesant deux milliers, à 112. le cent & contenue dans 8 barils d'égale grandeur.		1	-
La thérébentine de bonne qualité, loyale & marchande, par tonne en tout conforme à celle ci-dessus.		1	-

2^e. Tarif des bois transportés d'Ecosse en Angleterre. Les arbres de 12. pouces de diamètre & au dessus, propres à faire des mâts, des vergues ou des beauprés, convenablement préparés & dégrossis au moins en huit côtés, sains & frais, de qualité loyale & marchande, ont une livre Sterling, par tonne de 40. pieds selon l'usage.

Ce *Præmium* est payé par les commissaires de la marine: mais sur le certificat des officiers de la douane.



SECTION IV.

MANIERE DE RÉGLER LES *Allowances*.

L'*Allowance* est 1^o. accordée sur le tabac endommagé, ou gâté, & dans ce cas elle se règle de la façon suivante.

Si le tabac du crû des colonies angloises a été endommagé en mer à bord du vaisseau sur lequel il étoit apporté, ou parce que ce vaisseau a été jetté à la côte en quelque partie de la Grande Bretagne, ou parce qu'après son arrivée il s'est brisé à l'ancre; ou si le marchand refusoit de payer les droits de ce tabac, parce qu'il auroit été endommagé dans l'allege où il faut le charger pour le débarquer; dans tous ces cas, le propriétaire a la liberté de séparer les parties endommagées de celles qui ne le sont pas, & il lui est alloué un demi-sou par chaque livre de tabac endommagé, pourvu cependant que la totalité de cette *Allowance*, sur un boucaut quelconque, n'excede pas 30 Shillings, & à condition que tout le tabac ainsi séparé soit jetté au feu pour y être consumé.

2°. Si un marchand, après avoir importé des vins, trouvoit qu'ils fussent gâtés & corrompus, & qu'en conséquence il refusât d'en payer les droits, les commissaires de la douane feroient procéder publiquement à la vente de ces vins, pour être convertis en eaux-de-vie ou en vinaigre ; & l'*Allowance* accordée feroit dans la proportion suivante.

			L.	S.	d.
Pour chaque tonne de vin.	{	Du crû d'Allemagne. - -	4	-	1
		de France. . . .	4	-	-
		d'Espagne, Portugal, &c.	8	-	-

Nulle *Allowance* ne peut être octroyée que pour des vins importés en barriques ou en tonneaux, sur un vaisseau venu en droiture du lieu du crû, ou de celui dans lequel s'en fait d'ordinaire l'embarquement ; si l'on excepte les vaisseaux échoués, qui ont la liberté de mettre leurs vins à bord de tout vaisseau, pourvu que les dits vins soient débarqués dans un des ports du royaume.

3°. Il y a une autre *allowance*, distinguée par le nom d'*allowance of portage*, qui est une gratification, que les commissaires de la douane, en vertu de la patente qu'ils tiennent du roi, accordent aux capitaines de

vaisseaux , pour les engager à donner un état fidele de leur cargaison. Elle leur attribue par cent du produit net des droits qui reviennent à la douane , savoir ; sur les vins & sur les groseilles de Corinthe 6. Shillings 8. sous , sur les marchandises de Norvege 2. livres Sterling , & sur les autres denrées : mais ils ne l'obtiennent qu'autant que le montant des droits qui reviennent à la douane , excède 10. Shillings , si l'on excepte les effets venans de la Norvege.

SECTION V.

DES *Bounties* POUR L'ENCOURAGEMENT DE LA PÊCHE.

1^o. **T**out vaisseau de construction Angloise , du port de 200. tonneaux & au-dessus , dont l'équipage est conforme aux réglemens faits à ce sujet , & qui part de la Grande-Bretagne , pour aller pêcher la baleine dans les mers de Groenlande , du détroit de Davis ou mers adjacentes , reçoit une gratification de L. 2.... St. par tonneau. Un vaisseau qui porte plus de 400. tonneaux ne peut pas exiger une gratification plus forte , que celle qui est fixée pour celui de 400. tonneaux.

On remarquera que chaque bâtiment du port de 200. tonneaux ou au-dessous doit avoir à bord 40. lignes de pêche de 120. brasses, 40. harpons de fer, 4. bateaux avec 7. hommes pour chacun d'eux, y compris un harponier, un timonier & un conducteur de ligne, ce qui fait en tout 28. hommes d'équipage, sans compter le capitaine & le chirurgien.

Un vaisseau au-dessus de 200. tonneaux, aura par chaque 50. tonneaux de plus, une augmentation de 6. hommes, d'un bateau, de dix lignes & de dix harpons.

Tout vaisseau doit avoir à bord autant d'apprentifs qu'il porte de fois 50. tonneaux. La règle générale est que ces apprentifs soient engagés pour trois ans. Ils peuvent être comptés au nombre des hommes qui doivent se trouver sur chaque vaisseau. Un navire qui porte de 30. à 40. tonneaux doit en avoir un, lorsqu'il y en aura deux sur un bâtiment de 50. à 100. tonneaux: mais il est ordonné à tout bâtiment au-dessus de ce dernier port, d'en prendre un par chaque cent tonneaux qu'il a de plus, & c'est aux officiers de la douane à veiller à l'exécution de ce règlement.

Il y a des ordonnances particulieres pour les vaisseaux des Colonies qui vont à cette pêche, qui les obligent 1^o. à n'être bâtis que depuis deux ans, ce que le propriétaire doit attester par serment: 2^o. à mettre à la voile pour le départ avant le premier de Mai, & à ne point quitter le détroit de Davis ou la Groenlande avant le 20. d'Août, à moins qu'avant ce tems ils n'aient eu le bonheur de remplir, de lard de baleine, autant de barils qu'il en faut pour 200. barriques, dans un vaisseau de 200. tonneaux, en observant une égale proportion pour les navires de toute autre grandeur, qui peuvent tous quitter de même leurs stations, si les tempêtes ou les mauvais tems les obligent d'abandonner la pêche.

2^o. La pêche du hareng est exercée par une société qui, selon sa charte du 11. octobre 1750. prend le nom de *Society of the Free British fishery*. Elle a un fond qui ne peut pas être moindre de L. 100,000. St. pour lequel le gouvernement lui paie un intérêt de 3. pCt. pris sur la masse totale de l'argent des douanes.

La société doit rendre ses comptes tous les

ans au parlement; & s'il se trouve qu'il y ait eu de la perte dans une année & du profit dans les suivantes, il faut alors, avant que de fixer les dividendes de l'année, remplir le déficit que peut avoir souffert le fond originnaire de L. 100,000. St.

Tout nombre de personnes d'un port quelconque, qui souscriront une somme de L. 10,000. ou plus, au-dessus du fond de la société, & qui exerceront la pêche à leur compte en se conformant aux termes de la charte, pourra se désigner sous le nom de chambre de pêche de telle ville ou tel port, qui dès lors aura droit à la gratification, c'est-à-dire, à l'intérêt de 3. pCt. pour la somme souscrite, le dit intérêt payable par la société de Londres.

De plus pour chaque *Buys* ou petit bâtiment ponté, portant depuis 20. jusqu'à 40. tonneaux, qui ayant été construit dans la Grande-Bretagne partira d'un de ses ports pour aller à la pêche du hareng, on accorde une gratification de 30. Shillings par tonneau, en faveur de ceux qui sont employés pour le service de la société.

Tout bâtiment, destiné à cette pêche, doit

avoir à bord , 12. boisseaux de sel, mesure de Winchester, pour chaque last de harengs qu'il peut contenir, c'est-à-dire, pour 12. barils de harengs de trente deux gallons chaque. Ce sel doit être dans des barils qui n'aient point encore servi; & le vaisseau est obligé de se charger en outre d'autant de barils qu'il peut en porter, & de deux assortimens de filets qui soient proportionnés à ses dimensions.

Un bâtiment de 20. tonneaux doit avoir six hommes au rendez-vous, & ceux qui sont d'un port plus fort sont tenus d'ajouter un homme par chaque cinq tonneaux qui passent le nombre de 20.

Les réglemens faits pour la société de la pêche du hareng, fixent le tems du départ des vaisseaux; leur maniere de pêcher; les côtes d'Ecosse le long desquelles ils doivent suivre le hareng, & le tems où les pêcheurs doivent être de retour.

CHAPITRE VII.

DE L'*Accise* OU DE LA MALTOTE ANGLOISE.

L'*Accise*, cette branche considérable du revenu de l'Angleterre, est, ainsi que la douane

ne, sous la direction de 14. commissaires, dont 9. pour l'Angleterre à L. 1000. St. d'appointemens, & 5. pour l'Ecosse à L. 500. par an.

Ils reçoivent le produit général des droits divers imposés sous le nom d'Accise par actes du Parlement, & ils comptent à l'échiquier de leur recette. En entrant en place ils s'engagent à ne recevoir aucun argent, à moins qu'il ne leur soit offert par la bonté du roi. Ils prononcent sur toutes les affaires contentieuses de leur ressort, mais on peut toujours appeler de leurs jugemens à d'autres magistrats, nommés pour cela commissaires de l'appel, qui sont au nombre de 5. & qui ont chacun L. 200. d'appointemens.

Les denrées, sujettes à l'*accise* proprement dite, sont la drêche, le houblon, l'aile, le cidre, & le poiré; le verjus & le vinaigre, l'espece de biere appelée *Mum*, une sorte d'hydromel nommé le *Metheglin* ou le *Mead*, l'arrack ou eau-de-vie des Indes faite de coco ou de ris, l'eau-de-vie ou brandevin, le Sherbet ou Sorbet, & les autres liqueurs spiritueuses importées du dehors; le café, le chocolat, les noix & la pâte du cacao; les

cuirs & les peaux; le vélin & le parchemin; les chandelles, le savon & l'amidon; le papier blanc ou teint, marbré, peint ou imprimé dans la Grande-Bretagne; les cartons qui y sont fabriqués; les cartes, les dés &c. le fil d'or & d'argent, le verre, les soies, les toiles de fil ou de coton, les étoffes de soie ou de laine, le sel, les carottes &c.

Il y a actuellement en Angleterre 50. collecteurs de l'Accise, qui ont L. 120. d'appointemens, outre les gratifications stipulées pour leurs frais de voyage; & 190. surveillans ou inspecteurs en chef, répandus dans les provinces, ayant L. 90. par an, outre des dédommagemens proportionnés aux frais que peuvent occasionner les voyages qu'ils sont obligés de faire. Le nombre des autres officiers inférieurs que l'*Accise* emploie en Angleterre monte à 4000. & la régie pour ce royaume coute plus de L. 227,500. Les appointemens du seul bureau de Londres montent à L. 24,000.

Lors qu'un particulier obtient des commissaires un emploi quelconque, il doit payer, une fois pour toutes, trois sous par livre des appointemens attachés à la place qu'il prend;

ce qui produit chaque année une masse de 14. à 1500. livres Sterling, que l'on répartit en pensions aux officiers ou commis, devenus infirmes, ou qui ont été estropiés après 7. ans de service.

La répartition s'en fait ainsi qu'il suit, de six mois en six mois sans retenue quelconque.

Commis général des comptes.	L 50.	} par an.
Collecteur.	25.	
Commis inspecteur ou surveillant.	20.	
Jaugeur.	20.	

En Ecoffe il y a pour la régie des droits d'accise 15. collecteurs, 2 sur-veillans-généraux, 16. sur-veillans particuliers & environ 200. commis ou furnuméraires.

A R T I C L E. I.

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LES DROITS D'ACCISE.

Le droit sur la bierre, l'aile, les liqueurs spiritueuses ou autres que j'ai dit y être sujettes, est évalué même en tems de guerre, à L. 1,100,000. en Angleterre, & se leve sur environ 300,000. personnes: mais en Ecoffe, selon les clauses du traité d'union, il n'est affermé qu'à L. 33,500. & l'on croit que, s'il

étoit levé comme en Angleterre, il produiroit plus de *L.* 50,000.

Celui sur la drêche, avec le droit additionnel sur le mum, le cidre & le poiré, monte annuellement à *L.* 750,000. qu'on suppose affecter un plus grand nombre de personnes que le premier.

En 1753, l'accise sur le thé monta à *L.* 325,000, & l'on avoit importé, dans cette année, trois millions deux cents mille livres de thé, dont le produit avoit été à la douane de *L.* 58,000. Comme cette quantité ne répond nullement à la consommation annuelle de l'Angleterre, il est facile de juger par ce compte quelle doit être la contrebande qui se fait sur cet article.

ARTICLE II.

DROIT DU TIMBRE.

Le bureau des droits du timbre est sous la direction de 5. commissaires, qui ont chacun *L.* 500. par an, & qui font marquer les cartes, les dés, le papier, le vélin & le parchemin qu'on appelle timbrés, les papiers publics, les gazettes &c. Le bureau de Londres occupe 115. personnes.

Tout livre, qui a depuis deux jusqu'à six feuilles d'impression, est censé brochure, & comme tel paie 3. Shillings par feuille pour le droit d'impression & d'enregistrement, quoiqu'on n'y appose point le timbre, & qu'il suffise qu'un inspecteur particulier en paraphe la première feuille.

Il y a quelques années que les droits sur les papiers, vélins & parchemins timbrés, étoient seuls évalués à L. 89,110. St.

A R T I C L E III.

DROITS SUR LE SEL.

Trois commissaires, ayant chacun L. 300. par an, sont chargés du recouvrement des droits sur le sel. Leur bureau général est à Londres, qui occupe 37. officiers ou commis, outre 350. autres qui sont employés dans les provinces.

J'ai déjà dit, dans l'article 10. des remboursemens à faire par l'accise page 201. quels sont les droits sur le sel, il me suffira donc d'ajouter qu'année commune leur produit monte au-delà de L. 18,000. St.



A R T I C L E IV.

DROITS SUR LES VOITURES.

L'*Accise* sur les voitures que tiennent les particuliers est de *L. 4.* pour celles qui ont quatre roues, & de 40. Shillings pour celles qui n'en ont que deux, & ces droits sont prélevés par le bureau général.

Quant aux voitures & chaises à porteur destinées à la commodité publique, il y a 14. officiers préposés à la perception des droits qu'elles doivent payer. Cinq d'entre eux sont appelés commissaires & ont chacun *L. 150.* d'appointemens.

Ils ont l'inspection générale de la police des fiacres & des chaises à porteurs ; ils accordent la permission à ceux qui veulent en louer, & condamnent à des amendes les cochers ou porteurs, qui ont manqué à leur devoir, ou qui ont exigé, pour les courses qu'ils ont pu fournir, un salaire plus fort que celui qui est fixé par les actes de parlement.

On compte dans Londres & Westminster 1000. fiacres enregistrés, parmi lesquels il n'y en a que 200. qui aient la permission de se mettre sur la place dans les jours de diman-

che; il y a de plus 300. chaïses à porteurs.

Ces dernieres font taxées à dix Shillings par an & les premiers à *L.* 13. il suit donc que ceux-ci produisent annuellement *L.* 13,000. & ceux-là *L.* 150. mais il faut remarquer que les diligences, les coches & les caroffes de messagerie font exempts de ce droit, ainsi que les chaïses de poste qui ne servent que pour la facilité des voyageurs.

Les Anglois, qui ont écrit sur ce sujet, prétendent qu'il eût été plus juste & plus avantageux de ne taxer les fiacres, que suivant l'*Accise* imposée sur les voitures bourgeoises, c'est-à-dire à *L.* 4. par an & de faire payer aux dernieres la taxe annuelle de *L.* 13.

A R T I C L E V.

DROITS SUR LES PERMISSIONS DE VENDRE EN DÉTAIL DE LA BIERRE, DU VIN &c.

Cette branche de droits dépend plus immédiatement de l'accise, que celles dont j'ai parlé ci-dessus; & cependant elle a son bureau particulier, composé d'un solliciteur qui a 60 *L.* par an, d'un greffier & d'un clerc qui ont chacun *L.* 100. & de quatre inspecteurs à *L.* 50. d'appointemens.

L'acte qui établit ces droits est de l'année 1725. sous le nom de *Pot - Act* ou *acte du pot*, & soumet tout détaillier résident dans les villes de Londres, Westminster & banlieue, à une taxe, qui ne peut être moindre de 20. Shillings ni plus forte que *L. 6. St.*

A R T I C L E VI.

DROITS SUR LES PORTE-BALLES,
COLPORTEURS &c.

Le bureau général, chargé de la perception de ces droits, est à Londres sous la direction de trois commissaires à *L. 100.* d'appointemens, qui ont sous eux six officiers sédentaires, & quinze inspecteurs ambulans, dont onze à *L. 100.* & quatre à *L. 50.* par an, & la régie monte en total à *L. 2300.*

Chaque Colporteur, porte-balles, petit, mercier &c. qui fait son trafic à pied, est taxé à *L. 4.* par an: mais s'il y emploie quelques bêtes de somme, il paie *L. 4.* pour chacun des animaux dont il fait usage.

CH A P I T R E IX.

DES FINANCES ACTUELLES D'AN- GLETERRE.

Le système de finances, que suit de nos jours l'Angleterre, doit sa première origine à Guillaume III. Ce prince, dont la politique étoit bien différente de celle d'aucun de ses prédécesseurs, & dont les projets étoient bien plus étendus, souffroit avec peine de se voir à tout moment gêné dans les opérations qu'il avoit en vue, par la difficulté d'obtenir de ses parlemens les subsides, qui lui étoient nécessaires.

Ces ressources, sans lesquelles l'administration Angloise ne peut rien faire, & qu'elle doit solliciter chaque année, avoient dépendu jusques-là des dispositions du peuple qui, habitué à ne les accorder qu'avec peine & à voir qu'on ne les dispensât qu'avec économie, ne pouvoit être facilement porté à y donner un degré d'étendue proportionnée à des besoins toujours renaissans. Il falloit donc trouver un moyen qui, en flattant les passions favorites de tout sujet, mît le monarque en

état de tout demander & de tout obtenir.

On se déterminâ à emprunter les subsides, en accordant de gros intérêts à ceux qui en feroient les avances: mais comme ces intérêts étoient hypothéqués, tantôt sur le parlement & tantôt sur le peuple, on ne tarda pas à s'appercevoir, que le peu de confiance générale ne permettroit jamais de tirer de grands avantages de ce plan.

Il fallut avoir recours à un autre expédient qui, en prévenant la défiance du peuple, & en servant la cupidité des courtisans, mît le monarque dans le cas de s'assurer des suffrages des uns, sans redouter le murmure des autres. Il s'attacha à les convaincre tous des grands avantages, qu'ils devoient se promettre de son nouveau système. Pour tranquilliser le peuple on lui fit voir que les intérêts des sommes dont le gouvernement auroit besoin seroient hypothéqués sur les taxes, qui en répondroient jusqu'au remboursement entier du capital; & l'on gagna les grands avec facilité, en leur découvrant la nécessité, où l'on alloit être de créer une quantité de nouveaux emplois, dont les plus lucratifs seroient, comme ils l'ont toujours été de.

puis, donnés aux membres du parlement, à leurs parens, leurs amis & leurs créatures.

Ces emplois sont les commissaires de l'ex-cise, ceux des offices du papier timbré & du sel, ceux de la banque d'Angleterre, & des compagnies actuelles orientales & des mers méridionales &c.

Les grands flattés par des postes qui leur donnoient des émolumens considérables & de la distinction dans l'Etat, les autres assurés de faire avantageusement profiter leur argent, tous enfin, sans faire attention que plus la puissance de l'administration augmente & plus celle de l'Etat diminue, concoururent avec une égale ardeur à remplir le trésor public, & donnerent lieu, sans le prévoir, à ce que l'on appelle aujourd'hui la dette nationale ou dette publique.

Les annuités qui en sont provenues, que je mentionnerai ci-dessous, Nos. 1. 2. & 3. sous le titre *Echiquier*, sont de telle nature qu'on continuera de les payer sur le pied de 7. à 14. pour cent, jusqu'à ce qu'on ait entièrement rempli les conditions, accordées aux personnes qui en ont fourni les fonds: le parlement n'a pas le pouvoir d'y faire aucune altération.

L'on doit aussi observer que les propriétaires de cette dette sont exempts de payer, sur les intérêts de leurs annuités, la taxe sur les terres. Cet objet seul, tel que je l'ai fait connoître *page 50.* a toujours été un puissant motif, pour porter ceux qui sont riches, à tirer leur argent du commerce, pour le placer dans les fonds publics. Ces diverses conditions étoient arrachées à la nécessité de gagner la confiance: aussi le gouvernement ne vit-il pas le public, tant en Angleterre qu'au dehors, non seulement disposé à profiter de cet avantage quand on le lui proposoit, mais ardent même à rechercher les occasions d'y participer, qu'il fit insérer dans chaque acte d'emprunt, que les fonds prêtés en pourroient être rachetés par le parlement. On n'a dérogé à cette clause qu'en 1761. lorsque les prêteurs des 12,000,000. empruntés pour le service de cette année, obtinrent une annuité de L. 1. 2 s. 6 d. stipulée non rachetable.

L'Etat, au moyen de cette clause, se réservoit le pouvoir de rembourser aux créanciers leur capital, lorsqu'il seroit dans le cas de le faire. Il est vrai que, si l'on excepte quelques circonstances, le parlement a peu

mis en usage cette puissance. En général il a cru plus avantageux de réduire les intérêts, d'abord de 6. à 5. pC.; de les laisser ensuite subsister pendant longtemps à 4. de les faire descendre à 3½; pied sur lequel ils ont resté, jusques & compris la fin de l'année 1757. époque où les intérêts de la dette nationale furent enfin fixés à 3. pC. & les propriétaires aimèrent mieux se soumettre à ce rabais que de s'exposer à être remboursés par le parlement, dans la crainte de ne pouvoir employer leur argent avec le même avantage. Il est vrai qu'on exempta de cette loi rigoureuse les articles qui seront mentionnés N^{os}. 1. 2. 3. de la dette nationale.

Quoique par cette réduction, on dût avoir besoin de moins d'argent pour satisfaire au crédit public, & que par conséquent le peuple fût en droit d'espérer qu'on supprimeroit quelques unes des taxes les plus onéreuses pour lui: cependant dès 1758. les besoins de l'Etat forcèrent le parlement à contracter de nouveau sur le pied de 3½; & bientôt il le fit même à 4. pC. comme on le verra par les articles 17. & 18. de la dette nationale. Le peuple, loin d'être déchargé du fardeau qui lui
avoit

avoit été imposé pour subvenir au paiement des premiers intérêts stipulés , a vu, depuis leur réduction , les taxes augmentées, dont quelques-unes même ont été rendues perpétuelles par divers actes du parlement.

Il est vrai que le surplus du produit de ces taxes, après que tous les intérêts de la dette nationale sont payés, est déposé à la recette de l'échiquier, sous le nom de *fonds d'amortissement*.

Il fut établi au commencement du regne de George I. & destiné à payer la dette nationale contractée avant l'année 1716. Divers actes du parlement y ont annexé la recette de plusieurs droits, dont le produit rentre à l'Echiquier, sous la clause de faire bon les annuités, au paiement desquelles ils sont affectés.

Cet établissement sembloit présager que graduellement on diminueroit facilement la dette nationale; mais comme l'acte du parlement qui lui a donné existence, porte que l'argent, ou produit de ce fonds, est réservé, non seulement pour le rachat de la dette nationale, mais aussi pour que le parlement en puisse disposer en cas de besoin, il est arrivé

que les sommes qui s'y sont trouvées ont été constamment appliquées aux services courans de chaque année, ou hypothéquées aux intérêts des nouveaux emprunts.

Le Lord North dans la session qui vient de finir, a suivi l'exemple de ses prédécesseurs, en faisant affecter à la balance des subside de cette année, diverses sommes prises du fond d'amortissement, montant ensemble à celle de L. 2,883,730-1 £ . 11 $\frac{1}{2}$ & le plan qu'il a fait accepter pour rembourser dans le cours de cette année une partie des annuités à 3 pCt. semble présager qu'il songe réellement à diminuer le poids de la dette nationale.

Après ces notions préliminaires il ne me reste qu'à exposer le tableau de la situation actuelle des finances d'Angleterre.



ETAT DU PRODUIT CLAIR ET NET
DES DIFFÉRENTES BRANCHES DU
REVENU PUBLIC, QUI COMPO-
SENT LE FOND NATIONAL.

Art.	L.	S.	§.
1. Les $\frac{3}{4}$ du subside de Tunage & Poundage : le premier droit se compte par tonneau, le second a été augmenté depuis son origine, dans laquelle il n'étoit que d'un Shilling par livre, sur toutes marchandises importées ou exportées : montant à .	118,711	10	$10\frac{1}{2}$
2. Droit premièrement établi sur les maisons dans la 7 ^e année de Guillaume III. . . .	103,690	6	$10\frac{1}{2}$
3. Droits sur les muscades, la canelle, le clou de Girofle, la fleur de muscade, les ouvrages de peintre & les mouffelines, avant le 24 juin 1724. . . .	1,216	1	$10\frac{1}{2}$
4. Augmentation de droits sur les articles précédens avant le 24 juin 1724.	4	-	0
5. Nouveau droit au-dedans de 2 Shillings par livre sur le café depuis dito.	31,940	12	3
6. Nouveau droit au-dedans d'un Shilling, par livre & de 25 pC. sur le thé, depuis le 24 juin 1745.	295,367	10	4
	L. 550,930	1 21	$2\frac{1}{2}$

	L.	S.	8.
<i>De l'autre part.</i>	550,930	2	2 $\frac{1}{2}$
7. Nouveau droit au-dedans d'un Shilling fix sous par livre sur le chocolat, depuis le 24 juin 1724.	8,887	4	9
8. Nouvelles taxes sur les toiles des Indes, parchemins & marchandises de peu de valeur & de rebut.	19,973	8	$\frac{1}{2}$
9. Droit de 15 pCt. sur les foies des Indes apprêtées. .	2,716	14	5 $\frac{1}{2}$
10. Droits des plantations.	1,708	2	2 $\frac{1}{2}$
11. Droits sur le houblon. .	79,390	11	4 $\frac{1}{2}$
12. Droits sur les vins & marchandises de France. . .	14,907	-	5 $\frac{1}{2}$
13. Droits sur l'eau-de-vie depuis la St. Michel 1736. .	222,892	16	5 $\frac{1}{2}$
14. Droits sur les petits vins depuis dito.	39,232	5	4
15. Sur les esprits britanni- ques depuis dito.	56,670	10	2 $\frac{1}{2}$
16. Droits d'entrée sur les esprits.	3,758	11	11
17. Droits additionels sur les petits vins, esprits &c. depuis le 1 Juillet 1751.	4,543	18	11 $\frac{3}{4}$
18. Impôts sur les vins & vinaigres.	102,089	16	10
19. Impôts sur le tabac. .	98,925	8	11
20. Impôts sur les marchan- dises des Indes de l'année 1690	99,750	19	6
21. Impôt additionel en 1692.	61,586	2	7 $\frac{1}{2}$
L.	1,367,963	14	3 $\frac{3}{4}$

	L.	S.	d.
<i>Ci-contre.</i>	1,367,963	14	3 $\frac{1}{4}$
22. Droit sur les nageoires de baleines.	5,414	7	2 $\frac{1}{2}$
23. Droit sur les chandelles depuis le 1 Mai 1715. . . .	72,383	12	6 $\frac{1}{2}$
24. Droit additionel sur les mêmes.	69,176	13	1 $\frac{1}{2}$
25. Droit sur les apprentissages.	4,220	3	9
26. Subside & 1 pCt. sur la sortie des marchandises, y compris les droits de sortie sur les cuirs tannés, draps blancs de laine & marchandises teintes. .	40,650	7	3 $\frac{1}{2}$
27. Droit de 2 Shil. par chaldron sur les charbons, le <i>Culm</i> , le <i>Fraïfis</i> & les <i>Water-houfes</i>	85,485	2	2
<p>Na. B. Le <i>Culm</i> est le charbon dont se servent les forgerons: le <i>Fraïfis</i> est la cendre de charbon de terre, & les <i>Water-houfes</i>, sont des moulins qui par le moyen du feu, élèvent les eaux pour les distribuer dans les maisons de Londres.</p>			
28. Droits sur les fiacres & chaises à porteurs.	5,924	10	9 $\frac{3}{4}$
29. Nouveaux droits de timbre sur le velin, parchemin, papier, cartes & dés. . . .	17,095	19	11

L. 1,668,314 11 1 1 1

	L.	S.	8.
<i>De l'autre part.</i>	1,668,314	11	1
30. Droits sur les peaux, parchemins & velins.	111,721	15	7 $\frac{1}{2}$
31. Droits additionels sur les mêmes y compris un droit sur les marchandises de peu de valeur, & sur le café & thé.	65,076	-	5
32. Droits sur l'amidon, fil d'or & d'argent.	15,427	9	9
33. Polices d'assurance.	3,655	6	8
34. Nouveaux droits sur le savon, papier imprimé, à tentures & autres.			
35. Droit de 15 pCt. sur les toiles croisées.	140,250	3	1 $\frac{1}{4}$
36. Celui sur les soies, toiles de coton, toiles & étoffes imprimées dans le pays.			
37. Nouveaux droits de timbre de l'an 1712. sur écrits imprimés ou à la main.	22,145	-	-
38. Ancien subside de Tuna-ge & Poundage.	17,052	16	1 $\frac{1}{2}$
39. Droit de 9 sous par baril d'Accise, appelé le droit des 9 sous des 99 années.	150,618	5	$\frac{1}{2}$
40. Même appelé des 9 sous de banque.	150,618	2	10 $\frac{3}{4}$
	L. 2,344,879	101	8 $\frac{1}{2}$

	L.	S.	8.
<i>Ci-contre.</i>	2,344,879	10	8½
<i>Fonds établis, pour payer les annuités des 4. 5. & 6 Années de la reine Anne.</i>			
41. Droit de 9. sous par baril d'Accise appelé les 9. sous continués.			
42. Le tiers du subside de Tunage & poundage.			
43. Droits sur les colporteurs, petits-merciers, ramoneurs &c.	182,457	3	5½
44. Sur les petits vins & esprits de 1736.			
45. Dito sur le timbre continués.			
46. Do. de 36 Shil. par baril sur les liqueurs douces de l'an 1737.			
47. L. 700. par semaine sur les postes.	36,400	-	.
48. L. 3700. par semaine sur les droits d'Accise Héréditaires & temporels.	192,400	.	.
49. Item sur les dits droits héréditaires.	14,491	8	6½
50. Droit de 3. Shil. par chaldron de charbon, <i>Culm</i> , <i>Frais</i> , <i>Water-houses</i>	119,193	11	2½
51. Les nouveaux droits sur les maisons.			
	L. 2,889,821	13	11 1
	P 4		

	L.	S.	8.
<i>Des autres parts.</i>	2,889,821	13	11
<i>Fonds établis pour payer les</i> <i>Annuités de l'an 1710.</i>			
52. Droit additionnel de 3. 8. par baril &c. }			
53. Nouveau droit sur le poivre & les raisins. . }	77,016	14	11½
54. Nouveau droit sur les muscades, canelle, clou de girofle &c. }			
55. Droits de Londres sur le charbon & <i>Culm.</i>	65,187	10	.
56. Droits sur le sel & sur les harengs ; renouvelés du 25. Mars 1732.	239,001	12	6
57. Droits additionels sur le vêlin, parchemin, & papier de la 9 ^e . année de Guillaume III.	29,776	2	$\frac{3}{4}$
58. Droits sur l'argenterie depuis le 1. Juin 1720. . . .	9	2	1¼
59. Droit de 12. Shil. par baril sur les liqueurs douces &.	3,337	5	$\frac{1}{2}$
60. Droits sur les permissions de vendre des liqueurs fortes en détail.	31,089	7	1¼
61. Droits additionels sur les petits vins, esprits & liqueurs fortes.	157,325	12	11¼
62. Droits additionels sur la fortie des vins.	71,192	6	6¼
	L. 3,563,757	71	1¼

	L.	S.	d.
<i>Qi-contre.</i>	3,563,757	7	1 $\frac{3}{4}$
63. Nouveaux droits additionnels sur les petits vins, esprits & liqueurs fortes, & nouveaux droits sur les verres.	90,863	9	$\frac{1}{4}$
<i>Fonds établis pour payer les annuités provenant de la lotterie de l'an 1714.</i>			
64. Droit additionnel sur le papier, carton &c.			
65. Même droit sur les papiers imprimés & à tentures.			
66. Même droit de 15 pCt. sur les toiles croisées.			
67. Même droit sur les foies, toiles de coton & étoffes imprimées.	90,317	5	4
68. Même droit sur l'Amidon.			
69. Nouveau droit sur la sortie des charbons.			
70. Nouveau droit de timbre sur le vélin, parchemin & papier.			
71. Nouveaux droits sur les maisons, fenêtres, carosses &c.	142,601	3	8 $\frac{1}{4}$
72. Subside additionnel de poundage.	287,868	11	9
73. Entrée de marchandises de peu de valeur, dont il n'est pas fait mention dans le tarif.	- - -	12	8
	L. 4,175,408 l	9 l	7 $\frac{1}{4}$ l

	L.	S.	d.
<i>Des autres parts.</i>	4,175,408	9	7 $\frac{1}{4}$
<i>Fonds établis au commencement du règne de George II. pour le soutien de la maison royale, & réunis au fond national en 1761.</i>			
74. Droits d'Accise héréditaires & temporels.	284,713	2	'
75. Subside de tunage & poundage.	297,193	13	2 $\frac{1}{2}$
76. Revenus du bureau des postes.	32,010	-	-
77. Permissions de vendre du vin.	7,002	-	-
78. Amendes au bureau des aliénations.	4,576	18	8
79. Amendes à la poste.	2,276	-	-
80. Offres des Shérifs.	666	14	11
81. Accords à l'échiquier.	1	10	-
82. Saïfies de marchandises prohibées, & de celles qui n'ont point payé les droits à la douane.	37,070	19	4
83. Rentes des terres.	1,926	13	4
84. Amendes sur les baux &c.	5,536	-	-
	L. 4,848,382	1	11 $\frac{3}{4}$

	L.	S. 8.
<i>Des autres parts.</i>	4,848,382	1 $\frac{3}{4}$

Etat des emprunts depuis la guerre déclarée le 17 Mai 1756. jusques à l'année 1762. à la fin de laquelle la paix fut agréée, avec le produit des droits hypothéqués pour en payer les intérêts.

Epo-ques.	Capitaux.	Intérêts.	Produit à la paix des dites hypothèques.		
85. 1756.	2,000,000 - -	67,500 - -	74,576 - -	3 $\frac{1}{4}$	
86. 1757.	5,000,000 - -	114,749 19 $\frac{3}{4}$	81,778 9	3 $\frac{1}{4}$	
87. 1758.	5,000,000 - -	172,000 - -	118,558 6	7 $\frac{1}{2}$	
88. 1759.	6,600,000 - -	198,000 - -	200,101 11	2	1,751,708 7 $\frac{3}{4}$
89. 1760.	8,240,000 - -	329,600 - -	319,060 - -	-	
90. 1761.	12,000,000 - -	488,250 - -	357,634 - -	-	
91. 1762.	12,000,000 - -	600,000 - -	600,000 - -	-	
Totaux.	50,840,000 - -	1,970,099 19 $\frac{3}{4}$	1,751,708 7 $\frac{3}{4}$	7 $\frac{3}{4}$	

Pendant cette guerre la dette nationale a donc été augmentée de L. 50,840,000. dont l'intérêt, pendant ces sept années, est monté à la somme de L. 1,970,099 : 19 f. 3 8. $\frac{3}{4}$, mais comme les fonds y affectés n'ont produit que L. 1,751,708 : 7 f. 3 8. $\frac{3}{4}$ il suit donc que, pendant cet espace de tems, il s'est trouvé un déficit de L. 218,391—11 f. 11 8. $\frac{1}{2}$ ainsi en comprenant ces sommes hypothéquées dans le revenu national il monte à

Il faut de plus y ajouter ces trois articles.

92. La taxe sur les terres en 1772.	1,500,000	-
93. Les droits sur la drèche &c.	750,000	-
94. Les droits sur la gomme du Sénégal.	12,000	-

Total du Revenu National. L. 8,862,090 81 $\frac{1}{2}$

Etat des sommes à payer en 1772. sur le fond national mentionné dans l'état ci-devant détaillé.

Echiquier.	Principal.		Intérêts.	
1. Annuités à longs termes pour le restant de la somme originairement fournie & non souscrite à la compagnie du Sud .	1,836,275	17 10 $\frac{3}{4}$	136,453	12 8
2. Annuités à vie avec bénéfice aux survivans pour la somme originairement contribué. .	108,100	• •	7,567	• •
3. Annuités pour 2 ou 3 vies, étant le reste de ce qui a cessé par la mort des propriétaires. .	69,788	14 10 $\frac{3}{4}$	8,505	12 •
4. Billets d'échiquier fait pour intérêts d'anciens billets. . .	2,200	• •	• •	• •
5. Annuités pour vie avec survivance de la 5e. année de George II.	18,000	• •	540	• •
On remarquera qu'on ne parle point ici du 1,000,000. hypothé- que sur la déduction des 6. s. par livre sur les pensions ni de L. 1,800,000. empruntées en 1771. & mises aux subsides de 1772.				
<i>Compagnie des Indes.</i>				
6. Par deux actes de parle- ment de la 9e. année de Guil- laume. III. & deux autres de la 6e. & de la 9e. année de la Reine Anne à 3. pCt.	3,200,000	• •	97,285	14 4
L. 5,234,364 1 12 9 $\frac{1}{2}$ 250,351 1 19 10				

<i>Ci-contre.</i>	<i>L.</i>					
7. Annuités à 3 pCt. de l'an.		5,234,364	12	9½	250,351	19 0
1744. assignées sur le surplus des droits additionels sur les petits vins, esprits & liqueurs fortes.		1,000,000	-	-	30,401	15 8
<i>Banque d'Angleterre.</i>						
8. Son premier fond à 3 pCt. du 1. août 1743.		3,200,000	-	-	100,000	- -
9. Pour éteindre des billets d'échiquier par acte de la 3 ^e . année de George I.		500,000	-	-	15,000	- -
10. Acheté de la compagnie du sud.		4,000,000	-	-	121,898	3 5
11. Annuités à 3 pCt. sur le surplus des fonds de la loterie de 1714.		1,250,000	-	-	37,500	- -
12. Mêmes sur les droits sur les charbons.		1,750,000	-	-	52,500	- -
13. Mêmes de l'an 1746. assignées sur les droits perçus pour les permissions de vendre en détail des liqueurs fortes.		986,800	-	-	29,604	- -
14. Mêmes des années 25. 28. 29. 31. & 32. de George II. assignées sur le fond d'amortissement. <i>L. 39,281,521-5-1¼</i>						
15. Mêmes sur les droits tirés des offices & pensions. 31 année de George II. & ceux sur les chevaux & fenêtres de la 6 ^e de George III.		39,781,521	5	1	1,215,660	14 9½
	<i>500,000-0-0</i>					
	<i>L. 57,702,685 1 17 1 10 1 11,852,916 1 12 1 10 1 11</i>					

<i>Des autres parts.</i>	L.	57,702,685	17	10 $\frac{1}{2}$	1,832,916	12	10 $\frac{1}{2}$
16. Mêmes sur le fond d'amortissement par actes de la 25 ^e . année de George II. & de la 5 ^e . de George III.		19,183,323	16	4	586,290	6	6
17. Mêmes à 3 $\frac{1}{2}$ sur les offices & pensions par acte de la 31 ^e . année de George II. & sur les droits sur les chevaux & fenêtres par acte de la 6 ^e . année de George III.		4,500,000	.	.	160,031	5	.
18. Mêmes à 4 pCt. sur le fond d'amortissement par actes de la 33. année de George II. & de la 2 ^e . de George III. étant le reste de 20,240,000. y déduit 1,253,700. mises au capital des 3 pCt. consolidées par acte de la dixième année de George III.		18,986,300	.	.	770,131	15	10 $\frac{1}{2}$
<i>Compagnie du Sud.</i>							
19. Capital & Annuités par acte de la 9 ^e . année de George I.		25,025,309	13	11 $\frac{1}{2}$	765,326	3	2
20. Annuités à 3 pCt. de l'an 1751. assignées sur le fond d'amortissement.		2,100,000	.	.	64,181	5	.
Total:	£.	127,497,619	18	2	4,198,877	8	5

L'on doit ajouter aux intérêts de la dette nationale, ceux des annuités suivantes.

21. A ceux qui souscrivirent L. 100. dans la loterie de 1745. une annuité, pour une vie, de 9 Shillings par billet, lequel article se trouve réduit par mort, en cette année 1772. à

15,679

L. 4,214,556 1 8 15

	L.	S.	8.
<i>Des autres parts.</i>	4,214,556	8	5
22. A ceux qui ont fouscrit L. 100. à la loterie de 1746. une annuité, pour une vie, de 18. Shillings par billet, réduit en cette année à	30,450	.	.
23. Aux fouscrivans de L. 100. aux 3 pCt. de 1757. avec annuité pour une vie de L. 1. 2. 6. ce qui au 12. Janvier 1772. se trouve réduit à	29,645	.	.
24. Aux fouscrivans de L. 100. aux 3 pCt. de 1761. avec annuité pour 99 ans de L. 1. 2. 6. montant actuellement avec les frais de direction à	130,053	10	3
25. A ceux qui ont fouscrit aux L. 12,000,000. empruntées pour le service de 1762. avec annuités, pour 98 ans, d'une livre, ce qui fait, avec les frais de direction, une dépense pour cette année de	121,687	10	.
Total des Intérêts.	4,526,392	8	8
<i>Dépenses annuelles.</i>			
26. Pour la liste civile.	800,000	.	.
27. Pour la régie des Annui- tés.	47,272	18	11
28. Gratifications sur la for- tie des grains.	120,000	.	.
	<u>L. 5,493,665. 1</u>	<u>7</u>	<u>1</u>

	L.	S.	8.
<i>Des autres parts.</i>	5,493,665	7	7
29. Dépenses ordinaires des postes.	23,900	.	.
30. Traits de la levée des taxes.	720,000	.	.
31. Aux Shérifs de Galles.	4,000	.	.
32. Les subfides de cette année 1772.	7,381,745	3	8 $\frac{1}{8}$
Total des dépenses de l'Angleterre.	13,623,310	11	3 $\frac{1}{8}$
Les revenus page 235. montent à	8,862,090	8	4 $\frac{1}{2}$
Les dépenses excèdent donc les revenus de	4,761,220	2	10 $\frac{5}{8}$

Je ne crois pouvoir mieux démontrer au lecteur l'exactitude, avec laquelle j'ai formé cet état actuel des finances de l'Angleterre, qu'en le faisant suivre du tableau des subfides, que le parlement vient d'accorder pour le service de cette année, & de celui des moyens qu'il a dû prendre pour y fournir.

Etat des subfides accordés au roi de la Grande-Bretagne par les Communes assemblées en parlement, dans la séance commencée le mardi 21 Janvier 1772.

Par résolution du 29. Janvier.

1. Pour entretenir 25,000. matelots, y com.

compris 6,664. foldats de marine à raifon de L. 4. pour chaque homme par mois de 28. jours, ce qui fait 13 mois par an, & pour fournir aux frais

de l'artillerie de mer. . .
du 3. Février.

2. Pour l'entretien de 17,547. hommes effectifs de troupes de terre, y compris 1,522. Invalides pour la garde de la Grande-Bretagne, Guernsey & Jersey pour l'année 1772. . . .

Par résolution du 3. février.

3. Pour l'entretien des forts & garnifons de fa Majesté dans les plantations & en Afrique, y compris les garnifons de Minorque & Gibraltar, ainsi que les provisions à faire pour les troupes dans l'Amérique septentrionale, à la Nouvelle Ecoffe & à Terre-neuve pour l'année 1772.

4. Pour compenfer la différence de paie entre l'établissement Britanique & celui d'Irlande en faveur de 5. bataillons & de 4. compagnies d'infanterie, employés dans l'Isle de Man, à Gibraltar, à Minorque & aux ifles cédées; pour l'an 1772. .

L.	S.	d.
1,300,00	-	-
629,492	12	4 $\frac{1}{2}$
388,953	12	7 $\frac{6}{8}$
4,723	16	2 $\frac{3}{4}$

L. 2,323,170 1 1 2 $\frac{3}{4}$

	L.	S.	S.
<i>De l'autre part.</i>	2,323,170	1	27
5. Pour fournir à la paie des Généraux & des officiers de l'état major de la grande-Bretagne , pendant l'année 1772. . . .	12,322	7	3
6. Pour les pensions des veu- ves d'officiers réformés, morts sur la demi-paie de la Grande- Bretagne.	644	-	-
7. A compte pour la demi- paie des officiers réformés des troupes de terre & de mer de S. M. pour l'année 1772. . . .	115,765	16	-
8. Pour payer les gratifications faites aux officiers & aux cavaliers des deux troupes de gardes à cheval, & aux soldats vétérans des 4 troupes de grenadiers à cheval.	1,281	6	-
9. A compte sur l'entretien des Invalides externes de l'hôpital de Chélséa.	124,813	12	6
10. Pour les frais du bureau d'artillerie pendant l'année 1772.	215,883	17	4
11. Pour les dépenses extra- ordinaires du dit bureau pendant la dernière année, auxquelles le parlement n'avoit pas pourvu.	32,498	6	3
Par résolution du 19. février.			
12. Pour l'ordinaire de la ma- rine, y compris la demi-paie des officiers de mer, pendant l'année 1772.	394,725	17	6
	L. 3,221,105	1	4 1 0 7 1

	L.	S.	d.
<i>Ci - contre.</i>	3,221,105	4	07
13. Pour bâtir , rebâtir & réparer les vaisseaux, chantiers, quais & magasins du roi, dans l'année 1772.	375,939	-	'
14. Pour maintenir en 1772. l'établissement civil de la nouvelle Ecosse.	5,346	10	5
15. Pour celui de la Géorgie pendant la dite année. . .	3,186	'	'
16. Pour celui de la Floride orientale.	4,950	'	'
17. Pour l'entretien de l'établissement civil de la Floride occidentale.	5,650	'	'
18. Pour celui de Sénégambie.	6,336	'	'
19. Pour les frais d'arpentage dans l'Amérique septentrionale.	1,885	'	'
Par résolution du 26. février.			
20. Pour défrayer la paie & l'habillement de la milice, à commencer du 25 Mars 1772. & à prendre sur la taxe des terres.	150,000	'	'
du 28. février.			
21. Pour aider les administrateurs du grand cabinet de Londres, à améliorer le dépôt qui leur est confié.	2,000	'	'

L. 3,776,397 l 14 l 57
Q 2

	L.	S.	S.
<i>De l'autre part.</i>	3,776,397	14	5 $\frac{1}{2}$
du 18. Mars.			
22. Pour mettre S. M. en état d'acheter des raretés nouvelle- ment arrivées d'Italie, & de les destiner à l'usage du public. .	8,410	"	"
23. Pour mettre les admini- strateurs du grand cabinet de Lon- dres en état d'avoir un lieu pro- pre à recevoir cette collection.	840	"	"
du 27. Mars.			
24. Pour mettre S. M. en état de payer les billets d'Echiquier accordés par la dernière session.	1,800,000	"	"
Par résolution du 30. Mars.			
25. Pour donner à S. M. la facilité d'augmenter les salaires des juges des grandes sessions de Chester & de la province de Gal- les, de façon que ceux du Grand juge de Chester soient augmentés de L. 300. & ceux de chacun des autres de L. 200. . . .	1,700	"	"
du 6. Avril.			
26. Pour maintenir, soutenir & réparer les forts sur les côtes d'Afrique.	13,000	"	"
27. Pour réparer les forts du <i>Castle cap.</i>	24,000	"	"
28. Pour encourager les dé- couvertes à entreprendre vers le pôle méridional.	4,000	"	"
	L. 5,628,347	14	5 $\frac{1}{2}$

	L.	S.	d.
<i>Ci-contre.</i>	5,628,347	14	57
du 8. Avril.			
29. Pour payer les dépenses extraordinaires des forces de terre de S. M. jusques au 20 févr. 1772.	274,423	4	7
30. Pour faire, pendant cette année, de nouvelles routes & des ponts en Ecoffe	6,998	14	5
du 13. Avril.			
31. Pour remplacer au fond d'amortissement la somme, qui en a été tirée, pour remplir le déficit, qui s'est trouvé au 3. juillet 1771. dans les droits affectés au paiement des annuités, qui proviennent des 5. millions empruntés par acte de George II. pour le service de l'année 1758.	42,445	5	5
32. Pour mettre la compagnie de Turquie en état de continuer son commerce.	5,000	"	"
Par résolution du 30. Avril.			
33. Pour rembourser à S. M. ce qu'elle a déboursé à la priere de la chambre	6,580	"	"
34. Pour rembourser à S. M. les sommes qu'elle a fait payer à différentes personnes, pour les dédommager des pertes encourues, en travaillant à prévenir que la maladie ne fit des progrès parmi les bêtes à corne. .	291	3	11
	<u>L. 5,964,089</u>	<u>1</u>	<u>2</u>

Q 3 197

	L.	S.	d.
<i>e l'autre part.</i>	5,964,089	2	9 $\frac{7}{8}$
du 2. Mai.			
35. Pour maintenir les forts & les garnisons de S. M. dans les plantations, & pour fournir des provisions aux troupes en garnison dans l'Amérique-septen- trionale, la nouvelle-Ecosse, Terre-neuve & Isles cédées. .	20,000	"	"
du 11. Mai.			
36. Pour remplir les sommes & les annuités à 3 pCt. provenan- tes de la souscription faite en vertu d'une résolution prise le 2. du courant.	1,350,000	"	"
37. Pour remplir le déficit des subsides accordés pour le service de l'année précédente 1771.	39,456	"	10 $\frac{2}{3}$
38. Pour mettre S. M. en état de récompenser Ch. Irwing, qui a découvert sa méthode aisée de rendre l'eau de la mer fraîche & salutaire.	5,000	"	"
Par résolution du 18. Mai.			
39. Pour mettre S. M. en état de dédommager Edmond Hill. des pertes qu'il a souffertes, en discontinuant l'usage des pilons dans sa fabrique de pou- dre à canon.	1,500	"	"
	L. 7,380,045	1	3 1 8 $\frac{1}{2}$

	L.	S.	d.
<i>Ci-contre.</i>	7,380,015	3	8½
40. Pour mettre S. M. en état de récompenser le docteur Layard des soins qu'il a pris, afin de porter à exécution un plan, dont le but étoit de prévenir le progrès des maladies contagieuses, parmi les bêtes à cornes.	500	'	'
Par résolution du 3. Juin.			
41. Pour mettre Jean Hatfel, clerk de la chambre des Communes, en état de faire imprimer 1.500. exemplaires des journaux de cette chambre, à commencer depuis la fin de la dernière session, jusques à celle de la présente.	700	'	'
42. Pour l'index général des journaux de la dite chambre. .	500		
<i>Total des subsides pour l'année 1772</i>	<u>7,381,745</u>	<u>3</u>	<u>8½</u>

Moyens employés pour remplir les subsides de l'année 1772.

Par résolution du 3. Février.			
1. Les droits sur la drèche, le mum, le cidre & le poiré, continués jusqu'au 24 Juin 1773. & évalués.	750,000	'	'
du 5. dito.			
2. La taxe sur les terres à raison de 3 Shil. par livre, évaluée pour 1772. à	1,500,000	'	'
	<u>L. 2,250,000</u>	<u>1</u>	<u>1</u>

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i>	2,250,000	—	—
du 10. fév.			
3. La somme qui, le dix octo- bre 1771. restoit dans l'échiquier, à la disposition du parlement, comme provenant des surplus du fond d'amortissement. . . .	136,416	.	84
du 19. do.			
4. La somme qui s'est trouvée le 5 Janvier 1772. à l'échiquier venant du même fond. . . .	55,192	6	11
Par résolution du 1. Avril.			
5. Emprunt en billets d'échi- quier, dont le remboursement est hypothéqué sur les premiers sub- sides à accorder dans la session qui doit suivre.	1,800,000	.	.
6. On prendra sur les fonds établis par trois actes de parle- ment, l'un de la 32 ^e . année de George II. & les deux autres de la 2 ^e . & de la 5 ^e . année du mo- narque actuel, pour augmenter le salaire des juges des grandes sessions de Chester & de la provin- ce de Galles.	1,700	.	.
du 13. dito.			
7. Sur les sommes qui restoient à l'échiquier le 5. Avril, prove- nant du fond d'amortissement, ne fera pas pris plus de . . .	805,398	13	2
	L. 5,048,707	1 — 1	94

	L.	S.	d.
<i>Ci contre.</i>	5,048,707	—	9½
8. Sur le résidu des sommes accordées en 1771. pour augmenter les troupes de terre, il ne fera pas pris une somme plus forte que	138,090	5	10
9. Sur le résidu des sommes accordées sur les extraordinaires de l'année 1770. pour la dite augmentation des troupes de terre en 1771. il ne fera pas pris plus de	36,772	10	—
Par même résolution du 13 Avril.			
10. Pour défrayer les dépenses extraordinaires des forces de terre de S. M. jusqu'au 20. de Février 1772. auxquelles le parlement n'avoit pas pourvu, il fera pris, sur le résidu des sommes accordées, pour faire bon la différence, entre la paie Bretonne & Irlandoise, des 64. & 65. régimens d'infanterie depuis le 1er. Septembre jusqu'au 24. Décembre 1768. une somme qui n'excédera pas.	1,683	13	2
Par résolution du 2. Mai.			
11. Emprunt par forme de loterie, qui sera composée de 60,000 billets à L. 12-10. le billet, formant une somme de	750,000	.	.
	L. 5,975,253	19	9½

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i>	5,975,253	9	5 $\frac{1}{2}$
12. Les droits mis sur la gomme du Sénégal par acte de la 5e. année du regne actuel, & évalués à	12,000	.	.
13. Sur les surplus des fonds levés pour composer le fond d'amortissement, fera pris.	1,856,723	1	2
du 11. do.			
14. Des excédans qui, le 5. Avril dernier, se sont trouvés à l'échiquier, provenant du surplus des déductions de 6s. à la livre sur les salaires, pensions & annuités, il ne fera pas pris une somme plus forte que	21,710	.	.
15. Sur les sommes restantes à l'échiquier à la disposition du parlement, on ne pourra prendre plus de	10,426	6	3
Total des Moyens pour l'année 1772.	7,876,112	17	2 $\frac{1}{2}$
Les subsides ne montant page 247. qu'à	7,381,745	3	8 $\frac{1}{2}$
Les moyens excèdent de la somme de	494,367	13	6 $\frac{3}{4}$

En examinant avec attention ces deux derniers tableaux, on voit que, malgré les différentes épargnes trouvées à l'échiquier,

& dont on a fait usage pour fournir aux subsides de cette année, il a fallu avoir recours à un nouvel emprunt de L. 2,550,000. qui ne produisent qu'un excédent de L. 494;367-13-6 $\frac{1}{2}$. Il est donc facile d'en conclure que l'état des finances actuelles de l'Angleterre, établi *pag.* 220. est aussi exact que la matière peut le permettre, puisqu'en le comparant avec ces derniers, il ne se trouve entre eux qu'une légère différence de L. 457,825-5-9 $\frac{1}{2}$.

CHAPITRE. X.

DE L'ÉTAT MILITAIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE.

L'état Militaire de l'Angleterre ne tient son être, sa force & sa subsistance, que des résolutions libres & annuelles du parlement, qui doit mettre toute sa prudence à ne l'augmenter, qu'autant que la nécessité des circonstances l'exige. Il est cependant assez ordinaire que cette assemblée suprême de la nation, en arrêtant l'état annuel, ne fasse que souscrire à la volonté du monarque, sans examiner la pesanteur du fardeau souvent inutile qu'on impose sur le peuple.

Sous le regne de la reine Anne, l'Angleterre avoit une armée composée de 80,000. nationaux & de 40,000. étrangers, qui avec 40,000. matelots, l'obligèrent à contracter pour plus d'un milliard de dettes, son fort étoit encore plus accablant à la fin de la dernière guerre; car en 1762. lors de la signature des préliminaires de paix, elle avoit à sa solde 67,676. Anglois & 74,041. étrangers qui, avec 70000 matelots, formoient un corps de 211,717 hommes qui ont dû nécessairement la jeter dans cet abîme de dettes, dont on paroît vouloir infructueusement la soulager.

Une politique, qu'il est de l'intérêt de la famille régnante d'entretenir, mettant l'administration angloise dans le cas de prendre part aux affaires du continent de l'Europe, l'oblige à tenir toujours sur pied un corps d'armée respectable, quelque contraire que soit cet établissement au systême de liberté, qui assure la constitution du pays.

ARTICLE I.

DES TROUPES DE TERRE.

On a vu *page* 241. que la session de cette année 1772. a fixé l'état des troupes de terre

à 17,547. quoiqu'on fût autrefois dans l'usage de ne le porter, en tems de paix, qu'à 12,000. hommes au plus.

L'état général de cette armée, qui a pour Feld-Maréchal, Jean ô Hara Lord Tyrawley, consiste depuis la promotion du 26 Mai 1772. en 25 Généraux, 62 Lieutenants-Généraux & 51 Majors - Généraux, dont je vais donner une liste exacte.

FELD-MARÉCHAL.

1763. 10 Juin, Jean ô Hara Lord Tyrawley.

GÉNÉRAUX.

1761. 9. Mars. Ch. Cadogan Lord Cadogan.

1765. 22. Fev. Jaq. Oglethorpe.

1770. 30. Av. Je. Mordaunt Chevalier du Bain. B.

J. Cholmondeley.

J. Lord Murray.

Je. Campbell. Comte Loudoun.

Guil. Maule Comte Panmure.

Guill. Henry Kerr Marquis de Lothian. C.

Guill. Stanhope Comte d'Harrington.

1772. 26. Mai. Cuthbert Ellifon.

Peregrine Bertie Duc d'Ancastre.

Evelyn Pierpoint Duc de Kingston. J.

Hugh. Boscawen Vicomte Falmouth.

Simon Harcourt Comte d'Harcourt.

Hen. Arthur Herbert Comte Powys.

Mich. o Brien Dilkes.

Jean. Montagu Comte Sandwich.

Henry Seymour Conway.

Ja. Abercromby.

Geor. Keppel Comte d'Albemarle J.

Franc. Leighton.

Robert Lord Manners.

Jean Moftyn.

Jean Waldegrave Comte Waldegrave.

S. A. R. le Duc de Gloucester. J.

LIEUTENANTS - GÉNÉRAUX.

1760.22. Fev. Edo. Cornwallis.

Geo. Boscawen.

Geo. Howard.

10. Déc. Rob. Rich. Baronet.

11. d. Jos. Yorke B.

14. d. Cha. Shaw Lord Catheart. C.

17. d. Guil. Belford du corps d'artillerie.

18. d. Robert Lord Bertie.

Philippe Honywood.

1761.19 Janv. Jean Campbell Duc d'Argill.

Daniel Webb.

Jean Fitz-William.

Guil. A'Court Ashe.

Ch. Montagu. B.

Guill. Strobe.

Jeffery Amherst. B.

Archibald Douglas.

Jean Griffin Griffin. B.

Studholm Hodgson.

Geo. Aug. Elliot.

1770.30. Avr. Guill. S. Kinner du corps de Génie.

Robert Monckton.

Edou. Sandfort.

Theodore Dury de la marine.

1770.30 Avr. Je. Lambton.

Ch. Colvill.

Je. Parflow.

Guil. Brown.

Th. Gage.

Geo. Vicomte Townshend.

Fréd. Lord Cavendish.

Je. West Comte Delavart.

Ch. Lenox. Duc de Richmond.

Hen. Herbert Comte Pembroke.

Je. Severn.

Je. Saunders Sebright Baronet.

Je. Clavering.

Ge. Cary.

31. d. Ja. Adol. Oughton.

Ja. Fitz - Gerald Duc de Leinster.

1772.26.Mai. Je. Gore.

Ja. Murray.

Ge. Williamfon de l'artillerie.

Cirus Trapaud.

Guill. Booth by Baronet.

Guill. Keppel.

Rich. Pierfon.

1772.26.Mai. Benj. Carpenter.

Jean. Owen.

Bigot. Armstrong.

Edo. Harvey.

Guill. Petty Comte Shelburne.

Guill. Haviland.

Guill. Rufane.

Hamilton Lambart.

Jean Irwin.

Cadwallader Lord Blaney.

Cha. Vernon.

Guill. Gansel.

David Groeme.

Edou. Urmston.

MAJORS-GÉNÉRAUX.

1760. 9. Déc. Stringer Lawrence pour les Indes.

1762. 3. Juin. Ja. Prevost pour l'Amérique.

1764. 11. Mai. Rob. Lord Clive pour les Indes orient.

1766. 7. Août. Rob. Melville pour les Indes occid.

1770. 30. Avr. Mariscoe Frederick.

Guill. Comte de Glencairne.

Guill. Deane.

Je. Thomas.

Rob. Dal. Horne Elphinstone.

Guil. Evelyn.

Je. Salter.

Th. Erle.

Rich. Worge.

Ja. Johnston.

Ja. Johnston.

Phil. Sherrard.

Geo. Lane Parker.

Ja. Gisborne.

Ch. Comte de Drogheda.

Newill. Tatlon.

Fran. Grant.

Rich. Bendishe: de la marine.

Alex.

Alex. Mackay.
 Guil. Aug. Pitt.
 Je. Scot.
 1772. 26 Mai. Adam Lord Gordon.
 Fred. Haldimand.
 Guill. Alex. Sorell.
 Rie. Lambart.
 Alex. Maitland.
 Je. Pomeroy.
 Comte d'Eglintoun.
 Simon Frafer.
 Tho. Desaguliers de l'artillerie.
 Geo. Preston.
 Gui Carleton.
 Guil. Napier.
 Tho. Townshend.
 Rob. Clerk.
 Guill. Draper. B.
 Rob. Cunningham.
 Guill. Howe.
 Je. Bradstreet.
 George Henri Lord Lenox.
 Henri Fletcher Campbell.
 Je. Hale.
 Rob. Boyd.
 Hen. Clinton.
 Cha. Fitzroy.
 Bern. Hale.
 Je. Burgoyne.

Les troupes à la tête desquelles se trouve ce corps nombreux d'officiers-généraux, se divisent en celles qui sont spécialement affectées à la garde du monarque, en celles qui roulent dans les garnisons, outre le corps d'artillerie, celui du génie & la milice nationale.

S E C T I O N. I.

MAISON MILITAIRE DU ROI, LES
TROUPES CHARGÉES DE LA GARDE
DU MONARQUE ANGLAIS
CONSISTENT

1^o. **E**n une troupe de Hallebardiers, qu'en 1486. leva Henri VI. Ils n'étoient d'abord que 50. mais bientôt on doubla leur nombre, qui par la suite fut porté à 250: mais qui est maintenant réduit à 100. La moitié devoit être armée de mousquetons: mais Guillaume III. abolit cet usage, en leur donnant à tous de larges épées & des pertuisanes. Ils servent dans les appartemens inférieurs de la maison, 36. pendant le jour, & 18. pendant la nuit. Ce corps est commandé

par trois officiers supérieurs & cinq exempts, & coute à raison de L. 39.

11 *£*. 3 *⁄* par homme, avec les honoraires des chefs & diverses gratifications, accordées à 8. d'entre eux & à 4. vétérans la somme de L. 7,076.16. *£*. pour hommes. 100

2. La bande dite des 40. gentilshommes pensionnés, institués par Henri VII. pour servir par quartier dans la chambre du roi, & fonctionner dans les grandes solennités de la couronne. Elle est sur le pied militaire, puisque l'ordonnance veut qu'à l'armée elle porte des mousquetons & des pistolets, au lieu des haches d'armes qu'elle doit avoir en cour: il n'est cependant personne qui puisse se souvenir de l'avoir vu marcher à l'ennemi. Ces gentilshommes ont chacun L. 100. par an, sous la condition d'entretenir trois chevaux & un valet armé; ils ont trois officiers & un porte-étendard, & la dépense annuelle qu'exige ce corps monte à L. 4,950. . pour. 40

Des autres parts: hommes de la garde du roi. 140

30. Deux troupes de Gardes-du-corps, faisant le service à pied ou à cheval, selon qu'ils sont employés dans l'intérieur ou dans les dehors du palais du roi. Chacune est composée de 142. Maîtres, qui achètent leur place & ont 4 Shillings par jour. Chaque troupe est commandée par 9. officiers, & a 4. brigadiers, 4. sous-brigadiers, un adjudant, 4 quartier-maîtres, 4. caporaux, 4 trompettes & un timbalier, outre un aumônier & un chirurgien. L'entretien de ces troupes monte annuellement à *L. 34,010-6 f. 8 s.* pour. 320

40. A chacune de ces troupes de Gardes-du-corps, est attachée une compagnie de Grenadiers - à - cheval, qui n'obéissent cependant qu'à leurs officiers particuliers. Chaque troupe est de 115. Maîtres à 2. Shillings 6. sous par jour, & elle a 8. officiers supérieurs, un adjudant, 6. sergens, 6. caporaux, 4. trompettes, 4. hautbois, un aumônier & un chirurgien, qui coutent pour les deux compagnies. *L. 21,486-6 f. 8 s.* pour. . 274

Ci-contre: hommes de la garde du roi. . 734

5°. Un régiment de cavalerie-garde, composé de 9. compagnies de 28. hommes, faisant 252. Maîtres, qui ont 2. Shillings par jour, & sont commandés par 27. officiers, outre 9. quartier-maîtres, un adjudant, 18 caporaux, 9 trompettes, un timbalier, un aumônier & un chirurgien. Ce régiment coute L. 26,054-18 f. 4 s pour hommes. . 290

6°. Trois régimens de Dragons-gardes, dont le premier est de 252. hommes, ayant 27. officiers, un adjudant, 9. quartier-maîtres, 18. sergens, 18. caporaux, 9. tambours, 9. hautbois, un aumônier & un chirurgien & coute L. 18,878-2/1 s pour. 316

Le second & le troisieme n'ont chacun que 18. officiers, 168. hommes, 12. sergens, un adjudant, 6. quartier-maîtres, 12. caporaux, 6. trompettes, 6. hautbois, un aumônier & un chirurgien, & les deux coutent. L. 25,793-6 f. 8 s pour. . 422

7°. Trois régimens d'infanterie-garde formant 64. compagnies de 47. hommes chacune, outre trois sergens, 3. caporaux & 3. tambours.

Des autres parts : hommes de la garde du roi. 1762

Le premier régiment des Gardes à pied est commandé par S. A. R. le duc de Gloucester, qui a sous ses ordres 84. officiers, 3. adjudans & 2. quartier-maîtres. Il y a de plus attaché à ce corps, 8. fifres, 3. hautbois, un tambour-major, un député-maréchal, un solliciteur, un aumônier & un chirurgien avec quatre aides : ce seul régiment coute par an L. 45,980-17-6: pour. . . . 1557

Le second & le troisieme sont également composés de 18. compagnies par régiment, aux ordres de 54. officiers, qui ont deux adjudans, un quartier-maître, un solliciteur, un tambour-major, un député-maréchal, un aumônier & un chirurgien avec deux aides : de façon que chacun de ces deux régimens est composé de mille hommes portant les armes, dont l'entretien monte à L. 29,759-13-4. ce qui fait L. 59,519-6-8 pour. . . . 2000

Total de la maison militaire du roi. 5319

RÉCAPITULATION DES FRAIS.

1. Les Hallebardiers.	7,076	16	-
2. Les Gentilshommes pensionnaires.	4,950	-	-
3. Les Gardes - du - corps.	34,010	6	8
4. Les Grenadiers à cheval.	21,486	6	8
5. Le régiment de cavalerie - garde.	26,054	18	4
6. 3. régimens de dragons - gardes.	44,671	8	9
7. 3. régimens d'infanterie - garde.	105,500	4	2
Total des frais de la garde militaire du roi.	243,750	0	7

SECTION II.

AUTRES FORCES MILITAIRES DE LA GRANDE-BRETAGNE

Je ne parle ici de ces forces que sur le pied où elles sont actuellement pendant la paix, ce qui permet d'en évaluer l'importance en tems de guerre, puisqu'il est d'usage de commencer par les doubler, dès qu'on appréhende quelque rupture.

L'Angleterre à quatre régimens de cavalerie de 6. compagnies chacun, commandé par 18. officiers, & lesquels sont tous en garnison en Irlande: 18. régimens de dragons ou chevaux légers, formés comme le second & le troisieme des gardes-dragons, dont 10. dans la Grande-Bretagne & 8. en Irlande: 70. ré-

gimens d'infanterie, dont 49. dans les garnisons du pays, 7 à Gibraltar, 6. à Minorque & 18. en Amérique: 20. compagnies indépendantes d'Invalides, composées de 860. hommes sous les ordres de 60. officiers, avec 40. sergents, 40. caporaux & 20. tambours: enfin une milice nationale toujours subsistante, qui forme un corps de 200,000 hommes choisis & recrutés par le sort, qui chaque année se réunissent par comtés, pour s'exercer aux manœuvres militaires.

S E C T I O N III.

DE L'ARTILLERIE ET DU GÉNIE.

Cs deux corps sont doubles, l'un au service & à la paie de la Grande-Bretagne, & l'autre à la solde d'Irlande & attaché à son gouvernement.

Le corps d'artillerie de la Grande Bretagne est commandé par Henri Seymour Conway, sous le titre de Colonel en second & de Lieutenant-général d'artillerie, qui a sous lui 4. colonels-commandans, 4. lieutenans colonels, 4. majors, 32. capitaines, 8. capitaines d'Invalides, 33. capitaines-lieutenans, 38. pre-

miers-lieutenans, 3. premiers lieutenans d'Invalides, 39. seconds lieutenans, 7. seconds-lieutenans d'Invalides, 4. adjudans, 4. quartier maîtres, 4. aumôniers, un chirurgien-général & 2. Trésoriers.

Celui d'Irlande aux ordres de Charles Moore comte de Drogheda colonel en chef, n'a qu'un colonel en second, un lieutenant commandant, un major, quatre capitaines, 4. premiers lieutenans, 4. seconds, 4. autres artificiers, un adjudant, un quartier maître, un maître de pont, un aumônier, un chirurgien & un agent.

Le corps des Ingénieurs dans la Grande-Bretagne est commandé par Guillaume Skinner, en qualité de chef & colonel, aidé par 2. directeurs, lieutenans-colonels, 11. sous directeurs & majors, 17. capitaines ingénieurs ordinaires, 13. lieutenans sous ingénieurs & 16. enseignes.

Celui entretenu en Irlande à pour directeur en chef, Henri Mark Mason, secondé par un directeur major, 2. capitaines ingénieurs ordinaires, 2. lieutenans sous-ingénieurs & un enseigne-ingénieur.

ARTICLE II.

DES FORCES MARITIMES DE L'ANGLETERRE.

Les forces navales de ce royaume sont toujours plus considérables que celles qu'il entretient par terre; & il feroit certainement à fouhaiter pour son propre avantage, qu'il fit dépendre des premières sa principale puissance.

Le parlement de cette année 1772. à arrêté que l'Etat de la marine feroit de 25,000. matelots, en y comprenant 6,664. soldats de marine, qui sont toujours mis sur le même pied dans les actes de la législation qui en reglent le nombre & la dépense.

On estime que les forces maritimes de l'Angleterre consistent actuellement dans les bâtimens suivans.

	Rangs	nombre de vaisseaux.	port en ca- nons.	port en hommes.
	1	3	de 120 à 100	780
	2	11	90	680
Vais-	3	86	de 80 à 64	440
seaux du	4	29	de 60 à 50	280
	5	62	de 40 à 26	190
	6	24	de 24 à 20	130
		215		

On compte de plus 69 tant brulots, chaloupes, brigantins, galiotes à bombes, yachts, gardes côtes, qui sont montés depuis 24. canons jusques à 8. & au-dessous, ce qui forme un total de 284

Auxquels il faut ajouter ceux qui sont sur les chantiers, savoir de 90 canons. . . 4
 de 74. 8
 de 64. 9
 de 50. 40

Total des vaisseaux de l'Angleterre. 345
 qui sont ou en mer, ou dans les ports ou dans leurs chambres. Il y en a en Amérique, un du 3^e. rang, deux du cinquieme & quatre du sixieme; à Terreneuve, un du 4^e. & un du 5^e.; en croisiere, deux du 6^e.; aux Indes orientales, un du 3^e. & un du 5^e.; aux Indes occidentales; un, dans la méditerranée, trois des 3^e. & 5^e. rang; à la Jamaïque, trois des 3^e. 4^e. 6^e. & un garde-côté du 3^e. Quant aux autres, on prétend qu'en cas de besoin, il ne seroit question que de les armer.

Un vaisseau du premier rang avec tous ses agrais coute L. 60,000. non compris l'avitaillement, & outre ceux qu'on bâtit dans la Grande-Bretagne, il s'en construit de très

beaux à Boston dans la Nouvelle Angleterre, qu'on fait passer en Europe.

On ne portoit autrefois en temps de paix, l'entretien de la marine Angloise qu'à la somme de *L.* 130,000. ou 2,990,000. liv. tournois, & le nombre des matelots qu'à 10,000, qui, à raison de *L.* 4. par mois, feroient une dépense de *L.* 520,000. ou 11,960,000. liv. tournois. Mais dans cette année, après une paix qui dure depuis près de dix ans, le parlement vient d'accorder pour l'entretien de la marine. *L.* 375,938. Pour les gages, nourriture de 25,000. matelots ou soldats & la paie des officiers, *L.* 1,300,000. & pour l'artillerie de mer & le salaire des officiers à demi-paie. *L.* 394,725. 17 *ſ.* 6 *ſ.* ce qui forme un total de *L.* 2,070,664. 17 *ſ.* 6 *ſ.* & conséquemment 47,625,292. liv. tournois.

CHAPITRE XI.

DE LA POPULATION, DES ESPÈCES, DES POIDS ET MESURES DE LA GRANDE-BRETAGNE.

On compte en Angleterre environ six millions d'habitans, treize cents mille en Ecosse

& plus de deux cents cinquante mille en Irlande, ce qui doit former un tout d'environ huit millions, un vingtième d'hommes plus que de femmes.

Quoiqu'il en soit de ce calcul, si l'on s'en rapporte à feu M. George Grenville un des plus habiles hommes que l'Angleterre ait eus en cette partie, la population ne cesse de décroître dans les Isles Britanniques. Il assure, dans ses considérations sur le commerce & le négoce, que depuis 1759. jusqu'en 1766., temps où son ouvrage a paru, le nombre des maisons en Angleterre & dans la Galles, étoit diminué de cinq mille sept cents quatre-vingt dix, quelque fut la prodigieuse quantité d'édifices nouvellement construits. Si ce patriote vivoit encore, il confirmeroit de nouveau son assertion, en voyant combien la cherté générale cause chaque jour d'émigrations parmi les nationaux & de retraites parmi les étrangers à leur aise: les premiers forcés d'aller sous de nouveaux climats chercher une nourriture, que leur travail ne peut leur fournir, & les autres ambitionnant de jouir avec commodité d'une fortune qui ne leur donne que le nécessaire.

On estime qu'il y a en Angleterre pour onze millions sterling ou 253,000,000. de liv. tournois d'or & d'argent monoyé ; quantité qui ne paroît aucunement proportionnée à la somme de 6,500,000. qui se levent sur la nation dans les temps ordinaires , non plus qu'aux dépenses de chaque particulier & aux besoins du commerce : mais cette disproportion s'évanouit, lorsqu'on fait attention à la prodigieuse quantité d'effets royaux ou d'Etat, dont je parlerai ci-après & qui sont autant de valeurs representatives de l'espece.

La proportion de l'or & de l'argent, au titre d'Angleterre, est comme d'un & un vingt-cinquieme à quinze. La guinée pese plus que le Louis de France, parce que le roi de la Grande-Bretagne ne prend aucun droit de Seigneuriage ni de monnoyage.

Quand aux poids & mesures , il y a une conformité parfaite dans toute l'étendue de la Grande-Bretagne.

CHAPITRE XII.

DES COMPAGNIES DE COMMERCE.

Il est peu de matieres sur lesquelles on aime plus , en général , à s'entretenir que sur les

fonds publics de l'Angleterre; chacun a dans la bouche le mot d'actions, mais bien peu de personnes en connoissent la nature. Je crois en conséquence devoir l'exposer ici d'une maniere aussi claire que concise, avant que de faire connoître les différentes compagnies de commerce établies dans ce royaume sur les principales desquelles je donnerai un détail historique qui fera connoître les fonds dont elles sont composées, leurs usages & l'utilité dont ils sont au gouvernement, à ces compagnies & à la généralité des sujets.

Il seroit presqu'impossible de bien entendre ce que j'ai à dire, si je ne faisois d'abord quelques remarques sur l'argent monnoyé & le papier qui le représente, pour établir la différence qui se trouve entre l'un & l'autre.

C'est sur l'argent que se regle la valeur de toutes les choses qui sont, ou nécessaires, ou commodés au genre humain, & le papier le représente si efficacement, qu'il en tient réellement place, & que par lui on peut remplir tout ce qui a fait prévaloir l'usage de l'or & de l'argent. Pour donner cours à cette espece représentative, il suffit que la compagnie qui la distribue ait un crédit solidement éta-

bli, & elle l'aura & le soutiendra, tant qu'elle se montrera en état de reprendre son papier, & d'en donner la valeur en argent, toutes les fois qu'elle en fera requise. Telle est la pratique constante de la banque d'Angleterre, ses billets ont une valeur égale à celle de l'argent, parce que les porteurs peuvent à leur volonté les changer en espèces monnoyées. Ces billets deviennent une espèce de monnoie, & la législation en conséquence a jugé digne de mort quiconque auroit la hardiesse de contrefaire un billet de banque.

L'usage de déposer son argent à la banque & d'en recevoir en échange des billets, quoique cela se fasse sans en tirer aucun intérêt, a cependant plusieurs grands avantages. Non seulement cet argent y est en plus grande sûreté, que dans les mains du propriétaire-même, mais comme les billets sont plus aisés à porter que la monnoie, il est donc plus facile de les faire passer de place en place. Un pareil billet en effet peut être envoyé par la poste, & si l'on craint les attentats des voleurs, on peut les couper en deux morceaux, & faire partir chacune des deux pièces par un courrier.

rier différent. En s'adressant à la banque on peut avoir des billets appelés *Bank-post-bills*, ou billets de banque pour la poste, qui sont spécialement faits pour éviter que ceux qui les déroberoient, pussent s'en servir. Ils sont payables à l'ordre de la personne qui les prend & à un certain nombre de jours de vue, ce qui donne moyen d'en arrêter le paiement à la Banque, si par quelque hasard ils viennent à se perdre, & ce qui empêche que des étrangers ne les négocient aussi facilement que les billets de banque ordinaires.

Si d'ailleurs l'on considère les hasards, les dépenses & les embarras auxquels on est exposé quand on veut envoyer en espèces de grandes sommes, on ne peut s'empêcher de convenir que les billets ont un grand avantage sur l'or & l'argent : mais ce qui est encore bien précieux, c'est que, si le temps ou quelque autre accident détruisoit un billet de banque, le propriétaire peut en obtenir le paiement de la banque, en faisant serment de l'accident qui lui est arrivé, & en donnant caution qu'il bonnifiera la banque de la valeur du billet, s'il venoit à lui être représenté.

Les billets de banque different de tous les autres papiers courans en trois choses , savoir : 1^o. ils sont toujours de la même valeur ; 2^o. ils sont payés sans exiger de transport ; 3^o. ils ne portent aucun intérêt ; les autres papiers au contraire font partie des fonds d'une compagnie & sont achetés par les propriétaires, sans aucune stipulation qui leur fasse espérer la rentrée du principal. Les obligations de la compagnie des Indes, que par erreur quelques personnes comprennent sous le nom d'actions, doivent être exceptées, puisqu'elles sont payables, après six mois d'avis donné par le directeur ou par le propriétaire.

Il est bon de remarquer que la banque n'est en aucune façon obligée d'avoir toujours en caisse un fond qui la mette en état d'acquitter en un seul & même instant tous les billets qu'elle peut faire, il lui suffit d'en avoir assez pour répondre & satisfaire à ceux qu'on lui présente. Il n'est pas non plus nécessaire que les autres compagnies de commerce soient sans cesse en puissance de rembourser les sommes différentes que les particuliers y ont mises pour y avoir un intérêt ; parce que ces

portions pouvant facilement se transférer de l'un à l'autre, le propriétaire est toujours en état d'en tirer l'usage qu'il feroit d'une pareille somme d'argent monnoyé.

Le mot *Stock* ou action, dénotoit originairement une somme d'argent que dépofoit un particulier, pour former un fond qui mît une compagnie en État de faire avec succès un commerce spécial. La personne en devenoit dès lors associée, & avoit droit de recevoir sur les profits de cette compagnie, une part proportionnée à l'argent qu'elle y avoit employé: mais on a, par la suite, donné bien plus d'étendue à ce mot; & quoique sans raison, on comprend, sous sa signification, toute somme d'argent prêté au gouvernement, sous la condition d'en tirer un intérêt stipulé, jusqu'à ce que le capital en soit remboursé. Comme la sûreté que donne le gouvernement ou celle fondée sur des compagnies publiques sont certainement préférables à celle que peut présenter un particulier tel qu'il soit, comme l'action qui provient des premiers peut se négocier & se vendre en tout temps, que d'ailleurs l'intérêt qu'on en retire est exactement payé à son échéance, il ne peut paroître

tre étonnant qu'ils trouvent à emprunter à un intérêt beaucoup plus bas que celui qu'on exige de l'homme privé, avec lequel on ne peut se défendre de la crainte de perdre le principal & l'intérêt.

Le premier fond uni par une compagnie a toujours été levé pour un but spécial & limité par le parlement à une certaine somme; d'où il suit que quand la totalité en est remplie, la compagnie n'a plus rien à vendre: mais les personnes qui en ont acheté les différentes portions, ne les rendent-elles pas effets commercables, en faisant transférer à d'autres le droit qu'elles y ont? C'est ce transport qui met fréquemment une disproportion considérable entre la valeur primitive de ces portions, & celle qu'on en obtient au moment qu'on les transfère. Si en effet le nombre des demandeurs est plus grand que celui des vendeurs, celui qui n'a aucune raison de vendre, ne consentira à se défaire de sa portion, qu'autant qu'un profit notable pourra l'y déterminer; mais si ceux qui cherchent à réaliser leurs effets sont en plus grand nombre que ceux qui veulent en faire l'acquisition, il faut que le prix de l'action tombe, se-

lon le plus ou moins d'impatience qu'ont les possesseurs à s'en défaire. Lorsqu'il y a plus d'acheteurs que de vendeurs, les premiers enchérissent les uns sur les autres : mais dans la circonstance contraire, chacun des derniers s'efforce, à obtenir la préférence, en cédant ses effets à meilleur marché que ne prétendent le faire ses compétiteurs.

Ces observations donneront au lecteur une juste idée de la pratique odieuse qu'on appelle à Londres, *Stock-Jobbing* ou jeu d'action, dont je vais lui exposer tout le mystère. (*) Les personnes qui se mêlent de ce trafic, font des contrats, par lesquels ils s'engagent à vendre ou à acheter, dans un temps spécifié, mais éloigné, une certaine quantité d'effets publics, & pendant le temps qui doit courir jusqu'au moment où ils devront remplir leurs engagements, ils n'épargnent aucuns moyens pour, suivant la nature de leur contrat, faire monter ou baisser le prix des effets qui y sont mentionnés, en répandant dans le public de faux bruits ou des histoires sans fondement, afin de le porter, ou à vendre avec précipitation & conséquemment à bas prix,

(*) Voyez le *Traité de la Circulation & du Credit*. 80. 1 vol. 1771. chez Rey.

lorsqu'il est de leur intérêt d'acheter, ou à être éloigné de vendre, ou à le faire à plus haut prix, quand leur contrat les met dans l'occasion de recevoir de ces effets.

Il ne faut pas croire que ces gens qui contractent si facilement, soient réellement possesseurs des actions qu'ils négocient, & qu'à l'échéance de leurs engagements, ils reçoivent ou délivrent la quantité promise. Non, il suffit pour se maintenir en crédit, qu'ils paient la différence qui se trouve entre le prix où étoit l'action lorsqu'ils ont contracté, & celui où elle est au terme de l'échéance. Aussi n'est-il pas rare d'en voir parmi eux qui n'ayant pas 100 L. en propre, s'engagent à vendre ou acheter pour L. 100,000. d'actions, selon le langage usité dans l'allée : on donne le nom de *Taureau* à l'acheteur & celui d'*Ours* au vendeur.

Il y a une autre sorte de négocians en cette partie qui, quoique d'un rang plus élevé, ne méritent pas moins d'être confondus avec les autres. Ce sont des gens qui, possesseurs de beaucoup d'argent comptant, trafiquent en actions, & contractent avec le gouvernement pour les sommes qu'il peut avoir besoin d'emprunter. Il ne se fondent pas en ef-

fet sur une richesse chimérique, & lorsqu'ils achètent ou vendent, ils le font en réalité : mais en faisant naître de fausses espérances, ou en inspirant des craintes mal fondées, en faisant tout-à-coup une vente ou un achat considérable d'actions, par le ministère des premiers totalement dévoués à servir leur avarice, ils font à leur gré hausser ou baisser les effets de deux ou trois pour cent.

Quoiqu'il en soit, la valeur effective que peut avoir un effet sur un autre, par le profit qu'il apporte au propriétaire, ou tout ce qui affecte, ou en réalité, ou en imagination le crédit d'une compagnie, ou ce qui peut faire croire en danger le gouvernement sur lequel ce crédit est fondé, tout cela doit nécessairement influencer beaucoup sur le sort des actions. Un propriétaire en effet qui est intéressé dans une compagnie commerçante, qui donne 5. ou 6. pour cent d'intérêt, doit regarder la part qu'il y a, comme d'une valeur plus considérable, que si son argent étoit placé en annuités sur le gouvernement qui ne donne que 3. ou 4. pour cent, & conséquemment les actions qu'il a, doivent se vendre à plus haut prix que les annuités. Il n'est cependant pas

inutile d'observer que , si le gouvernement accordoit le même intérêt qu'on tire d'une compagnie de négocians, les effets de celle-ci n'auroient pas en bourse de préférence sur les annuités de celui-là. On ne saura jamais avoir , dans les obligations contractées par une compagnie spéciale, la confiance que méritent les engagemens formés par l'administration. Il est impossible d'être certain qu'une compagnie paiera toujours le même intérêt, puisqu'elle doit établir ses dividendes conformément à ce qu'exige l'étendue ou la limitation des profits qu'elle fait successivement. Supposons par exemple qu'une compagnie assigne actuellement à ses intéressés un dividende de *L.* 6. par chaque *L.* 100. de dépôt, & que le prix courant en soit de 134 ; l'acheteur fera dans ce cas $4\frac{1}{2}$ pour cent de son argent avancé : d'un autre côté les Annuités du gouvernement à 3. pour cent, sont supposées se vendre à *L.* 83 ; conséquemment celui qui achete ne fait pas plus de *L.* 3-10. ou 3. par cent de l'argent qu'il avance ; d'où il paroît que les effets de la compagnie sont beaucoup moins chers que les annuités du gouvernement, ce qui provient de ce que les sûre-

tés ne sont pas réputées si solides, & de ce que l'on n'est pas certain que les dividendes continuent au point où ils sont.

Comme les effets de la compagnie des Indes, de la Banque & de la compagnie de la mer du Sud, qui sont les trois principales compagnies commerçantes en Angleterre, sont distingués par différentes dénominations, & sont d'une nature également différente, je traiterai de chacune dans des articles séparés pour faire connoître la variété de leurs effets, & je commencerai par la compagnie des Indes, comme celle dont l'établissement est le plus ancien.

ARTICLE I.

DE LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES.

La Compagnie Angloise des Indes Orientales prit naissance sur la fin du regne de la reine Elifabeth, & il n'y a presque point eu de Souverain par la suite qui n'ait confirmé ou augmenté les privileges, qui lui avoient été premièrement accordés. Dans son origine, il suffisoit de déposer L. 50. pour avoir part à son fond qui ne devoit être alors que de

L. 369,891. 5. *ſ.* En 1676. les directeurs, se trouvant en état d'assigner un dividende considérable, porterent les propriétaires à unir les profits aux capitaux, ce qui en doublant chaque portion fit monter le capital à *L.* 739,782. 10. *ſ.* auquel si l'on ajoute les profits faits jusqu'en 1685. on verra qu'à cette époque, le fond de la compagnie étoit de *L.* 1,703,402.

Les pertes que lui occasionnerent les Hollandois d'une part & de l'autre les sujets du Grand Mogol, l'affoiblirent tellement, que lors de la révolution elle étoit dans un Etat de dépérissement; & la guerre qui survint avec la France la réduisit si bas, qu'on jugea qu'il étoit impossible de la soutenir, & on prit la résolution d'en former une autre. Les marchands qui s'y intéresserent obtinrent une charte en 1698., en considération de laquelle ils prêterent au gouvernement 2. millions à 8. pour cent par an, & poussant leur commerce avec une vigueur peu commune, ils se virent bientôt dans le cas de faire deux fois plus d'affaires, que n'en avoit jamais pu entreprendre l'ancienne compagnie. Quelque différence qui se trouvât entre la situation de

l'une & de l'autre, on parvint cependant à les réunir au bout de quelques années, ce qui fut effectué en 1702. par une nouvelle charte, qui les désigne, sous le nom de *Compagnie unie de Marchands commerçans aux Indes Orientales*.

Cette compagnie unie dans la 6^e. année de la reine Anne avança de nouveau au gouvernement L. 1,200,000. qui avec les L. 2,000,000. prêtés en 1698. par la nouvelle compagnie, l'a mirent en avance de la somme de 3,200,000 qu'elle augmenta en 1730. par un nouveau prêt pour obtenir que sa charte fût renouvelée : mais l'intérêt de ce dernier emprunt fut fixé à 3 pour cent & appelé *les Annuités des Indes à trois pour cent*.

Les actions de la compagnie sont d'une nature toute différente. Ce n'est point un argent mis à intérêt ; ce sont des deniers destinés au commerce, & ceux qui concourent à en former la masse, au lieu de recevoir un intérêt annuel fixe & déterminé, ont droit au dividende que permettent de faire les profits, que la compagnie fait successivement dans son commerce ; qui étant ordinairement plus estimé, fait qu'il se vend en général à un prix meilleur que la valeur primitive.

Toutes personnes peuvent s'intéresser dans cette compagnie: l'Anglois, l'étranger, quelque soit son sexe, peut en devenir membre, & dans les assemblées qui se tiennent pour la régie des affaires, quiconque y a *L. 500.* d'actions, a voix & suffrages dans les assemblées générales, & qui y possède *L. 2000.* peut en être choisi directeur. Il y a 24. directeurs, inclus le président & son député, qui choisis chaque année peuvent être continués pendant quatre ans sans interruption. Le président a 200. *L.* & chaque directeur *L. 150.* de salaire annuel. Les loix n'obligent les directeurs qu'à tenir leurs séances une fois par semaine, mais ordinairement elles sont plus fréquentes, devant paroître toutes les fois que les circonstances prescrivent de les faire sommer.

Les directeurs sont partagés en différens comités, chacun chargé de conduire quelques branches spéciales des affaires de la compagnie; tels sont les comités de la correspondance, des achats, du trésor, de la chambre, des magasins, des vaisseaux, des comptes, des procès & celui pour s'opposer à l'accroissement du commerce particulier, & ces comités ont chacun un secrétaire, un

caissier, des clercs, des gardes-magasins &c.

La compagnie envoie en outre au-dehors des gouverneurs & des facteurs, dont quelques-uns sont entourés de toute la pompe qui caractérise la souveraineté, ayant même des gardes attachés à leur personne.

On assure que la vente des marchandises que la Compagnie Angloise des Indes Orientales fait aux seuls étrangers monte à L. 600,000. ou 13,800,000. liv. tourn. & que ce qui vient des colonies & plantations de l'Amérique, consistant en indigo, sucre, tabac, cacao, poisson, mâts, castors &c. monte à L. 500,000. St. ce qui revient à onze ou douze millions tournois.

ARTICLE II.

DE LA BANQUE D'ANGLETERRE.

La Banque est l'établissement d'Angleterre le plus solide & le plus nécessaire au crédit de la nation. Elle fut établie sous le regne du roi Guillaume, dans un tems où le gouvernement avoit de la peine à trouver de l'argent à 16. pour cent, & où les billets de l'échiquier perdoient moitié. Ce fut dans les 5^e. & 6^e. années du roi Guillaume & de la reine

Marie, que le parlement en fit une incorporation sous ce titre : *le gouverneur & la compagnie de la banque d'Angleterre*. Son premier fond fut de *L. 1,600,000*. & les faveurs qu'elle obtint de l'administration, furent en conséquence d'un prêt qu'elle lui fit de *L. 1,200,000* pour lequel on accorda aux contribuables près de 8. pour cent.

Il est défendu à cette Banque de former aucun emprunt, si ce n'est par acte de parlement, ainsi que de commercer en effets ou marchandises par elle-même ou par les personnes qu'elle emploie. Elle a le privilege de prêter sur les fonds du gouvernement, d'escompter les lettres de change & les billets des particuliers, qu'elle peut cependant refuser : elle fait le commerce de l'or & de l'argent en lingots ou monnoyé venant de l'étranger. Elle tient la caisse de tous les particuliers qui veulent lui confier leurs richesses. Les profits les plus considérables qu'elle fasse viennent des avances qu'elle fait au gouvernement, sur la taxe des terres. Elle ne fournit que ses billets qui circulent dans le public & qui, sans aucune difficulté, sont reçus partout pour argent comptant : on pourroit ce-

pendant les refuser : mais cela n'arrive point. Ils font tous payables à vue, fans que la compagnie en redoute aucun inconvénient, parce que, comme elle a en mains le fond de toutes les richesses particulieres du royaume, tant des seigneurs, que des négocians & des bourgeois, l'argent ne fait que passer d'un compte à un autre fans sortir de la caisse, si ce n'est pour les besoins & les nécessités de la vie : mais ce qui sort d'un côté rentre immédiatement après de l'autre.

Par acte du parlement de la 8^e. & 9^e. année du roi Guillaume III. la compagnie obtint le droit d'augmenter son capital jusqu'à la somme de L. 2,201,171.10. s. & il fut déclaré qu'un intérêt dans la Banque seroit réputé bien mobilier & non rangé parmi les immeubles ; que nul contract, soit verbal soit par écrit, ayant pour but d'acheter ou de vendre des effets de la banque, ne seroit légal, si on avoit laissé passer sept jours sans le faire enregistrer dans les livres de la compagnie ; & que quiconque contreferoit le sceau commun de la banque, aucun de ses billets ou notes & qui en altéreroit la teneur ou y raieroit quelque chose, seroit coupable de

félonie, & puni comme tel, sans pouvoir réclamer le bénéfice du clergé.

Par un autre acte de la 7^e. année de la reine Anne, la compagnie fut autorisée à porter son capital à *L.* 4,402,343. & elle ajouta *L.* 400,000. aux premières avances qu'elle avoit faites au gouvernement, & en 1714. elle lui prêta de nouveau *L.* 1,500,000.

Dans la troisième année du règne de George I. on réduisit à 3 pour cent l'intérêt du capital de la banque, qui consentit à délivrer des billets d'Echiquier pour 2,000,000. en échange d'une annuité de *L.* 100,000. Elle fut en même temps autorisée à exiger de ses membres qu'ils eussent à contribuer à la levée de cette somme à proportion des intérêts que chacun d'eux avoit dans le capital, & selon le rôle qui en seroit arrêté dans une assemblée générale. Il fut dit que, si quelque membre, qui auroit été légalement sommé de payer sa part & portion, négligeoit de le faire, il y seroit forcé par la saisie de ses dividendes qui seroient appliqués à déduire ce qu'il devoit; & que cette personne, non seulement ne pourroit transférer sa propriété tant qu'il n'auroit pas satisfait la Compagnie, mais qu'il paie-
roit

roit en outre 5 pour cent par an des sommes dont il se trouveroit en arriere, & que s'il laissoit passer trois mois sans payer principal & intérêt, la compagnie auroit le droit de vendre autant de portions d'intérêt que le réfractaire auroit dans ses fonds, qu'elle jugeroit nécessaires pour remplir ce qui se trouveroit lui être dû.

La banque réduisit ensuite de 5. à 4. pour cent l'intérêt que lui payoit le gouvernement, pour les deux millions qu'elle lui avoit prêtés, & acheta plusieurs autres annuités que le gouvernement éteignit par la suite, de façon que la nation ne se trouva plus redevable à la banque que de *L.* 1,600,000. Mais en 1742. la compagnie s'engagea à secourir le gouvernement d'une pareille somme de *L.* 1,600,000. à 3 pour cent sous le nom d'annuités à 3. pour cent, & ainsi à cette époque le gouvernement devoit à la compagnie. *L.* 3,200,000. dont moitié à 4 & moitié à 3 pour cent.

Dans l'année 1746. la compagnie consentit à ce que ses prétentions pour la somme de *L.* 986,800. que l'échiquier lui devoit pour billets arriérés, dont le paiement avoit été hypothéqué sur les droits exigés de ceux qui

veulent vendre en détail des liqueurs spiritueuses, seroient annullées, en considération d'une annuité de L. 39,442. qui faisoient l'intérêt de cette somme à 4. pour cent. Elle convint de plus d'avancer un million à l'échiquier, dont il lui fourniroit des annuités à 4. pour cent, hypothéquées sur les droits résultants de la taxe sur la drêche & sur les terres; ce qui mit la compagnie dans le cas d'augmenter son capital de L. 986,800. dont l'intérêt, ainsi que celui de ses autres annuités, fut réduit à 3. L. 10. s. par an, & se soutint ainsi jusqu'au 25. Décembre 1757. où on le remit, comme il a été depuis, à 3 pour cent.

Pour se mettre en Etat de donner un cours aux billets de l'échiquier, on établit ce qui s'appelle, la *circulation de la Banque*, dont si peu de personnes connoissent la nature, qu'on me pardonnera facilement les détails que je vais donner à ce sujet.

La compagnie est obligée d'avoir en tout temps en caisse une somme suffisante pour répondre aux demandes ordinaires & extraordinaires d'argent qu'on peut lui faire, & tout ce qui lui reste au-delà de la somme qu'on y suppose nécessaire, elle l'emploie à ce que

l'on appelle le commerce de la compagnie, c'est-à-dire, à discompter les billets, à acheter de l'or & de l'argent, des effets de la nation &c.

Lorsque la banque forma cet engagement, comme elle n'entendoit point laisser dans l'inaction une somme plus considérable que celle qu'elle jugeoit nécessaire pour parer aux demandes ordinaires ou extraordinaires qu'on pourroit lui faire, & que d'ailleurs elle ne pouvoit retirer de son courant la somme d'un million, qu'elle s'étoit engagé de fournir au gouvernement, sans diminuer le fond destiné à son commerce, ce qui ne pouvoit manquer de lui être très préjudiciable, elle inventa le moyen suivant, d'avoir toujours un million en réserve sans affecter ses fonds.

Elle ouvrit une souscription d'un million qu'elle renouvelle chaque année. Ceux qui s'y intéressent déposent dix pour cent, & s'engagent à payer le reste ou partie toutes les fois qu'ils en seront requis par la Banque sous peine s'ils manquent à y satisfaire de perdre leur premier dépôt de dix pour cent. La compagnie de son côté paie aux intéressés 4. pour cent de leur avance faite, & $\frac{1}{4}$ pour cent de

toute la somme qu'ils se sont engagés de fournir : & dans le cas où la compagnie se trouveroit dans la nécessité d'exiger des souscrivans la totalité de la somme qu'ils ont promis de fournir, ceux-ci en auroient dès lors un intérêt de 5. pour cent, jusqu'à parfait remboursement de l'avance, que la compagnie est obligée de faire dans l'espace d'une année.

Par ce moyen la banque a toujours un million prêt à ramasser selon les circonstances, & ceux qui se sont engagés à le fournir, comme ordinairement ils ne déboursent pas la totalité de leur part de souscription, reçoivent par conséquent six & demi pour cent de leur dépôt, & en même temps la compagnie fait par année un profit de *L. 23,500.* comme il est facile de s'en convaincre par l'état que je joins ici. La Banque, pour l'avance d'un million, reçoit du gouvernement *L. 30,000.*

Elle paie aux Souscrivans qui ont déposé 100,000. *L.* en s'engageant de lui fournir de plus *L. 900,000.* . . . 6,500.

Il reste donc en profit à cette Banque. *L. 23,500*

Telle est la situation de cette compagnie, tant qu'elle n'a pas besoin de recourir au réfi-

du de la souscription, & on sent qu'il est de son intérêt de ne l'exiger que dans la dernière nécessité, soit pour ne point diminuer son profit annuel, soit par la crainte de nuire au crédit public.

Cette compagnie, de six mois en six mois, fait des dividendes proportionnés à ses profits, dont elle donne avis public aux intéressés, qui peuvent, à leur volonté, en retirer le montant sans délais, ou le laisser pour être porté en augmentation de leur principal.

Le roi ni ses ministres ne peuvent en aucune façon se mêler dans la régie des affaires de la banque, qui sont conduites par un gouverneur, un député-gouverneur & 24. directeurs choisis chaque année & qui ont L. 150 d'honoraires.

Treize d'entre eux unis suffisent pour traiter les affaires de la compagnie sous la présidence du gouverneur ou de son député : mais si aucun de ces deux chefs ne paroît à l'assemblée deux heures après celle qui auroit été indiquée pour sa tenue, les treize, après s'être choisis un président à la pluralité des voix, agiroient par eux-mêmes, & les décisions qu'ils prendroient seroient aussi va-

lides que si le gouverneur ou son député y avoit donné sanction par sa présence.

A R T I C L E III.

DE LA COMPAGNIE DE LA MER-DU-SUD.

La longue durée de la guerre que la reine Anne eut à soutenir contre la France, ayant mis l'Angleterre dans la nécessité de négliger le paiement de sa marine, força les matelots à recevoir pour leur solde des billets en place d'argent. Il fallut les échanger, & ces gens, pour subvenir à leurs besoins urgens, eurent recours à des avaricieux, qui ne prenoient leurs billets qu'à perte de L. 40. & même 50 pour cent. De cette manière la dette nationale à laquelle le parlement n'avoit pas pourvu & qui montoit à L. 9,471,321. se trouva toute entre les mains de ces usuriers.

M. Harley, qui étoit alors chancelier de l'échiquier, & qu'on a connu depuis sous le nom de comte d'Oxford, proposa d'accorder aux propriétaires de ces dettes & arrérages un intérêt de 6 pour cent, & de les unir en compagnie incorporée avec droit de faire le commerce des mers du Sud, ce qui fut

exécuté; & on donna à cette nouvelle association le titre suivant: *Le gouverneur & la compagnie des marchands de la Grande-Bretagne commerçans dans les mers du Sud & autres parties de l'Amérique, chargés d'encourager la pêche &c.*

Quoique cette compagnie parût expressement formée pour le commerce, il est néanmoins certain que, pendant tout le cours de la guerre, le ministère ne pensa jamais sérieusement à former des établissemens sur les côtes de l'Amérique méridionale: objet qui avoit tous les vœux des nouveaux associés, mais auquel le gouvernement ne donna aucune attention, si l'on excepte l'*Affiento*, suite du traité d'Utrecht. Cette compagnie y obtenoit le privilege de fournir annuellement à un certain prix 4,800. Negres, dans les différentes colonies de l'Amérique Espagnole. Comme ce commerce s'est toujours fait à perte, la cour d'Espagne avoit accordé à cette compagnie, par forme de dédommagement, la faculté d'envoyer tous les ans un vaisseau de permission, chargé de marchandises exemptes de tous droits à la suite des gallions & flotilles: privilege, dont l'Espagne ne prevoit pas sans doute toute l'importance. Ce

vaisseau ne devoit être à la vérité que de 500. tonneaux espagnols, ou 750. tonneaux anglois, pesant chacun 2,000. livres : mais il étoit toujours infiniment plus grand ; & sous prétexte d'avitailler l'équipage, on le remplissoit de marchandises à mesure qu'il se vuidoit. Le roi d'Espagne avoit un quart dans le bénéfice & cependant loin d'y gagner, il y perdoit ainsi que la compagnie, parce que tout le profit tournoit seulement à l'avantage de quelques particuliers, ce qui fit que cette compagnie n'eut pas beaucoup de regret, quand elle se vit privée de cette prérogative onéreuse par la convention faite entre les cours d'Espagne & de la Grande-Bretagne, peu de tems après le traité d'Aix-la-Chapelle en 1748.

Sous le regne de la reine Anne, cette compagnie avoit prêté diverses sommes au gouvernement à 6. pour cent, mais la totalité des intérêts qu'elle avoit à réclamer, fut également réduite à 5. dans la troisième année de George I. qui en emprunta deux millions de plus au même intérêt. Le statut fait dans la 6e. année de ce même roi, met cette compagnie en puissance de racheter

toutes & chacune des dettes nationales qui en font susceptibles, & pour cela il lui est permis d'augmenter son capital à proportion des parties de ces dettes qu'elle pourra acquitter; & pour la mettre en état de se procurer les sommes nécessaires pour acheter des annuités, changer en argent comptant les nouveaux billets de l'échiquier, & soutenir son commerce, elle est autorisée à prendre toutes les voies qu'elle jugera convenables, pour se procurer les sommes que l'assemblée de la compagnie y croira nécessaires. On lui donna aussi la faculté d'emprunter sur son capital, par contrat, billets, obligations ou reconnaissances munies de son sceau ordinaire. Il y est dit que, si le gouverneur, son député ou d'autres membres de la compagnie achetoient pour la corporation, soit des terres, soit des revenus de la couronne, ou prêtoient de l'argent en avance sur quelques parties du revenu public, que le parlement n'auroit pas légalement affecté au paiement d'un pareil emprunt, ce gouverneur ou sous-gouverneur feroit condamné à payer trois fois la valeur de la somme ainsi prêtée.

Ce fut seulement en conséquence de ce

statut qu'on vit exécuter ce fatal projet de la compagnie des mers du Sud, quoiqu'inventé & arrêté en 1720. Cette compagnie vit d'abord ses efforts avoir de grands succès, aussi pendant les cinq premières années de son établissement, ses effets l'emportèrent-ils en valeur sur ceux de toutes les autres compagnies du royaume, & c'est ce qui déterminâ le roi George I. à acheter pour 10,000. L. des effets de cette compagnie, & à accepter le titre de gouverneur.

Les affaires étoient dans cette situation florissante, quand on inventa ce que les Anglois appellent, *la ruse de la Mer du Sud*. On proposa de lever un fond destiné à faire valoir le commerce de la Mer du Sud, à acheter des annuités &c. On fit en conséquence imprimer & distribuer des programmes, qui en faisant voir les avantages qui paroïssent en devoir résulter, engageoient les particuliers à y concourir. La somme qu'on demandoit pour le succès de l'opération & les profits qui en reviendroient, devoient être convertis en un certain nombre de parts ou de souscriptions, qui pourroient être achetées par chacun de ceux qui jugeroient à

propos d'y risquer leur argent : & afin de mieux couvrir le piège que tendoit ce projet , les directeurs s'engagerent à accorder des dividendes considérables , & déclarerent que chaque. *L.* 100. de principal rapporteroit *L.* 50. par an , ce qui donna un tel crédit aux effets de cette compagnie , qu'il n'étoit pas rare de voir vendre jusqu'à. *L.* 1,000. une portion qui essentiellement n'en valoit que 100. Cette opération se fit au mois de juillet ; mais avant même la fin de Septembre , le nuage se dissipa & ces effets tomberent à *L.* 150. ce qui occasionna une misère parmi le peuple , telle qu'il sera toujours difficile de la concevoir. Je n'insisterai pas sur les conséquences qui suivirent cet infame projet , parce qu'il est peu de personnes qui ne les connoissent ; & je passerai aussi sous silence les diverses opérations de cette compagnie sous le reste du regne de George I. parce qu'elles n'ont aucun rapport avec le but que je me suis proposé , en traitant de cette compagnie.

Par un statut de la 6^e. année du dernier roi , il fut arrêté que , depuis & après le 24. juin 1733. le capital de cette compagnie , qui montoit à *L.* 14,651,103-8. *£.* 1 8. & les

portions des propriétaires respectifs, feroient divisés en quatre parts égales, trois desquelles feroient converties en fonds-joints portant annuités à 4 pCt. jusqu'au rachat par le parlement, sous le nom de *nouvelles Annuités de la mer du Sud*: & dont le quatrieme demeureroit entre les mains de la compagnie, comme fonds commercable, en y joignant le résidu des annuités dûes par l'échiquier à la compagnie pour son fond capital jusqu'au rachat, ainsi que les sommes allouées pour les frais de direction, & tous les effets, profits résultans du commerce, dettes, privileges & avantages qui appartiennent à la compagnie de la mer du Sud. Il fut de plus stipulé que le comptable de la compagnie rendroit chaque année deux fois un compte exact des affaires de la compagnie, savoir à Noël & à la S. Jean ou un mois après, dans une assemblée générale des intéressés, pour qu'ils puissent établir le dividende à accorder, lequel ne seroit décidé qu'en proportion des profits, sans pouvoir excéder ce que la compagnie peut raisonnablement mettre en partage, sans s'exposer à contracter de nouvelles dettes; pourvu de plus que la compagnie ne portât ja-

mais ce dividende au-delà de 4. pour cent jusqu'à ce que toutes ses dettes, soient pleinement acquittées. On y statue encore qu'en exceptant le nouveau fond-joint d'annuités, la compagnie de la mer du Sud & son fonds commercable seront affectés à payer toutes les dettes & actions de la compagnie, qui devra avoir & tenir, dans la ville de Londres, un bureau & des livres pour y entrer les transports des nouvelles annuités, qui ne seront valides en loix, qu'autant qu'ils auront été enregistrés dans les susdits livres, & ratifiés par la signature des deux parties ou de leurs représentans.

Les annuités de cette compagnie ont partagé le sort de celles des autres compagnies & sont maintenant réduites à 3 pour cent par an.

Cette compagnie est régie par un gouverneur, un sous-gouverneur, un député-gouverneur & 21. directeurs: & si l'on excepte le roi d'Angleterre, personne ne peut être gouverneur, à moins qu'il n'ait en propriété L. 5,000. dans le fonds commercable, les autres chefs doivent y avoir de même, savoir, un sous-gouverneur. L. 4,000. un député. L. 3,000. & un directeur L. 2,000. un mem-

bre avec *L.* 500. a un suffrage, deux avec *L.* 2,000. trois avec. *L.* 3,000. & quatre avec *L.* 5,000. dans le dit fond.

A R T I C L E IV.

DES AUTRES COMPAGNIES COMMER- ÇANTES.

Les autres compagnies sont celle de Turquie qui est florissante; celle des marchands aventuriers, qui est la plus ancienne de toutes, ayant été établie il y a quatre cents ans pour faire le transport de la laine: mais l'exportation de cette précieuse denrée ayant été prohibée sous peine de mort, depuis l'établissement des manufactures, la compagnie s'est trouvée réduite au transport des étoffes; ce qui la rend aujourd'hui peu considérable; celle de Russie & celle de la mer Baltique sont en assez bon état: mais celle d'Afrique est dans un état bien foible, cependant elle se soutient, parce que, comme il est de l'intérêt de la nation de garder les forts qu'elle a sur les côtés d'Afrique, le parlement lui accorde chaque année gratuitement une somme proportionnée à ses besoins.

La compagnie des Indes orientales, la banque d'Angleterre, & la compagnie de la mer du Sud sont donc les seuls corps incorporés auxquels la nation est endettée, si l'on excepte la Banque d'un million, dont le capital est de cette valeur destinée à acheter la reversion des grands ordres de l'échiquier.

L'intérêt de toutes les dettes contractées par le gouvernement est maintenant réduit à 3 pour cent, si l'on en excepte cependant les annuités délivrées en 1756. & 1758. celles à vie & les ordres de l'échiquier. On remarquera aussi que la compagnie de la mer du Sud continue toujours à donner 4 pour cent, sur son capital actuel, parce qu'elle est en état de le faire, tant par les sommes qui lui sont accordées pour la direction des annuités qui sont payées à son bureau, que par la jouissance de l'intérêt des annuités, dont les propriétaires ne font point la réclamation.

Pour comparer les prix divers des effets des différentes compagnies, les uns avec les autres, on doit avoir grande attention de se rappeler que l'intérêt qui leur est dû depuis le dernier paiement qui en a été fait, est toujours contenu dans le prix courant, de façon

que le vendeur n'en reçoit aucun dédommagement; ce qui n'a pourtant point lieu à l'égard des obligations des Indes, dont on compte l'intérêt jusqu'au jour de la vente, dont l'acheteur fait bon au vendeur en addition au prix du marché.

Comme l'intérêt attaché aux différentes especes d'effets se paie à différentes époques, il me paroît nécessaire de dire quelque chose sur cette matiere qui n'étant pas bien entendue, pourroit occasionner des erreurs considérables, dans le calcul de leur valeur: quelques-uns ayant en effet un quartier d'intérêt en arriere que les autres n'ont pas, il paroît que cela doit mettre une variété sensible dans le prix, quoique réellement il ne puisse y en avoir aucune.

Par exemple, en supposant que les vieilles annuités de la compagnie de la mer du Sud se vendent pour $L. 85 \frac{1}{4}$ ou $L. 85-10 f.$ & que les nouvelles n'obtiennent que $L. 84 \frac{3}{4}$ ou $L. 84-15 f.$ quoique les unes & les autres produisent également 3 pour cent par an; comme les anciennes ont toujours un quartier d'intérêt en arriere qui monte à 15 $f.$ toute ombre de différence s'évanouit.

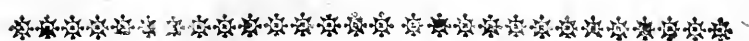
Il est cependant à remarquer qu'un ou deux motifs engagent à vendre une espece d'annuités à plus bas prix que les autres. Le premier est lorsque le capital des annuités est peu considérable, & qu'en conséquence il est difficile de trouver en tout tems une quantité de gens prêts à en acheter, comme les autres en rencontrent lorsque leur nombre est plus étendu : en s'intéressant dans les premières, on a de plus toujours à craindre que chaque fois que le gouvernement se verra en état d'éteindre une partie de la dette nationale, il ne commence par le remboursement des annuités, dont le capital est moins fort.

Le second motif est lorsque la cour de chancellerie ordonne qu'une somme qui étoit dans le fond d'une compagnie en soit retirée, pour être placée dans un autre qu'elle désigne par son arrêt ; car comme il se présente alors plus d'enchérisseurs, l'effet doit naturellement être porté à un plus haut prix, que celui dont on se défait par les voies ordinaires.

Tout ce que-je viens de dire doit convaincre le lecteur que le crédit & l'intérêt de la Nation Angloise dépend d'un soin scrupu-

leux à maintenir les fonds publics. Tant que les annuités & l'intérêt attaché aux différens emprunts sera régulièrement payé, & que les capitaux auront pour sûreté le prince & le peuple, les étrangers, qui ne peuvent trouver chez eux un si précieux avantage, seront toujours empressés à prêter leur argent à l'Angleterre, & à faire des vœux sinceres pour sa prospérité. Le papier des compagnies se convertira, sans difficulté, en argent ou en marchandises; & la Grande-Bretagne remplira sans gêne les projets les plus vastes dans leur théorie.

Parmi les autres nations, le crédit est fondé sur la parole du prince, si c'est une monarchie; ou sur celle du peuple, si c'est une république: mais en Angleterre on y intéresse en même temps, & le monarque, & le corps de la nation, peut-il donc y avoir une sûreté plus flatteuse? Quelques attrait que puisse avoir la probité à tous autres égards, on fait qu'en affaires d'argent, l'intérêt détermine plus puissamment la confiance, parce qu'en général il est beaucoup de personnes qui chérissent leurs intérêts, & peu qui aient le même respect pour la vertu.



CHAPITRE XIII.

DES COMPAGNIES D'ASSURANCE.

Il n'y avoit originairement à Londres que deux compagnies d'assurance qui, pour avoir le droit de former un corps avoué par l'Etat, ont avancé chacune au gouvernement la somme de *L.* 150,000. Elles subsistent & assurent la vie des personnes contre les dangers de la mort : elles assurent aussi les vaisseaux, les maisons & les effets des particuliers, contre toutes pertes occasionnées par les incendies, sans cependant priver qui que ce soit du droit d'assurer. Le parlement s'est réservé le droit de dissoudre ces compagnies, quand il le jugeroit à propos, pourvu qu'il leur rembourse la somme qu'il en a reçue : mais loin d'y penser, les grands avantages qui en résultent pour la Société, ne peuvent qu'engager à maintenir ces établissemens.

Ces compagnies sont aujourd'hui au nombre de huit dans Londres, sans celles qui se proposent des objets purement particuliers. Je ne pourrois faire connoître la création, les

moyens & la fin de chacune, sans m'exposer à des redites ennuyantes pour le lecteur, je me contenterai d'en choisir quelques-unes, pour développer l'utilité dont elles sont, & avec quelle sagesse elles sont administrées.

A R T I C L E I.

DE LA SOCIÉTÉ AMICALE D'ASSURANCE PERPÉTUELLE.

Le 25 Juillet 1706. l'évêque d'Oxford, le chevalier Thomas Alleyn Baronet & quelques autres personnes obtinrent de la reine Anne, une charte, pour incorporer eux & leurs successeurs, sous le nom de *Société Amicale du bureau d'assurance perpétuelle*, à l'effet de former un établissement, qui pût pourvoir à la fortune de leurs femmes, enfans ou parens, & le tout d'une manière facile certaine & avantageuse. Ils obtinrent le droit d'acheter des terres, de plaider en leur nom & d'avoir un sceau qui appartînt à la Société.

Le nombre des personnes qui la composent ne doit pas excéder celui de deux mille : mais il peut être moindre. Chaque intéressé doit recevoir une police scellée du sceau de la Société, laquelle donnera droit, à celui ou à

celle qui y sera dénommé, de recevoir un dividende de la compagnie après la mort du propriétaire, de la façon spécifiée dans la charte.

Dans l'origine de son établissement, après avoir payé les frais de la police & donné 10. Shillings pour droit d'entrée, chaque intéressé devoit payer six livres quatre Shillings par an : mais l'accroissement des fonds à maintenant réduit cette nourriture annuelle à cinq livres par an payables par quartier. C'est de l'union de ces redevances que doivent provenir les dividendes, & s'il arrivoit qu'aucun de ceux qui peuvent y prétendre se trouvât en aucun temps arriéré d'une année & d'un quartier, il seroit exclus de tout le bénéfice qui lui est assuré par sa police.

Les affaires de la Société sont administrées par des directeurs, qui doivent se conformer à l'étendue de pouvoir qui leur est accordé par la charte, & aux réglemens particuliers que le corps a faits ou pourra faire. Ces directeurs sont au nombre de douze, choisis annuellement dans les quarante jours qui suivent le 25. de mars. La majorité des membres unis en convocation générale, (laquelle

majorité ne doit jamais être au-dessous de 20. membres) est autorisée à faire des statuts & des ordonnances pour la bonne administration de la Société.

La charte prescrit qu'un des membres soit élu pour greffier: & comme il doit être en même tems receveur & teneur de livres, il est ordonné par les réglemens particuliers que ce greffier, avant que d'entrer en place, sera tenu de donner caution bonne & valable pour la somme de deux mille livres au-moins.

On ne peut admettre dans cette compagnie que des personnes qui aient atteint l'âge de douze ans & qui n'aient pas passé celui de quarante cinq, qui paroissent en bonne santé & d'une complexion forte & robuste; ainsi celles qui demeurent à la campagne ne seront reçues que sur de bons certificats légalisés, dont on peut voir des modeles au bureau.

Chaque prétendant aura droit de remettre une assurance pour une nouvelle vie au lieu & place d'une personne décédée, pourvu que ce soit dans les douze mois après l'expiration de l'année dans laquelle le dit décès sera arrivé, & son droit, en vertu de la dite réassurance, sera bon & valable, autant de fois

que le cas pourra être répété, en observant néanmoins de payer pour chaque les dix Shillings d'entrée.

Toute personne pourra avoir deux ou trois assurances, ou nombres, sur une seule & même vie, & à ce moyen le propriétaire de ces assurances multipliées aura droit & prétention respectivement sur chaque nombre qu'il se fera procuré.

Cinq membres de la Société sont élus annuellement en qualité d'auditeurs; & leur emploi est d'avoir inspection sur toutes les affaires que peut transiger la compagnie; d'examiner tous les certificats justificatifs, afin de vérifier les reçus ou d'ordonner les paiemens; de produire aux convocations générales, annuelles ou trimestres, les comptes de la Société pour le quartier ou pour l'année entière; & la veille de la tenue de toute assemblée des directeurs, les auditeurs doivent régler les comptes & enregistrer dans le plunitif directorial la balance de l'argent comptant qui se trouve dans la caisse de la Société.

Le public verra clairement que la Société a toujours été très avantageuse, & qu'elle a

accompli dans toute son étendue la fin utile qu'elle s'étoit proposée en obtenant la charte de son établissement. Il suffit pour cela de jeter les yeux sur l'état des dividendes annuels qu'elle a distribués depuis la Notre-Dame de mars * 1710. jusqu'au même jour 1761. Je prens cette époque, parce que ce fut seulement alors que la Société agit par elle-même à cet égard, puisque la charte avoit pourvu en particulier aux paiemens des années qui l'avoient précédée. Ces dividendes successifs au nombre de 51 mis en total, doivent être portés l'un dans l'autre à la somme de L. 108. 11. s. & plus: mais si l'on ne commence cette évaluation que depuis 1734. temps, où par ordre de l'assemblée générale, une partie du revenu annuel de la Société fut appropriée à l'augmentation des dividendes, on verra que depuis 1734. jusqu'en 1761. ces dividendes, l'un portant l'autre, sont montés à L. 122. & dans les douze dernières années, l'accroissement de ces dividendes a été si considérable, qu'en examinant la table suivante, on verra par balance qu'ils ont dû produire l'un par l'autre L. 155-10.

* Cette liste n'est pas parvenue à l'éditeur.

<i>Années</i>	<i>Dividendes</i>
1750.	L. 132-17-1½
1751.	149-4-7½
1752.	130-:-:-
1753.	187-5-5¼
1754.	185-17-4½
1755.	149-13-4
1756.	120-2-7½
1757.	136-18-2¼
1758.	140-17-7¼
1759.	149-17-6¾
1760.	260-5-3
1761.	125-:-:-

Dans l'assemblée générale tenue le 12 Mai 1757. on fit une ordonnance, par laquelle, en augmentant les dividendes, il fut statué qu'en exceptant les circonstances imprévues, ces dividendes ne feroient jamais moindres de L. 125. chaque, & à cet effet la Société plaça dans les fonds publics une partie considérable de son capital.

Les-avantages dont jouïssioient alors les membres de cette Société, & qui continuent, ne pouvoient, & ne peuvent manquer de devenir de la dernière importance, pour de certaines classes de personnes.

Les ecclésiastiques, les médecins, les chirurgiens, les gens de loix, les artistes ou artisans, & surtout les personnes qui possèdent des places ou des pensions, les peres, les maris, les femmes, & autres dont les revenus se perdent à leur mort, toutes ces personnes, dis-je, ayant recours à cette Société, & faisant assurer leur vie, auront du moins, en mourant la consolation de laisser à leur famille ou à leurs héritiers, une rente de *L. 125.* pour chaque fois cinq livres qu'ils auront annuellement payées à la caisse, si même cette rente ne paroïssoit pas devoir devenir plus considérable, à en juger par l'état que j'ai donné ci-dessus.

Les gens mariés dont la fortune consiste en douaires, pensions ou rentes viagères, qui finissent avec la vie d'un des conjoints ou de tous les deux, doivent sentir l'avantage qu'ils peuvent se procurer, en assurant la vie de ceux dont la mort peut les priver de ces ressources.

Toutes personnes enfin dont la subsistance dépend de la vie d'une autre, peuvent, soit en assurant cette vie par elles-mêmes, ou en obligeant celui dont on redoute la mort, à

assurer sa vie, peuvent, dis-je, être admises dans la Société, & s'y promettre dès lors, à tout événement, un dividende capable de les dédommager avec usure de toute perte accidentelle.

Si quelqu'un a besoin d'emprunter de l'argent; en assurant sa vie, il donne à son créancier une sûreté collatérale pour l'argent qu'il lui prête: d'un autre côté, le créancier qui a des réclamations légitimes, mais au paiement desquelles la fortune du débiteur ne suffiroit pas, est dans le cas, en faisant assurer la vie de celui qui lui doit, de mettre à couvert les sommes qu'il a à réclamer.

Tous ces avantages sont principalement attachés aux assurances perpétuelles pour la vie: mais il en est d'autres qui résultent des assurances passagères ou faites pour un temps limité. L'exemple qui suit en démontrera l'importance.

Un particulier est dans l'intention d'acheter une place ou un emploi, il veut bien donner une portion des revenus ou des profits qui y sont attachés, pour gage de la totalité ou de partie de la somme qu'exige le vendeur: mais celui-ci, ou refuse cette condition, ou

ne l'accepte qu'en demandant des intérêts exorbitans, dans la juste crainte où il est que la mort de celui avec qui il doit traiter, ne le prive tout-à-coup, mais à jamais de l'espérance de se remplir. L'acheteur peut parer à cet inconvénient en assurant sa vie, jusqu'à ce que les engagemens qu'il veut prendre soient entièrement accomplis; & en limitant cette assurance à son choix, il tranquillise les frayeurs de celui dont il attend son bien-être sans trop gêner son aisance.

Supposons, par exemple, que cet homme ait besoin de *L.* 300. Il achete de la Société trois nombres, sur chacun desquels il assure sa vie, & par-là, en cas qu'il vienne à mourir, ses ayans causes ont un droit acquis à trois portions ou trois dividendes, chacun desquels ne sauroit probablement produire moins de *L.* 125. ainsi que l'a statué le règlement du 12 Mai 1757. mais qui peut être de beaucoup plus fort, si l'on juge des profits que fait successivement la Société, par ceux qu'elle a dû avoir pendant les 51 ans dont j'ai exposé le tableau.

L'acheteur, en déposant sa police entre les mains du vendeur ou de tout autre dont il

attend de l'argent, en obtient ce qu'il désire en le substituant à ses droits. D'un autre côté, il ne s'impose point par là une charge trop onéreuse; car sa contribution annuelle sur les trois nombres n'est que de *L. 5.* pour chacun, ce qui n'est évidemment qu'au taux de 4. pour cent.

Les conditions de la présente Société sont beaucoup moins onéreuses, que celle des autres bureaux, dans lesquels l'on n'assure que pour une année, à l'expiration de laquelle ils sont les maîtres de refuser la continuation de l'assurance. Dans celle, dont je parle, l'assurance dure autant que la vie de l'assuré, & la Société ne peut lui faire perdre ses droits, que dans le cas où il manqueroit de payer par quartier les contributions annuelles. Chaque assureur en outre, ou ceux qui sont porteurs de sa procuration, peuvent, à la fin de chaque assurance, se rembourser, en totalité ou en partie, de l'argent que lui a coûté l'achat originaire des nombres, en les vendant au prix courant, ce qui peut se faire en tout temps, sans autre embarras que celui de s'adresser au bureau de la Société.

A R T I C L E II.

DU CORPS D'ASSURANCE SOUS LE NOM
D'ASSURANCE DE LONDRES.

La Société Amicale, qui fait la matière du premier article, n'assure que la vie, mais l'*Assurance de Londres*, dont je parle dans celui-ci est établie par charte royale pour assurer les maisons & les édifices, les meubles, denrées & marchandises contre toutes pertes, ou tout dommage par le feu, & même pour assurer la vie. La diversité des objets qu'elle se propose la soumet à un plan d'opérations toutes différentes: voici la manière dont elle l'expose au public.

D'autant que les assurances contre les pertes ou dommages causés par le feu, tendent à préserver plusieurs familles de la pauvreté & de la ruine, auxquelles une pareille calamité pourroit les réduire, Sa Majesté, ayant à cœur d'encourager toutes les entreprises légitimes & louables, qui ont pour objet la sûreté & l'utilité de ses sujets, a accordé à ce corps une charte, en vertu de laquelle il assure les maisons & les édifices, les meubles

meublans, les hardes si l'on en fait un accord particulier, les meubles, denrées & marchandises, contre toute perte & dommage par le feu, soit que ces différens articles appartiennent à celui qui est assuré, soit qu'il les assure seulement par commission.

Le corps d'assurance excepte tous les articles suivans; verres, glaces & porcelaines, dont on ne fait point commerce; toutes sortes d'écritures, livres de comptes, billets, promesses par écrit, obligations, tailles, argent comptant, bijoux, argenterie, tableaux, poudre à canon, foin, paille & bled non battu.

Quant au reste voici ses conditions.

1^o. Ce corps assurera toutes sortes de bâtimens, ayant des murailles de briques ou de pierres, & étant couverts d'ardoises, de tuiles ou de plomb, dans lesquels on n'exerce aucun commerce ou métier risquable, & où l'on ne renferme point de denrées ou de marchandises risquables; pour les primes annuelles marquées dans la Table d'assurances ordinaires sous le N^o. 1. ci-dessous, & les meubles ou marchandises non risquables, dans des bâtimens de briques ou de pierre au même taux.

2°. Pour la commodité des personnes, qui ont envie d'avoir leur assurance pour un certain nombre d'années, ce corps assurera, sur des bâtimens pareils à ceux désignés dans le premier article, toute somme qui n'excédera pas *L. 1,000.* au taux de 12 Shillings pour cent par an pour sept ans; & pour toute somme depuis *L. 1,000.* jusqu'à *L. 2,000.* au taux de 14 Shillings pour cent pour pareil terme de sept ans, & cela sans assujettir ceux qui assurent à aucun appel, ni à aucunes contributions, quand il sera question de justifier leurs pertes.

3°. Les assurances sur les bâtimens & celles sur les meubles, feront des articles distincts & séparés, enforte que la prime donnée pour les meubles ne soit pas avancée en conséquence d'aucune assurance sur les bâtimens où les meubles se trouvent; ni que la prime donnée pour les bâtimens ne soit pas non plus avancée, en conséquence d'aucune assurance sur les meubles.

4°. Les bâtimens de plâtre ou de bois, couverts d'ardoises, de tuiles ou de plomb, dans lesquels il ne s'exerce aucun commerce ou métier risquable, & où il ne se trouve point de

de denrées ni de marchandises risquables ; & les meubles ou marchandises non risquables qui sont dans les bâtimens de cette nature, peuvent être assurés pour la prime annuelle marquée sous le titre d'assurances risquables, dans la Table N°. 2.

5°. Les commerces & métiers risquables, tels que ceux d'apotiquaires, boulangers, tant ceux qui font le pain que les boulangers de biscuits, faiseurs de couleurs, chandeliers, agréateurs de vaisseaux, aubergistes, loueurs de chevaux, s'ils sont exercés dans des bâtimens de pierres ou de briques & couverts d'ardoises, de tuiles ou de plomb ; & les denrées ou marchandises risquables, telles que le chanvre, le lin, la poix, le goudron, le suif & la thérébentine, qui se trouveront dans des bâtimens de la sorte susdite, pourront être assurés, moyennant les primes annuelles marquées sous le titre d'assurances risquables dans la Table susdite N°. 2.

6°. Tous les commerces & métiers risquables ci-dessus dits, qui s'exerceront dans des bâtimens de bois ou de plâtre, & les meubles ou denrées qui se trouveront dans de pareils bâtimens, ainsi que les glaces, la porcelaine

& la faïence dont on fera commerce, & les bâtimens couverts de chaume avec les meubles qui s'y trouvent, pourront être assurés, moyennant les primes annuelles marquées dans le titre d'assurances doublement risquables, dans la Table N^o. 3.

7^o. Les chantiers & les boutiques de chimistes, distillateurs, raffineurs de sucre, ainsi que les fourneaux à drêche &c. qui sont beaucoup plus risquables que tout le reste, par rapport à la nature du métier & des denrées qui y sont propres, qu'à cause du peu d'espace que les boutiques occupent ordinairement, & aussi eu égard à plusieurs autres circonstances dangereuses, ne pourront être assurés que par des accords particuliers.

8^o. Deux maisons ou une maison quelconque & les offices y appartenans, ou une maison quelconque & les meubles qui y sont contenus peuvent être renfermés dans la somme de L. 200; mais lorsque divers bâtimens ou bâtimens & meubles sont assurés dans la même police, la somme pour laquelle chacun des articles est assuré, doit être spécialement mentionnée.

9^o. Pour prévenir les fraudes, si aucuns

bâtimens ou meubles assurés dans cette compagnie, l'étoient dans une autre, la police accordée par celui-ci seroit nulle & de nulle valeur, à moins que l'autre assurance ne soit avouée par un endossement de ce corps sur la dite police.

10°. Aucune police ne pourra avoir force, qu'autant qu'on aura payé la prime pour un an; & pour toutes les primes annuelles suivantes, celui qui assure doit recevoir des quittances marquées du sceau du corps, toute autre ne pouvant être admise.

11°. Nulle police ne fera étendue à l'assurance des bâtimens ou meubles risquables, à moins que ces bâtimens ou meubles n'y soient expressement mentionnés comme tels, & qu'il ne soit constaté que les primes ont été payées à cette proportion.

12°. On ne fera bon d'aucune perte ou d'aucun dommage causé par le feu, lorsqu'il proviendra d'une invasion quelconque d'un ennemi étranger, ou d'une force militaire légale ou usurpée.

13°. Toutes les personnes qui seront assurées par ce corps, & qui auront essuyé quelque perte ou dommage par le feu, doivent

en donner aussitôt avis, par lettre ou autrement, aux directeurs, ou au secrétaire, à l'adresse du bureau de la société à Londres; & dans les quinze jours après le feu, elles feront tenues de remettre un détail de la perte ou du dommage qu'elles ont souffert, aussi circonstancié que la nature de l'accident le permettra. Il faudra de plus que ce détail se trouve prouvé par leur serment ou affirmation, ainsi que par le serment ou affirmation de leurs domestiques, ou par leurs livres de compte, ou par d'autres pièces justificatives, ainsi qu'on l'exigera. Ces personnes devront aussi produire un certificat du curé, des marguilliers, & de quelques notables habitans de la paroisse, qui ne seront point intéressés dans la perte, lesquels attesteront qu'ils sont gens instruits des moyens, des facultés & de la probité de l'incendié ou des incendiés, & qu'ils savent ou qu'ils croient véritablement que ces personnes ont, réellement & par malheur, essuyé la perte ou le dommage mentionné dans le détail produit. S'il s'élevoit quelque différend entre la société & la personne qui a assuré, touchant quelque perte ou dommage, ce différend sera soumis au jugement & à la

détermination d'arbitres choisis indifféremment, & la sentence qu'ils donneront par écrit sera conclusive, & les deux parties devront s'y soumettre; mais lorsque la perte & le dommage auront été fixés, les personnes qui y seront intéressées recevront immédiatement toutes les satisfactions nécessaires.

14°. En fixant les pertes à l'égard des maisons, la boiserie, la sculpture en bois &c. ne doivent pas s'évaluer à plus de 3 Shillings par verge.

On remarquera qu'il n'y a point de clause d'avarie dans les polices que donne cette société; mais les personnes qui y assurent sont, en cas d'accident, payées en plein du dommage qu'elles ont souffert, en déduisant seulement 3. pour cent, ainsi qu'il est énoncé dans la police.

Les assurances que fait cette compagnie ne dépendent, ni d'un fond vague, ni d'une contribution incertaine; & les personnes qui sont assurées ne sont sujettes à aucuns engagements ou appels pour justifier les pertes qu'elles peuvent essuyer. Le fonds de ce corps est une sûreté incontestable pour les personnes intéressées, en cas de perte ou de dommage

par le feu; & dans le dit cas la personne assurée a des moyens aussi aisés de recouvrer son argent, que ceux que l'on peut employer contre tout particulier ou toute société quelconque.

Afin que les personnes assurées puissent être secourues aussi promptement qu'il est possible, le corps s'est pourvu d'un nombre suffisant de pompes, & de pompiers armés des outils nécessaires pour éteindre les incendies, ainsi que de crocheteurs pour enlever les meubles. Tous ces gens que la compagnie entretient à son service, sont habillés de verd, & ont chacun une plaque sur laquelle est ciselée une figure représentant la Grande Bretagne, tenant une harpe & étant appuyée sur l'écu des armes de la ville de Londres. Cette plaque sert à les distinguer des personnes employées par les autres bureaux, & comme chaque plaque est numérotée, on prie les assurés, qui leur confieront des meubles, ou qui auront des plaintes à faire contre eux, de faire attention au numéro.

Sur les bâtimens assurés par ce corps, on mettra une figure pareille à celle qui est sur les plaques des pompiers & autres ouvriers qu'il entretient à son service.

Table des primes annuelles à payer pour l'assurance contre le feu.

N^o. 1. Assurances ordinaires.

Toute somme qui n'excède pas L. 200. paie. 4 Sh. par an.
 Celle de 200 à L. 1,000. paie. 2 Shil. pour cent.
 de 1,000 à L. 2,000. . . 2 Shil. 6 sous pCt.

N^o. 2. Assurances risquables.

Somme n'excédant pas L. 200. paie 6 Sh. par an.
 de L. 200 à L. 1,000. . . . 3 den. pCt.
 de L. 1,000 à L. 2,000. . . . 4 den.
 de L. 2,000 à L. 3,000. . . . 5 den.

N^o. 3. Assurances doublement risquables.

Somme n'excédant pas L. 200. . . 10 Sh. par an.
 de L. 200 à L. 1,000. . . . 5 Sh. pCt.
 de L. 1,000 à L. 2,000. . . . 7 Sh. 6 sous pCt.

Les sommes les plus considérables, ainsi que plusieurs des marchandises ou denrées exceptées dans le préambule, peuvent être assurées par un accord particulier.

15°. Et d'autant qu'on a trouvé par expérience qu'il étoit fort avantageux aux personnes qui avoient des places, des emplois, des terres ou d'autres biens, qui se perdent avec leur vie ou la vie des autres, de faire assurer la vie de celui ou de ceux avec lequel ou avec

lesquels la jouissance de ces places, emplois, terres ou autres biens se terminent, Sa Majesté a bien voulu accorder aussi à ce corps, plein pouvoir & autorité d'assurer la vie ou les vies de toute personne ; & le dit corps est prêt à le faire à des conditions fort raisonnables.

*Modele d'une police d'Assurance donnée par
cette Société.*

Meubles ou Denrées.

N^o. —

Par le corps d'Assurance, dit, *Assurance de Londres* pour les maisons & les meubles contre le feu, dans *Birchin-lane* à Londres.

Ce présent écrit, ou police d'Assurance, fait foi que d'autant que Jean Batiste Schmettau courtier, a payé à la caisse du corps de l'*Assurance de Londres*, la somme de trois livres quinze Shillings pour l'Assurance de meubles, ou denrées en commerce sur son propre compte, ou qu'il a par commission, ou qui lui sont confiées, dans un magasin de briques, & couvert de tuiles, connu sous le nombre — dans les magasins de — dans — à Londres, exceptés les écrits, livres de compte, billets, obligations, contrats, tailles ou marques, argent-comptant, bijoux, tableaux,

poudre à canon, bestiaux, foin, paille & bled non battu : comme aussi exceptés les hardes, l'argenterie, les glaces, la porcelaine & la faïence, le chanvre, le lin, les étoupes, la poix, le goudron & la thérébentine ; à moins que les denrées ci-spécifiées ne soient spécialement désignées, & reconnues avoir été assurées par un écrit mis au dos de la présente police, & signé au-moins par deux des directeurs pour lors en exercice.

Savoir faisons à tous & à chacun, par ces présentes que le fond capital & tous les effets & biens du dit corps sont assujettis à payer, faire bon & satisfaire le dit assuré, ses héritiers, exécuteurs ou administrateurs, pour toute perte ou dommage qui arrivera ou peut arriver par le feu, aux dites denrées, dans le bâtiment ci-dessus dit, à la réserve des denrées ci-dessus exceptées, & cela à commencer au — jour du mois de — de l'an de notre Seigneur mil sept cent — ou avant le dit jour, pour une somme qui n'excede pas celle de trois mille livres ; & le dit corps continuera à demeurer assujetti & engagé comme ci-dessus à payer d'année en année à commencer au 25. Décembre par chaque an-

née, & pour aussi longtemps que le dit assuré payera ou fera payer bien & fidèlement la somme de trois livres quinze Shillings à la caisse du dit corps, & cela au 25. de Décembre ou avant ce jour, & ce terme de paiement reste fixé pour toutes les années suivantes: & le dit corps consentira au paiement des pertes ou dommages, en acceptant & recevant le paiement du dit assuré, & ces pertes ou dommages seront payés en argent, aussitôt qu'ils auront été fixés & ajustés, en déduisant seulement trois pour cent. En cas que la dite perte ou le dit dommage ne soit pas convenu & payé, les déductions ci-dessus mentionnées préalablement faites, dans les soixante jours après que le dit assuré en aura donné connoissance au dit corps, alors le dit corps ou ses ouvriers, officiers & employés, à la fin, & à l'expiration des dits soixante jours, fourniront au dit assuré une quantité de meubles ou denrées entièrement semblables, en qualité, valeur & bonté à ce qui a été endommagé ou consumé par le feu. Bien entendu néanmoins, comme on le déclare ici que c'est le véritable sens & la vraie signification de cet écrit ou police, que le fond capi-

tal, & tous les biens & effets du dit corps ne feront point engagés ni affujettis à payer ou faire bon à l'assuré d'aucunes pertes ni d'aucuns dommages qu'auroit occasionné le feu, qui pourroit arriver en conséquence de quelque invasion faite par un ennemi étranger, ou dans le cas d'une usurpation militaire quelconque; & l'on entend de plus, ainsi qu'on le déclare ici, que cet écrit ou police n'aura aucune force ou contrainte envers le dit corps; au cas que l'assuré ait déjà contracté, ou vienne par la suite à contracter telle autre assurance que ce puisse être pour les meubles & denrées pour lesquels il contracte par la présente, à moins qu'une pareille assurance n'ait été spécifiée & reconnue par une note au dos de cette police, laquelle note devra être signée au moins par deux des directeurs en exercice: ni dans le cas où le bâtiment, dans lequel les dits meubles ou denrées sont déposés, seroit occupé, au temps que le feu y auroit pris, par une ou plusieurs personnes, y exerçant les professions d'apotiquaire, de chimiste, de marchand de couleurs, de distillateur, de raffineur de sucre, de boulanger de pain ou de biscuit, de chandelier, d'approvision-

neur de vaisseaux, de loueur de chevaux, d'aubergiste ou de faiseur de Drêche, à moins que deux des directeurs au moins pour lors en exercice n'aient, dans un endossement signé de la maniere dite ci-dessus, reconnu & accordé que les dites professions ou métiers s'exercoient & se pratiquoient dans les dits bâtimens: ni dans le cas où l'on feroit usage du dit bâtiment pour ferrer & garder des denrées risquables, telles que le goudron, le chanvre, le lin, les étoupes, la poix, le suif ou la thérébentine, à moins que deux des directeurs au-moins, pour lors en exercice, n'aient par un endossement signé, comme il est dit ci-devant, reconnu & accordé que les dites denrées risquables étoient & pourroient être gardées dans le dit bâtiment, car dans tous & chacun des dits cas, ces présentes & toute clause ou article y contenus cesseront & seront nuls & de nul effet ou valeur: mais ces cas exceptés, elles demeureront en pleine force & valeur: en témoignage de quoi le dit corps a ordonné que son sceau y fût appliqué, ce — jour du mois de — dans la présente année du regne de notre Souverain seigneur George troisieme, par la grace de

Dieu Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, défenseur de la foi &c. & l'année de notre Seigneur. —

On remarquera que le bureau des directeurs de ce corps a ordonné qu'on délivrât des quittances scellées pour tous les paiemens subséquens ; & que la police ne feroit d'aucune force si elle étoit transportée par le propriétaire à quelque personne que ce fût.

A R T I C L E III.

EXTRAIT DU CONTRAT D'ÉTABLISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'UNION.

Les deux articles précédens ont donné l'idée, l'une d'une Société pour assurer la vie seulement, l'autre pour assurer indistinctement la vie, les meubles & les maisons, j'y crois devoir ajouter cette troisième qui, sur un plan tout différent n'assure que les effets & marchandises contre toutes pertes occasionnées par le feu. Voici ses loix.

1°. Toute personne qui obtient la permission d'entrer dans cette société, ainsi que ses exécuteurs, administrateurs & ayans cause, devront, comme membres, se conformer aux

réglemens contenus dans ce plan, & en conséquence partageront les profits ou supporteront les pertes que la société pourra faire, mais chacun à proportion de leurs polices respectives.

2°. La direction des affaires de la Société sera confiée à 24 directeurs qui, sans le consentement d'une assemblée générale, ne tireront aucun salaire, & ne seront à cet égard pas plus avantagés qu'un membre ordinaire.

3°. Tout marchand, négociant, habitant domicilié de Londres ou de vingt milles aux environs, auront la liberté d'affurer, à moins que, pour de justes raisons qui devront être soumises au jugement de la majorité, les directeurs ne pensent devoir en exclure quelques-uns.

4°. Toutes marchandises, meubles, outils, ustenciles & matieres de commerce, fournitures de maisons & même l'argenterie qui n'est pas pour le commerce, ne paiera pas plus que 3 Sh. 6 sous par once, mais on en exceptera les bordures de tableaux ou de miroirs, les glaces, les porcelaines, l'argent, les bijoux, les livres de comptes, les tailles, les billets ou reconnoissances & généralement

tous les écrits, aussi bien que les granges, les tas & meules de bled, foin & paille, & enfin les chevaux.

5°. On ne pourra assurer que pour le terme de sept ans, & toute police expirera à six heures du soir du jour qui finira la septième année de la date de la dite police.

6°. La société répondra des effets assurés, pourvu que la valeur qui leur est donnée n'excede pas la somme de L. 6,000. dans une même maison ou dans un seul & même magasin ; & toute perte sera bonifiée dans les soixante jours qui suivront la notification qui en aura été faite, pourvu néanmoins que l'accident n'ait été occasionné, ni par le fait, ni par le consentement, ni par la négligence de celui qui en fait la réclamation.

7°. Toute & chaque personne qui assurera dans cette société, outre les droits de timbre fixés par le parlement, & 3. Sh. 8. sous de frais fixés par la compagnie pour la police & la marque, payera les sommes qui vont être déclarées, selon les circonstances y énoncées : savoir.

Pour chaque L. 100. de meubles renfermés dans une maison bâtie de briques ou de

pierres, 10. Sh. de dépôt & 2. de prime.

Si le bâtiment ou la nature des effets expose feul à un demi-hafard, 15. Sh. de dépôt & 3. de prime. Si le hafard est entier de l'un ou de l'autre côté, 20. Sh. de dépôt & 4. Sh. de prime.

Si le hafard est d'un côté & le demi-hafard de l'autre, 25. Sh. de dépôt & 5. de prime.

Si le hafard est de toutes parts, 30. Sh. de dépôt & 6 de prime.

Pour chaque *L.* 100. d'effets assurés qui se trouvent dans une maison bâtie, partie en briques & partie en bois, 12 Sh. de dépôt & 2. de prime.

S'il paroît y avoir un demi-hafard dans le bâtiment ou dans la nature des effets 18. Sh. 9. sous de dépôt & 3. Sh. 9. sous de prime.

Si une partie est hasardeuse 25 Sh. de dépôt & 5 Sh. de prime.

S'il y a hafard d'une part & demi-hafard de l'autre *L.* 1-11. Sh. 3 8. de dépôt & 6 Sh. 3 8. de prime.

Si le hafard est de tous côtés *L.* 1-17. Sh. 6. 8 de dépôt & 7. Sh. 6. sous de prime.

Pour chaque *L.* 100. d'effets assurés & qui sont dans une maison de bois. 15. Sh. de dépôt & 3. de prime.

S'il

S'il y a demi-hazard d'un des deux côtés.

L. 1-2. *£*. 6 s. de dépôt & 4 Sh. 6 s. de prime.

S'il y a hazard entier d'une part. 30. Sh. de dépôt & 6 de prime.

S'il y a hazard d'un côté & demi de l'autre

L. 1-17. *£*. 6 s. de dépôt & 7 Sh. 6. sous de prime.

Si le péril est de tous côtés *L.* 2-5 *£*. de dépôt & 9 *£*. de prime.

Pourvu toutefois que si, par la suite, quelque personne vient à assurer ou à faire assurer, sur des effets ou marchandises, pour une somme ou plusieurs dont la totalité unie passe *L.* 1,000. ou aille jusques à *L.* 2,000 & même *L.* 3,000. ou au-dessus, il soit entendu, comme il est ici déclaré & convenu, qu'alors & en pareil cas, toute & chaque personne qui voudra assurer pour une valeur au-dessus de *L.* 1,000. & jusqu'à celle de *L.* 2,000. fera tenue de payer ou de faire payer à la société une double prime, qui sera de même triple pour toute somme excédante celle de *L.* 2,000. jusqu'à celle de *L.* 3,000 & au-dessus: laquelle prime sera évaluée à tous égards, selon le tarif exposé ci-dessus, & ce nonobstant tout ce qui pourroit avoir été dit ci-

devant qui y paroîtroit contraire.

8°. Chaque membre doit avoir une police munie de la signature & du sceau particulier de trois curateurs, outre la marque de la société, qui porte deux mains l'une dans l'autre, qui doit être attachée à la façade de sa maison. L'assurance sera bonne, dès que l'assureur en aura payé les frais, & qu'il aura signé le contract d'établissement de la société. A l'expiration de cette police, après compte fait du dépôt & des profits, on devra la remettre au bureau, ainsi que la marque, lorsqu'on aura clos le compte de la police & qu'on quittera l'office.

9°. L'argent de dépôt sera rendu à l'expiration de la police, avec le dividende proportionné que les profits permettront d'accorder, après en avoir déduit préalablement la part proportionnelle que l'assuré a dû supporter dans les pertes & charges accidentelles seulement.

10°. La part que chaque membre pourroit être tenu de contribuer pour bonifier à la société les pertes ou les frais que le hasard peut lui faire encourir, ne seront jamais portés au-delà du dépôt qu'à 10. Sh. pour chaque

L. 100. assuré à un feu ; & si elle devoit excéder 10. Sh. pour cent , chaque membre , sur l'avis qui lui en seroit donné , seroit libre de quitter la société , & en rendant sa police , seroit dûment déchargé , en payant néanmoins sa part fixée ci-dessus jusqu'au moment de l'abandon qu'il feroit de ses droits sur la société.

110. Chaque membre qui cédera sa police , ainsi que les exécuteurs ou administrateurs d'un membre qui est mort , ont trois mois au plus pour donner avis aux directeurs ou à leurs clercs , & pour apporter la police à l'office , afin que mention soit faite au dos d'icelle de ce transport ou de cette mort , & que l'un ou l'autre soit enregistré dans les livres , car après ce temps écoulé , sans avoir rempli ces formalités , tout bénéfice résultant de la police , seroit perdu. Chacun de ces endossements doit être signé par deux curateurs , pourvu que les directeurs ne jugent pas convenable de refuser l'admission dans la société aux exécuteurs , administrateurs ou ayans cause qui se présentent pour en devenir membres , ou de rejeter cet endossement demandé pour transport ou pour mort , après

avoir exposé leurs motifs & les avoir fait approuver par la majorité. En effet, ces personnes n'auroient alors de droits qu'aux sommes échues à leurs polices respectives, & en vertu d'icelles ne pourroient faire aucunes demandes ultérieures à la société.

Il faut remarquer que les peines infligées pour manquer à cet article peuvent être remises par les directeurs, s'il n'en résulte aucune perte pour la société, qui leur a laissé le privilege de juger conformément à ce que la raison leur suggérera, selon la nature & les circonstances de l'événement.

12°. L'assurance faite dans cette société d'effets qui le sont ou pourront l'être dans une autre, sera nulle & de nulle valeur : à moins que cette autre assurance ne soit expressément mentionnée au dos de la police accordée par cette société, & confirmée par la signature de deux de ses curateurs, & dans ce cas, cette société devra seulement payer une part proportionnée, quoiqu'un pareil assureur ne soit pas moins tenu vis-à-vis d'elle à remplir la totalité de son contract.

13°. Un membre qui a souffert une perte, doit sans délais en donner avis aux directeurs

ou à leur clerc, afin d'en prendre connoissance, & il sera tenu de déclarer la valeur de sa perte, qu'il affirmera par son serment & celui de ses domestiques, ou qu'il démontrera par ses livres & autres preuves authentiques, ou qu'il fera attester par certificats du ministre, des marguilliers & des *constables* de sa paroisse, ou de quelques-uns de ses voisins qui ne seront point intéressés dans la perte, ou enfin par tous autres moyens que la sagesse des directeurs pourra prescrire : & si dans les déclarations faites à ce sujet, on vient à découvrir qu'il y ait de la fraude ou du parjure, celui qui aura fait une fausse réclamation, perdra tout le bénéfice de son assurance.

Si la société avoit de violents soupçons que le réclamant eût agi frauduleusement ou qu'il eût employé des pratiques sourdes, pour autoriser sa demande, quoiqu'elle ne puisse en obtenir la preuve complète, elle laisse alors à la prudence des Directeurs de prononcer la nullité de la police, de déclarer le membre tellement exclus de la société, qu'il ne puisse jamais y être admis. Toutes les difficultés qui auront rapport à cet article seront décidées par les directeurs à la pluralité des voix.

14°. Afin de donner, fans perdre de tems, une forme à l'établissement de cette société, on donna aux vingt quatre premiers souscrivans le titre de Directeurs pour en jouir jusqu'au 29 Septembre 1715. avec droit de choisir un sceau; de prendre une maison; de nommer des avocats, procureurs, clerks, intendans, messagers &c. & de déterminer les rétributions ou salaires qu'il conviendrait de donner à chacun; de prendre d'eux les cautions qu'ils jugeroient nécessaires; de régler la maniere de faire les polices; d'établir les dépôts & les primes qu'on devoit exiger, de les augmenter autant qu'il faudroit pour balancer les charges & les pertes à encourir; de se munir d'un coffre de fer pour la garde des livres; de pouvoir avec juste motif congédier ou remercier toutes les personnes qu'ils auroient prises au service de la société, & de remplacer tous ceux dont les places deviendroient vacantes par mort ou de telle maniere que ce fût. Tous ces arrangemens spécifiés dans les semonces envoyées aux membres, eurent la majorité des suffrages dans trois assemblées successives; & on y ajouta le droit de faire tout ce qu'ils jugeroient utile à la société.

15°. Tous les directeurs ont, comme les premiers, la puissance de conduire les affaires de la société, & de disposer des emplois; ils peuvent de même exécuter tout ce qui leur paroît utile, pourvu que rien ne s'éloigne de ce qui est stipulé dans ce contract.

16°. Les assemblées générales se tiendront deux fois chaque année en Mars & en Septembre, & plus souvent si les directeurs le jugent à propos, ou qu'ils en soient requis par vingt membres assurant jusqu'à la valeur de L. 20,000. ou plus. Les directeurs pourront la fixer aux premiers mercredis de ces mois ou dans les 21. jours suivans: mais en toute occasion ils en préviendront les membres sept jours auparavant, soit en indiquant le jour dans la gazette soit en le notifiant d'une autre maniere. Quarante huit présens ont tout pouvoir de discuter & de décider toutes les affaires qui ont rapport à la société, d'altérer & de corriger les articles de ce contract, d'augmenter les taxes, pourvu que le tout soit confirmé dans une seconde assemblée générale, & ait été enregistré dans la grande cour de chancellerie. Cette seconde assemblée pourra confirmer toutes loix faites ou toutes

réolutions prises par la première, quand même elle ne se trouveroit point composée du nombre de membres requis pour former une assemblée générale, pourvu que la susdite assemblée ait été légalement avertie, & que ceux qui s'y trouvent présents aient laissé passer une heure après le moment marqué pour sa tenue, avant que de se choisir un président. L'assemblée générale de Septembre est particulièrement destinée à la nomination des 24. directeurs pour l'année suivante, dont seize sont pris parmi les actuels & sont continués, & huit sont choisis par ballotes parmi les membres. Dans cette élection, les huit plus anciens des 24 actuels se retirent, & huit autres sont élus à leur place, avec cette attention qu'on ne peut choisir un membre qui a tenu cette place pendant les trois dernières années. L'élection par ballotes doit commencer dès le premier jour de l'assemblée générale, pour être continuée par ajournement, à la volonté des Directeurs. Le lendemain est la tenue de l'assemblée générale, & les Directeurs y traitent des affaires de la société, & nomment spécialement quatre d'entre eux, & quelques membres qu'ils

chargent d'ouvrir le scrutin, & sous le serment de la plupart d'entre eux, d'en faire un juste rapport à l'assemblée générale au tems de son ajournement, qui ne peut pas être différé plus de sept jours. L'on remarquera que, lors de cet ajournement, l'assemblée générale est légale si elle a 24 membres présents, qu'elle doit entendre le rapport & se séparer, sans pouvoir s'occuper d'aucune autre affaire, ni être obligée de prolonger sa séance.

17°. A chaque assemblée de semestre, les Directeurs présenteront un état général de la situation de la société, & cela spécialement dans celle du mois de Mars qu'ils établiront les dividendes à donner pour l'année précédente & les contributions reçues pendant son cours.

18°. Les Directeurs, ou la plus grande partie d'entre eux, s'assembleront chaque année ou plus souvent, si les circonstances le requierent, pour choisir parmi eux & par ballottes, un trésorier & deux assistans qui devront être approuvés par une seconde assemblée hebdomadaire ou par le corps des directeurs. Ces trésoriers auront chacun une des trois clefs de la caisse, & donneront les cautionnemens que voudront en exiger les direc-

teurs, & quand ils quitteront cet emploi, ils rendront leurs comptes & remettront à leurs successeurs les effets qui étoient entre leurs mains.

19°. Ces directeurs choisiront aussi par ballottes six curateurs au moins qui, étant approuvés par une seconde assemblée des directeurs, auront le pouvoir de signer les polices, qui doivent l'être de trois d'entr'eux au moins, & ce sera en leur nom commun ou en ceux de trois d'entre eux que seront passé toutes les obligations & tous les écrits qui intéressent la société. Si par mort ou par abdication ils étoient réduits à deux, ils feroient un transport de tout ce qui leur est confié à ceux qu'il plairoit aux directeurs de nommer pour les remplacer. Tous ceux qui occuperont ces places, devront donner aux directeurs toutes les obligations qu'ils exigent pour la sûreté des dépôts qui sont entre leurs mains.

20°. Les directeurs choisiront encore parmi eux des auditeurs annuels, qui ne peuvent être moins de cinq en nombre, trois desquels doivent chaque mois examiner & arrêter les comptes, pour en rendre compte aux direc-

teurs, qui ordonnent que la balance en soit mise dans la banque d'Angleterre, & que les reconnoissances en soient déposées dans le coffre.

21°. Les directeurs & spécialement les curateurs seront dédommagés des frais qu'ils font pour expédier & délivrer les polices & pour tous les autres actes qu'ils peuvent être dans le cas de faire en vertu des présentes, & le fond & les effets de cette société devront être premièrement employés à leur remboursement: & nul d'entre eux ne sera responsable que des effets que chacun aura eus en mains, ou qui reçus par lui, n'auront pas été mis dans la caisse, par leur ordre, sans l'avis des directeurs, & aucun d'eux ne sera responsable des fautes de ses collègues.

22°. Les directeurs s'assembleront où ils jugeront à propos, & aussi souvent qu'ils le croiront nécessaire, mais ils devront au moins le faire le mercredi de chaque semaine, entre trois & sept heures du soir, & lorsqu'ils se rencontreront cinq, ils pourront s'occuper de toutes les affaires, qui n'exigent pas la présence d'un plus grand nombre.

23°. Les directeurs avec le concours de la

majorité d'entre eux pourront prêter les sommes qu'ils jugeront à propos, sur hypothèques ou achats de maisons ou de terres, sur des cautions parlementaires ou autres, pourvu que les résolutions prises à ce sujet aient été confirmées dans une seconde assemblée de semaine, & que tous les titres & actes aient été approuvés par le conseil de la société, lorsqu'il est question de toute autre sûreté que de celle fondée sur l'autorité du parlement.

24°. Si un directeur vient à mourir, ou refuse d'agir comme tel, ou néglige pendant deux mois calendaires de faire aucune fonction de sa place, les autres directeurs pourront à la majorité des suffrages choisir par balottes un membre pour le remplacer, & si ce choix est approuvé dans une seconde assemblée hebdomadaire des directeurs, la personne ainsi choisie prendra la place du destitué, & jouira de tous les droits qu'il pouvoit avoir: si un directeur refusoit de remplir les emplois que le bureau lui a confiés, ou manquoit à la confiance qu'on a en lui, ou se trouvoit compliqué dans quelque entreprise contraire à l'avantage de la société, il sera déchu de sa place & on lui donnera un successeur.

25°. Les directeurs choisiront un nombre d'hommes & de chariots propres à assister dans les incendies à sauver les effets assurés; & le bureau devra fournir à ces employés des habits & des marques qui les fassent connoître, il leur assignera des gages & il en exigera les cautions qu'il croira nécessaires.

26°. Tout membre, en prenant un tems convenable, aura toujours la liberté de voir cet acte d'établissement, & tous les réglemens faits depuis par les assemblées générales, ainsi que les transactions des directeurs, les livres de comptes, les assises des dividendes & des contributions, le tarif des gages &c.

27°. Pour mieux parvenir aux fins que se propose la société, elle a donné aux directeurs le pouvoir de faire de nouveaux réglemens, pourvu qu'ils tendent à faire exécuter ceux-ci avec plus d'exactitude; de plus que, sur la première proposition qui en sera faite, avis en soit donné à ceux des directeurs qui se trouvoient absens, & qu'ils aient le consentement de la majorité dans trois assemblées de semaine; qu'enfin ils ne contiennent rien de contradictoire avec ce qui est statué dans cette loi fondamentale. Toutes ces nou-

velles ordonnances ou autres loix légalement reçues par les directeurs, les trésoriers & les curateurs, feront obligatoires pour tous les membres.

28°. Pour maintenir une bonne intelligence entre la présente société & celle des *contribuans amiables* ou office du feu dit *main en main*, & soutenir le plan qu'on s'est formé, il est décidé que la présente société n'assurera point de maisons, mais seulement les effets & marchandises, & l'on espere que cette résolution, bien loin de porter aucun préjudice aux autres, ne fera au contraire que servir leur but, en cherchant à s'acquérir pour toujours leur amitié, & en travaillant à leur bonheur.

29°. Si un membre de la société transporte ses meubles de la maison où ils étoient, quand il en a fait l'assurance, sans y être forcé par le feu, il ne pourra tirer aucun bénéfice de son association, & on ne sera nullement tenu de lui bonifier les pertes qu'il aura pu faire, jusqu'à ce que ce transport ait été agréé par les directeurs en exercice: & s'il laisse passer trois mois calendaires sans donner avis qu'il a changé ses meubles de place, la police deviendra nulle & de nulle valeur.

30°. A l'avenir la caisse de la société sera déposée à la banque d'Angleterre, & un compte y sera ouvert sous les noms des trois directeurs qui remplissent les fonctions de trésorier & d'assistans trésorier; & les billets qu'on voudra tirer sur la banque devront être munis de leurs signatures.

On remarquera que cette société, en n'assurant que des meubles est exposée à bien moins de pertes que les autres, aussi depuis le 25 Mars 1759. a-t-elle ordonné la remise des dépôts à l'expiration des polices, outre un dividende de 2½ pCt. ce qui n'a pu provenir que du grand encouragement, qu'un plan aussi bien concerté a dû rencontrer, puisque les dédommagemens qu'elle a payés à ceux de ses membres qui ont été incendiés depuis sa création jusques à la fin de 1764. montent avec les frais ordinaires à une somme considérable, comme on va le voir par l'état suivant.

En 1715.	. . . . .	L.	34- 3-3
1716.	. . . . .		575- 15-4
1717.	. . . . .		35- 9-9
1718.	. . . . .		601- 3- -
1719.	. . . . .		1147- - - -
1720.	. . . . .		10,310- 1- -
			<hr/>
			L. 12,703- 12-4

<i>De l'autre part.</i>	.	.	.	L. 12,703 - 12 - 4
En 1721.	.	.	.	610 - 9 - 4
1722.	.	.	.	1,204 - 17 - -
1723.	.	.	.	1,486 - 1 - 4
1724.	.	.	.	572 - 7 - 2
1725.	.	.	.	789 - 4 - -
1726.	.	.	.	3,573 - 1 - -
1727.	.	.	.	1,186 - 5 - -
1728.	.	.	.	204 - 6 - 2
1729.	.	.	.	3,099 - 11 - 11
1730.	.	.	.	2,128 - 3 - 4
1731.	.	.	.	278 - - -
1732.	.	.	.	300 - - -
1733.	.	.	.	969 - 4 11
1734.	.	.	.	1,555 - 13 - 4
1735.	.	.	.	559 - 4 - 10
1736.	.	.	.	593 - 10 - 8
1737.	.	.	.	247 - 1 - 9
1738.	.	.	.	682 - - 6
1739.	.	.	.	681 - 13 - 10
1740.	.	.	.	1,689 - 16 - 6
1741.	.	.	.	2,200 - 18 - -
1742.	.	.	.	1,012 - 3 - 6
1743.	.	.	.	532 - 3 - 8

L. 38,849 - 10 - 1

Ci-

<i>Ci-contre.</i>	.	.	L. 38,849 - 10 - 1
En 1744.	.	.	53 - 2 - 8
1745.	.	.	301 - 4 - -
1746.	.	.	2,121 - 9 - 9
1747.	.	.	386 - 3 - -
1748.	.	.	1,631 - 1 - 2
1749.	.	.	4,322 - 4 - -
1750.	.	.	508 - 5 - 2
1751.	.	.	184 - 8 - 5
1752.	.	.	2,146 - 1 - 5
1753.	.	.	73 - 5 - 11
1754.	.	.	945 - 18 - -
1755.	.	.	2,935 - 10 - 6
1756.	.	.	3,048 - 16 - 10
1757.	.	.	4,380 - 11 - 6
1758.	.	.	981 - 6 - -
1759.	.	.	2,210 - 19 - -
1760.	.	.	7,586 - 13 - 5
1761.	.	.	6,084 - 14 - 5
1762.	.	.	630 - 16 - 5
1763.	.	.	10,776 - 17 - 4
1764.	.	.	1,371 - 16 - 5

Total. . . . L. 91,530 - 15 - 5

Les ouvriers ont couté environ 6,000 - - - -

Ce qui fait une dépense de L. 97,530 - 15 - 5



Mémoire historique sur le Commerce de la Ville de HAMBOURG, avec celle de LONDRES & sur les avantages réciproques, que ces deux villes peuvent tirer des privilèges, dont l'une jouit dans l'autre.

Je ne crois pouvoir donner une plus juste idée de l'intérêt dont peut être ce mémoire, qu'en exposant d'abord les diverses questions que je me propose d'y examiner. Il suffira de les connoître pour juger que l'historien & le commerçant ne peuvent manquer de trouver un égal amusement dans leur discussion. J'entreprends en effet d'y rechercher.

1°. Quels sont les avantages de commerce dont jouissent en général les Anglois à Hambourg & les Hambourgeois à Londres, & ceux que la Société Angloise en particulier a obtenus à Hambourg.

2°. De quelle importance étoit la maison appelée vulgairement *S. Eliardana*, que les Hambourgeois prétendent leur avoir été autrefois cédée à Londres, en réciprocité de cel-

le qu'ils ont eux-mêmes donnée aux Anglois dans leur ville?

3°. En quelle année les Anglois ont-ils permis l'établissement de cette maison de commerçans étrangers dans la capitale de leur royaume?

4°. Combien de temps en ont joui les possesseurs?

5°. A quel usage sert-elle aujourd'hui, & ceux qui en avoient la jouissance, en ont-ils été dédommagés par la concession de quelques autres avantages de commerce?

6°. Pourquoi en a-t-on dépouillé les propriétaires?

On ne peut certainement répondre méthodiquement à ces questions, sans remonter à l'origine de l'union des Villes Hanféatiques, & sans faire connoître ce qui a donné lieu en Angleterre à l'institution des sociétés incorporées pour le soutien & l'accroissement du commerce, & c'est aussi le plan que je vais suivre.

On fait que, vers le milieu du douzieme ou du treizieme siecle, (car cette époque est si incertaine, que les uns la placent vers l'an 1164. & les autres en l'année 1254.) plusieurs

viles de l'Europe firent entre elles une association de commerce, à laquelle on donna le nom de *Hanse*. Plusieurs auteurs n'ont cessé de faire des recherches sur l'étimologie de ce mot teutonique, auxquelles je ne prétens rien ajouter, me contentant de croire, avec le plus grand nombre, qu'on doit l'interpréter par celui de société.

Cet établissement, dès son origine, dut produire de très grands avantages, puisqu'au bout de cinquante ans, on comptoit déjà 72. villes qui s'y étoient unies, depuis la Moscovie jusqu'en Italie, parmi lesquelles Hambourg tenoit un rang considérable.

Quoique le premier soin des instituteurs eût été de mettre une certaine égalité entre les droits dont devoit jouir chacune de ces villes, cependant les avantages que quelques-unes d'entre elles tiroient de leur situation, força à les préférer, en les faisant servir d'entrepôts & de comptoirs pour le commerce général. On en choisit cinq: *Novogord* en Moscovie, qui étoit gouvernée dans ce temps par des princes particuliers, *Revel* en Livonie, *Berghen* dans la Norvege, *Bruges* qu'*Anvers* remplaça ensuite dans les Pays-Bas &

Londres dans l'Angleterre. Ces cinq villes étoient autant de magasins chargés en commun d'approvisionner l'Europe. Les négocians des autres Villes Hanféatiques, & surtout ceux des villes du Sud, n'étoient proprement que des facteurs qui n'avoient que le détail toujours précaire & toujours dépendant des grandes opérations des comptoirs. Les Allemands & les Flamans étoient presque les seuls peuples qui navigassent, & si les Anglois les ont imités, ce n'a été que longtemps après.

La *Hanse* couvroit la mer de ses vaisseaux, & les réglemens maritimes, qu'elle publia dans le temps de sa splendeur, sont encore fameux de nos jours. En un mot, le Nord faisant seul un commerce actif, dont l'avantage lui restoit à la fin, engloutissoit toutes les richesses du midi, où l'on crut pendant si longtemps que les habitans des pays pauvres devoient seuls chercher des ressources dans l'industrie.

Dans chacune des cinq villes que l'on vient de nommer, il y avoit une société particulière composée des agens & des députés des autres Villes Hanféatiques. Chacune avoit la

garde & l'emploi général des marchandises déposées dans ses propres magasins. La société spéciale qui en avoit la direction, formoit un corps distinct des habitans, & elle avoit ses privileges & ses loix, qui selon l'opinion la plus vraisemblable, rendoient ces cinq villes assez uniformes à cet égard. Entre autres franchises, dont les marchands de cette confédération jouissoient à Londres, la plus profitable étoit celle de débarquer & de déposer en greniers le bled qu'ils apportoit dans cette ville, & cela durant quarante jours, qui étoient le terme fixé pour la vente. Ils avoient pareillement le droit de se choisir un chef qui étoit appelé *Alderman*, mot que l'on ne peut bien rendre en françois que par celui d'Echevin.

Cet *Alderman* étoit obligé de résider à Londres, & devoit prêter serment à son élection, entre les mains du Maire & des Echevins de Londres. Il s'y engageoit à administrer la justice avec impartialité aux gens de son pays, & de ne rien faire d'ailleurs qui ne fût conforme aux loix & aux coutumes de la cité de Londres. On nommoit ce privilege *la liberté de Cour*, dont on ne peut mieux connoître

l'attribution & les droits, qu'en la comparant à l'espece de cour que les consuls & les sociétés de Francs forment dans les Etats du Turc.

L'Echevin, le Directeur ou le Consul, comme on voudra l'appeller, avoit divers officiers qui lui étoient subordonnés pour l'administration de la justice. Il jugeoit en premiere instance tous les différens qui pouvoient survenir entre les marchands de la *Hanse*, & les appellations ressortissoient aux magistrats des colleges ou judicatures souveraines de l'association. Il y avoit quatre villes où se tenoient ces colleges, savoir à *Lubeck*, à *Cologne*, à *Brunsvic* & à *Dantzick*. *Lubeck* avoit le premier rang parmi les Villes Hanféatiques; on y conservoit les archives & le trésor commun, & tous les trois ans il s'y tenoit une assemblée, qu'on auroit pu appeller le chapitre général des négocians de l'Europe.

Henri III. roi d'Angleterre fut le premier qui accorda aux Villes Hanféatiques les privileges dont elles jouissent à Londres. Ce fut à la priere de son frere Richard, comte de Cornouailles & prince de l'Empire Romain, ainsi qu'il le dit lui-même dans la lettre qu'il

écrivit aux citoyens de Londres pour les instruire de sa volonté à cet égard. La lettre est datée de Westminster le 15 juin 1259. & les Marchands Hanseatiques y sont désignés sous le nom de Marchands *Almain* en Allemagne, ayant la maison appelée *Gilda Aula Teutonicorum*. C'est celle que l'on a nommée depuis *Steel-house* ou *steel-yard* dont il sera parlé plus bas.

Ces privilèges furent renouvelés par Edouard I. fils d'Henri III. & l'an 1282. sous le même regne, les citoyens de Londres les confirmerent dans toute leur étendue, & y en ajoutèrent de nouveaux, entre autres celui d'apporter du bled & d'avoir quarante jours pour le vendre, sous la condition que la *Hanse* seroit obligée d'entretenir & de réparer à ses frais une des portes de la ville, (*Bishop'sgate*) obligation dont les marchands affranchis avoient voulu s'affranchir. Il paroît même, par les termes dont se servit le Trésorier de l'Echiquier qui condamna les marchands à entretenir cette porte & à payer une amande de 210 marcs d'argent, que cette condition leur avoit été accordée en retour de leurs franchises à leur arrivée dans la ville.

de Londres, ainsi que celle de fournir un tiers pour la défense de cette porte en cas d'attaque: *pro quâ*, dit le juge, *liberi sunt in civitate*.

Les marchandises que les Villes Hanséatiques apportoit à Londres, étoient principalement du bled, du seigle & d'autres grains, des cables & des cordages, des mâts, de la refine, du goudron, du chanvre & du lin, des toiles, des planches, de la cire & du fer.

On ne peut s'empêcher de remarquer particulièrement cette importation de grains dans la capitale de l'Angleterre. Dantzick & la Livonie nourrissoient Londres, comme elles le faisoient à l'égard de l'Espagne & du Portugal. Le chevalier François Drake, sous le regne d'Elisabeth, prit dans le Tage une flotte entière de soixante vaisseaux chargés de bled que les Villes Hanséatiques y avoient envoyés. Le commerce de grains, que ces villes faisoient en Angleterre, étoit si considérable, qu'il ruinoit le Laboureur Anglois; & ce ne fut qu'après les plaintes réitérées de toutes les provinces, que le parlement défendit d'apporter dans le royaume aucune espece de froment, de seigle ou d'orge, lorsque le

quarter de froment n'excéderoit pas en Angleterre le prix de six Shillings huit sols, celui de seigle le prix de 4 Shillings & celui d'orge le prix de 3 Shillings.

Jusques ici l'on ne voit pas que la ville d'Hambourg ait joui à Londres d'aucun privilège qui lui fût particulier. Elle participoit, comme Ville Hanféatique, à tous ceux dont la *Hanse* étoit en possession, & les Anglois ne distinguèrent jamais les Négocians d'avec les Marchands Teutoniques. La maison appelée improprement *S. Eliardana* n'appartenoit point non plus à la ville d'Hambourg ; c'étoit encore la maison de la *Hanse* accordée par les rois d'Angleterre & par les citoyens de Londres au corps entier des marchands d'Allemagne, qui en avoient une pareille dans chacune des cinq villes ou comptoirs, dont on a parlé plus haut. C'étoit le palais où demeuroit le Directeur de la Société, où il avoit ses bureaux & ses officiers, où il rendoit la justice, & où se trouvoient tous les magasins nécessaires pour placer les effets & les marchandises de la *Hanse*. Il y a encore deux de ces palais marchands subsistant en Europe, celui d'Anvers & celui de Berghen dans la Norvege.

Le premier, connu sous le nom de la maison des *Oosterlins*, est un magnifique bâtiment, composé de quatre grands corps de logis, avec une cour au milieu & une haute tour sur la porte d'entrée.

Remarquez, en passant, que ce mot *Oosterlins* que les Anglois rendent par celui d'*Easterlings* veut dire *les gens de l'Est*. C'étoit ainsi qu'en Angleterre & en Flandres, on désignoit tous les marchands & navigateurs des ports de la mer Baltique, appelée jusqu'à ce jour la mer de l'Est. Les Hambourgeois étoient aussi compris sous ces noms.

Remarquez encore que l'origine du mot *Sterling* par rapport à la monnoie angloise vient de ces marchands. Ils furent les premiers qui apprirent aux Anglois à raffiner l'argent. Richard I. ayant fait venir dans son royaume de ces gens de l'Est pour travailler à sa monnoie, les pieces qu'ils frapperent au taux de l'argent de leur pays, remarquable pour sa finesse, s'appellerent *argent Easterling*, & par corruption *Sterling money*.

La seconde maison de commerce, reste de la splendeur Hanseatique à Berghen, s'appelle le *Cloître*. C'étoit un ancien chapitre,

dont les rois de Dannemarc firent présent aux habitans de la ville après la réformation de la religion en Norvege. Les associés qui demeurent dans cette maison, sont des especes de moines marchands. Ils vivent entre eux sous de certaines regles, dont la principale est de ne point se marier, tant qu'ils appartiendront à la communauté: au reste ces marchands sont bornés à une seule espece de commerce, & ils ne trafiquent qu'en poissons secs ou salés, tels que les harengs, la morue, la merluche &c.

Celle que la *Hanse* avoit à Londres fut d'abord connue sous le nom de *Still-house*, ensuite sous celui de *Still-yard* ou *Stil-yard* & l'est maintenant sous celui de *Steel-yard*. Ce nom veut dire une *Romaine* ou *peson*, parce que c'étoit le lieu où, dans les premiers tems, étoit placé le poids public. Le nom de *S. Eliardana*, que quelques-uns lui donnent, est certainement une corruption de *Stilliardana domus*, expression barbare qui, dans le latin de ce temps-là, a pu servir quelquefois à désigner la maison des Marchands Teutoniques.

Il ne reste plus rien de cette maison; & ce

qui en existoit encore au dernier siècle, fut consumé dans le grand incendie de 1666. On fait seulement que la *Hanse* payoit à la ville de Londres un loyer annuel de *L. 70-3 s. 4 d.* outre les rentes qu'elle étoit obligée de faire à divers particuliers, pour les emplacements qu'elle avoit ajoutés au terrain qui lui avoit été originairement accordé; car l'étendue en étoit immense, ainsi qu'on en peut juger par la multitude des magasins, des hangards &c. qui le couvrent aujourd'hui.

Le principal édifice étoit construit en pierres de taille. Il faisoit face à la Tamise, & l'on y entroit par trois portes magnifiques sur chacune desquelles on lisoit une des inscriptions suivantes, qui ne mériteroient pas d'être citées, si l'on savoit autre chose de ce bâtiment.

10. Hæc domus est læta, semper bonitate repleta;

Hic pax, hic requies, hic gaudia semper honesta.

20. Aurum blanditiæ pater est natusque doloris.

Qui caret hoc, morietur; qui tenet, hic metuit.

30. Qui bonis parere recusat, quasi vitato fumo in flammam incidit.

Steel-yard n'est plus à présent qu'un vaste assemblage de cours & de magasins, dans les-

quels on dépose diverses marchandises , & entre autres tout le fer qui arrive à Londres de Suede , de Ruffie & d'ailleurs. Ces magasins appartiennent à des particuliers , & la compagnie des Indes en possède le plus grand nombre.

La Ligue Hanféatique, indépendante comme on vient de la représenter , & faisant seule tout le commerce de l'Europe, donna à la fin de l'ombrage aux Anglois, dont elle avoit réveillé l'industrie. On s'étoit déjà plaint de son monopole tyrannique. Sous Henri IV. des Anglois s'étant avisés d'envoyer des vaisseaux dans la Mer Baltique , les Marchands Teutoniques les confisquerent , ainsi que les marchandises qu'ils portoient. Henri, qui n'avoit point de marine, fut obligé d'entrer en pourparlers avec Conrard de Junigen, alors directeur de la *Hanse* en Prusse, & on ne l'écouta point. On murmuroit aussi contre l'infidélité de ces marchands dans le commerce ; plusieurs d'entr'eux avoient fait à Londres des banqueroutes frauduleuses, qui avoient ruiné un grand nombre de Citoyens Anglois. Enfin dans l'année 1551. sous le regne d'Edouard VI. la ville de Lon-

dres, ayant représenté que la *Hanse* Teutoniquè s'étoit tellement emparée du commerce des draps, que l'année précédente elle en avoit exporté elle seule 44. mille pieces, & selon d'autres 50. mille pieces, tandis que les Marchands Anglois, pris ensemble, n'en avoient exporté qu'onze cents pieces; un acte du parlement abolit la compagnie en Angleterre & révoqua tous ses privileges. Marie sœur d'Edouard VI, qui monta sur le trône l'année suivante, & qui alloit épouser Philippe II. Souverain des Pays-Bas & des principales Villes Hanseatiques, suspendit l'exécution de l'acte pendant trois ans: mais après ce temps, soit en vertu d'un nouvel acte, ou en conséquence de celui d'Edouard, les privileges de la société furent déclarés nuls; & les Villes Hanseatiques firent toujours depuis de vains efforts pour les recouvrer. Il y avoit alors 292. ans que la *Hanse* jouissoit de ces privileges, & qu'elle faisoit seule le commerce des Anglois. Il ne paroît pas au reste que cette abolition fit quitter Londres aux Marchands Teutoniques; car par un recensement fait en 1580 on compta dans cette ville 6,480 étrangers, dont 2302 étoient des Marchands

Allemands ou Flamans, & 1848. des Commerçants François. Sous Elisabeth, qui succéda à Marie, la *Hanse* continua d'être seule en possession de la Mer Baltique; & cette princesse, dans toutes les guerres qu'elle entreprit, fut toujours obligée d'acheter des Marchands Hanseatiques, aux prix qu'ils vouloient, le chanvre, la resine, le bray, les mâts & tous les autres articles dont elle eut besoin pour ses Flottes.

J'ajouterai, pour conclure cette histoire abrégée des Villes Hanseatiques, qu'avant la révocation de leurs privileges en Angleterre, il s'étoit déjà fait plusieurs changemens dans leur association. Un decret passé entre les principales de ces villes, n'admettoit dans la *Hanse* que celles qui étoient censées villes de l'empire, & l'on mit Dantzick de ce nombre, parce qu'elle avoit autrefois envoyé des députés à la diette. Quelques années après, la réforme devint plus forte encore, & les Villes Hanseatiques se réduisirent à quatre, qui furent *Lubeck*, *Dantzick*, *Hambourg* & *Bremen*, & c'est ce qu'on a depuis connu sous le nom de *Hanse Teutonique*. Au reste, ces villes, indépendantes les unes des autres,

font

font séparément, malgré leur association, les réglemens & les traités de commerce que leurs intérêts particuliers exigent.

Les privilèges des Hambourgeois avoient été compris dans la proscription de ceux dont les Villes Hanséatiques jouissoient à Londres, & ni les uns ni les autres n'en eurent aucune indemnité & on ne voit pas qu'aucune ait pensé à en demander : mais comme les habitans de Hambourg avoient connu, par une longue expérience, combien il leur étoit avantageux de commercer avec l'Angleterre, ils n'épargnerent aucuns soins pour entretenir un trafic dans ce royaume. Une occasion se présenta au commencement du dernier siècle, & ils en profitèrent en attirant chez eux une compagnie de Marchands Anglois ; & c'est-là l'origine des privilèges dont les Anglois jouissent à Hambourg.

Cette compagnie avoit été formée & incorporée en Angleterre par patente du roi Edouard I. vers l'an 1296. sous le nom de *marchands avanturiers* : idée qu'avoit fourni à ce prince la Société Hanséatique. Ces Anglois associés, dont le commerce ne consistoit que dans celui des laines, obtinrent bientôt,

de Jean Duc de Brabant, des privileges & la permission d'établir un comptoir dans la ville d'Anvers, alors la premiere ville de commerce qu'il y eût en Europe. L'avantage que l'Angleterre retiroit de cette Société parut si essentiel, que ses privileges furent confirmés & augmentés sous la plupart des regnes suivans. Henri IV. qui avoit des raisons particulieres de se plaindre des Villes Hanseatiques, accorda en 1406. à la Société des marchands avanturiers une patente sous le grand sceau d'Angleterre. La reine Elisabeth fut leur plus grande protectrice. Elle avoit renouvelé tous leurs privileges: mais dans la sixieme année de son regne, l'Angleterre étant en guerre avec l'Espagne, maîtresse d'Anvers & des Pays-Bas, ces marchands perdirent tout le négoce qu'ils faisoient en Flandres, & pour les en dédommager, cette grande reine leur accorda le privilege de commercer dans toutes les parties de l'Allemagne. Elle autorisa leur compagnie à traiter avec les Etats & les Villes de cet empire pour un lieu de résidence, & pour des franchises semblables à celles dont ils avoient joui dans les Pays Bas. Cette permission ne fut pas plutôt

connue que les bourgeois d'Hambourg, pour engager les marchands aventuriers à s'établir dans leur ville, leur offrirent diverses conditions avantageuses; & quoiqu'ils n'aient pu eux-mêmes obtenir une maison de commerce à Londres, ils proposèrent à la Compagnie Angloise de lui en donner une dans leur ville, & de renouveler en sa faveur toutes les anciennes franchises Hanséatiques.

L'acte de concession faite par les Hambourgeois ne parle pas qu'ils aient reçu une réciprocité de la part des Anglois, ainsi que les questions paroissent le supposer. Les droits cependant qu'obtint la compagnie furent modelés sur les privileges dont la *Hanse* lui avoit antérieurement permis de jouir à Anvers. Ils eurent *la liberté de Cour* quoiqu'avec de certaines restrictions, & le privilege exclusif d'importer les draps de leur pays. Ce dernier avantage étoit considérable: mais il finit en 1688. temps où les habitans d'Hambourg se donnerent le droit de le partager. La premiere convention entre cette Ville Hanséatique & les marchands aventuriers de Londres est de l'an 1610.

Ces marchands ne conservent plus, même

en Angleterre, ce nom d'aventuriers, que dans les actes publics: mais on les distingue sous celui de marchands d'Hambourg. La patente qu'ils tiennent des rois, leur donne pouvoir d'élire leurs gouverneurs & autres officiers tant pour leurs comptoirs des pays étrangers, que pour ceux du royaume, tels que ceux de Londres, Hull, Newcastle & autres villes. Ils sont pareillement autorisés à faire entre eux des ordonnances pour le bon gouvernement du commerce. Ils ont droit de tenir une cour, d'y plaider, de condamner à des amendes & d'emprisonner. Ils ont des armoiries, un sceau public & portent pour devise, *Dieu nous donne bonne aventure*. Quoiqu'elle existe toujours, elle est fort déchue de sa splendeur & ne fait valoir aujourd'hui aucune de ses prérogatives.

Elle est composée à Hambourg de treize membres, qui ont à leur tête un gouverneur & son député, que les membres élisent annuellement dans le mois de Juin. Tous les différens qui surviennent entre les Marchands Anglois sont décidés à la pluralité des voix & en dernier ressort par cette compagnie. Elle juge aussi des demandes que les Anglois ont

sur les bourgeois de la ville : mais alors il est nécessaire qu'elle agisse de concert avec deux Sénateurs , que le conseil députe pour être présents à ses décisions. Les Anglois prétendent que les jugemens de cette compagnie sont si équitables & si promptement rendus, que les bourgeois de la ville, lorsqu'ils ont quelques demandes sur les Marchands Anglois, s'adressent à elle préférablement à toute autre cour de judicature nationale. Elle a sa maison, sa chapelle particulière & possède encore un très beau jardin à quelque distance de la ville.

Depuis l'admission de cette société à Hambourg, la Nation Angloise y a obtenu le nouveau privilege d'importer des harengs sur le même pied que les Hollandois. L'acte qui leur accorde ce droit est de 1711. & fut renouvelé & étendu en 1719. par une convention signée à Hambourg le 8. Fevrier entre Cîrille Wich alors ministre d'Angleterre près de cette république, & Jean Anderson Syndic, Pierre Burmetter & Henri Dieterick Wiese Sénateurs, & fut ratifiée à Londres le 16 Fevrier de la même année par George I. Elle consiste en huit articles, dont voici la teneur.

A R T I C L E I.

La ville d'Hambourg accorde aux sujets d'Angleterre la liberté d'importer librement les harengs pêchés sur les côtés de la Grande-Bretagne, en payant les mêmes droits d'entrée que les Harengs Flamands ou Hollandois ont coutume de payer.

A R T I C L E II.

Les harengs, à leur arrivée dans la ville, seront tous déposés dans un magasin lequel sera le plus commode & le plus convenable, dont le propriétaire aura un loyer raisonnable par tonneau, suivant que les marchands conviendront avec lui.

A R T I C L E III.

Les harengs seront ouverts dans le magasin, ainsi que le font ceux qui viennent de Hollande, à la vue de tous ceux qui auront envie d'y être présens. On en retirera la saumure, & après que chaque caque ou baril aura été rempli de bon poisson, cette même saumure y sera remise: le poisson restant toujours dans le même baril, sans être changé de l'un pour être encaqué dans un autre. En outre les harengs seront appréciés & évalués,

& suivant leur qualité, on mettra une marque dans un cercle au milieu du dessus de chaque baril; & pour faire voir que ce ne sont point des harengs de Flandres ou de Hollande, mais de la Grande-Bretagne, un B couronné sera marqué avec un fer rouge à la partie la plus apparente du baril.

A R T I C L E IV.

Pour cet effet le Sénat s'oblige de choisir & de commettre deux appréciateurs appelés communément *Wraquers* & deux *Packers* ou Encaqueurs; & pour que ces gens ne puissent être soupçonnés d'agir par partialité, il est arrêté qu'ils ne pourront avoir aucun intérêt dans les affaires des *Schonen Fabriers* ou vendeurs de poisson, & ces dits appréciateurs & encaqueurs prêteront un serment solennel, conformément au sens de cet article, devant l'honorable sénat, lequel sera renouvelé chaque année, au commencement de Juin, devant des députés du Sénat.

A R T I C L E V.

Si les propriétaires ou leurs facteurs viennent en personne avec leurs harengs, ils auront la liberté de les vendre indifféremment à

tous les bourgeois ou habitans quelconques de la ville, avec lesquels ils jugeront à propos de trafiquer: mais si, après le terme de huit jours, ils n'ont pas trouvé à en disposer avec les dits bourgeois ou habitans, il leur sera libre de les vendre à qui il leur plaira, ou de les envoyer hors de la ville, à tel endroit qu'ils jugeront convenable.

A R T I C L E VI.

Lorsque les propriétaires voudront envoyer leurs harengs à des facteurs, ils seront obligés de les choisir, ou parmi la louable Compagnie Angloise établie dans cette ville ou parmi les bourgeois, lesquels pourront alors les vendre à qui il leur plaira, ou les envoyer hors de la ville dans les lieux qu'ils jugeront à propos de choisir.

A R T I C L E VII.

Outre ce qui est déjà accordé ci-dessus, les sujets de sa Majesté Britannique jouiront dans le commerce des harengs des mêmes privilèges & avantages que l'on a ci-devant accordés, ou que l'on pourra par la suite accorder aux sujets de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies.

A R T I C L E VIII.

Il est permis pareillement aux sujets de sa Majesté Britannique d'apporter à Hambourg du Saumon, de la Merluche, de la Morue & toute autre sorte de poissons, soit sec, soit fumé, en baril ou salé, à condition de payer, suivant la coutume, le droit d'entrée ou une gabelle modérée. De la même manière, il est stipulé pour les bourgeois & habitans d'Hambourg, qu'ils trafiqueront, suivant leur ancienne coutume, dans les provinces du Royaume Britannique, qu'ils pourront y porter leurs marchandises & les troquer ou échanger pour ces sortes de poissons ou pour d'autres denrées.

Pour n'avoir rien à désirer sur cette matière, j'ajouterai que la convention de 1711. renouvelée par les articles ci-dessus, étoit en tout semblable au traité des Hambourgeois avec les Hollandois. Ce traité fixoit pour chaque année le commencement de l'importation des harengs à la St. Jean : mais cinq ans après, les Anglois firent des représentations, & obtinrent la permission d'entrer leurs harengs avant ce temps, & voici à ce sujet le résultat de la première délibération du Sénat.

EXTRAIT DU PROTOCOLE

Du Sénat de Hambourg le 3 Avril 1716.

Résolu de députer M. le Syndic Sillem & M. van Sum pour communiquer au Résident de sa Majesté Britannique, une copie authentique du traité fait avec les Etats de Hollande, avec injonction de lui représenter qu'il verra par ce traité comment on a toujours admis pour principe invariable qu'aucun hareng ne peut parvenir à sa maturité avant la S. Jean; & que pour cette raison, le Sénat ne sauroit prendre sur lui de changer la règle établie; que cependant le Sénat donne assurance à M. le Résident que, si les sujets de sa Majesté Britannique, peuvent prouver que le principe qui se trouve établi n'a aucun fondement réel, & qu'ils apportent ici des harengs en maturité avant la S. Jean, alors le dit Sénat ne fera aucune difficulté de permettre l'importation de ces harengs aux Anglois, même avant ce temps.

Ils prouverent que le principe étoit faux en apportant à Hambourg de bons harengs avant la S. Jean, & la permission de pouvoir par la suite devancer cette époque leur fut

confirmée par le Sénat, sous le sceau privé de la ville en datte du 3. Juillet 1716.

R É C A P I T U L A T I O N.

Il résulte de ce mémoire.

1°. Que les Hambourgeois n'ont en Angleterre ni privileges ni franchises, excepté le droit d'apporter dans le royaume les marchandises d'Allemagne, avec la liberté de les vendre, de les troquer ou de les échanger pour celles du pays; encore ce dernier privilege n'est-il point exclusif en leur faveur.

2°. Que les franchises dont les Hambourgeois ont pu jouir en Angleterre, n'ont jamais été accordées spécialement à leur ville, mais qu'elles lui ont été communes comme à une partie du Corps Hanseatique.

3°. Que les Anglois, au contraire comme Anglois, ont de grands privileges à Hambourg, tels que ceux de former une compagnie de négocians, d'avoir une maison de commerce, une cour de judicature & le droit d'introduire des harengs dans la ville sur le même pied que les Hollandois.

4°. Enfin que la maison appelée *St. Eliardana* ou *Steel-yard*, qui ne subsiste plus, n'a-

yant jamais appartenu aux Hambourgeois, il ne peut y avoir eu de réciprocité dans la grâce postérieure qu'ils ont faite aux Anglois, en leur accordant une maison de commerce dans leur ville.

FIN DU SEPTIEME TOME.

E R R A T A.

Retranché la note qui se trouve au bas de la page. 134.



T A B L E

D E S

M A T I E R E S,

Contenues dans le VII. Volume

<i>Observations générales sur le Royaume d'Angleterre.</i>	Pag. 1.
Chapitre I. du gouvernement de l'Angleterre.	3.
<i>Article I.</i> des Pairs d'Angleterre.	5.
<i>Art. II.</i> de la Chambre des Communes.	6.
<i>Art. III.</i> Etendue & limites des droits du Roi.	7.
Chap. II. des Grands Officiers d'Angleterre.	16.
<i>Art. I.</i> du Grand Stewart d'Angleterre.	ibid.
<i>Art. II.</i> du Grand Chancelier d'Angleterre.	18.
<i>Art. III.</i> du Grand Trésorier d'Angleterre.	19.
<i>Section I</i> des Officiers de la Trésorerie.	21.
<i>Sect. II.</i> de l'Echiquier.	22.
<i>Paragraphe I.</i> de la Cour de l'Echiquier.	ibid.
<i>Parag. II.</i> de la Recette ou bas Echiquier.	27.
<i>Parag. III.</i> de la Cour de la Taille.	29.
<i>Parag. IV.</i> du Bureau dit Imprest Office.	31.
<i>Parag. V.</i> Tax Office ou Bureau de la taxe sur les terres.	ibid.
<i>Table de la première taxe des terres faite le premier février 1688.</i>	34.
<i>Table des acres de terre, des maisons & des paroisses de chaque comté.</i>	36.
<i>Table générale de ce qu'a produit la taxe des terres, depuis la révolution, jusques & compris celui de cette année 1772.</i>	38.

T A B L E

<i>Distribution de cette taxe par comté pour la présente année 1772.</i>	<i>Pag. 39.</i>
<i>Distribution pour le comté de Middlesex. 41.</i>	
<i>Parag. VI. Des officiers préposés à l'assise particulière, & au recouvrement de la taxe sur les terres.</i>	<i>42.</i>
<i>Frais de régie.</i>	<i>47.</i>
<i>Parag. VII. des personnes & des choses qui sont exemptes de la taxe des terres.</i>	<i>51.</i>
<i>Parag. VIII. du partage & des enclos des terres.</i>	<i>53.</i>
<i>Parag. IX. de la taxe sur les maisons & sur les fenêtres.</i>	<i>64.</i>
<i>Artic. IV. Du Président du Conseil privé.</i>	<i>67.</i>
<i>Sect. I. Du Conseil privé.</i>	<i>68.</i>
<i>Liste des membres en 1772.. . . .</i>	<i>87.</i>
<i>Section. II. des Secrétaires d'Etat.</i>	<i>95.</i>
<i>Ministres étrangers à Londres.</i>	<i>98.</i>
<i>Ministres Anglois dans l'étranger.</i>	<i>99.</i>
<i>Article V. du Lord du Sceau privé.</i>	<i>101.</i>
<i>Art. VI. du Grand Chambellan d'Angleterre. ibid.</i>	
<i>Art. VII. du Grand Connétable d'Angleterre. 102.</i>	
<i>Art. VIII. du Grand Maréchal d'Angleterre. ibid.</i>	
<i>Art. IX. du Grand Amiral d'Angleterre.</i>	<i>104.</i>
<i>Chap. III. Des Grands Officiers de la maison du roi. 105.</i>	
<i>Chap. IV. Des tribunaux d'Angleterre.</i>	<i>107.</i>
<i>Article I. de la Chancellerie.</i>	<i>108.</i>
<i>Artic. II. du Banc du Roi.</i>	<i>109.</i>
<i>Art. III. des Plaidoyers-Communs.</i>	<i>114.</i>
<i>Art. IV. de l'Echiquier.</i>	<i>116.</i>
<i>Art. V. de la Cour du Duché de Lancastre. 117.</i>	
<i>Art. VI. de la Cour du Primat.</i>	<i>118.</i>
<i>Art. VII. des Grands Juges d'Angleterre. 119.</i>	

DES MATIERES.

<i>Art. VIII. Maniere de procéder en affaires criminelles.</i>	Pag. 120.
<i>Art. IX. Des supplices.</i>	122.
<i>Chap. V. Du gouvernement de la cité de Londres.</i>	128.
<i>Art. I. du Lord Maire.</i>	129.
<i>Art. II. des Aldermen ou Echevins de Londres</i>	131.
<i>Art. III. des Shérifs de Londres & Middlesex.</i>	132.
<i>Art. IV. du Conseil de la ville de Londres.</i>	134.
<i>Chap. VI. Quelques usages particuliers à l'Angleterre.</i>	135.
<i>Chap. VII. Des douanes d'Angleterre.</i>	180.
<i>Article I. des droits de la douane.</i>	184.
<i>Art. II. Règlement pour le commerce des laines</i>	186.
<i>Art. III. Moyens en usage pour encourager l'importation & l'exportation.</i>	191.
<i>Section I. Articles dont l'exportation est encouragée par Bounty.</i>	193.
<i>Sect. II. Articles dont l'exportation est encouragée par Drawback.</i>	199.
<i>Sect. III. Articles dont l'importation a droit au Proemium.</i>	202.
<i>Sect. IV. Maniere de régler l'Allowance.</i>	205.
<i>Sect. V. Bounty pour l'encouragement de la pêche.</i>	207.
<i>Chap. VIII. de l'Accise ou Maltote Angloise.</i>	211.
<i>Article I. Notions générales sur les droits d'Accise.</i>	214.
<i>Art. II. Des droits du Timbre.</i>	215.
<i>Art. III. Des droits sur le Sel.</i>	216.
<i>Art. IV. Des droits sur les Voitures.</i>	217.
<i>Art. V. Des droits sur les Licences pour vendre des Liqueurs.</i>	218.
<i>Art. VI. Des droits sur les Porte-balles &c.</i>	219.

TABLE DES MATIERES.

<i>Chap. IX. Des finances d'Angleterre. . .</i>	<i>Pag. 220</i>
<i>Etat du produit des différentes branches du re-</i>	
<i>venu public, qui composent le fond natio-</i>	
<i>nal.</i>	<i>227</i>
<i>Etat des subsides accordés en 1772. . . .</i>	<i>240</i>
<i>Etats des moyens pour fournir à ces subsi-</i>	
<i>des.</i>	<i>247</i>
<i>Chap. X. De l'état militaire de la Grande Bre-</i>	
<i>tagne.</i>	<i>251</i>
<i>Article I. Des troupes de terre.</i>	<i>252</i>
<i>Section I. Maison militaire du roi. . . .</i>	<i>258</i>
<i>Section II. Autres forces militaires de la Gran-</i>	
<i>de-Bretagne.</i>	<i>263</i>
<i>Seçt. III. De l'artillerie & du génie. . .</i>	<i>264</i>
<i>Art. II. Des forces maritimes de l'Angleterre.</i>	<i>266</i>
<i>Chap. XI. De la population, des especes, des poids</i>	
<i>& mesures de la Grande-Bretagne. . .</i>	<i>268</i>
<i>Chap. XII. Des compagnies de commerce. . .</i>	<i>270</i>
<i>Article 1. De la compagnie des Indes orien-</i>	
<i>tales.</i>	<i>281</i>
<i>Art. 2. De la banque d'Angletere. . . .</i>	<i>285</i>
<i>Art. 3. De la Compagnie de la mer du sud.</i>	<i>294</i>
<i>Art. 4. Des autres Compagnies commerçan-</i>	
<i>tes.</i>	<i>302</i>
<i>Chap. XIII. Des compagnies d'assurance. . .</i>	<i>307</i>
<i>Article I. De la société amicale d'assurance per-</i>	
<i>pétuelle.</i>	<i>308</i>
<i>Art. 2. De l'assurance de Londres. . . .</i>	<i>318</i>
<i>Art. 3. De la société de l'union.</i>	<i>323</i>
<i>Mémoire historique sur le commerce de la ville de</i>	
<i>Hambourg avec celle de Londres. . . .</i>	<i>350</i>

FIN DE LA TABLE DU TOME VII.



